

Karl MARX et Friedrich ENGELS

1973

# LA CHINE

Traduction et préface  
de Roger DANGEVILLE

Un document produit en version numérique  
par un bénévole qui souhaite conserver l'anonymat

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par un nouveau bénévole, qui souhaite conserver l'anonymat à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

## **LA CHINE**

Traduction et Prèface de Roger DANGEVILLE. Paris : Union Générale d'Éditions, 10/18, 1973, 447 pp.

Les ayant-droit de Roger Dangeville, traducteur, nous accordaient le 17 mai 2013 leur permission de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

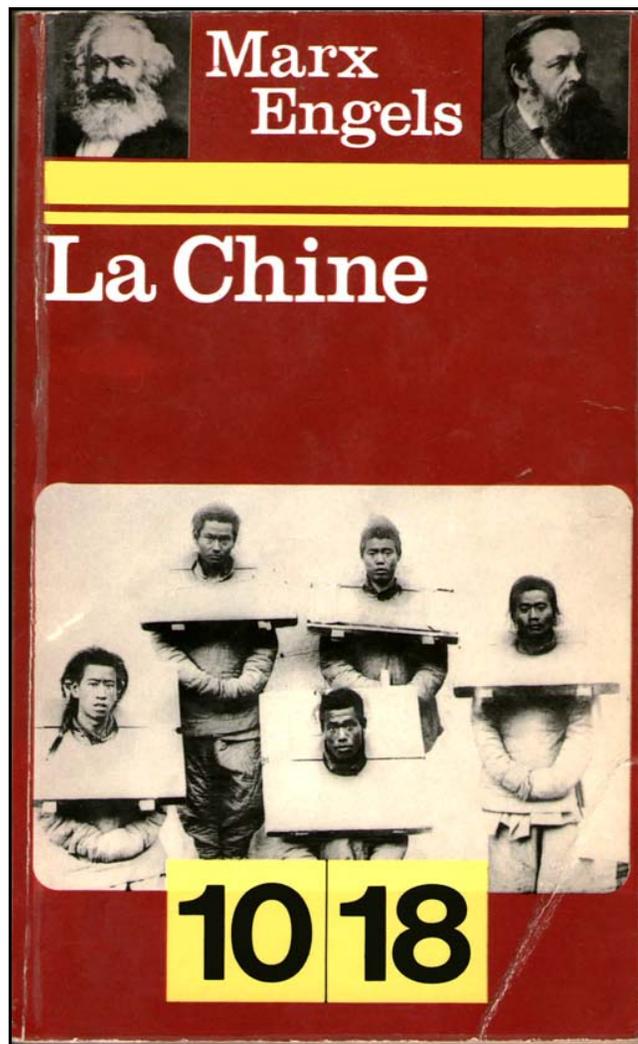
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 2 mars 2014 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Karl Marx et Friedrich Engels

LA CHINE



Traduction et Prêface de Roger DANGEVILLE. Paris : Union Générale d'Éditions, 10/18, 1973, 447 pp.

# Table des matières

## PRÉFACE [5]

### **I. LE CÉLESTE EMPIRE ET LES DÉMONS CAPITALISTES. [7]**

Allemagne et Chine [7]

Races et modes de production [11]

Facteurs de race et de nation [13]

Modes de production valables pour toutes les races [18]

Mode de production asiatique en Europe [20]

La terre et le Céleste Empire [28]

Retard millénaire de l'Asie [35]

Retard séculaire de l'Europe [45]

Voie unique de la contre-révolution [49]

### **II. BOND PAR-DESSUS LE CAPITALISME [61]**

Économie et révolution [61]

Pourquoi le stade capitaliste ? [68]

Révolution bourgeoise et ouvriers [74]

Schéma international de la révolution socialiste [80]

Au centre : la violence révolutionnaire, L'État et la dictature [84]

Progression et bond [91]

Schéma de la révolution double [94]

Dissolution des sociétés précapitalistes extra-européennes [101]

Accumulation primitive en Angleterre et Outre-mer [104]

Double renversement du passé [107]

Les crimes bourgeois Outre-mer [117]

Marx et l'exemple russe d'un petit saut par-dessus le capitalisme [122]

### **III. RÉVOLUTION CHINOISE ET NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CHINE** [143]

[Crise et révolution](#) [143]

[Guerres et révolution](#) [146]

[La révolution russe et le parti chinois](#) [150]

[La pire défaite se déroule progressivement](#) [156]

[La révolution chinoise de Mao-Tsé-toung](#) [159]

[La réforme agraire](#) [162]

[Industrialisation petite-bourgeoise en Chine](#) [168]

[Question coloniale et question syndicale](#) [172]

[Anti-impérialisme et socialisme](#) [177]

### **TEXTES DE MARX-ENGELS** [191]

#### **I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION** [191]

Karl Marx - [Déplacement du centre de gravité mondial](#) [193]

Karl Marx - [La révolution en Chine et en Europe](#) [199]

Karl Marx - [Le conflit anglo-chinois](#) [213]

Frédéric Engels - [Perse-Chine](#) [223]

Frédéric Engels - [La nouvelle campagne anglaise en Chine](#) [233]

Karl Marx - [La Russie et la Chine](#) [239]

#### **II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES** [255]

Karl Marx – [Débats parlementaires sur les hostilités en Chine](#) [255]

Karl Marx – [La défaite du ministère Palmerston](#) [265]

Karl Marx – [Les élections anglaises](#) [277]

Karl Marx – [La situation des ouvriers de fabrique](#) [281]

Karl Marx – [Quel est le fauteur d'atrocités en Chine ?](#) [285]

Karl Marx – [Extraits de la correspondance officielle](#) [293]

Karl Marx – [Palmerston et les élections générales](#) [301]

### III. [LE POISON CAPITALISTE EN CHINE](#) [313]

Karl Marx – [L’histoire du commerce de l’opium](#) [315]

Karl Marx – [Les effets du traité de 1842 sur le commerce sino-britannique](#)  
[327]

Karl Marx – [Le nouveau traité avec la Chine](#) [335]

Frédéric Engels – [Opium, alcool et révolution](#) [345]

Frédéric Engels – [La pénétration russe en Asie centrale](#) [349]

Frédéric Engels – [Les gains de la Russie en Extrême-Orient](#) [361]

### IV. [RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE](#) [373]

Karl Marx – [La nouvelle guerre chinoise](#) [375]

Karl Marx – [Le commerce avec la Chine à la lumière des structures sociales  
de ce pays](#) [405]

Karl Marx – [Politique anglaise](#) [413]

Karl Marx – [Affaires chinoises \[Taïpings\]](#) [423]

Karl Marx – [Le commerce britannique du coton](#) [429]

Frédéric Engels – [Le traité de commerce avec la France](#) [433]

Frédéric Engels – [Marché colonial et marché mondial](#) [435]

Frédéric Engels – [La guerre sino-japonaise](#) [437]

[5]

LA CHINE

# PRÉFACE

---

par Roger DANGEVILLE, 1973.

[Retour à la table des matières](#)

[6]

[7]

## PRÉFACE

# I. LE CÉLESTE EMPIRE ET LES DÉMONS CAPITALISTES

## *ALLEMAGNE ET CHINE.*

[Retour à la table des matières](#)

Marx et Engels ont souvent comparé l'Allemagne, divisée après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1525 et de 1848-1849, à la Chine, dissoute et démembrée par les impérialismes. La situation intérieure y était semblable : « *Enfin, l'Allemagne, privée de ses territoires périphériques, ou dominée par eux, devint la proie des autres États européens (France, Suède, Russie, etc.), une sorte de concession européenne. Désormais la faiblesse économique se combina à la faiblesse politique : un avantage économique ne pouvait plus venir au secours de la débilité politique de l'Allemagne. Il n'y avait plus de guerre heureuse pour ce pays ni de conjoncture économique qui pût la remettre dans la bonne voie du développement* <sup>1</sup>. » Le salut devait venir de l'extérieur, d'où était venue la ruine : ce fut d'abord la révolution française, puis la tentative [8] héroïque du prolétariat français de 1848, et enfin l'unité allemande après la guerre franco-prussienne en 1871.

La révolution de la société chinoise devait, elle aussi, suivre en gros le cours de la révolution allemande. Et l'analogie est assez manifeste pour que l'on puisse l'étendre — dès lors que le centre du mou-

---

<sup>1</sup> Cf. Engels, Notes manuscrites sur l'histoire de l'Allemagne, in *Ecrits militaires*, p. 97. Dans leurs articles sur la Chine, Marx et Engels dénonceront avec force la conjonction de l'impérialisme capitaliste anglais et l'expansionnisme tsariste qu'ils ont bien connus en Allemagne même.

vement ouvrier, en Allemagne vers la fin du siècle, s'est déplacé en Asie après la révolution d'Octobre — jusqu'au prolétariat chinois lui-même qui, dès sa prime enfance, y annonçait — comme en Allemagne de 1844 — un développement gigantesque, tant du point de vue théorique que politique et organisationnel. Qui plus est, quoique faiblement développé, puisque l'industrie était encore en germe et disséminée dans un espace immense, ce prolétariat devait être capable de produire un Marx-Engels, comme les conditions arriérées de Russie avaient produit un Lénine.

Tous ces pays « arriérés » ont ceci en commun que la conscience révolutionnaire du communisme — c'est-à-dire d'une solution radicale à la décomposition de la société existante — n'est pas venue au prolétariat dans le prolongement d'une révolution bourgeoise et au fur et à mesure du développement des conditions économiques et sociales du capitalisme, mais à la suite de révolutions antiféodales manquées en raison de l'impuissance de la bourgeoisie locale et de la violence dissolvante et stérilisante de l'impérialisme étranger. Les conditions préables de la société moderne y étaient donc déjà mûres, mais seule la violence contre-révolutionnaire en empêchait l'avènement. D'où l'importance du facteur [9] révolutionnaire dans ces pays où la violence explique le retard économique, et les nécessités économiques suggèrent l'emploi de la violence pour briser les ultimes entraves à l'essor social.

Du point de vue théorique, le prolétariat de ces pays — représenté sur la scène sociale par son parti — doit donc avoir conscience non seulement des tâches immédiates, c'est-à-dire du passage de la société précapitaliste au capitalisme, mais encore — en liaison avec le prolétariat international des pays développés — du passage ultérieur à la société socialiste. Bref, il lui faut une conscience universelle, ou internationale, du processus révolutionnaire.

Or ce sont les conditions matérielles de la société qui fournissent, toujours, les éléments d'une prise de conscience marxiste radicale et militante. Ces sociétés en dissolution constituent un amas de toutes les formes de société et de production de l'histoire — du communisme primitif au capitalisme le plus concentré dans les quelques rares villes —, puisqu'aucune révolution n'y a vraiment balayé de la scène sociale les vestiges des modes de production et d'échange du passé, toutes les couches et classes continuant d'y subsister et se superposant les unes

aux autres pour exploiter et opprimer les masses laborieuses, notamment le prolétariat industriel et agricole. Ce dernier ne connaît donc pas seulement l'expérience du capitalisme et de l'impérialisme, mais encore celle des multiples autres formes historiques d'asservissement du travail, dont il peut juger dialectiquement les effets et rapports respectifs.

Ces pays sont aussi particulièrement bien [10] placés pour saisir que les classes trouvent leur prolongement dans les États organisés et que l'impérialisme international se greffe, dans les pays arriérés, sur l'exploitation de classe. Dans ces conditions, la vie de ces pays est particulièrement sensible aux fluctuations de la politique internationale et de l'économie des grandes puissances mondiales. Les pays « attardés » ne forment-ils pas le terrain de chasse et l'enjeu direct des guerres de rivalité impérialiste <sup>2</sup>.

Si, dans les pays de capitalisme développé, l'ordre social devient proprement insupportable au prolétariat, surtout au moment de la crise économique ou de la guerre qui en est le prolongement, il l'est en permanence dans les pays « attardés », où plus qu'ailleurs il est ressenti douloureusement, comme un état qui pousse constamment à la révolte. La violence révolutionnaire qui est le seul recours immédiat, ne peut cependant s'exercer à volonté, car elle dépend de conditions économiques, politiques et sociales de crise. D'où la nécessité d'une vision critique de ces conditions et d'une organisation rationnelle et systématique de la violence.

Cette préface, assez longue, s'efforce d'établir quelle est la position du marxisme vis-à-vis des sociétés orientales en général, et de la Chine en particulier. On trouvera une analyse des structures productives asiatiques et leur place dans la série des modes de production de l'humanité dans un ouvrage collectif, intitulé la *Succession des formes*

---

<sup>2</sup> Ce n'est pas par hasard si les *Écrits militaires* forment environ un quart de l'œuvre énorme de Marx et d'Engels, et si ce dernier fut peut-être le plus grand esprit militaire de tous les temps : cf. le premier volume de Marx-Engels, *Écrits militaires*, Paris, 1970, Ed. de l'Herne, 361 p. Ce premier volume porte sur l'expérience historique du prolétariat dans la *révolution anti-féodale* de l'Europe du siècle dernier et traite en conséquence des problèmes de la violence qui se posent à tous les pays traversant la même phase historique, donc aussi à la Chine.

*de la production sociale dans la théorie marxiste* in *Fil du Temps* n° 9 (Impression-Gérance : Jacques Angot, B.P. 24, Paris <sup>3</sup>).

[11]

Le but n'en est pas tant de définir la base sociale de la Chine de l'époque où Marx-Engels relatent les graves événements qui bouleversent cet immense pays, mais, à partir de critères marxistes, de répondre aux questions soulevées par la révolution chinoise moderne, afin d'en déterminer — au travers de sa genèse et de sa nature — les effets sur les conditions économiques, politiques et sociales de la Chine, d'une part, et les réactions sur le monde extérieur, c'est-à-dire sur l'impérialisme, les pays « sous-développés » et le prolétariat en général. S'agissant en toute occurrence d'un ensemble de faits décisifs pour l'évolution de l'humanité, le marxisme ne peut pas ne pas nous fournir les moyens théoriques pour les saisir et les comprendre, sans qu'il faille — même à un siècle de distance — recourir à la méthode de l'extrapolation.

## ***RACES ET MODES DE PRODUCTION.***

[Retour à la table des matières](#)

On ne saurait lier la réalisation du programme socialiste au destin d'un rameau historique d'une seule des grandes races de l'espèce humaine, par exemple celle des Blancs caucasiens, aryens ou indo-européens, même si celle-ci a désormais atteint le terme de son cycle économique et social, avec le capitalisme développé. D'abord, cela heurte directement les faits — les Nippons ne forment-ils pas aujourd'hui la troisième puissance économique du monde ? Ensuite, une telle sélection d'une race ou d'un peuple « élu » constitue le fonds commun de tous les racismes et nationalismes qui sévissent plus que jamais [12] dans la société contemporaine. De fait, loin de contredire l'idéo-

---

<sup>3</sup> Divers *Fils du Temps* traitent également de questions qui se sont posées, à un moment ou à un autre, au mouvement révolutionnaire chinois. Par exemple, *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* n° 5, *la Question agraire dans la théorie marxiste*, n° 2, 6 et 7, *l'État et la nation dans la théorie marxiste*, n° 1 et 4, et les *Rapports du Parti communiste d'Italie avec l'Internationale communiste (1919-1925)*, n° 8.

logie bourgeoise, incarnée par la déesse Raison qui illumine et guide la pensée et l'action des hommes, toutes les variétés de nationalismes et de racismes y culminent en fin de compte.

Dans l'Antiquité, c'était un Dieu supraterrestre qui investissait un peuple, une nation ou une race de la mission de guider le monde. Pour la pensée bourgeoise classique, cette mission revient au peuple qui, le premier, a découvert non dans l'histoire, mais *en soi*, la nouvelle morale et civilisation. Erigée en « culture nationale », cette « raison » est assimilée aux lois naturelles et biologiques, ainsi qu'à la pratique morale de ce peuple, qui se charge d'illuminer de ses « conquêtes » les peuples « arriérés » et, si nécessaire, d'exterminer les récalcitrants.

À chaque révolution bourgeoise, le processus recommence et grossit : la révolution de Cromwell assura le bonheur et le bien-être maximum pour tous, Écossais et Irlandais y compris. Napoléon I<sup>er</sup>, l'épée de la révolution et des principes universels de la Raison et des Droits de l'homme, mit rigoureusement en pratique l'idéal de 1789. Bismarck qui réalisa l'unité allemande, s'empessa de magnifier les vertus de fer allemandes, en fait prussiennes. L'impérialisme blanc se chargea d'évangéliser et de civiliser les peuples de couleur de quatre continents, en écrivant la page la plus sinistre de l'humanité. De même, la dégénérescence de la révolution socialiste de 1917 et de l'Internationale communiste au niveau *bourgeois* ne manqua pas de produire ses effets avec, d'une part, la Russie guidant les [13] peuples du monde vers le socialisme et, d'autre part, Staline pilotant génialement la Russie et le prolétariat.

À mesure que le capitalisme se développe, la race élue ou super-race se barde de machines de plus en plus perfectionnées et d'armes de plus en plus destructives pour « ordonner » le monde sur son modèle.

Toute la hiérarchie insensée des peuples a pour corollaire nécessaire, au niveau des individus, la hiérarchie des chefs, avec ses caporaux, ses présidents et ses héros. Or, tous les systèmes aboutissent à cette double caricature, dès lors qu'ils ne voient plus la source de l'action humaine dans la dynamique matérielle du développement économique et social, si riche et si divers, de l'humanité tout entière, d'hier et d'aujourd'hui.

Le marxisme a été déformé au point que l'on oublie généralement aujourd'hui que l'œuvre de la révolution socialiste est bel et bien de

détruire l'individualisme et la personnalité des races ou peuples particuliers, en les arrachant à ce qui, matériellement, les fixe à leurs qualités et mœurs *privés*, à leur destin singulier. Or, l'agent de cette transformation radicale ne peut-être que le prolétariat, classe universelle, qui n'a pas de patrie et qui, s'il y est cantonné, ne l'est que par la pression physique du capital.

## ***FACTEURS DE RACE ET DE NATION.***

[Retour à la table des matières](#)

Les facteurs de race et de nation sont liés aux conditions de genèse ou de « *naissance* » [14] (*natio*) des hommes, et à leur *reproduction*. À l'aube de l'histoire, dans la famille plus ou moins large, les liens du sang formaient les conditions et rapports sociaux de production entre les producteurs d'une part, et entre ceux-ci et le milieu ambiant (la nature), de l'autre. Mais, toujours, la production implique reproduction, et en premier des producteurs. Dans toute analyse, il faut tenir compte de ces deux faces du déterminisme économique, et le marxisme les utilise, par exemple, dans sa définition fondamentale du producteur moderne, le *prolétaire* (au sens historique : celui qui perpétue et nourrit la race). En effet, sa force de travail vivante et *prolifique* engendre, d'une part, une richesse croissante *pour autrui*, et, d'autre part, son espèce, dans tout son dépouillement, *pour lui-même*. La théorie renvoie donc toujours aux conditions matérielles réelles.

Dans la question des races et des nations, la méthode et la conception marxistes se distinguent le plus nettement de toutes les autres. Ces facteurs s'y retrouvent à leur véritable rang dans l'histoire, parmi les conditions de production. Ils font ainsi l'objet d'une analyse scientifique bien précise et délimitée. Dès lors qu'ils sont reliés au développement historique des forces productives, on constate que l'importance du facteur racial diminue au fur et à mesure qu'augmente celui de la nation et enfin, que tous deux sont déchirés par les antagonismes de classes lorsque le capital est développé. À partir du moment de la révolution bourgeoise, les nations et les « races » — fortes ou faibles — sont déterminées par les rapports capitalistes, et elles prennent dès lors un caractère toujours plus contradictoire et aberrant, [15] comme

le montrent les heurts, sans cesse plus nombreux et violents de nos jours, entre races et nations, car elles voilent les rapports capitalistes.

Mais voyons la place qu'Engels et Marx assignent aux conditions matérielles en général et aux facteurs de race en particulier dans l'évolution des forces productives de l'humanité :

*« Nous considérons les conditions ou rapports économiques comme la base déterminante de l'évolution de la société. Nous entendons par là la manière dont les hommes d'une société donnée produisent leurs moyens d'existence et échangent leurs produits entre eux (dans la mesure où existe la division du travail). Nous y incluons donc toute la technique de la production et des transports. Dans notre conception, cette technique détermine également le mode d'échange (ou de distribution) ainsi que la répartition des produits et donc aussi, après la dissolution de la société consanguine [raciale], les rapports de domination et d'esclavage, autrement dit l'État, la politique. Dans les rapports économiques, le droit, etc. nous incluons naturellement la base géographique sur laquelle ceux-ci évoluent, ainsi que les vestiges hérités des stades de développement économique antérieurs qui survivent, simplement par tradition ou force d'inertie, sans oublier aussi le milieu ambiant qui entoure cette forme de société.*

*« Si, comme on le prétend, la technique dépend, pour une large part, du niveau de la science, cette dernière dépend encore beaucoup plus du niveau et des besoins de la technique. En effet, lorsqu'une société a des besoins techniques, la science en reçoit une impulsion dix fois plus [16] grande que ne peuvent lui donner dix universités <sup>4</sup>.*

---

<sup>4</sup> Dans le *Capital*, Marx attribue aux conditions matérielles la découverte des grandes idées ou lois scientifiques [54] : « C'est la nécessité de calculer les périodes des débordements du Nil qui a créé l'astronomie égyptienne et, en même temps, la domination de la caste sacerdotale à titre de directrice de l'agriculture : « *Le solstice est le moment de l'année où commence la crue du Nil, et celui que les Egyptiens ont dû observer avec le plus d'attention... C'était cette année tropique qu'il leur importait de marquer pour se diriger dans leurs opérations agricoles Ils durent donc chercher dans le ciel un signe apparent de son retour.* » (CUVIER, *Discours sur les révolutions du globe*, édit. Hœfer, Paris, 1863, p. 141). » Editions Sociales livre I°, t.II, p. 187.

*« Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) est née du besoin vital de régulariser les torrents des montagnes en Italie aux XVIe et XVIIe siècles. Nous ne savons quelque chose de rationnel de l'électricité que depuis que l'on a découvert son utilisation technique. Hélas, en Allemagne, on a pris l'habitude d'écrire l'histoire des sciences comme si elles étaient tombées du ciel.*

*« Nous considérons les conditions économiques comme ce qui détermine, en dernier ressort, l'évolution historique. Or, la race est elle-même un facteur économique <sup>5</sup>. »*

La race, en tant que facteur économique, n'est pas tombée du ciel, elle est d'abord le produit de conditions du milieu, c'est-à-dire de climat, de topographie, de nourriture, d'activité productive, etc., etc. Avant de naître Chinois, par exemple, on devient chinois et, pour se reproduire en tant que tel, il faut vivre dans des conditions chinoises, sans se mêler à d'autres races.

La formation des races est liée, aux yeux du marxisme, au stade le plus primitif de la vie et de l'économie humaines. À l'aube de l'humanité, les facteurs biologiques étaient prépondérants, la reproduction des êtres humains étant directement liée aux structures familiales consanguines qui constituaient le rapport de production fondamental des sociétés primitives. Mais plus tard, *« l'acte de la reproduction même modifie non seulement les conditions objectives (par exemple : le village devient ville, la nature sauvage terre de culture), mais encore les producteurs eux-mêmes, qui manifestent des qualités nouvelles, en [17] se développant et en se transformant dans la production, grâce à laquelle ils façonnent des forces et des idées nouvelles ainsi que des modes de communication, des besoins et un langage nouveaux <sup>6</sup>. »*

C'est en Asie que ce premier développement de l'humanité a sans doute été le plus fécond, non seulement au sens où il y a atteint ses formes les plus épanouies, mais encore où il a donné naissance aux civilisations d'autres continents. Certains ethnologues modernes si-

---

<sup>5</sup> Cf. Engels à W. Borgius, 25-1-1894.

<sup>6</sup> Cf. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Editions Anthropos, 1967, tome I<sup>o</sup>, p. 451 et éditions 10/18. Cet extrait est tiré du chapitre sur la *Succession des formes économiques de la société*, p. 422-480.

tuent l'origine des Incas en Asie, et Marx liait les premiers éléments de civilisation de l'Europe à l'Asie : « *L'hypothèse que j'avais établie, à savoir que partout en Europe les débuts sont constitués par les formes d'appropriation asiatiques, notamment indiennes, vient de trouver une nouvelle confirmation dans les ouvrages les plus récents du vieux Maurer (bien que celui-ci n'ait pas eu conscience de la portée de sa découverte). Les Russes perdent ainsi les derniers éléments pour fonder leur prétention à l'originalité, même sur ce plan* <sup>7</sup>. »

L'Asie fournit sans doute le premier exemple, et le plus grandiose, de création d'un nouveau mode de production et de civilisation pour un autre continent. Marx s'est attaché à le découvrir non seulement à une époque où l'ethnologie était peu développée, mais encore là où les préjugés des savants bourgeois déformaient leurs propres études et conclusions. Au cours de minutieuses recherches, il établit, en outre, que l'ancien Germanique se retrouvait dans le djat (caste de paysans propriétaires d'Inde septentrionale), et l'ancien Grec dans le brahmane <sup>8</sup>. La reconnaissance [18] de cette filiation nous fournit un précieux fil conducteur pour suivre la transformation et le passage de cette forme-mère indienne aux modes de production ultérieurs de type germanique et antique classique qui, dans le schéma marxiste de l'évolution des modes de production, donnèrent à leur tour naissance au féodalisme européen, en se combinant en une synthèse sociale plus haute.

---

<sup>7</sup> Cf. Marx à Engels, 14-III-1868.

<sup>8</sup> Cf. Marx, *les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 8-VIII-1853.

Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx écrivait, par exemple : « *C'est un préjugé ridicule, répandu ces derniers temps, de croire que la propriété collective primitive est une forme spécifiquement slave voire exclusivement russe. C'est la forme primitive dont on peut établir la présence chez les Romains, les Germains, les Celtes, mais dont on rencontre encore, aux Indes, un échantillonnage aux spécimens variés, bien qu'en partie à l'état de vestiges. Une étude rigoureuse des formes de propriété collective en Asie, et spécialement aux Indes montrerait qu'en se dissolvant, les différentes formes de la propriété primitive ont donné naissance à différentes formes de propriété. C'est ainsi que l'on peut, par exemple, déduire les différents types originaux de propriété privée à Rome et chez les Germains de différentes formes de propriété collective aux Indes.* » (Ed. Soc., 1957, p. 13 note).

## ***MODES DE PRODUCTION VALABLES POUR TOUTES LES RACES.***

[Retour à la table des matières](#)

Étant tout à la fois matérialiste, dialecticien, économiste et historien, Marx ne considère pas les qualités raciales, individuelles ou intellectuelles, comme le ressort de l'évolution et du progrès humains. Au contraire, il soumet ces facteurs réels aux conditions matérielles de milieu en général qui, elles, forment la cause première. Il renverse ainsi le problème tel que le pose en général l'idéologie bourgeoise, notamment blanche, qui veut que la race ou les qualités humaines — l'Homme ou l'Esprit — soient l'explication première.

Même s'il est impuissant face à ce préjugé — qu'il faudra renverser avec les conditions matérielles de vie bourgeoise —, rien n'est plus facile à Marx que de démontrer que, par-delà les pays ou continents, *c'est le mode social de la production matérielle qui détermine les particularités de l'évolution d'une société et son imbrication avec les autres.*

C'est encore poser le problème de manière non marxiste que d'écrire, par exemple : « *Certes, le [19] marxisme de Marx contient, beaucoup plus que ne veut l'admettre l'interprétation dite « orthodoxe », les germes d'une adaptation aux conditions d'Orient [sic]. Mais ce ne sont que des jalons. Qui plus est, si Marx lui-même était prêt à donner à l'Asie un rôle plus important dans la révolution mondiale que beaucoup de ses disciples [ou Judas ?], sur le plan de la culture [sic], il ne voyait qu'une seule voie de salut pour l'Orient : l'« européanisation »<sup>9</sup>.* »

---

<sup>9</sup> Cf. *le Marxisme et l'Asie. 1853-1964*. Par H. Carrère et St. Schramm. Collection U, A. Colin, 1965, p. 9. Le mérite de cette vaste compilation est d'avoir mis en évidence toutes les déviations successives qu'a subies le programme marxiste originel, déviations qui ont abouti de nos jours au renversement total du programme marxiste dans la question coloniale.

D'abord le marxisme n'a pas à être « adapté » aux conditions des pays extra-européens, en le forçant, le distordant, voire le modifiant. Ensuite, si en 1853, Marx a utilisé le terme d' « européanisation » dans sa correspondance privée ou dans le jargon journalistique, c'est qu'en théorie — et c'est ce qui importe aujourd'hui, si l'on considère les positions marxistes à un siècle de distance — il entendait par là *l'extension du capitalisme à d'autres continents*. Enfin, comme Marx-Engels le répètent à longueur de pages, cette intrusion du capitalisme par la force s'est faite à coups de canon, en massacrant de paisibles populations, en les empoisonnant par l'opium, en les spoliant et en les escroquant de mille façons infâmes, ce qui est tout autre chose que de considérer que « *sur le plan de la culture*, il [Marx] ne voyait qu'UNE SEULE voie de salut pour l'Orient : l'« européanisation ».

Qui plus est, la solution proposée par Marx a toujours été socialiste, bien qu'il admît que la destruction d'un mode de production précapitaliste et l'introduction du capitalisme pussent constituer un certain progrès, *en l'absence de l'intervention du prolétariat* agissant sur la base [20] du programme d'action dégagé par Marx-Engels. À plus forte raison, cette « européanisation » n'a-t-elle rien à voir avec le programme du socialisme scientifique. En effet, celui-ci s'oppose d'emblée aux tentatives d'extension du capitalisme européen aux pays précapitalistes et invite les peuples de couleur à se soulever dès la première heure contre les empiétements des colonialistes et autres impérialistes.

## ***MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE EN EUROPE.***

[Retour à la table des matières](#)

Marx-Engels ont théorisé cette stratégie à partir de l'expérience historique encore toute fraîche pour eux : la guerre du peuple espagnol contre l'« européen » Napoléon qui voulait exporter le capitalisme Outre-Pyrénées, où dominait alors un mode de production précapitaliste ou plus exactement « asiatique » : « *La monarchie absolue trouvait en Espagne une matière qui, par toute sa nature, répugnait à la centralisation, et elle fit tout ce qui était en son pouvoir pour empê-*

*cher l'essor d'intérêts communs, tels qu'ils résultent d'une division du travail national ainsi que de la multiplicité et de la densité d'un réseau de communication intérieur. Elle alla jusqu'à détruire la base même d'où pouvait surgir un système unitaire d'administration et une législation, générale. Aussi faut-il placer la monarchie absolue espagnole au niveau des formes de domination asiatiques plutôt qu'au niveau des monarchies absolues du reste de l'Europe, avec lesquelles elle ne présentait que fort peu de ressemblance. Comme la Turquie, l'Espagne [21] resta un conglomérat de provinces disposant d'une administration autonome, dirigée par un souverain purement symbolique. Dans chaque province, le despotisme revêtit des formes différentes, selon la manière dont vice-rois et gouverneurs interprétaient à leur gré les lois générales. Mais, si despotique qu'il fût, le gouvernement n'empêchait pas que, dans les différentes provinces, régnait la plus grande diversité en matière de législation, fiscalité, monnaie, couleurs et insignes militaires. Le despotisme oriental ne s'attaque aux gouvernements autonomes des municipalités que s'ils heurtent de front ses intérêts immédiats, mais il n'est que trop enclin à tolérer la survivance de ces institutions, tant qu'elles lui laissent ses prérogatives, le déchargent de l'obligation de faire lui-même quelque chose et lui évitent les ennuis d'une gestion ordonnée des affaires.*

*« C'est ce qui explique que Napoléon, à l'instar de tous ses contemporains, ne voyait dans l'Espagne qu'un cadavre sans vie et fut très péniblement surpris, lorsque les événements lui firent découvrir que l'État espagnol était, certes, bel et bien mort, mais que la société espagnole était pleine de vie et de santé, et recélait dans toutes ses parties une force de résistance et une énergie débordantes...*

*« C'est ainsi que l'Espagne fut préparée à sa récente carrière révolutionnaire [1854] et jetée dans les combats qui seront décisifs pour toute son évolution durant ce siècle. À grands traits, nous avons signalé les faits et influences qui déterminent aujourd'hui encore son histoire et dirigent les impulsions de son peuple. Nous les [22] avons mentionnés, parce qu'ils sont indispensables à la compréhension, non seulement de la crise actuelle, mais encore des faits glorieux ou douloureux, vécus par les Espagnols depuis l'usurpation napoléonienne. Cette période de près d'un demi-siècle — fertile en épisodes tragiques et en tentatives héroïques — renferme l'un des chapitres les plus sai-*

*sissants et les plus riches d'enseignement de l'histoire du monde moderne* <sup>10</sup>. »

Dans l'Allemagne féodale, Marx et Engels découvrirent la même dialectique spontanée : « *Le régime de la Terreur ayant fait son œuvre en France, Napoléon l'appliqua aux autres pays, en leur faisant la guerre. Or, l'Allemagne avait un besoin urgent d'un tel règne de terreur. Napoléon liquida le Saint-Empire romain et réduisit le nombre des petits États, en en formant de plus grands* <sup>11</sup>... *L'Espagne guida alors glorieusement les autres nations sur la voie de la résistance à une armée d'invasion. Tous les chefs militaires imitèrent cet exemple pour désigner à leurs compatriotes le chemin à suivre. Scharnhorst, Gneisenau et Clausewitz étaient unanimes sur ce point. Gneisenau se rendit même en Espagne pour participer à la lutte contre Napoléon* <sup>12</sup>... *Jusqu'en 1813, sans jamais se lasser, Gneisenau prépara non seulement l'armée régulière, mais encore la résistance populaire comme moyen de secouer le joug français. Lorsqu'enfin la guerre éclata, elle fut aussitôt accompagnée d'insurrections, de mouvements de résistance des paysans et des francs-tireurs. En avril, de la Weser à l'Elbe, tout le pays courut aux armes* <sup>13</sup>. »

Mais le roi de Prusse et les couches réactionnaires [23] qu'il représentait sabotèrent les tentatives de la révolution allemande. Déjà, Engels dénonce l'impérialisme (anglais) qui soutint les classes dirigeantes réactionnaires d'Allemagne et permit aussi bien la défaite de Napoléon que celle des forces révolutionnaires allemandes. Il s'en prend également aux petit-bourgeois philistins et bornés : « *Ils saluèrent comme leurs amis les classes dirigeantes anglaises qui, précisément, étaient les véritables fauteuses de guerre, car les hostilités étaient pour elles une affaire rapportant gros. L'Angleterre se mo-*

<sup>10</sup> Cf. Marx, *l'Espagne révolutionnaire*, in : *New York Tribune*, 9-IX-1854.

<sup>11</sup> Cf. Engels, *la Situation allemande*, in : *The Northern Star*, 25-X-1845 (traduction française in : Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Ed. l'Herne, 1970, p. 107).

<sup>12</sup> Cf. Engels, *les Combats en France*, in : *Pall Mail Gazette*, 11-XI-1870 (trad. fr. *ibid.*, p. 108-109).

<sup>13</sup> Cf. Engels, *les Francs-tireurs prussiens*, in : *Pall Mail Gazette*, 9-XII-1870 (trad. fr. *ibid.*, p. 112-113).

*quait éperdument de ses laquais allemands, non seulement pendant ces guerres, mais surtout quand fut signée la paix* <sup>14</sup>. »

En Allemagne, Marx relève que les alliances réactionnaires ont été conclues entre les mêmes classes qu'en Espagne <sup>15</sup>, et, au même stade historique, en Chine : il notera plus tard que la dynastie manchoue oscille d'abord entre ses sujets opprimés et le fructueux commerce avec l'Angleterre capitaliste, avant de tomber définitivement dans les bras de l'impérialisme.

La dialectique de la régénération sociale est générale et classique pour tous les pays ayant atteint le même stade de développement et, pour les pays coloniaux, Marx nous l'expose à propos de l'Inde : « *Tout ce que la bourgeoisie anglaise peut être obligée de faire en Inde n'émanicipera pas la masse du peuple, ni n'améliorera effectivement sa condition sociale, puisque cela dépend non seulement du niveau des forces productives, mais encore de leur appropriation par le peuple. Cependant, ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux* <sup>16</sup>. »

[24]

Cette action est surtout destructive : « *Les effets dévastateurs de l'industrie anglaise, considérés par rapport à l'Inde, un pays aussi vaste que l'Europe et d'une superficie de 150 millions d'acres, sont palpables et terrifiants* » (*ibid.*).

<sup>14</sup> Cf. Engels, *la Situation allemande, ibid.*, p. 108.

<sup>15</sup> Cf. aux Editions Costes, *Œuvres Politiques* de Marx et Engels, dont la dernière partie du tome VIII est consacrée à la révolution espagnole, p. 130-147. Marx met en évidence (p. 163) comment l'orientation des alliances de classes a influé directement sur le cours de la lutte armée, donc sur l'effet social de la tentative révolutionnaire : « *Si l'on compare les trois périodes de la guerre de guérillas avec l'histoire politique de l'Espagne, on constate qu'elles représentent les trois degrés correspondants auxquels le gouvernement contre-révolutionnaire avait peu à peu ramené la conscience du peuple. Au début, toute la population s'était soulevée, puis des bandes de guérillas firent une guerre de francs-tireurs dont les réserves étaient constituées par des provinces entières, et enfin il y eut des corps sans cohésion, toujours sur le point de se muer en bandits ou de tomber au niveau de régiments réguliers.* »

<sup>16</sup> Cf. Marx, *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 8-VIII-1852.

Marx ne prévoit d'effets positifs *qu'en opposition à l'impérialisme capitaliste*, aussi bien dans l'hypothèse d'une révolution bourgeoise de l'Inde contre les colonialistes anglais, mais alors ce ne sera que le progrès capitaliste avec ses horreurs et ses contradictions internes, que dans celle de la révolution socialiste : « *Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci de-là chez eux par la bourgeoisie anglaise, tant qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes bourgeoises n'auront été évincées du pouvoir par le prolétariat industriel ; ou bien tant que les Indiens eux-mêmes ne seront pas devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais. Dans tous les cas, nous pouvons nous attendre à voir, dans un délai plus ou moins éloigné, la régénération de ce grand et intéressant pays* » (*ibid.*).

Dans tous les continents, la lutte pour l'instauration d'une société moderne, capitaliste ou socialiste, n'a commencé qu'à partir du moment où le capital — né spontanément ou importé de l'extérieur par l'impérialisme — est devenu une menace sérieuse pour les structures sociales traditionnelles. Aussitôt la bourgeoisie, aidée de ses alliés intérieurs et extérieurs, s'est mise en devoir d'imposer son mode de production et de vie à toute la collectivité, tandis que, de son côté le prolétariat s'efforçait, avec ses moyens et dans [25] le rapport de force donnés, de réaliser ses objectifs à lui.

C'est pourquoi, le marxisme affirme avec force que, dans ces luttes gigantesques de masses immenses, la nature des modes de production — précapitaliste à renverser, et capitaliste ou socialiste à instaurer — a un caractère général, et que la « voie de salut » est valable pour tous les pays, sauf que le processus en est décalé dans le temps d'un pays et d'un continent à l'autre <sup>17</sup>. C'est en ce sens que Lénine, par exemple, parlait de portée universelle de la révolution d'Octobre en ce qui concerne la révolution socialiste, malgré le caractère double de la révolution de 1917 (Février et Octobre) <sup>18</sup>. Les lois des révolutions sont

---

<sup>17</sup> Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Introduction, chapitre : *Sans stratégie, pas de parti révolutionnaire*, p. 79-87.

<sup>18</sup> Cf. Lénine, *la Maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, in *Œuvres*, tome 31, chap. I : *Dans quel sens peut-on parler de la portée internationale de la révolution russe ?* p. 15-16. Lénine y cite des exemples classiques d'alternance des différents peuples au centre de gravité du mouvement interna-

claires et rigoureuses ; la difficulté, c'est de les appliquer avec énergie et netteté dans le rapport des forces déterminé. De fait, l'expérience de toutes les révolutions manquées a montré que les compromis, les demi-mesures et les louvoiements ne font que retarder et rendre encore plus douloureux le dénouement final. Comme Marx l'a si souvent répété, la méthode la plus efficace est d'appliquer le fer avec énergie et décision, la violence révolutionnaire étant la meilleure accoucheuse d'une société nouvelle.

En voyant la cause de l'évolution sociale dans les conditions matérielles et le jeu complexe des forces productives qui déterminent les rapports de force, la nature, le but et la stratégie des *différentes* forces en présence, le marxisme détient la clé pour expliquer l'alternance des races, des peuples et États à la pointe de l'évolution sociale et, par contrecoup, l'hégémonie que certains exercent sur des parties déterminées du monde.

[26]

Dans les *Fondements etc.*, par exemple, Marx suit le cheminement complexe de la formation du mécanisme capitaliste, dont un élément se développe en premier dans tel pays avant de resurgir plus loin combiné à tel autre élément, plus avancé, tandis que le pays précédent stagne et vit dans les souvenirs de sa grandeur passée. Par exemple, l'Italie a connu le premier capitalisme au XIII<sup>e</sup> siècle, en jetant la base de l'élément *commercial* ou *marchand*, né de la production des communes artisanales du moyen âge et du commerce entre l'Orient, d'une part, les Communes italiennes, provençales, rhénanes et flamandes, de l'autre ; puis, ce fut le commerce maritime et international et la création d'Empires coloniaux avec l'Espagne, le Portugal, etc. ; la rivalité pour l'hégémonie mondiale entre la Hollande et l'Angleterre ; enfin la naissance *économique* du premier capitalisme productif en Angleterre, et la révolution bourgeoise classique en France qui forgea les institutions *politiques* bourgeoises. Les contradictions du capitalisme font qu'il se développe non seulement par secteurs inégaux d'un pays à l'autre, mais encore par usurpations successives de l'acquis des autres nations.

---

tional, en reprenant un texte de Kautsky qui, lui-même, ne faisait que répéter Marx et Engels.

La dégénérescence des Partis communistes, dirigés par Moscou a eu pour effet la mise au rancart de tous les textes de Marx sur la *Succession des divers modes de production dans l'histoire humaine* ou leur déformation, au gré de la politique suivie au jour le jour <sup>19</sup>.

On a souvent perdu de vue que, pour réaliser le programme communiste, la méthode marxiste exige que l'on prévoit concrètement les tâches révolutionnaires qui s'imposent, au travers de la [27] lutte, dans un champ de forces qu'il importe de connaître. Marx-Engels ont consacré un quart de leur écrits à ce qu'il faut bien appeler *l'Œuvre militaire* <sup>20</sup> où ils relient la violence révolutionnaire aux conditions de milieu, au rapport des forces entre classes et États, ainsi qu'aux buts des

---

<sup>19</sup> Staline a éliminé Riazanov qui avait été chargé par Lénine de publier intégralement l'œuvre de Marx-Engels (MEGA). C'est ce qui retarda jusqu'à la seconde guerre mondiale la publication du texte fondamental sur les *Formes qui précèdent la production capitaliste*, contenu dans le grand manuscrit des *Grundrisse* que nous avons traduit en français sous le titre *Fondements de la Critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, Paris, 1967, 518 p. ; 1968, 762 p. et éditions 10/18.

En ce qui concerne plus particulièrement la Chine : à un autre tournant, ce fut l'éviction de A. Wittfogel, sinologue attaché au service du Kominform pour les questions d'Asie. Mais, déjà Wittfogel avait centré tous ses travaux relatifs à la Chine sur la démonstration de l'inéluctabilité de la *stagnation* des sociétés asiatiques, [56] ce qui justifiait les interventions et empiétements du stalinisme en Asie, puis la politique impérialiste déclarée des États-Unis.

Après le massacre de la Commune de Canton et l'élimination de la courageuse opposition du grand internationaliste Trotsky, qui dénonça les méfaits du stalinisme en Chine, ce fut une longue période de silence.

Après la victoire de Mao Tsé-toung en 1949 l'« amitié russo-chinoise » fit fleurir toute une littérature marxiste sur le colonialisme et l'Asie. Aujourd'hui, on peut déduire les diverses interprétations des écoles, chapelles ou laboratoires de recherches « marxistes », de l'attitude qu'ont vis-à-vis de la Chine les puissances économiques auxquelles ils sont liés plus ou moins directement.

<sup>20</sup> En général, il est question d'une *théorie de la violence* marxiste. En fait, cette théorie englobe nécessairement l'élément *militaire*, organisé et structuré, ne serait-ce que parce que le prolétariat, d'une part, affronte l'armée et les puissances militaires du capitalisme et que, d'autre part, en s'érigeant lui-même en classe dominante avec la conquête du pouvoir politique, il organise sa violence dans le cadre étatique de la dictature ouvrière pour affronter les autres classes et États.

classes : capitalisme ou socialisme, par exemple. Dans cette recherche, le marxisme n'a jamais manqué de déterminer la voie géographique par laquelle passe l'avènement du socialisme — l'épicentre de la révolution —, comme résultat de ses études économiques, historiques et sociales, afin d'en déduire concrètement les mots d'ordre de lutte du prolétariat.

Les textes traduits ci-après sur la Chine situent d'emblée ce pays dans le champ de forces international, et Marx y montre aussitôt comment le Céleste Empire pouvait amorcer par ricochet la révolution européenne escomptée pour les années 1858, avec la crise économique. À nos yeux, cette analyse n'a pas été démentie par l'histoire, même si sa réalisation en a été retardée de plus d'un siècle.

Etant donné la nature dialectique du développement de l'économie et des formes de société, le marxisme ne néglige jamais les luttes qui se déroulent dans des territoires et des peuples « inattendus », parce qu'elles influent, souvent de manière déterminante, quoiqu'indirectement en apparence, sur l'évolution sociale générale des formes de vie de l'humanité.

Plongeant ses recherches jusque dans le mode de production de chaque société et considérant les luttes des grandes masses et classes à partir de leurs conditions et besoins vitaux réels, le [28] marxisme est plus fécond que toutes les théories bourgeoises actuelles sur les blocs ou l'hégémonie des grandes puissances sorties victorieuses de la dernière guerre et dominant désormais le monde par leur énorme pouvoir concentré, leur culture et leur technique supérieures. Les quelques éléments de la Gauche, demeurés sur les positions de l'Internationale dissoute par Staline et sur la ligne marxiste de toujours, n'ont pas été surpris de ce que, par exemple l'impérialisme français à Dien Bien Phu, puis l'impérialisme américain dans tout le Viêt-Nam aient pu être battus par les forces en apparence dérisoires de leur adversaire jaune <sup>21</sup>. Tout allemand ou européen qu'il fut, de par ses conditions de genèse géographiques ou historiques, le marxisme ne versera aucune larme sur la décadence inévitable de la civilisation occidentale, liée au déclin du mode de production capitaliste, si l'impulsion de la révolution internationale, libératrice de toute l'humanité, vient de l'Asie,

---

<sup>21</sup> Cf. *le Marxisme et la Question Agraire (Suite)*, n° 7 de novembre 1970, p. 35, p. 28-29, p. 114-115.

premier maillon de la victoire révolutionnaire du communisme, et non de la construction *nationale* d'une société et d'une économie « socialistes ».

## ***LA TERRE ET LE CÉLESTE EMPIRE.***

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme se distingue au plus haut point par une capacité extraordinaire de se révolutionner constamment lui-même et de produire dans son propre sein toutes les conditions matérielles d'un mode de production et de société supérieur. À l'inverse, les modes de [29] production précapitalistes se caractérisent par une capacité inouïe d'autoconservation <sup>22</sup>.

Aux yeux de Marx, ce qui distingue la forme de production asiatique, notamment en Chine, c'est qu'elle a été capable, à un niveau des forces productives encore très faible, de donner une expansion inouïe à toutes les virtualités qu'elle renfermait, en créant et maintenant en activité une communauté hautement civilisée dans un pays englobant à lui tout seul près d'un tiers de l'humanité.

Le secret, « la véritable clé du ciel oriental », Marx le découvre dans l'absence de la propriété privée de la terre, ou mieux dans la prédominance écrasante de la propriété collective du sol sur la propriété privée qui, tenue dans certaines limites infranchissables, ne peut exer-

---

<sup>22</sup> On connaît la formule du *Manifeste* : « *La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc l'ensemble des conditions sociales. Au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures était de conserver inchangé l'ancien mode de production* » (chap. *Bourgeois et Prolétaires*).

Dans le *Capital*, Marx montre que le capitalisme produit en fin de compte non seulement les agents de sa propre dissolution, mais encore les conditions matérielles du mode de production et d'échange socialiste : « *Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, (il) développe en même temps les contradictions et les antagonismes de sa forme capitaliste, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne* » (Editions Sociales, livre I, tome II, p. 178).

cer son action dissolvante sur les vieux rapports de propriété et de production, ni susciter un mode de production nouveau.

Le mode de production asiatique, plus que tout autre, confirme la formule du Capital : « *C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'appropriier en grand par des œuvres d'art, en un mot de la dompter, qui joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie* <sup>23</sup>. » « *Le climat et les conditions géographiques, surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie, ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale* <sup>24</sup>. »

Du point de vue physique, le procès de [30] production asiatique dispose essentiellement de deux éléments naturels : la terre et l'eau. Comme Marx le souligne, ce n'est pas tant la terre que l'eau qui détermine la nature d'un mode de production à un niveau inférieur du développement des forces productives. En effet, c'est l'eau qui *forme* ou façonne le procès de travail. Non seulement elle apporte à la terre aux plantes et aux animaux l'humidité sans laquelle il n'y a aucun apport de corps nutritifs ni métabolisme mais elle exprime encore le mouvement de la terre, donc le mode déterminé de son appropriation. En effet, en tant que mouvement, l'eau exprime les éléments déterminants que sont le climat, la température, la pluie et la configuration du terrain (cours d'eau, plaines, vallées, montagne, mers et terres), mieux, elle relie entre eux tous ces éléments. Par exemple, la pluie est un élément lié aux mouvements du vent, au climat aux saisons.

Selon que l'eau est fournie ou non en quantité et en temps voulus pour le procès de travail agricole, il faudra recourir à l'irrigation qui, au stade primitif, ne peut être que l'œuvre de travailleurs associés sous l'égide de l'État : « *Les conditions collectives de l'appropriation réelle dans le travail, telles les canalisations d'eau (très importantes pour les peuples d'Asie) et les moyens de communication, apparaissent ain-*

---

<sup>23</sup> Cf. Livre I°, Editions Sociales, t. II, p. 187.

<sup>24</sup> Cf. Marx, *la Domination britannique en Inde*, in : *New Work Tribune* 25-VI-1853.

*si comme l'œuvre de l'Unité suprême, du gouvernement despotique situé au-dessus des petites communautés* <sup>25</sup>. »

L'histoire de la Chine démontre effectivement que la domination sociale de l'État central est allée de pair avec la domestication progressive [31] des cours d'eau et la canalisation de l'énergie hydraulique. Limitée d'abord à l'arrière-pays des fleuves, la culture gagna en étendue à mesure que les habitants purent endiguer les grands cours d'eau et compenser le déficit d'eau saisonnier grâce à l'irrigation artificielle, qui exigeait des ouvrages publics énormes. Avec la généralisation de ces travaux, la culture put se diversifier et s'intensifier. L'homme, grâce au travail collectif associé, avait trouvé une « machine naturelle » dont l'application judicieuse permit de donner au travail de la terre un caractère horticole (jusqu'à quatre récoltes par an), soit un rendement ignoré des pays agricoles où la pluie tombe tout naturellement en suffisance et en temps voulu. Cependant à mesure que la production s'intensifiait dans les régions irriguées, les surfaces nécessaires à l'entretien des producteurs immédiats rapetissaient, tandis que l'utilisation de bêtes de somme (ou d'esclaves) devenait moins avantageuse et que la population augmentait considérablement.

*« Il se peut que la propriété soit concédée aux individus au travers d'une commune déterminée par l'Unité suprême, incarnée par le despote, père des innombrables petites communautés. Le surproduit du travail qui, au demeurant, est déterminé par la loi en fonction de l'appropriation réelle dans le travail, revient alors automatiquement à l'Unité suprême. Au cœur du despotisme oriental où, juridiquement, la propriété semble absente, on trouve en réalité comme fondement la propriété tribale ou collective, produite essentiellement par une combinaison de la manufacture et de l'agriculture au sein des [32] petites communautés qui subviennent ainsi à la totalité de leurs besoins, et renferment toutes les conditions de la reproduction et de la production de surplus. Une partie de leur surtravail revient à la collectivité suprême qui, en fin de compte, a l'aspect d'une personne » (ibid., p. 438-38).*

---

<sup>25</sup> Cf. Marx, *Fondements, etc.*, t. I°, p. 438.

La dynamique qui a unifié l'immense Chine, au lieu de produire les contradictions suscitant une forme de production nouvelle, tourna finalement sur elle-même, ne faisant que se reproduire sans cesse. Cette œuvre gigantesque et unique dans les annales de l'humanité, reposait sur la faculté matérielle des Chinois de travailler dans et par l'unité. Sur cette scène immense, nous ne voyons en effet agir toujours *qu'un seul et même* acteur tant du point de vue ethnique que national. Or cette scène a l'étendue de l'Europe entière, et une population aussi nombreuse y évolue. En chiffres bruts, elle a dix millions de kilomètres carrés et sept cents millions d'hommes, un quinzième des terres émergées de la planète, un dixième des terres effectivement habitables et plus d'un quart de toute l'humanité.

En Europe, l'État n'a conservé, au travers du bouleversement révolutionnaire de ses formes de production, qu'une même base raciale. En effet, *depuis que l'État existe*, le continent a appartenu, en gros, au même rameau indo-européen, dont la prépondérance ne fut jamais entamée par les incursions dévastatrices des Mongols, Arabes ou Turcs. Mais la continuité *raciale* de l'État ne s'y accompagne pas d'une continuité *nationale*. Nous voyons alterner diverses nations dans les mêmes lieux géographiques <sup>26</sup>. Des peuples nomades chassent les populations autochtones de leurs territoires, [33] ou bien encore les absorbent ; des nations conquérantes envahissent les anciens envahisseurs, et un nou-

---

<sup>26</sup> Ces facteurs de race et de nation, de nos jours, ne subsistent plus que comme des vestiges hérités du passé, mais pèsent néanmoins sur l'idéologie et la vie matérielle de nos contemporains, ces facteurs eux-mêmes [57] étant désormais déterminés et orientés par la base matérielle du capitalisme, qui les utilise pour brouiller les notions de classe, en opposant telle région à une autre, et en éveillant tous les particularismes et racismes surannés. Cf. *Fil du temps*, n° 1 et 4 sur *l'État et la nation dans la théorie marxiste*. Cf. dans le n° 4 (p. 66-83), le triple processus, lié à différents facteurs ethniques qui ont donné naissance à la nationalité française moderne. De même, la citation d'Engels : « *La nationalité de la France du Midi, ou vulgairement, provençale, avait non seulement un précieux développement, mais elle était encore à la pointe du développement européen.... Pourtant, comme la Pologne, elle fut partagée, d'abord entre la France du Nord et l'Angleterre, et plus tard entièrement assujettie par les Français du Nord. Depuis la guerre des Albigeois jusqu'à Louis XI, les Français du Nord qui, dans le domaine de la culture, étaient aussi en retard sur leurs voisins du Sud que les Russes sur les Polonais, menèrent des guerres d'asservissement ininterrompues contre les Français du Sud, et finirent par se soumettre tout le pays* » (p. 81).

vel État s'élève sur les ruines de l'État vaincu. C'est dire que l'État change à la fois de forme politique et de contenu ethnique, quand ce ne sont pas les rapports de production eux-mêmes qui changent. La défaite et la destruction physique de la nation — qui disparaît en cédant son territoire aux vainqueurs — se produit alternativement dans chaque secteur géographique du continent ; malgré les superpositions des différentes dominations, l'élément racial reste en gros, le même en Europe, où nations et États, seuls, naissent et périssent successivement.

L'histoire des Amériques est encore plus violente. L'Afrique et même l'Asie — si l'on excepte l'Extrême-Orient — représentent un cas intermédiaire.

La Chine est le seul cas historique où la zone géographique, la race, la nation et l'État ont coïncidé de la préhistoire à nos jours, pendant plusieurs millénaires. Il n'existe pas, en fait, d'autre exemple d'un édifice étatique qui, malgré de profonds bouleversements internes et des invasions de peuples étrangers, ait conservé la base territoriale, nationale et raciale sur laquelle il s'était élevé à l'origine. La nation chinoise n'a jamais changé de demeure au cours de son existence plurimillénaire ; les dynasties étrangères — mongoles et mandchoues — ne réussirent qu'à s'emparer d'une manière transitoire des sommets de l'État. Chaque fois, l'immense océan physiologique de la nation a englouti ses hôtes gênants, qui disparurent sans réussir à altérer les [34] traits distinctifs — physiques et culturels — du peuple envahi.

Aujourd'hui il est prouvé, contrairement à ce que l'on croyait auparavant, que les Chinois n'entrèrent pas en conquérants dans le bassin inférieur du Fleuve Jaune, mais qu'ils y habitaient depuis la préhistoire. Ainsi on peut dire que l'histoire nationale des Chinois est le prolongement *géologique* de l'Extrême-Orient. On est vraiment impressionné par l'extraordinaire vitalité d'une nation qui, en se tournant vers son passé, peut voir ses origines se confondre avec celles du territoire qu'elle habite depuis des millénaires.

Certes, ce géant, mû par des forces judicieusement organisées, finit par s'assoupir, s'arrêtant, pour des siècles et des siècles, juste avant le point où la race et la nation commencent à être irrémédiablement déchirées par les classes en conflit, et où l'histoire connaît une accélération sans pareille. Aux yeux de Marx et d'Engels, il eût suffi d'un choc

venu de l'impérialisme extérieur pour provoquer le point de rupture. En théorie, en effet, on pouvait espérer que, comme l'« usurpateur Napoléon » en Espagne, les impérialismes anglais et occidentaux se heurteraient en Chine à un État bel et bien mort, mais que l'immense, société active et productrice serait pleine de vie et de santé, recélant, dans toutes ces parties, une force de résistance et une énergie débordantes.

Est-il besoin de dire que la forme de production asiatique ne s'opposait pas en soi à l'évolution vers des formes modernes, bourgeoise ou socialiste. L'histoire démontre, qu'il existe, au contraire, un gigantesque potentiel créateur au [35] sein de la nation chinoise, que la révolution industrielle devra transformer en puissantes réalisations historiques.

## ***RETARD MILLÉNAIRE DE L'ASIE.***

[Retour à la table des matières](#)

Aux yeux de Marx-Engels, depuis l'échec de la révolution socialiste en Europe occidentale de 1848, les peuples blancs stagnent dans le capitalisme qui ne fait que reproduire, à une échelle élargie certes, ses classes et contradictions en même temps que ses prouesses techniques de plus en plus insensées et ses méfaits sociaux de plus en plus douloureux et sanglants pour l'humanité. Depuis lors, la dynamique de la société est liée au potentiel historique immense qu'ont en réserve ou en acte les peuples de couleur, que l'idéologie bourgeoise présente, au contraire, comme attardés, oubliés de Dieu ou laissés pour compte du char publicitaire de la culture, de la science et de la richesse bourgeoises.

En filigrane, on lit dans le *Manifeste* que toute la dynamique ou la force vitale du système capitaliste, créateur de plus-value et de surproduction, se déplacera de plus en plus hors des métropoles bourgeoises dans la transformation des peuples précapitalistes en nations bourgeoises, sous l'effet *initial* de l'impérialisme, puis par l'action en retour des peuples encore révolutionnaires.

Dans cet ordre d'idée, Marx s'interrogeait en 1858 sur les chances de la révolution socialiste face au potentiel d'énergie dont le capita-

lisme disposait encore : « *Comme le monde est rond, cette [36] mission — la création par la bourgeoisie du marché mondial — semble achevée depuis la colonisation de la Californie et de l’Australie ainsi que l’ouverture du Japon et de la Chine. Dès lors, la question difficile pour nous est celle-ci : sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde ? En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, LE MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EST ENCORE ASCENDANT* » (Marx à Engels, 8.X.1858).

Depuis que la révolution russe de 1917, comme premier maillon de la victoire du prolétariat international, s'est enlisée dans le marais de la production mercantile, le fait le plus révolutionnaire de l'histoire contemporaine est la rupture de l'immobilité sociale traditionnelle de la Chine d'abord, puis de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique centrale et méridionale.

Ce processus en lui-même a été prévu par la théorie marxiste, et il y a plus d'un siècle déjà Marx l'a diagnostiqué lorsqu'il se demandait « *si l'humanité pouvait accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie ?* » <sup>27</sup>

Dans le *Capital*, il explique les raisons pour lesquelles les sociétés orientales stagnaient dans un régime millénaire : « *La loi qui règle la division du travail de la communauté agit ici avec l'autorité inviolable d'une loi physique, tandis que chaque artisan exécute chez lui, dans son atelier, d'après le mode traditionnel, mais avec indépendance et sans reconnaître aucune autorité, toutes les opérations qui sont de son ressort. La [37] simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme, et, une fois détruites accidentellement, se reconstituent au même lieu et avec le même nom [cf. Th. St. Raffles, The History of Java, 1817, t. I, p. 285] nous fournit la clé de l'immutabilité des sociétés asiatiques, immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et la reconstruction incessantes des États asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure*

---

<sup>27</sup> Cf. K. Marx, *la Domination britannique en Inde*, in : *New York Tribune*, 10-VI-1853.

*des éléments économiques fondamentaux de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la sphère politique* <sup>28</sup>. »

En Chine, les communautés de village se sont finalement dissoutes pour évoluer, ça et là, vers une forme privée de propriété héréditaire du paysan cultivateur. Dans les *Fondements*, etc. (t. I, p. 435 sq.), Marx explique qu'en Asie cette transition s'est effectuée très lentement sans produire de révolution profonde dans la base économique, en raison de l'importance des grands travaux hydrauliques ; grâce à eux, les biens de la communauté (ou propriété collective) sont prépondérants eu égard aux biens des producteurs individuels, même si ceux-ci, dans leur ensemble, apparaissent comme copropriétaires des moyens de production collectifs. Là où les moyens de production le permettent, la dissolution de la commune s'effectue lorsque tous les propriétaires font prévaloir leurs droits sur ceux de la commune pour la soumettre à leurs intérêts particuliers. Mais en Asie, et notamment en Chine, ces droits ne peuvent s'étendre, dans les formes précapitalistes, qu'aux terres de culture [38] et aux instruments immédiats de travail, l'eau et les travaux hydrauliques restant, de par leur nature et les exigences de la production, conditions collectives de l'activité de tous, donc dépendantes de l'unité centrale, l'État. Ce n'est que dans une sphère relativement étroite et – qui plus est – subordonnée que certains propriétaires peuvent ensuite accumuler les terres des autres, et concentrer entre leurs mains les moyens de production, bref procéder à l'accumulation initiale du capital.

Il n'en reste pas moins qu'on trouve très tôt, en Chine, des paysans-cultivateurs possédant leur lopin à titre héréditaire, et donc menacés de passer sous la coupe de la classe usurière des propriétaires fonciers ou mandarins du fisc, plus ou moins dépendants de l'État. Cependant, selon la formule de Marx, il ne pouvait s'ensuivre que des luttes continuelles dans la sphère politique, la base économique collective de l'État, n'en étant pas affectée <sup>29</sup>.

<sup>28</sup> Cf. K. Marx, *le Capital*, livre I<sup>o</sup> (Editions Sociales, Paris, 1951, t. II, p. 47-48).

<sup>29</sup> Dans *l'Origine de la Famille*, etc., Engels évoque cette lutte de classe en Grèce, et met en évidence qu'il fallut la révolution bourgeoise pour trouver à cette lutte en surface une issue dans le mode de production : « *La vieille organisation gentilice ne connaissait ni argent, ni avance, ni dette. C'est*

Le retard de la Chine, plus encore que celui de la Russie tsariste, était dû, en d'autres termes, à la relative faiblesse des oppositions de classes, notamment entre ce qu'il convient d'appeler la bourgeoisie et les couches traditionnelles, réactionnaires. La bourgeoisie chinoise ne s'est pas développée, comme la bourgeoisie d'Europe occidentale sous le féodalisme, dans les villes, à la différence et en opposition aux autres classes de la vieille société, mais en simple appendice de celles-ci. En effet, elle restait greffée sur la caste des mandarins, même pour le commerce du sol. À la différence du serf, le paysan chinois a pu très tôt vendre, acheter ou louer sa terre. Les gros [39] propriétaires fonciers n'étaient pas une classe privilégiée en face d'un tiers-état indépendant comme dans l'Europe des communes du moyen âge, mais ils restaient étroitement liés à la classe des marchands et des usuriers <sup>30</sup>.

---

*pourquoi la domination financière toujours plus florissante et plus étendue de la noblesse élaborera aussi un nouveau droit coutumier pour protéger le créancier contre le débiteur, pour consacrer l'exploitation du petit paysan par le possesseur d'argent. Tous les champs de l'Attique furent (bientôt) hérissés de stèles hypothécaires... le paysan devait s'estimer heureux d'y rester comme fermier et de vivre d'un sixième du produit de son travail... Dans la grande Révolution française, la propriété féodale fut sacrifiée pour sauver la propriété bourgeoise ; dans la Révolution de Solon, ce fut la propriété des créanciers qui dut faire les frais au profit de la propriété des débiteurs. Les dettes furent simplement annulées » (Ed. Soc., 1962, p. 104, 107).*

- <sup>30</sup> Grâce à son schéma des modes successifs de la production sociale, Marx est en mesure de comparer entre elles les diverses catégories de l'économie et d'évaluer le niveau d'évolution. Ainsi, il situe *l'usure* au niveau suivant de la genèse du capital : « Le *capital usuraire* avance au producteur immédiat des matières premières [58] et des instruments de travail, en nature ou sous forme monétaire ; les gigantesques profits qu'il retire et, en général, les intérêts — de quelque montant qu'ils soient — qu'il arrache aux producteurs immédiats ne sont rien d'autre que de la plus-value. En effet, son argent se transforme en capital du fait qu'il extorque du travail non payé — du surtravail — au producteur immédiat *Toutefois, il ne s'immisce pas dans le procès de production en tant que tel, celui-ci fonctionnant toujours et dehors de lui, selon le mode traditionnel.* De fait, le capital usuraire se développe lorsque le mode de production traditionnel s'étiole ; qui plus est, c'est un moyen de *l'étioler et de le faire végéter* dans les conditions les plus défavorables. *Ce n'est donc pas encore la soumission formelle du travail au capital* (premier stade du capitalisme) », cf. Marx, *un Chapitre inédit du Capital*, 10/18 p. 198.

La Chine n'a donc connu – à l'échelle sociale du mode de production – ni propriété féodale, ni esclavage, ni servage au sens classique. Les servitudes du paysan chinois ne venaient pas de l'attachement à la glèbe d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci par le seigneur. Il s'agissait presque toujours d'une dette contractée par le paysan pour continuer à cultiver un lopin de terre rare et précieux. La diffusion d'une rente en nature ou en travail n'a rien à voir avec la rente bourgeoise. En Chine elle était la conséquence extrême de la dissolution du mode asiatique de production (qu'une révolte de paysans pouvait régénérer) et d'un développement exclusivement usuraire de la rente capitaliste. C'est pourquoi une révolution agraire, menée par la bourgeoisie contre les « féodaux » était exclue en Chine : il n'y avait point de « tiers état » libérant le paysan de la glèbe, car, ce faisant, la bourgeoisie eût agi contre son propre intérêt de classe puisqu'elle disposait aussi du capital marchand et usuraire ou y était liée.

En somme, les conditions de la future révolution chinoise sont très proches de celles de l'Allemagne de l'époque de Marx-Engels. En Chine, la bourgeoisie, de par ses rapports avec les autres classes, sera incapable de prendre la direction de sa propre révolution.

La Chine connut cependant d'innombrables révoltes paysannes au cours de son histoire. [40] Comme la bourgeoisie ne pouvait en prendre la tête, le paysan se souleva avec ses propres moyens. Or l'histoire a démontré que, pas plus que l'esclave, le paysan ne peut conquérir véritablement et efficacement le pouvoir pour instaurer, sur son modèle, un mode de production nouveau, supérieur au précédent <sup>31</sup>.

Dans sa polémique contre Staline, Trotsky répond à l'objection qui pourrait venir de l'histoire chinoise au sujet de la possibilité d'une ré-

---

<sup>31</sup> « *En Allemagne, elle (la bourgeoisie) se trouve, coincée, à la remorque de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même qu'elle ait réalisé les premières conditions vitales pour ses propres libertés civiles et SA domination.* » Cf. Marx, *la Victoire de la contre-révolution à Vienne*, in : *la Nouvelle Gazette rhénane*, 7-XI-1848.

Avec la maturation des forces productives, la révolution bourgeoise se fera tout de même sous la direction de Bismarck, d'une fraction de l'État de l'armée nationale etc., sous des mots d'ordre plus ou moins démocratiques. Mais « *pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur la conscience qu'elle a d'elle même* » (Préface à la *Contribution*, etc. de 1849).

volution « socialiste » dirigée par les paysans, et rappelle que la paysannerie ne peut agir qu'à la suite des classes urbaines qui sont appelées à diriger la société nouvelle (la bourgeoisie ou le prolétariat)<sup>32</sup> : « *Certes, dans la Chine antique, il y eut des révolutions qui portèrent les paysans au pouvoir ou, plus exactement, les chefs militaires des insurrections paysannes. Cela conduisit à chaque fois à une redistribution de la terre et à l'érection d'une nouvelle dynastie « paysanne », après quoi l'histoire recommençait de la même façon : nouvelle concentration des terres, nouvelle aristocratie, nouvel épanouissement de l'usure, et nouveaux soulèvements. Tant que la révolution conserve son pur caractère paysan, la société ne peut émerger de ce tourbillon sans issue. Telle a été la base de l'histoire antique de l'Asie, y compris la Russie. En Europe, après le déclin du moyen âge, chacune des insurrections victorieuses de la paysannerie porta au pouvoir non pas un gouvernement paysan, mais un parti urbain de gauche. Plus précisément : tout soulèvement paysan triompha dans la mesure exacte où il parvint à renforcer la position de l'aile la plus révolutionnaire de la population [41] urbaine. En conséquence, dans la Russie bourgeoise du XXe siècle, il ne pouvait être question d'une prise de pouvoir de la part d'une paysannerie révolutionnaire* »<sup>33</sup>.

Trotsky reprend ainsi la vieille polémique, engagée par Marx-Engels contre Tkatchev, puis développée par Lénine contre les populistes et socialistes révolutionnaires qui proclamaient que l'on pouvait

<sup>32</sup> C'est ce que Marx dit, par exemple dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « *Cette nouvelle classe [des paysans parcellaires] était le prolongement universel du régime bourgeois au-delà des portes des villes, sa réalisation à l'échelle nationale. Elle constituait une protestation partout présente contre l'aristocratie foncière qu'on venait précisément de renverser.* »

Engels dit dans son article *la Lutte des Magyars de la Nouvelle Gazette rhénane* du 13-1-1849 : « *La bourgeoisie des villes acquit toujours plus de richesses et d'influence, et, l'agriculture progressant au fur et à mesure de l'industrie, les paysans se trouvèrent dans une position nouvelle vis-à-vis des propriétaires fonciers. Le mouvement des bourgeois et des paysans contre la noblesse se fit toujours plus menaçant. Cependant, comme les paysans représentent partout les limitations locales et nationales, leur mouvement est lui aussi, nécessairement, local et national, de sorte qu'ils rallument les vieilles luttes nationales.* »

<sup>33</sup> Cf. L. Trotsky, *Stalin, Ein Bild seines Lebens*, Verlag Rote Weissbücher, 1953, p. 544. *Anhang : Drei Konzeptionen der russischen Revolution.*

renverser le tsarisme féodal grâce à une révolution paysanne qui instaurerait ensuite le socialisme sur une base agraire. Mais en 1930 Trotsky l'oppose à Staline qui prétend instaurer le socialisme dans les campagnes russes en donnant la terre aux groupements de paysans de kolkhoz, alors que le marxisme révolutionnaire prétend que le socialisme est dépassement de la propriété marchande et privée des personnes aussi bien que des groupes, classes (paysannes ici).

Pour le marxisme, l'alliance des paysans et des prolétaires a pour but essentiel la conquête du pouvoir politique et implique non pas l'égalité entre les partenaires, mais l'hégémonie du prolétariat et de son programme sur l'allié paysan, trop borné pour avoir des horizons sociaux propres. Cette alliance a un but et un contenu essentiellement révolutionnaires. En d'autres termes, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la paysannerie se hausse au niveau du prolétariat, politiquement aussi bien qu'économiquement, ou bien elle passe à la contre-révolution et est traitée en conséquence ; dans l'intervalle, le prolétariat compose avec elle, en la faisant participer aux avantages — dans la [42] mesure où la guerre civile le permet — du nouveau mode de production.

Marx et Engels n'ont cessé de répéter tout cela aussi bien dans les différentes critiques des programmes des partis ouvriers allemand et français <sup>34</sup> que dans la *Guerre des Paysans*, qui est sans doute l'un des textes de base les moins compris. Dès le début, Engels rappelle son actualité : « *Trois siècles se sont écoulés depuis [la guerre des paysans de 1525], et bien des choses ont changé. Et cependant, la Guerre des paysans n'est pas si loin de nos luttes d'aujourd'hui, et les adversaires sont, en grande partie, restés les mêmes qu'autrefois. Les classes et les fractions de classes qui ont trahi partout en 1848 et 1849, nous les retrouvons, dans le même rôle de traîtres, déjà en 1525, quoique à une étape inférieure de développement* <sup>35</sup>. »

C'est un exemple de l'implacable rigueur des lois historiques et de la position marxiste vis-à-vis des différentes classes de la société ! Et

---

<sup>34</sup> Cf. *la Question paysanne en France et en Allemagne* de Fr. Engels (1894), Editions Sociales, Paris 1956, et les commentaires, in : *Fil du Temps*, n° 7 consacré à *la Question Agraire et marxisme*, p. 121-161.

<sup>35</sup> Cf. Engels, *la Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne. La Guerre des Paysans*, etc.. Ed. Soc., Paris, 1951, p. 25.

Engels de rappeler à ceux qui ne jurent que par les progrès modernes qu'en 1525 déjà, « les paysans *et* les plébéiens allemands caressèrent des idées et des projets dont leurs successeurs s'effraient assez souvent aujourd'hui encore ».

Les projets caressés par les révolutionnaires du « parti communiste réellement agissant »<sup>36</sup> de 1525 et les résultats obtenus par eux furent effectivement plus grandioses que ceux du mouvement allemand du XIXe siècle : « *La victoire de la révolution n° 1 — celle de 1525 — a été plus européenne que la révolution anglaise, et fut d'emblée plus révolutionnaire que la française. Elle consolida ses effets en Suisse, en Hollande, en [43] Écosse, en Angleterre, dans une certaine mesure aussi en Suède dès le règne de Gustave Vasa et au Danemark, sous une forme d'abord orthodoxement absolutiste* »<sup>37</sup>.

La révolution bourgeoise allemande ne triompha définitivement qu'en 1871, comme celles d'Italie avec Cavour, d'Espagne, d'Autriche et de Hongrie, tandis que la Pologne restait asservie. Marx commenta comme suit l'unification allemande réalisée par le révolutionnaire Bismarck<sup>38</sup> : « *L'Empire, c'est-à-dire l'Empire allemand est réalisé. D'une façon ou d'une autre, ni par la voie que nous avons voulue, ni de la manière que nous avons imaginée. Il semble que les manigances du Second Empire aient abouti finalement à réaliser les buts « nationaux » de 1848, en Hongrie, Italie et Allemagne !* »<sup>39</sup>

Il fallut donc plus de trois siècles pour que les aspirations de la première révolution européenne trouvent une réalisation limitée à

<sup>36</sup> Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, Paris, l'Herne, 1970, p. 73-74.

<sup>37</sup> Cf. Engels, brouillon de la *Guerre des Paysans*, in : Marx-Engels-Lenin-Stalin, *Zur Deutschen Geschichte*, 1/1, p. 279.

<sup>38</sup> Dans le *Rôle de la violence, etc.*, Engels écrit : « *Bismarck a pris la guerre civile allemande de 1866 pour ce qu'elle fut en réalité : une révolution. C'est dire qu'il était prêt à mener cette révolution avec des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit... Ce que nous lui reprochons, c'est, au contraire, de ne pas avoir été suffisamment révolutionnaire, de n'avoir été qu'un Prussien faisant la révolution par le haut, d'avoir engagé une révolution complète sur une position qui ne permettait de faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté de quatre malheureux États, alors qu'il était bien lancé dans la voie du rattachement.* » Cf. *Ecrits militaires*, p. 562.

<sup>39</sup> Cf. Marx à Engels, 17-VIII-1870, trad. française, in : Marx-Engels, *la Commune de 1871*, Union Générale d'Éditions, 10/18, 1971, p. 52.

l'Europe occidentale. Car Marx ajoute : « *J'imagine que ce mouvement ne trouvera son terme qu'au moment où un conflit éclatera entre les Prussiens et les Russes* », en vue d'instaurer des nations bourgeoises indépendantes dans le reste de l'Europe.

Mais quelle était la solution voulue par Marx-Engels ? Ce n'était certes pas la voie bourgeoise qui prévalut après l'échec du prolétariat dans sa tentative de subversion de toute l'Europe en 1848-49. C'était, dans les conditions économiquement arriérées de l'Allemagne d'alors, une révolution faite par la masse pauvre des paysans sous la direction du prolétariat : « *Toute l'affaire en Allemagne dépendra de la possibilité d'appuyer la révolution prolétarienne sur une sorte de [44] réédition de la guerre des paysans. L'affaire serait alors formidable* <sup>40</sup>. »

Tout cela a un rapport direct avec la Chine, où il importe avant tout de savoir si la révolution paysanne a été dirigée par la bourgeoisie (ou par un agent d'exécution de celle-ci, comme Bismarck en Allemagne) ou par un parti authentiquement communiste. Selon le cas, la révolution aboutit au capitalisme ou au socialisme.

Les textes de Marx-Engels montrent à l'évidence que la seule paysannerie chinoise ne pouvait assurer la transformation de la Chine en quelque sens que ce soit. Cf. notamment l'article de Marx sur l'échec du mouvement taïping <sup>41</sup>.

En théorie pure, on peut concevoir que la Chine eût pu s'acheminer, au bout d'une période très longue, vers le capitalisme par ses propres moyens, à la suite du développement du commerce, de l'artisanat, des manufactures et des rapports mercantiles en général. Mais, dans la pratique historique, la vieille Chine paysanne fut ruinée par l'assaut conjugué des capitalismes occidentaux — ce qui hâta l'évolution capitaliste et démontre, d'emblée, l'incapacité de la seule paysannerie à introduire un mode de production supérieur.

Néanmoins, comme il ressort nettement des premiers textes de Marx-Engels sur la Chine, la révolution bourgeoise y était possible dans les délais les plus rapides : « *Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront s'ouvrir sur la citadelle de la*

---

<sup>40</sup> Marx à Engels, 26-IV-1856.

<sup>41</sup> Cf. *Infra*, p. 390-394.

*réaction et du conservatisme, — qui sait s'ils n'y liront pas : « République Chinoise. Liberté, Égalité, [45] Fraternité <sup>42</sup> »*, soit la devise de toute révolution bourgeoise.

L'impérialisme a su retarder d'un siècle le triomphe de la révolution chinoise. Mais l'Europe centrale n'a-t-elle pas attendu de 1525 à 1870 une révolution qui déchira l'Allemagne, par exemple, en plusieurs lambeaux d'État et prépara, avec l'annexion de l'Alsace-Lorraine, la guerre de 1914-1918 qui porta un coup fatal au prolétariat d'Europe occidentale et y consolida le capitalisme pour longtemps.

Dès 1911, la révolution démocratique bourgeoise de Sun Yat-sen a mis en évidence l'hégémonie sur les paysans de la bourgeoisie chinoise de l'industrie naissante et du commerce, avec son appendice habituel d'intellectuels, d'étudiants et d'artisans. Dans la phase successive, l'action du prolétariat a été déterminante, et elle a été étroitement liée au sort du mouvement ouvrier international, et notamment aux victoires et aux défaites du prolétariat européen.

Dans tous les cas, l'évolution des sociétés précapitalistes, quel que soit le niveau d'évolution qu'elles aient atteint dans la succession des formes de production sociale, ne peut se faire qu'en sens capitaliste ou socialiste. Il n'est pas d'autre alternative, et il est aussi aberrant de parler de révolution paysanne ou bureaucratique que de processus d'euro-péanisation ou de voie originale du tiers monde.

## ***RETARD SÉCULAIRE DE L'EUROPE.***

[Retour à la table des matières](#)

Tandis que la Chine rattrapera en cent ans ce [46] que l'Europe centrale et orientale a mis plusieurs siècles à réaliser, l'Europe — au dire de certains faux marxistes, l'avant-garde du monde — en perdait honteusement cent autres depuis 1870 à reproduire sans cesse de nouveau le capitalisme et ses structures antagoniques et freinait, de toutes ses forces, le mouvement émancipateur des peuples coloniaux ou dépendants, en annulant le bouleversement grandiose vers le socialisme

---

<sup>42</sup> Cf. *Infra*, p. 197. Marx escomptait une révolution à la suite de la crise économique générale de 1857-58.

auquel ils tendent, puisqu'un pays ne peut y passer par ses propres ressources à partir du niveau précapitaliste, à moins qu'il ne trouve l'aide d'un pays développé.

Dans une lettre à Lafargue, Engels écrit qu'après la révolution de 1848, il avait entrepris une longue étude pour expliquer « *pourquoi nous étions justifiés de compter alors sur une victoire imminente et définitive du prolétariat, mais pourquoi elle n'est pas intervenue, et dans quelle mesure les événements ont contribué à ce que nous voyions les choses autrement qu'alors* »<sup>43</sup>.

On oublie souvent que dans le *Manifeste* déjà, Marx-Engels évoquaient des crises périodiques de surproduction bien avant 1848, et n'hésitaient pas à affirmer, au chapitre « Bourgeois et Prolétaires » qu'en Europe « *la société a trop de civilisation, trop d'industrie, trop de commerce, et les forces productives dont elle dispose ne jouent plus en faveur de la propriété bourgeoise ; elles sont devenues trop puissantes pour les institutions bourgeoises qui ne font plus que les entraver, et dès qu'elles surmontent ces entraves, elles précipitent dans le désordre toute la société bourgeoise et mettent en péril l'existence de la [47] propriété bourgeoise. Les institutions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont créée* »<sup>44</sup>. Tout ce trop-plein se déverse sur les pays de couleur, suscitant l'impérialisme anglais, puis américain, français, allemand, nippon, etc.

Face à cette interdépendance de tous les pays, développés ou non, du monde capitaliste, Marx et Engels ne peuvent concevoir le socialisme moderne autrement que de façon internationale : « *Mais le triomphe de la classe ouvrière européenne ne dépend pas seulement de l'Angleterre (où l'économie capitaliste est pleinement développée) : il ne pourra être obtenu que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne* »<sup>45</sup>. Ce dont le prolétariat ne dispose pas dans son propre pays, il le trouve dans un autre, avec l'extension de la révolution. De la sorte, Marx et Engels ont pu poser la candidature au socialisme du prolétariat des pays précapitalistes au

---

<sup>43</sup> Cf. Engels à Paul Lafargue, in *Werke*, Dietz Berlin, vol. 39 p. 412.

<sup>44</sup> Cf. Marx-Engels, *le Manifeste communiste*, 1848.

<sup>45</sup> Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1892, Ed. Soc., Paris, 1960, p. 40.

cours de la révolution antiféodale, comme ce fut le cas, dès 1848, pour l'Allemagne, puis en 1917 pour la Russie de Lénine, et enfin pour la Chine, etc.

La bourgeoisie a eu, hélas, le temps de souffler après sa révolution libérale, et elle s'est employée à arrêter le cours de l'histoire à son mode de production spécifique, malgré d'innombrables crises, parmi lesquelles les destructions immenses des deux dernières guerres mondiales, où elle a réussi à faire combattre les prolétaires à son service grâce aux partis communistes dégénérés <sup>46</sup>.

La première guerre mondiale, avec la trahison des organisations ouvrières, avait déjà saboté, en Europe avancée, toutes les énergies tendues en [48] direction du programme marxiste révolutionnaire. La contre-attaque vint de la Russie « arriérée », au nom de la III<sup>e</sup> Internationale et de Lénine. Cependant, avec l'échec de la révolution dans les pays « avancés » et la théorie de la possibilité de construction d'une économie socialiste dans la Russie isolée, sans les bases d'un capitalisme avancé, le stalinisme tourna le dos à l'objectif premier — la révolution internationale — pour demander au prolétariat mondial de se mettre au service de l'État et de l'économie russes : ce fut la seconde vague de l'opportunisme. Celle-ci submergea le prolétariat du monde entier, qui se battit une seconde fois pour la bourgeoisie mondiale, d'abord sous le drapeau hitlérien, puis sous celui des démocraties occidentales, qui opprimaient les pays de couleur. Au cours de cette alliance monstrueuse avec le capitalisme mondial, la société russe s'identifia complètement avec lui, non seulement du point de vue économique, mais encore politique, sans que les prolétaires des pays « avancés » réagissent autrement que sporadiquement ou isolément. C'est ainsi qu'après la seconde guerre mondiale, le prolétariat du monde entier se vit substituer à son programme révolutionnaire de

---

<sup>46</sup> Dès le siècle dernier, Engels constatait, dans l'Angleterre embourgeoisée que « la bourgeoisie est incapable de dominer politiquement et socialement, la nation, sans l'appui de la classe ouvrière » (*Angleterre 1845 et 1885*, in : *Neue Zeit*, juin 1885). La conséquence en est, non pas que le capitalisme ou l'impérialisme est un « tigre de papier », mais que la lutte du parti marxiste doit commencer contre les millions de complicités objectives et sournoises dont le capitalisme bénéficie au sein du « peuple » et parmi les *salariés*, avant de s'attaquer efficacement [60] au système bourgeois lui-même, le premier pas étant le condition *sine qua non* du second.

classe un programme national-populiste, qui comporte en bonne place la sauvegarde de la propriété privée des petits paysans, commerçants, artisans, petits et moyens industriels, soit la grande masse des propriétaires, sans parler de la défense de la démocratie, de la Constitution et du parlement bourgeois.

L'œuvre du stalinisme a été, en fait, d'*asiatiser* l'Europe, non pas au sens naïf de la propagande [49] occidentale, née à l'époque de Lénine, mais au sens où on cherche à emprisonner le prolétariat des pays de plein capitalisme pour des siècles dans la *forme sociale bourgeoise*, comme les peuples d'Orient ont été emprisonnés jadis dans la forme féodale despotique, dont l'Europe était sortie grâce à des révolutions sanglantes et une dictature révolutionnaire.

Mais aujourd'hui l'Asie est sortie de sa stagnation sociale traditionnelle. Elle est en ébullition, et elle lutte les armes à la main. Honneur à l'Asie, honte à l'Europe !

## ***VOIE UNIQUE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION.***

[Retour à la table des matières](#)

Pour le marxisme, l'enseignement donné en Europe par l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle en ce qui concerne l'attitude des autres « classes urbaines de gauche » vis-à-vis du prolétariat, s'applique également à l'Asie, et notamment à la Chine du XX<sup>e</sup> siècle.

La révolution française classique et la révolution chinoise sont une série de faits qui expriment la même séquence de lois historiques de la lutte de classe, celles-là mêmes qui ont été découvertes et énoncées de manière insurpassable par Marx-Engels dans leurs ouvrages classiques.

L'Angleterre avait été le premier pays où triompha la forme sociale pour laquelle la France de 1789 se battit : avant les Français, les Anglais ont mis à mort leur roi et appliqué ouvertement la Terreur et la Dictature. Dans la construction marxiste, la première guerre « impérialiste » a été la guerre antijacobine, puis antinapoléonienne, [50] au cours de laquelle l'Angleterre bourgeoise prit la tête de la coalition des

féodaux européens pour restaurer l'absolutisme. Cependant, le marxisme considère que cette guerre fut également la continuation des guerres *commerciales*, menées par l'Angleterre contre les rois Louis de France.

Lorsqu'en 1848, les paysans chinois engagèrent la lutte contre l'aristocratie foncière et la monarchie sur la base de « cahiers de doléances » qui, en France, avaient d'abord agité les campagnes, puis lancé les masses à l'assaut de la Bastille, on constata que l'Angleterre et la France libérale ne sympathisaient nullement avec une Chine qui se voulait constitutionnelle et parlementaire, avec le mot d'ordre *Liberté, Égalité, Fraternité*. Au contraire, elles aidèrent la dynastie féodale « asiatique » à abattre la révolution, en recommençant une guerre antijacobine en Asie, dans laquelle les motifs commerciaux apparaissent sans pudeur aucune, comme Marx l'écrit avec force à chaque page des textes sur la Chine.

Après le retour des Bourbons — obtenue par les Anglais à Waterloo bien plus que par les Russes — les Parisiens se soulevèrent une première fois en 1831 pour renverser la monarchie restaurée, et formèrent un *bloc des quatre classes* : bourgeoisie, salariés et artisans, commerçants, de la ville et paysans : on parvint à hisser au pouvoir une monarchie orléaniste, constitutionnelle et bourgeoise ; mais la tentative des ouvriers de proclamer la république fut, une première fois, étouffée dans le sang.

C'est avec la même situation qu'on arriva à la [51] république, en 1848. Une fois de plus, les ouvriers, après avoir combattu pour elle, demandèrent qu'elle fut *sociale* et ouvrière (socialiste), mais ils furent massacrés une seconde fois par leurs « alliés » bourgeois et petit-bourgeois, qui, dans la construction marxiste, ne sont pas des alliés, mais des ennemis que l'ont fait avancer avec le fusil dans le dos, dans la même direction pour une brève étape historique.

En 1871, les ouvriers payèrent le même tribut du sang, après qu'ils eussent renversé le second Empire, né d'un coup d'État et mort sur les champs de bataille de Sedan : les bourgeois et petit-bourgeois qui

avaient proclamé la république, conclurent un pacte avec l'envahisseur pour noyer la Commune de Paris dans le sang <sup>47</sup>.

Par trois fois le prolétariat a joué la partie avec la contre-révolution pour déchaîner la « gauche des villes » et pour la juguler ensuite ; par trois fois, les révolutionnaires de l'Europe du XIXe siècle ont perdu la partie.

Et les travailleurs et communistes chinois l'ont perdu de la même manière : en avril 1927, après la victoire de l'expédition contre le bloc militariste du Nord, Tchang Kai-chek retourna son fusil contre ses alliés et noya les ouvriers communistes à Canton dans un bain de sang.

La Moscou de Staline qui déjà n'était plus révolutionnaire, avait demandé aux communistes chinois de faire cause commune avec les bourgeois, en fondant leur parti dans le leur et en substituant le programme d'une révolution socialiste chinoise à un programme ouvertement populaire et petit-bourgeois. Cette même Moscou les lança à la contre-attaque, et ils furent écrasés [52] une seconde fois, malgré l'héroïsme des grévistes des grands centres.

La Chine bourgeoise du Kouomintang consolida ainsi sa position, mais fit glisser son programme toujours plus à droite, allant jusqu'à préférer — comme il l'était facilement prévisible — se mettre à l'école de Thiers à Versailles, en pactisant avec l'envahisseur étranger, les Japonais, plutôt que de voir triompher la Commune de Changhaï ou de Nankin.

Ceux qui ont trahi ont commencé par fouler aux pieds les leçons du marxisme révolutionnaire *internationaliste*, qui ne peut admettre que les voies nationales au socialisme soient différentes d'un pays à l'autre et que le socialisme se construise dans chaque pays avec les moyens dont il dispose. Certes, ils n'ont pas manqué de vanter comme une victoire sur les Japonais et sur Tchang Kai-chek (qu'ils ont tout juste chassé du continent chinois) le fait qu'ils ont simplement réalisé le programme de front bourgeois du Kouomintang et de Sun Yat-sen, en faisant une Chine bourgeoise de gauche qui a renoncé à la révolution socialiste, et en appelant socialisme ce qui n'est qu'un capitalisme

---

<sup>47</sup> Tous les faits résumés ici sont écrits de Marx Engels, cf. *Ecrits militaires*, Ed. l'Herne, p. 113-117 ; 191-219 ; 291-97 ; 514-532 ; 554-587, ainsi que *la Commune de 1871*, 10/18, p. 35-140.

d'État de stade inférieur puisqu'il ne vise que la seule industrie abandonnée, pour environ 50 %, à la gestion d'une bourgeoisie privée, formant encore pour toute une période la quatrième classe du bloc national.

La leçon du marxisme en Europe du XIX<sup>e</sup> siècle est parfaitement valable pour la Chine du XX<sup>e</sup> siècle, autrement dit, le programme communiste est universel et n'est le patrimoine d'aucun pays particulier. Certes, dans la lutte contre les puissances précapitalistes, la grande bourgeoisie [53] industrielle, commerciale ou agraire, ainsi que la petite-bourgeoisie paysanne et artisanale avec ses prolongements d'employés et d'intellectuels de gauche sont encore *transitoirement révolutionnaires*. Mais la question qui se pose et qui est déterminante, c'est de savoir si le prolétariat révolutionnaire se met à leur service et ne peut alors qu'instaurer le capitalisme au bout d'une longue lutte ; ou bien s'il les dirige et les soumet à sa dictature pour réaliser son propre programme qui n'a rien d'équivoque, comme l'a montré l'exemple de Lénine en Russie, avec la création de l'Internationale et la flambée révolutionnaire qui gagna alors le prolétariat du monde entier, luttant pour ses propres fins.

[61]

## PRÉFACE

# II. BOND PAR-DESSUS LE CAPITALISME

## *ÉCONOMIE ET RÉVOLUTION.*

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les théories récentes sur les nouvelles catégories ou classes — bureaucratie, couches d'intellectuels et de techniciens, etc. — qui ouvriraient une voie originale à des formes de révolution ou de société supérieures échouent sur l'écueil suivant : pour porter une forme de société et de production nouvelle, il faut une classe jouant le rôle fondamental et décisif dans la production et son développement. L'histoire a démontré que les esclaves, serfs et paysans étaient incapables d'une révolution économique et sociale, et le marxisme l'a fermement établi en théorie aussi, comme nous l'avons vu.

Les études économiques de Marx, notamment le *Capital*, n'ont pas du tout pour but de rechercher comment se gère la production capitaliste. Elles tendent, au contraire, à démontrer que le capitalisme secrète en son sein tous les éléments de sa dissolution en même temps que d'une forme [62] de production supérieure, et que la force qui est à la source de l'essor de la production capitaliste et des conditions matérielles de la production socialiste est le prolétariat, force productive par excellence. Même lorsque le prolétariat n'intervient pas de manière autonome, avec ses propres revendications et buts de classe communistes, et qu'il travaille, sans conscience ni but de classe propres, comme esclave salarié au profit des entreprises capitalistes, il reste, physiquement, la classe révolutionnaire, car son surtravail y crée

la plus-value, donc la surproduction et la concentration, autrement dit, il prépare les crises qui ébranlent périodiquement les bases mêmes du mode de production capitaliste et aggravent sans cesse la contradiction fondamentale entre *l'appropriation privée* des moyens de production et la *socialisation croissante* de la production grâce au travail associé d'innombrables prolétaires sans réserve.

Néanmoins, le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même pour faire place au socialisme. L'activité productive dans la base économique doit se prolonger en une activité théorique, politique et organisationnelle dans les superstructures, institutions, formes d'organisation et d'activité de la société tout entière : « *À un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production et d'échange existants ou — ce qui n'en est que l'expression juridique — les rapports de propriété au sein desquels elles évoluaient jusqu'ici. De formes de développement qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves au développement des forces productives.*

[63] « *Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.*

« *Avec les changements de la base économique, toute l'énorme superstructure est PLUS OU MOINS rapidement ébranlée. Quand on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — et les formes politiques, juridiques, religieuses, artistiques ou philosophiques [qui forment la superstructure], bref les formes idéologiques A TRAVERS LESQUELLES LES HOMMES PRENNENT CONSCIENCE DE CE CONFLIT ET LE MENENT JUSQU'AU BOUT* <sup>48</sup>. »

En conséquence, la succession historique des modes de production englobe, dans les sociétés de classe, les révolutions et superstructures, qui accélèrent ou freinent la dynamique de l'histoire, « non pas ce qui est, mais ce qui *passé et devient* » (*Anti-Dühring*). Ce qui importe en premier lieu, c'est ce qui développe la base économique et se donne ensuite une activité superstructurelle : « *De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolu-*

<sup>48</sup> Cf. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859).

*tionnaire elle-même* <sup>49</sup>. » Le prolétariat n'est vraiment une classe pour soi — et non plus simplement une classe pour les capitalistes qui l'exploitent — qu'à partir du moment où il a une activité spécifique, politique et théorique, qui prolonge, de manière complexe et dialectique, son travail productif. La classe révolutionnaire part d'une situation et d'un rôle déterminés dans la production existante, avant de pouvoir détruire la forme de celle-ci et d'en façonner — d'abord théoriquement, puis politiquement et enfin économiquement — [64] une nouvelle, d'après le programme et le cours déterminés par les forces historiques.

Pour cela, le prolétariat doit s'attaquer matériellement et critique-ment, à l'ordre capitaliste, concentré dans les superstructures politiques et idéologiques de violence de l'État, l'armée, la police, la bureaucratie et les institutions administratives ; puis se donner une première forme d'organisation d'abord économique, ensuite politique de parti, sur la base de son programme historique de classe, et enfin s'ériger lui-même en classe dominante, en brisant le pouvoir des classes privilégiées et en créant l'État de la dictature du prolétariat, prémisses à l'essor des forces productives en sens socialiste, à un niveau économique donné.

La question d'une révolution sociale ne se pose jamais qu'à un niveau déterminé dans la série des modes de production, lors de crises économiques et sociales, où éclatent les antagonismes de classe.

La relation entre infrastructure économique et superstructure politique ne serait jamais claire, en théorie et en pratique, sans une profonde observation et un relevé systématique des faits qui, non seulement déterminent la superstructure, mais expriment son activité. Affirmer qu'à l'histoire des États et des peuples, le marxisme substitue celle des classes ne signifie donc en rien qu'il élimine de la scène historique les phénomènes liés à l'État, les couches productives précapitalistes évoluant encore dans leurs conditions propres, comme vestiges, ou dans l'ambiance de la production capitaliste, tels les paysans parcellaires, artisans, boutiquiers, et [65] enfin des couches plus ou moins hybrides, improductives, parasitaires, voire antisociales, sécrétées par la production et l'administration capitalistes, surtout au stade sénile. Mieux, le marxisme implique une connaissance des méca-

---

<sup>49</sup> Cf. Marx, *la Misère de la Philosophie*, dernière page.

nismes et formations précapitalistes, ainsi qu'une vision claire de la société socialiste que Marx a évoquée dans des centaines de passages, notamment dans ses écrits économiques, en opposition au développement capitaliste (ce que certains appellent peu dialectiquement *trans-croissance du capitalisme*).

Les armées que l'historien conventionnel voit sur l'avant-scène avec leurs états-majors et leurs grands capitaines qui jouent le sort de l'humanité sur les champs de bataille, ne sont qu'un prolongement direct des États politiques, et indirect des antagonismes économiques. Ces armées représentent l'une des formes (ou activités) organisées que revêt l'État de la classe dominante (ou des classes qui tentent de conquérir le pouvoir politique). Quant aux États eux-mêmes, ils sont l'expression de la classe dominante, donc de la division de la société en classes, la classe au pouvoir n'ayant pas seulement organisé sa domination sur les travailleurs exploités, mais encore sur toute la société, et ce à la différence voire en opposition à elle.

Toutefois, une classe n'organise sa forme propre dans un État que si, au préalable, elle s'est constituée en parti politique, au cours d'une série de luttes sociales suscitées par les rapports dans lesquels elle vit et produit, ce parti politique étant un organe, un premier stade, pour la conquête et l'exercice du pouvoir.

[66]

L'histoire se déchiffre si l'on suit donc les anneaux successifs de la chaîne des causes et des effets, qui mettent en forme et en mouvement les masses humaines et leur imposent l'emploi de l'une des forces motrices principales, la violence, l'accoucheuse de l'histoire : les armées et polices organisées de l'État ; le parti politique dirigeant l'organisation de l'État quienser la société, puis la classe qui a commencé dans l'histoire à s'organiser dans ce parti, sa position au sein des rapports de production, ses antagonismes avec les autres classes ou ses intérêts plus ou moins convergents avec d'autres, le marxisme n'admettant jamais l'idée simpliste que l'on a à faire à un antagonisme entre deux seules classes, par exemple la bourgeoisie et le prolétariat.

Tout au long de l'histoire passée et présente, telle classe se substitue à telle autre dans la direction sociale de la politique et de l'économie, à travers des heurts entre masses ou États de diverses aires géographiques et origines raciales, dans lesquels se déchaîne le maximum

d'énergie et de rayonnement dont les classes sont capables de par leur position dans la production intérieure et leur rapport avec d'autres classes socialement alliées neutres ou hostiles. Dans ce long parcours, il se présente une immense richesse de situations et de formes sociales que le marxisme a classifié en une série historique et causale de types ou modèles. On ne saurait parler d'une théorie, système ou conception marxiste du devenir historique, si ces modèles n'étaient pas capables de former une série continue, la grande série des formes de société et de production successives qui jettent comme un immense pont à arcs [67] multiples entre l'origine de l'humanité — la première forme de vie associée des groupes humains à peine sortis de l'état animal — et le but actuel de la classe universelle du prolétariat — la société communiste supérieure.

En fait, cette vision théorique, loin de s'opposer à une immense multiplicité de combinaisons, de progressions et même d'inversions dans lesquelles se déroulent et s'entrecroisent les séries dans leurs diverses assises géographiques et historiques, implique au contraire une analyse profonde, aiguë et détaillée de leur devenir *réel*. Ceux qui railent notre assurance d'avoir trouvé finalement un sens unique à la voie de l'histoire, mais usent, lorsque cela leur convient, de tel ou tel critère marxiste, en le déformant dans un contexte non-marxiste, sont précisément ceux qui actuellement, par exemple, ne peuvent saisir la riche fécondité des heurts d'États et de classes mettant aux prises des dizaines de millions d'hommes de couleur qui vivent depuis des décennies dans une activité volcanique jurant avec la passivité de la société blanche, tombée dans la plus grande dégénérescence sociale de son histoire.

Ce n'est qu'en reliant ces luttes gigantesques au cours général de l'humanité, en considérant les conditions et les enjeux matériels, que l'on peut en saisir toute la grandeur dramatique et l'effet régénérateur sur le mouvement de toute l'humanité, plus particulièrement sur le prolétariat des grandes métropoles d'Europe et d'Amérique.

Le marxisme est riche d'une gamme de brillantes hypothèses sur le cours des sociétés contemporaines qu'il tire de sa vision unitaire de [68] la *grande série* des modèles de production : la révolution peut être alors une force qui ouvre une voie même aux formes sociales qui se sont figées ou sont tombées dans un cul de sac.

## ***POURQUOI LE STADE CAPITALISTE ?***

[Retour à la table des matières](#)

La dégénérescence de la révolution russe a fait croire qu'il suffisait au peuple, à un quelconque stade de la succession des modes de production, de prendre le pouvoir pour que l'on puisse instaurer une *économie socialiste*. Cette vision du socialisme reprend la perspective populiste et socialiste-révolutionnaire, combattue par Lénine, ou ce que Marx appelait le socialisme petit-bourgeois de Proudhon, Lassalle, Bakounine, etc., qui laisse subsister, voire développe, la base du capitalisme — l'argent, le capital, les échanges mercantiles, le marché — pour instaurer un prétendu égalitarisme qui supprimerait l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce serait un jeu d'enfant de clore l'histoire millénaire des classes : on prend toute la terre, on prend tout le capital, et on les divise en autant de parties égales (ou en ses entreprises qui le constitue), qu'on remet à chaque producteur ou groupe de producteurs. Il suffirait de construire dans les campagnes une telle société paysanne et de créer, dans les villes, une sorte de société par actions étendue à tous les producteurs qui travaillent dans l'entreprise ou à l'ensemble du peuple, pour que l'exploitation soit abolie et le socialisme édifié.

Lénine avait attaqué, en Russie même, après la conquête du pouvoir, la notion de « gouvernement [69] des producteurs » comme une déviation anarcho-syndicaliste petite-bourgeoise que certains voulaient substituer à la *dictature du prolétariat* et de son parti, en démontrant que cela ne pouvait se traduire que par une démocratie économique sans couleur définie, pratiquement impuissante (mais on lui adjoindra — dans l'utopie stalinienne — une puissante armée techniquement à la hauteur, qui engloutira durablement une grande partie du produit de l'industrie lourde) : « *D'abord la notion de « producteur » englobe le prolétaire avec le semi-prolétaire et le petit producteur de marchandises ; elle s'écarte ainsi, foncièrement, de l'idée essentielle de la lutte de classes et de la règle essentielle qui veut qu'une distinction rigoureuse soit faite entre les classes.*

*« En second lieu, miser sur les masses sans-parti ou flirter avec elles — ce qu'implique la thèse ci-dessus — c'est non moins s'écarter foncièrement du marxisme.*

*« Le marxisme enseigne — et ces enseignements ont été non seulement confirmés de façon formelle par l'ensemble de l'Internationale communiste dans la résolution du Congrès de l'I.C. (1920) sur le rôle du parti politique du prolétariat — à savoir que seul le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste, est en mesure de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, laquelle est seule en mesure de résister aux inévitables oscillations petite-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporatiste ou des préjugés corporatistes dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités de l'ensemble du [70] prolétariat, c'est-à-dire de le diriger politiquement et, par son intermédiaire, diriger toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible <sup>50</sup>. »*

Pour Lénine, comme pour Marx, l'économie socialiste ne s'instaure pas à n'importe quel niveau du développement des forces productives, car socialisme signifie, du point de vue économique, l'abolition progressive — et non gonflement — de la monnaie, des échanges mercantiles, du salariat, de la différence entre ville et campagne, entre industrie et agriculture, entre travail manuel et intellectuel. Nous pourrions citer des dizaines de passages de Marx-Engels, mais nous préférons nous référer ici à Lénine, afin de montrer qu'il y a un demi-siècle, les communistes envisageaient tout cela comme des tâches qu'il fallait réaliser dans des délais prévisibles : *« Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives qui se sont établies durant des siècles entre ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie [qui impliquent une croissance*

---

<sup>50</sup> Cf. *Œuvres Choisies*, 1954, t. II, 2e partie, p. 515 : *Avant-projet de la résolution du Xe congrès*.

*économique considérable pour exister. N.d.R], on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes ; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement préparés et sachant tout faire.*

[71]

*C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années* <sup>51</sup>. »

Lénine escomptait l'aide du prolétariat des pays avancés pour réaliser le socialisme en Russie. En attendant, le rôle de la Russie était de maintenir solidement le pouvoir de la dictature du prolétariat, de développer dans la mesure du possible les forces productives, et de soutenir la lutte du prolétariat international. La Russie était le premier maillon de la *révolution mondiale politique*, non le modèle de *l'économie et de la société* socialistes dans un pays isolé et arriéré.

Staline inventa plus tard la théorie du socialisme dans un seul pays, et il entreprit la « collectivisation de l'agriculture » comme s'il s'agissait d'introduire immédiatement le socialisme dans l'agriculture, alors qu'il livrait la terre et le ravitaillement alimentaire à la *classe* des paysans, auxquels il attribua un lopin de terre, des instruments et un bétail privés.

Lénine, lui, n'entendait pas construire le socialisme en Russie, mais en jeter les bases matérielles, c'est-à-dire développer le capitalisme dans la mesure où il était compatible avec la dictature du prolétariat, en attendant la révolution dans les pays avancés <sup>52</sup>.

---

<sup>51</sup> Cf. Lénine, *Œuvres*, t. 31, p. 44-45.

<sup>52</sup> En 1924 encore, Staline lui-même ne pouvait pas ne pas dire : « Lénine n'a jamais regardé la République des Soviets comme un but en soi. Il l'a toujours considérée comme un chaînon indispensable pour renforcer le mouvement révolutionnaire dans les pays d'Occident et d'Orient, comme un chaînon indispensable pour faciliter la victoire des travailleurs du monde entier sur le capital. Lénine savait que cette conception était la seule juste, au point de vue international *comme un point de vue de la sauvegarde de la République soviétique* », cf. Discours prononcé au IIe Congrès des Soviets de l'U.R.S.S., le 24 janvier 1924, in : Lénine, *Œuvres choisies*, 1954, t. I, I<sup>o</sup> partie, p. 19.

C'est là l'un des points difficiles du marxisme, et rares sont ceux qui saisissent que le capitalisme, malgré ses horreurs, est un stade de production progressif pour l'humanité.

Ainsi Marx défendait contre les forces réactionnaires l'économie bourgeoise (théorisée par Ricardo), en expliquant la nécessité d'un stade capitaliste dans l'évolution humaine : « *À juste [72] titre, Ricardo considère, pour son époque du moins, que la production capitaliste EST LA PLUS AVANTAGEUSE pour la production de richesse. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison. S'il voulait prétendre- comme le font certains de ses adversaires sentimentaux- que la production, en tant que telle, ne peut être le but, cela reviendrait à oublier que la production pour la production signifie simplement poser le développement de toutes les forces productives humaines comme but en soi. Opposer à un tel but le bien-être de l'individu, c'est prétendre que le développement de l'espèce doit être arrêté pour assurer le bien-être de l'individu, que par exemple, il ne faut jamais faire la guerre, parce que ce serait tuer des individus. On ne comprend pas alors que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'elle se fasse d'abord au détriment de la majorité des individus et de classes entières, BRISERA FINALEMENT CETTE CONTRADICTION et s'identifiera avec le développement de l'individu. En somme, le développement supérieur des individus ne se conquiert qu'au travers d'un procès historique dans lequel les individus sont continuellement sacrifiés* <sup>53</sup>. »

Le capitalisme lui-même met à l'ordre du jour le socialisme dont il a préparé les conditions matérielles, lorsqu'il arrive au dernier stade capitaliste, défini par Engels dans *l'Anti-Dühring* : « *Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes* <sup>54</sup>. *Appropriation des grands organismes de*

---

<sup>53</sup> Cf. Marx, *Theorien über den Mehrwert*, Dietz, Berlin vol. 2, p. 107.

<sup>54</sup> On assimile à tort la socialisation de la production à du socialisme : « Non seulement la combinaison du travail, mais encore le *caractère social des conditions de travail* — parmi lesquelles il faut compter, entre autres, la forme qu'elles acquièrent dans la machinerie et le [134] capital fixe quel qu'il soit — semblent être absolument autonomes et distincts des ouvriers, un *mode d'existence* du capital ; ainsi il semble qu'il soit arrangé par le capitaliste, indépendamment des ouvriers. Mais plus encore que le caractère social de leur propre travail, le caractère des conditions de production, deve-

*production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, [73] enfin par l'État. La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue : toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des employés rémunérés » (Ed.Soc., p. 323).*

En somme, la bourgeoisie a pour mission historique d'exproprier les individus et d'extorquer la plus-value, en la concentrant à un pôle de la société, ce qui est tout autre chose que la conception qui voit simplement la bourgeoisie vivre grassement de ses profits (en fait, cette part de la plus-value est très réduite, surtout au début du capitalisme). La bourgeoisie remplit cette mission historique en dominant la société grâce aux superstructures politiques. L'apologie bourgeoise lui attribue, en revanche, dans la production un rôle essentiel (qui ne peut être que l'affaire du *travail*). Bref, la bourgeoisie accumule et exproprie, et elle sera elle-même expropriée finalement par la révolution socialiste.

En conséquence, dans le socialisme, les travailleurs ne seront pas remis en possession des moyens de production à titre privé – individuellement ou par groupes ou associations de producteurs – comme l'ont été dans le passé les artisans des corporations ou les paysans travaillant eux-mêmes leur parcelle de terre, selon les désirs du socialisme petit-bourgeois. La société tout entière s'appropriera les conditions ainsi que le produit de tout le travail (soit donc aussi l'ancienne plus-value), et nous pourrons avoir la formule des rapports d'échange communistes : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon des besoins. »

Du point de vue politique, la révolution prolétarienne ne crée pas de forces productives [74] matérielles, qui ne se développent que progressivement, en contact avec le travail, et à son rythme. Sa tâche est de rompre les entraves qui empêchent un nouvel essor des forces productives. En ce sens, *le socialisme ne se construit pas*, il se développe par évolution — l'ère des révolutions étant passée — à partir des con-

---

*nues collectives, apparaissent comme capitalistes, indépendamment des ouvriers. » Cf. un Chapitre inédit du Capital, cf. p. 247. En fait, le socialisme consiste à résoudre l'antagonisme entre le mode privé d'appropriation, de distribution et d'échange et les caractères sociaux de la production, en les mettant en harmonie par une synthèse supérieure.*

ditions matérielles, développées par le capital ; en d'autres termes, le capitalisme développé — avec la socialisation des moyens de communication, de production et le travail associé sur la base du marché mondial — constitue la base matérielle du socialisme, l'accoucheuse en étant la violence : « *Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, SI NOUS NE TROUVIONS PAS ENFOUIES DANS LES ENTRAILLES DE LA SOCIÉTÉ TELLE QU'ELLE EXISTE, LES CONDITIONS DE PRODUCTION MATÉRIELLES ET LES RAPPORTS DE DISTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ SANS CLASSE* <sup>55</sup>. »

## **RÉVOLUTION BOURGEOISE ET OUVRIERS.**

[Retour à la table des matières](#)

Les bourgeois et les révisionnistes mélangent l'ultime stade du capitalisme, soit la socialisation et les nationalisations, avec le début de l'ère post-capitaliste, voire avec le socialisme lui-même. Du point de vue politique, la même confusion se fait en ce qui concerne les révolutions de cet après-guerre que l'on a fait passer pour des révolutions socialistes. Le rôle — insignifiant — que joue la [75] bourgeoisie dans ces révolutions facilite ce tour de passe-passe. En effet, dans la production comme dans la révolution, les capitalistes ne jouent pas un rôle directement actif : au bout du processus ils monopolisent les conquêtes et produits dus aux efforts des autres. Même lorsque la bourgeoisie a fait une révolution radicale — ce qui ne s'est guère produit qu'en Angleterre et en France — la plèbe, la paysannerie et le prolétariat ont occupé l'avant-scène révolutionnaire, toutes les classes de la société étant en lutte, sauf en gros celle des banquiers, des industriels et autres opérateurs du capital de l'époque. Paysans, serfs, faubouriens, étudiants, intellectuels, poètes, ouvriers des premières manufactures formaient les bataillons de la guerre révolutionnaire. Or toutes les révolutions dites socialistes de cet après-guerre ont eu ces mêmes protagonistes. Mais, comme on l'a vu, ce ne sont pas ces combattants

---

<sup>55</sup> Cf. Marx, *les Fondements, etc.*, t. I, p. 96-97.

qui déterminent la nature et le but de la révolution, mais le programme de la classe qui en prend la tête.

De fait, la révolution bourgeoise n'est consciente ni de ses buts économiques et sociaux ni du déroulement de son cours. C'est parce que, étant finalement exploitée par une seule couche — les bourgeois — qui frustrent toutes les autres couches révolutionnaires à leur seul profit, elle se caractérise par le fait qu'à chacune de ses phases, elle « se retourne contre elle-même » et qu'elle tue et renie ses « pères »<sup>56</sup>. Les « parvenus » bourgeois ne firent-ils pas déterrer le révolutionnaire bourgeois Cromwell pour lui enfoncer une pique dans le cœur, afin de le tuer une seconde fois, définitivement ? Une [76] fois arrivés au pouvoir, les bourgeois ne veulent plus entendre parler de violence autre que la leur, officielle, et voient dans tout mouvement révolutionnaire, même bourgeois, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, un ennemi à combattre. Enfin, dès lors que la liberté, l'égalité et la fraternité, affirmées dans le combat révolutionnaire, sont constitutionnalisées, elles deviennent des droits purement formels, en contradiction flagrante avec les conditions de vie et de production des individus, où elles devraient *se réaliser*.

Les conditions matérielles font que la révolution aboutit entre les mains capitalistes : *« C'est pourquoi, si le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera qu'éphémère, qu'un moment au service de la révolution bourgeoise elle-même, comme cela se produisit en 1794 [en France]. Et ce sera le cas au cours de l'histoire et de son mouvement tant que ne seront pas encore créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production capitaliste, donc aussi le renversement définitif de la domination politique de la bourgeoisie. Le règne de la Terreur dut donc servir simplement à balayer les vestiges féodaux du sol français. Il eût fallu des décennies à la bourgeoisie craintive et hésitante pour venir à bout de cette tâche. L'intervention sanglante du peuple lui ouvrit donc la voie »*<sup>57</sup>.

<sup>56</sup> Ces parodies se trouvèrent aussi en Russie en voie d'embourgeoisement, et ce jusque dans l'état-major du parti stalinien.

<sup>57</sup> Cf. Marx, *la Critique moralisante et la Morale critique*, in *Deutsche Briisser-Zeitung*, 28-X-1847.

La révolution bourgeoise, bien que se distinguant radicalement de la révolution prolétarienne, a cependant suffisamment de points en commun avec elle pour que, de nos jours par exemple, on puisse faire passer systématiquement la première pour la seconde. En effet, en un sens [77] et pour la première fois au cours de l'histoire de l'humanité, les révolutions que déchaîne la bourgeoisie capitaliste ont la forme de mouvements et de poussées mettant en action toute la masse du peuple. Mais seuls les *principes* — abstraits — de cette révolution sont universels.

Un autre point permettant la confusion, c'est que le prolétariat intervient dans les deux révolutions, et même qu'il y proclame, de manière plus ou moins claire et ferme, ses propres revendications de classe. Comme Marx l'a souligné pour toutes les révolutions bourgeoises qu'il a analysées, il s'y présente toujours un moment où le prolétariat domine la scène révolutionnaire. Il suffit d'en faire un moment caractéristique, un sommet, un idéal de la révolution pour jeter la confusion sur l'ensemble — au reste dans l'intérêt de la bourgeoisie, puisque cela lui permet de faire croire qu'elle est arrivée au pouvoir dans la société de manière démocratique, de par la volonté et l'action du prolétariat lui-même. En somme, la révolution bourgeoise est une révolution *populaire* par excellence.

En revanche, la révolution prolétarienne est une claire révolution dominée de bout en bout par une *classe*. Ses principes aussi bien que son action en sont constamment déterminés. Pour la première fois dans l'histoire, c'est une révolution universelle (c'est pourquoi, dans un seul pays, il n'est pas de construction socialiste possible, seule la révolution politique s'y réalisant, comme premier maillon de la révolution internationale). Contrairement à la bourgeoise, la révolution prolétarienne est pleinement consciente de ses [78] buts économiques et sociaux, ainsi que du cours historique de la révolution tout entière qui part de la constitution du prolétariat en classe, donc en parti, et s'achève par l'extinction de l'État de la dictature du prolétariat, et ce, sous peine d'échouer dans sa tentative <sup>58</sup>. La conscience, à l'échelle de

---

<sup>58</sup> Cf. Marx-Engels, *la Commune de 1871*, Paris, 10/18, p. 205-243. Si l'on fait abstraction de l'Internationale et de ses sections parisiennes, la Commune a éclaté sans organisation de parti. Marx-Engels en ont conclu que la révolution ne peut vaincre sans un véritable parti communiste : « *Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire*

la classe ouvrière, ne peut être que le fait d'une avant-garde, du parti, tant que subsistent les conditions matérielles de l'aliénation des travailleurs <sup>59</sup>. Ce parti, dans tous les cas, doit proclamer les principes d'action universels de tous les ouvriers du monde, et ce même dans le cas d'une révolution double <sup>60</sup>, sous peine d'opérer une coupure dans la classe internationale, coupure qui entraînerait un désintérêt, des frictions, voire des oppositions d'intérêts et des conflits entre les ouvriers des divers pays.

Même si la révolution est double, c'est-à-dire commence au niveau de la lutte armée antiféodale, il ne doit pas y avoir de discontinuité tant dans le programme que dans la nature de classe du parti révolutionnaire : « *Dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité, et dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent l'intérêt commun du mouvement dans son ensemble* » (*Manifeste*). La création de l'Internationale a précédé la Commune de Paris, comme elle fit partie intégrante de la révolution bolchévique, tout le programme de Lénine reliant la II<sup>o</sup> Internationale révolutionnaire à la III<sup>o</sup> Internationale Communiste.

---

*qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848* » (Engels à G. Trier, 18-XII-1889). *L.c.*, p. 14-15.

<sup>59</sup> « *La révolution n'est pas seulement nécessaire, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que la classe [c'est-à-dire tous les ouvriers] ne peut réussir que par une révolution à se débarrasser de tout le vieux fatras et devenir ainsi capable de fonder une nouvelle société* » (Marx, *l'Idéologie allemande*, 1845-1846).

<sup>60</sup> Au début de *la Maladie infantile, etc.*, Lénine écrit que « *l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel de leur inévitable et prochain avenir* », ce qui n'empêche « *qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, si même elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité un brusque changement, à savoir : la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus exemplaire, mais retardataire (au point de vue « soviétique et socialiste* ». Cf. *Œuvres*, tome 31, p. 16, 15.

Comme tous les marxistes, Lénine a toujours séparé les deux phases *internationales* : la révolution politique et l'instauration du socialisme dans l'économie.

[79]

On ne trouve pas trace de cet internationalisme prolétarien dans les révolutions anti-impérialistes de cet après-guerre. L'organisation et les principes internationaux sont, formellement même, dissous depuis bien longtemps déjà par Staline, et chaque « victoire » dans un nouveau pays n'a fait que désagréger davantage le bloc du faux socialisme.

La clarté et la continuité de programme sont une condition *sine qua non* de la révolution socialiste, non seulement pour des raisons d'efficacité (liaison des forces à l'échelle internationale, face au capital toujours international ; cohérence entre les luttes dans les divers pays, et aux divers niveaux (économique, politique, idéologique) afin que leurs effets ne se contredisent ni ne s'annulent ; continuité entre les diverses étapes de la révolution, afin d'éviter les tâtonnements face aux situations soudaines, dites « nouvelles », tâtonnements qui deviennent rapidement hésitations, louvoiements, avances et reculs faisant perdre du temps et des énergies, et exigeant des rectifications de cours entraînant des polémiques, des fractions, des scissions, des exclusions, dont l'ennemi profite toujours, et dont les masses font les frais.

Le programme du parti révolutionnaire doit être clair et cohérent dans toutes les phases de l'intervention révolutionnaire pour une autre raison encore qui met en lumière le facteur théorique de conscience, essentiel dans le socialisme : le prolétariat a pour mission historique d'instaurer le socialisme qui est gestion consciente à l'échelle collective de la production et de la société, contrairement à ce qui se passe [80] sous le capitalisme où les lois de l'économie s'imposent aux hommes avec une force aveugle. Or, il ne peut renverser la praxis en *économie*, s'il ne l'a pas déjà effectué dans le programme et l'action *politique*, ce qui se traduit par une action conforme aux principes tout au long du processus révolutionnaire, la lutte s'effectuant dès lors contre tous les obstacles matériels et idéologiques qui s'opposent à la réalisation pratique du programme communiste. En ce sens, Engels affirmait que « *toute erreur commise, toute défaite subie, sont la con-*

*séquence nécessaire de conceptions théoriques erronées dans le programme fondamental* » <sup>61</sup>.

Dès le début, nous avons un renversement de la praxis, par rapport à la manière de procéder des bourgeois que les conditions matérielles, qu'ils ne comprennent pas, mènent par le bout du nez <sup>62</sup>.

## ***SCHÉMA INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE.***

[Retour à la table des matières](#)

Les lois de la révolution socialiste de 1848 ont été *prévues* dans le *Manifeste du Parti communiste* (aux dernières pages, Marx-Engels donnent les directives communistes pour les pays « attardés » aussi bien que pour les pays « avancés », avant que la crise secoue toute l'Europe). C'est l'acte de naissance du socialisme scientifique moderne, qui a renversé la praxis dans l'histoire, la conscience précédant l'action — au niveau de la classe.

Lénine explique dans les *Trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* <sup>63</sup> que le [81] programme historique du communisme a surgi de la confluence de l'élément économique, politique et théorique, dont chacun était représenté par l'action historique du prolétariat d'un pays différent, anglais, français, allemand, pays développé et sous-développés. Même dans ses fondements matériels, le marxisme ne pouvait être qu'international. Expliquant la genèse du communisme moderne, Engels écrivait : « *Ainsi les trois grands pays civilisés d'Europe — l'Angleterre, la France et l'Allemagne — arrivent, chacun de son côté, à la conclusion [communiste et universelle] qu'une révolution sociale des rapports sociaux sur la base de la propriété communautaire est devenue, dès à présent, une nécessité inéluctable. Ce résultat est d'autant plus frappant que chacune des trois nations l'a atteint indépendamment des autres. Peut-il y avoir de dé-*

---

<sup>61</sup> Cf. Engels à Fl. Kelley-Wischnewetzsky, 28-XII-1886.

<sup>62</sup> Cf. Marx-Engels, *le Parti de classe*, Paris, 1972, 4 volumes, Petite collection Maspero.

<sup>63</sup> Cf. Lénine, *Œuvres*, tome 19, p. 13-18.

*monstration plus frappante que le communisme n'est pas seulement la conséquence particulière de l'Angleterre ou d'une quelconque autre nation, mais encore une conclusion nécessaire que l'on est bien obligé de tirer à partir des conditions générales de la civilisation moderne ?* <sup>64</sup> »

La perspective que Marx-Engels traçaient à la révolution de 1848 ne pouvait être qu'internationale (non pas au sens où c'est une donnée immédiate ou une vertu propre à tout ce qui fait et touche le prolétariat, bref, en quelque sorte une étiquette, comme Staline la posait à tout ce qu'il fabriquait). L'élément *économique* était matériellement représenté par le prolétariat anglais dans ses luttes politico-syndicales, correspondant à un développement historique déterminé de la production capitaliste, concentrée à [82] l'époque en Angleterre, comme l'élément *politique* l'était par le développement spécifiquement politique de la France, surtout depuis la révolution bourgeoise classique de 1789, qui mit en place, pour la première fois dans l'histoire, les superstructures politiques de l'État capitaliste sous la forme la plus achevée ; enfin l'élément *théorique* était représenté par les luttes révolutionnaires du prolétariat allemand (depuis la guerre des paysans de 1525), le « philosophe du mouvement ouvrier ».

Dans la pratique, chacun de ces éléments correspondait donc à un côté fort de chacun des prolétariats correspondants, tandis que les deux autres éléments en représentaient le côté faible : la révolution *en acte* devait en faire l'unité et la synthèse au cours de la lutte. Dès 1844, Marx écrivait : « *Lorsque toutes les conditions inhérentes à la révolution seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le chant de ralliement du coq gaulois* <sup>65</sup>. » Le prolétariat allemand fournit le programme communiste, *théorique*, de la révolution européenne de 1848, en indiquant au prolétariat de chaque pays quelles étaient ses tâches, ses alliances éventuelles et ses ennemis, et il s'efforça d'établir la liaison entre tous les éléments et organisations révolutionnaires des différents pays. Le prolétariat français déclencha

<sup>64</sup> Cf. Engels, *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, 4-XI-1843, trad. fr. in : *Ecrits militaires*, Ed. de l'Herne, Paris, 1970, p. 117-18 ; cf. en outre les chapitres intitulés *Préparation de la révolution de 1848* et *Élaboration de la stratégie révolutionnaire*, pp. 93-149 et 151-189.

<sup>65</sup> Cf. Marx, *Contribution à la critique de la Philosophie du Droit. Introduction*, l.c., p. 185.

effectivement le processus révolutionnaire par l'acte *politique* de l'assaut insurrectionnel contre le pouvoir d'État bourgeois. Mais c'est seulement en Angleterre que « la révolution ne serait pas seulement politique, mais encore sociale »<sup>66</sup> — et Marx le répétera en pleine crise : « *C'est seulement lorsque les chartistes [83] seront à la tête du gouvernement anglais que la révolution sociale passera du domaine de l'utopie à celui de la réalité* »<sup>67</sup>, autrement dit, que les efforts révolutionnaires se réaliseront en socialisme.

Ce fut l'échec de la révolution double en Europe centrale aussi bien que de la révolution directement socialiste en Angleterre et en France « avancées », mais le mot d'ordre, puisqu'il n'était pas réalisé, restera jusqu'à la fin du siècle : « *Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre : il ne pourra être assuré [et c'est alors que se réalise le socialisme] que par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne* »<sup>68</sup>, soit, à l'époque, les trois pays déterminants du monde.

L'expérience historique a confirmé que la révolution n'éclate jamais que dans un pays et gagne successivement les autres, jusqu'à ce que le rapport des forces bascule et accélère au maximum le processus. Victoire est donc synonyme d'internationalisation. Mais, le processus est substantiel et dialectique : le prolétariat unilatéralement développé d'un pays trouve un complément, parfois qualitatif — économie supérieure ou complémentaire — dans l'internationalisation de la révolution politique. L'économie russe se fût sans doute mieux développée qu'avec les plans quinquennaux successifs, si Staline avait soutenu les efforts révolutionnaires (politiques) du prolétariat international dans les pays avancés et même arriérés.

---

<sup>66</sup> Cf. Engels, *les Crises anglaises*, in : *la Gazette rhénane*, 9-XII-1842, *l.c.*, p. 143.

<sup>67</sup> Cf. Marx, *le Mouvement révolutionnaire*, in : *la Nouvelle Gazette rhénane*, 1-1-1849, *l.c.*, p. 625.

<sup>68</sup> Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1892, Ed. Soc., p. 40. Nous nous sommes permis de traduire *sichergestellt* (littéralement : mis en sécurité) par *assuré* au lieu *d'obtenu*.

**AU CENTRE :**  
**LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE,**  
**L'ÉTAT ET LA DICTATURE.**

[84]

[Retour à la table des matières](#)

La question qui se pose à présent, c'est de savoir comment se fait le passage brusque, radical et complet — la mutation — d'une forme de production à l'autre. La clé en est la violence révolutionnaire qui est seule capable de faire passer une société dans les douleurs, d'un mode de production social donné à un autre supérieur. En somme, c'est la dialectique du mouvement de la base économique par l'effet de la superstructure politique et idéologique de contrainte, avec l'État et la dictature, mieux, le rapport entre économie et politique dans la succession des modes de production sociaux.

Cette question se pose doublement pour les sociétés extra-européennes qui ne se sont pas développées spontanément vers le capitalisme. D'abord, dans la zone asiatique, il s'agit de passer, soit à la formation de niveau quatrième du capitalisme, soit à la formation de niveau cinquième du socialisme (au moyen d'une révolution double). Du point de vue théorique, on peut se demander si la formation asiatique correspond au niveau second ou troisième ; en d'autres termes, si elle peut passer directement au capitalisme ? La question a reçu une claire réponse de Marx : même très rapidement la Chine pouvait faire sa révolution bourgeoise, comme il ressort de la conclusion du premier article sur la Chine dans notre recueil. L'essentiel est ainsi réglé. Au reste, on pourra toujours débattre pour savoir si la formation asiatique est une forme secondaire (auquel cas, elle aurait de grandes originalités, [85] puisqu'elle pourrait rapidement passer au capitalisme, quoique, du point de vue historique, elle ne l'ait pas fait spontanément, puisque le capitalisme européen et américain, ayant atteint ce niveau plus rapidement, durent l'y importer) ou bien s'il s'agit d'une forme tertiaire, la difficulté étant alors de déterminer quelle a été la forme secondaire dans la zone asiatique, et en quoi cette forme pouvait déboucher sur le capitalisme.

Quoi qu'il en soit, le moyen — et le seul — pour passer d'une formation inférieure à une formation supérieure est l'utilisation de la force révolutionnaire. Mais on ne peut concevoir qu'une révolution permette de sauter une phase, faire passer, par exemple, de la forme troisième à la forme cinquième, à moins que cette révolution ne s'ajoute à une autre dans un pays plus avancé, dont les forces productives sont assez abondantes pour aider le premier à rejoindre rapidement son niveau, abrégeant au maximum la phase de transition *économique* du pays « arriéré ». C'est encore la force, avec la dictature et l'utilisation consciente de l'État qui permettront ce double saut, — ce qui implique la collaboration d'une seule et même classe — le prolétariat — dans les deux pays. Une telle aide désintéressée ne se pose même pas chez d'autres classes, la bourgeoise par exemple. En somme, seul le socialisme scientifique moderne de Marx-Engels pouvait se poser la question du bond révolutionnaire par-dessus une forme de production, ce qui implique une claire vision de la succession des formes de production sociale de l'humanité, notamment du passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme, et une connaissance réelle du mécanisme grâce auquel [86] un mode de production subit un changement qualitatif brusque au moyen d'une révolution politique.

La clé, la solution, est donné par *l'État*.

L'exemple de la révolution prolétarienne illustre de manière limpide cette question en soi si difficile. En période de crise, la production s'arrête en même temps que la distribution et la circulation marchandes, les rapports sociaux capitalistes, en panne dans la base économique, n'alimentent plus de leur énergie les superstructures officielles de l'État, celles-ci tournant sur elles-mêmes. C'est pourquoi, la révolution peut agir de manière brusque et violente sur ce que Marx appelle les superstructures juridiques et politiques surannées qui pèsent sur le développement des forces productives, devenues trop grandes pour elles. De fait, l'État, c'est-à-dire le pouvoir politique d'une classe, est une superstructure que l'on peut fort bien briser pour ainsi dire instantanément, pour mettre à sa place une institution analogue mais opposée, l'État de dictature du prolétariat substitué à l'appareil étatique bourgeois.

Si la conquête du pouvoir a cette place centrale chez Marx-Engels, c'est qu'elle garantit le changement *qualitatif* des structures produc-

tives et sociales qui, elles, ne se développent que lentement et progressivement sous la forme nouvelle, socialiste, en se greffant non pas sur l'État prolétarien, mais sur les forces productives déjà socialisées, ou en voie de socialisation, au sein de la vieille forme capitaliste.

Le but de l'État révolutionnaire est — selon l'expression du Manifeste « d'intervenir despotiquement [87] dans les rapports de production sociaux ». Marx a défini les mesures à prendre aussi bien dans les pays avancés que dans les pays devant effectuer une révolution double en liaison avec le prolétariat international <sup>69</sup>.

Avant de passer aux révolutions doubles, voyons comment s'effectue le passage brusque (révolutionnaire) du mode de production capitaliste à un mode de production qualitativement différent, le socialisme. Nous aurons en même temps une définition de ce que Marx-Engels appellent le socialisme en opposition au capitalisme. Dans [\*la Critique du programme de Gotha\*](#) (1875) Marx distingue évidemment différents stades du socialisme, puisque les forces productives n'évoluent que lentement et progressivement, et non par bonds ; cependant, il montre à l'évidence que la rupture avec le capitalisme et ses catégories fondamentales s'effectue dès le premier stade, par un bond qualitatif révolutionnaire. Toutes les mesures qu'il propose au premier stade confirment que ce pas est essentiel, puisqu'il permet de parler d'économie et de société socialistes. Toutes les interventions despotiques de l'État révolutionnaire le confirment.

En premier lieu, il s'agit de supprimer (acte de force purement négatif, non « constructif », mais hautement révolutionnaire) les revenus liés à la terre (rentes foncières) ou au capital (profit) : les classes ou groupes correspondants disparaissent, du fait que « chacun doit travailler pour vivre ». Par cet acte, la société dispose de tous les moyens de production ainsi que du produit du travail collectif. Du point de vue économique, il est évident que le prolétariat ne peut prendre ces [88]

---

<sup>69</sup> Marx a établi les mesures à prendre pour les pays où s'effectue une révolution double dans les *Revendications du Parti communiste en Allemagne* en 17 points, cf. *le Manifeste communiste*, Editions Costes, 1953, p. 220-223 ; Marx-Engels, *Ecrits militaires*, p. 185-187. Ces mesures ne sont pas socialistes, et ne peuvent l'être, en effet, elles règlent les échanges monétaires, et telle mesure « est finalement nécessaire pour river les *intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution* » (l.c., p. 186).

mesures simples et claires que si les conditions matérielles du socialisme — à savoir : le capitalisme industriel et agricole — existent déjà. Ces mesures ne peuvent être prises dans une société essentiellement agraire. Certes, on pourra toujours y réquisitionner la récolte, c'est-à-dire le produit du travail, au stade de la *distribution*, mais on ne peut en socialiser la PRODUCTION parcellaire et dispersée, vivant repliée sur elle-même, surtout si elle représente 80 à 90% des producteurs : rassembler en un local les producteurs avec leurs outils ne ferait que créer des manufactures, bref, cette socialisation n'atteindrait que la distribution, et nous aurions un communisme de consommation.

Mais revenons aux mesures socialistes, proposées dans le programme de Gotha pour un pays capitaliste développé. Les revenus autres que ceux découlant du travail étant abolis, « chacun doit travailler pour vivre »<sup>70</sup>, et il n'existe plus qu'un seul revenu, qui n'est plus salaire, ni profit, ni rente, et n'est plus versé sous forme d'argent ni distribué par l'intermédiaire du marché. Bref, toutes les catégories capitalistes fondamentales ont cessé d'exister. En effet, chaque travailleur reçoit « *de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail : le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre forme* ». Cependant, « *en dépit de ce progrès, ce droit égal reste prisonnier d'une limitation bourgeoise [89] [c'est donc bien du niveau bourgeois qu'on est parti pour le dépasser]. Le droit des producteurs est proportionnel au travail qu'ils fournissent* », l'élément social du travail revenant à l'ensemble de la collectivité.

À ce stade déjà, la monnaie et le salariat ont, en fait, déjà disparu, comme Marx l'indique dans le deuxième livre du *Capital* : « *Le capi-*

---

<sup>70</sup> C'est grâce à ce principe, proclamé par la I<sup>o</sup> Internationale, qu'on en arrive à la *généralisation* du travail manuel pour tous les membres de la société, donc à l'abolition de l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel. Ce qu'il ne faut pas confondre avec l'alternance entre travail manuel et travail de bureau ou de professeur, d'ingénieur, etc. telle qu'elle se pratique parfois à Cuba ou en Chine, alternance qui laisse subsister la division du travail dans ces pays, les fonctions en étant simplement remplies, à tour de rôle par des agents différents.

*tal-argent disparaît en production socialisée. La société répartit la force de travail et les moyens de production entre les diverses branches d'industrie. Les producteurs pourront, si l'on veut, recevoir des bons en échange desquels ils prélèveront sur les dépôts sociaux de consommation une quantité correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent. Ils ne circulent pas* » (Ed. Soc., t. V, p. 14).

Après la suppression des rentiers et profiteurs de toute sorte, la rétribution du travail elle-même a déjà subi de fortes restrictions qui tendent à faire disparaître la classe des prolétaires salariés eux-mêmes : « *Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme est un travailleur comme les autres ; mais il reconnaît tacitement comme un privilège de nature le talent inégal des travailleurs et, par suite, l'inégalité de leur capacité productive.* »

Dans la société bourgeoise, le salaire devait pourvoir à la reproduction de la force de travail — c'est-à-dire à la famille du travailleur — ainsi qu'aux frais de formation, d'éducation de santé et de sa survie au moment où l'ouvrier âgé quitte son travail. En revanche, dès le premier stade du socialisme, la rémunération du travail ne sert [90] plus qu'à subvenir aux besoins strictement personnels de chaque travailleur <sup>71</sup>, étant donné que la société prend en charge le fonds destiné à la satisfaction communautaire de besoins auxquels correspondent les écoles, les crèches, les hôpitaux, bref l'hygiène publique, etc., ainsi que le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., autrement dit, les caisses de retraite, de maladie, de vieillesse, de maternité, etc., déjà revendiquées par les ouvriers sous le capitalisme. Elles seront alors systématisées en un ensemble qui abolit les diffé-

---

<sup>71</sup> En d'autres termes, les différences de salaires de 1 à 8 en France, et de 1 à 12 et plus en Russie, par exemple, ne se justifient pas, si l'on tient compte de ce que dit Engels à propos du travail simple et complexe (payé plus cher) : « *Dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de formation de l'ouvrier qualifié ; c'est aux personnes privées que revient donc d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée : l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile se rétribue plus cher. Dans la société à organisation socialiste, c'est la société qui supporte ces frais, c'est donc à elle qu'en [136] appartiennent les fruits.* » (Anti-Dühring, Ed. Soc., p. 233).

rences de catégories et les conditions mercantiles d'attribution, en vue de satisfaire les besoins d'après les moyens dont dispose la collectivité. Et Marx ajoute que, dans ces sphères intéressant une fraction considérable de la population (enfants, adolescents, malades, vieillards, mères), « *le travail lui-même ne mesure plus ce que l'on touche, et cette sphère s'accroîtra à mesure que se développe la société nouvelle* ».

En revanche, Marx précise que « la fraction destinée aux frais généraux d'administration qui ne concernent pas la production, *diminuera* à mesure que se développera la société nouvelle » : nous allons vers l'extinction de l'État.

La société, détenant les moyens de production et le produit (l'ancienne plus-value) du travail collectif de tous, retranchera de ce que chacun touche pour ses besoins immédiats : 1° un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés ; 2° une fraction additionnelle pour élargir la production ; 3° un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

[91]

Dès le début, les principes du capitalisme sont renversés, et les nouveaux sont instaurés, ceux-ci se reliant déjà au but final du communisme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

## ***PROGRESSION ET BOND.***

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'avons ni fusées ni missiles à ajouter à l'arsenal des armes de la lutte de classe fourni par Marx-Engels, qui ont théorisé le cours de l'humanité, de ses origines au socialisme dans lequel le progrès ne s'effectue plus par révolutions mais par évolutions successives. Nous ne voulons pas dire par là que l'histoire s'est arrêtée depuis l'époque de Marx-Engels, mais que la société a continué à s'enliser dans la dégénérescence, surtout si l'on considère les pays blancs. Les efforts du prolétariat pour tirer l'humanité de l'impasse ayant été suivis d'échecs,

la diffusion du mode de production capitaliste aux cinq continents tout entiers n'a fait que reproduire ce même capitalisme à une nouvelle échelle, en lui donnant une force juvénile toute relative dans les terres nouvelles, là où il se heurte aux formations sociales précapitalistes.

Si, dans la série des modes de production de la société, le capitalisme représente le niveau quatrième, le socialisme, qui n'en est pas un prolongement — par exemple, quatre et un tiers, quatre et demi — représente le niveau cinquième, soit un mode qualitativement différent, séparé du capitalisme par un bond, une négation qui, à l'échelle de la société, se manifeste par une révolution [92] qui substitue aux anciennes classes privilégiées une classe nouvelle, le prolétariat travailleur.

Toujours en termes chiffrés, le socialisme serait cependant le niveau sixième, s'il apparaissait une forme — non prévue par le schéma marxiste du déterminisme historique et économique — qui serait déjà du post-capitalisme, mais pas encore le communisme avec ses caractéristiques spécifiques, valables pour tout son cours. Ainsi, certains trotskystes compromettent le grand Trotsky, en prétendant que l'État soviétique ayant dégénéré, la Russie est actuellement en *régime bureaucratique* post-capitaliste, soit au-delà du niveau cinquième, en fait *sixième*, puisqu'il ne s'agit ni de capitalisme ni de socialisme, de sorte que ce dernier doit être repoussé au niveau *septième* en Russie. Ces simples chiffres montrent qu'en acceptant de telles nouveautés par rapport aux critères classiques du marxisme, on fait perdre à l'histoire son déterminisme, et au capitalisme ainsi qu'au socialisme leurs caractéristiques spécifiques ainsi que la dialectique de leur enchaînement.

Le principe de l'unicité des séries historiques permet également de réfuter toute la *théorie de la construction du socialisme dans un seul pays*, inventée par Staline en 1926 et démentie jusque dans la pratique par les conflits qui opposent et déchirent le monde prétendument socialiste. Selon Staline, la Russie tsariste, précapitaliste (dont l'économie était, en outre, ruinée par la guerre et la contre-révolution) pouvait passer, grâce à la révolution socialiste de Lénine, du précapitalisme (soit du niveau troisième) au cinquième, au socialisme, ce qui est proprement absurde.

[93]

Dans le schéma marxiste de la révolution double, le pays « attardé », où le prolétariat a pris le pouvoir (en fonction de la situation internationale qui réagit même, et surtout, sur les pays attardés), ne peut faire un bond par-dessus le capitalisme qu'en s'accrochant à un pays ou un groupe de pays « avancés », où le prolétariat a triomphé, de sorte que l'évolution des forces productives s'effectue progressivement — comme seul c'est possible — à partir de l'aide des pays avancés, soit des conditions de niveau quatrième. Dans le saut, en toute occurrence, il doit y avoir progression. Or, ce n'est pas le cas dans la théorie de Staline qui prévoit l'évolution du socialisme dans un seul pays arriéré : il y a l'abîme de toute une époque historique.

Le cas de la révolution double — ou de ce que Marx, appelait pour l'Allemagne de 1850, la révolution *permanente* jusqu'au socialisme — ne peut s'effectuer qu'à l'échelle *internationale*.

Après 1945, Staline a appliqué la même théorie irréaliste et insensée du socialisme édifiable dans les limites de chaque pays socialiste, à quelque niveau économique et social qu'il se trouve, aux pays de l'Est européen libérés du « joug nazi » par l'effort de guerre conjoint des Russes, Américains, etc. aussi bien qu'aux mouvements anticolonialistes des pays précapitalistes des continents de couleur. En fait, le schéma stalinien niait le caractère révolutionnaire du passage violent à la révolution nationale bourgeoise des peuples de couleur qu'il condamnait, par un tribunal de fantaisie, à l'immobilité et la passivité jusqu'à ce qu'ils aient pu faire le saut stalinien qui consiste à passer du niveau précapitaliste [94] troisième au socialiste cinquième, en improvisant à partir du néant la lutte entre entrepreneurs capitalistes et prolétaires, à moins que, plus simplement, ils ne se soient fait injecter de l'extérieur le socialisme, ce qui ne peut se produire qu'en passant sous les fourches caudines de Moscou.

## ***SCHÉMA DE LA RÉVOLUTION DOUBLE.***

[Retour à la table des matières](#)

En fait, la question de la révolution double ne peut se poser historiquement qu'en liaison avec la révolution internationale à un certain niveau économique — capitaliste — de la société. L'une des caracté-

ristiques essentielles de la forme capitaliste est le passage de l'objectif interne — création du marché national, c'est-à-dire indépendance nationale, avec l'instauration d'un État national bourgeois — à l'objectif externe qui est le marché international. Il s'ensuit qu'avec l'apparition du mode de production bourgeois dans des parties déterminées du monde, le mouvement général de la société *s'accélère* grandement, et que les écarts de temps pour le passage d'une forme sociale à l'autre — précapitaliste à capitaliste, et de capitaliste à socialiste — deviennent moindres. Cela se manifeste de manière tangible au simple fait qu'à l'époque moderne les révolutions se font le plus souvent directement à l'échelle d'un continent, par exemple celle de 1848 où la révolution bourgeoise se greffa sur la révolution socialiste, engagée à Paris et la vague atteignit aussitôt Naples, Milan, Berlin, Vienne, Budapest, etc.

[95]

La révolution double s'impose dans les pays arriérés où le capitalisme est encore progressif, mais où la bourgeoisie est *politiquement* incapable de prendre la direction de la société : « *La révolution de 1848 devait faire exécuter dans la plupart des pays les TACHES BOURGEOISES par des combattants prolétariens, SOUS LA BANNIERE DU PROLETARIAT* <sup>72</sup>. »

Le déterminisme social est tel que les tâches progressives s'imposent aux hommes, qu'ils le veuillent ou non, et rien ne sert de vouloir les changer en inversant les classes qui les réalisent : les tâches restent progressives tout en étant pénibles, voire douloureuses. Ainsi, Engels constatait qu'après la défaite des prolétaires en 1848-49, la contre-révolution fut contrainte, dans certaines conditions, bien sûr, de réaliser les tâches encore progressives de la bourgeoisie qui sont les prémisses objectives à la domination future du prolétariat socialiste : la révolution de 1848 « *a réalisé, par l'intermédiaire de Napoléon III et de Bismarck — ses exécuteurs testamentaires — l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Quant à la Pologne qui, depuis 1792, avait fait plus pour la révolution que ces trois nations réunies, elle a été laissée pour compte, et elle succomba en 1863 devant les Russes dix fois supérieurs en nombre aux insurgés polonais* » (l.c.).

<sup>72</sup> Cf. Engels, Préface à l'édition polonaise de 1892 du *Manifeste*.

Sans jamais avoir soutenu ni Napoléon III, ni Bismarck — au contraire <sup>73</sup> —, Marx et Engels considéreront donc qu'une fois la phase de systématisation nationale et bourgeoise achevée en 1871 en Europe occidentale, l'histoire aura fait un grand pas en avant, les conditions matérielles [96] et sociales existant désormais dans cette aire géographique pour un affrontement direct entre prolétariat et bourgeoisie. Des 17 revendications « encore contradictoires en elles » du Parti communiste pour la double révolution en Allemagne, on passe alors au Programme de Gotha pour l'instauration du socialisme.

Dans un cas comme dans l'autre, bien que plus ou moins rapidement, la voie historique doit être parcourue, et finalement le prolétariat y trouve un avantage énorme aux yeux du marxisme révolutionnaire : « *Bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, et tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime. Ils ont, il est vrai, à mener une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par-dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas, cette fois, entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et page* <sup>74</sup>. »

Dans ces conditions, ce que le marxisme appelle *révolution double*, autrement dit, le passage rapide de la formation précapitaliste troisième à la forme capitaliste quatrième et puis — en cas de victoire dans un pays de capitalisme pleinement développé — passage à la forme socialiste cinquième, devient une éventualité historique de plus en plus probable pour tous les pays non encore capitalistes du simple fait de l'accélération historique qu'imprime à la société tout entière le mode de production capitaliste. Après que Marx-Engels l'aient théorisée pour l'Allemagne en 1848-1849, [97] ils la prévirent après 1871 pour la Russie, où Lénine réussit à la réaliser effectivement avec les révolutions de Février, puis d'Octobre 1917. Après cette première victoire, l'Internationale de Lénine la prévint d'abord pour les pays d'Asie, puis pour tous les autres pays dominés par l'impérialisme blanc, lors

---

<sup>73</sup> Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, chapitre *Stratégie dans la période des luttes nationales progressives*, p. 433 sq.

<sup>74</sup> Cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 488.

du premier Congrès des peuples opprimés convoqué à Bakou en septembre 1920 à l'instigation du IIe Congrès de l'Internationale communiste <sup>75</sup>.

Pour ce qui concerne le passage à l'économie socialiste dans les pays de révolution double, la condition en est donc *internationale*, c'est dire qu'elle implique la révolution politique et la transformation sociale dans les pays de capitalisme déjà mûr. Dès lors, étant donné que les révolutions socialistes de l'Occident ont échoué et ont été trahies, et qu'il n'y a pas eu de passage de la forme cinquième à la forme socialiste sixième, la révolution russe a dû se limiter à la forme capitaliste <sup>76</sup>, jusqu'à la relève en Occident qui n'a pas eu lieu. En fait,

---

<sup>75</sup> Cf. *les Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale* du IIe Congrès de l'I.C., in *Quatre premiers Congrès mondiaux de l'I.C. 1919-1923* (réimpression en fac-similé, Fr. Maspero, 1969), p. 57-60. La conclusion en est la suivante : « *Ainsi les masses arriérées, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste* » (p. 60).

<sup>76</sup> Telle a été l'ample vision de Lénine et de l'Internationale Communiste : « *Une fois qu'il aura conquis le pouvoir, le prolétariat russe a toutes les chances de le garder et de conduire la Russie au triomphe de la révolution en Occident* » (*Œuvres*, 26, p. 33 : *la Révolution russe et la guerre civile*, 16-IX-1917). Le but n'est pas le socialisme en Russie arriérée, où le capitalisme constitue déjà un immense progrès, c'est la victoire du prolétariat mondial sur le capitalisme et l'impérialisme.

« *L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme : des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (faites, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent de ce fait briser les efforts de n'importe quel... poussin) et assurerait la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition évidemment de considérer les « difficultés » à l'échelle de l'histoire mondiale, et non à celle de quelque groupe de philistins.*

« *Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie...* » (Cf. *Sur l'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises*, 5-V-1918, in : *Œuvres*, 27, p. 355-356).

l'histoire a confirmé que Moscou a abandonné la voie du socialisme par une lente dégénérescence, et la Russie est désormais condamnée à l'enfer bourgeois et impérialiste et devra passer par une nouvelle révolution politique prolétarienne pour arriver au socialisme.

Le diagnostic sur la nature capitaliste des pays dits socialistes s'impose maintenant aux dirigeants de ces pays eux-mêmes : les faits les obligent à cet aveu. Dans un article du 5 décembre 1971 dans la *Pravda*, M. Fedoseiev démontre que le régime maoïste, à l'intérieur de la Chine, et indépendamment même de ses manifestations [98] sur le plan de la politique étrangère, n'est plus communiste, quelle que soit la spécificité des conditions historiques en Chine. La crise entre la Russie et la Tchécoslovaquie n'a pas duré assez longtemps pour que les dirigeants russes aient à employer l'argument de la restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie.

Les dirigeants chinois, quant à eux, qualifient couramment les Russes de révisionnistes, puis de social-impérialistes, ce que ne peut être assurément un pays socialiste au sens de Marx et Engels. Même si ces définitions n'ont rien de scientifique si l'on considère les critères à partir desquels elles sont établies, elles ne correspondent pas moins à la réalité. L'aveu se fait, non pas à partir de concepts logiques, mais sous la pression de la réalité. Il se fait par la bouche même des faux

---

Comme pour démontrer l'invariance de ses propres positions, Lénine reprit toute cette partie de sa brochure de 1918 dans son article sur l'introduction de la NEP de mai 1921 (*sur l'Impôt en nature*) où il analyse les différents [137] niveaux de la production sociale qui existaient en Russie soviétique.

Le « crime » de Staline n'a pas été de construire le capitalisme en Russie de manière accélérée, mais d'avoir renversé sa politique : la dictature du prolétariat dégénéra en Russie, parce qu'elle se mit au service de la construction économique (capitaliste) à l'intérieur, au lieu d'être au service de la révolution internationale du prolétariat, et, qui plus est, exigea du prolétariat mondial de se mettre au service de la Russie, qui, seule, ne pouvait être que capitaliste.

Malgré le caractère capitaliste de son économie (ou mieux de certaines de ses parties, là où le salariat fait face au capital monétaire, financier et industriel), la Russie pouvait tenir, aux yeux des marxistes, durant 50 ans en attendant la révolution mondiale, à condition de demeurer fidèle au programme international du prolétariat : cf. la session de Décembre 1926 de l'Exécutif Elargi de l'Internationale communiste, discours de Zinoviev, Trotsky d'une part, de Staline et d'Ercoli-Togliatti, d'autre part.

marxistes, sous une forme parodique et grotesque. Le long débat sur la Yougoslavie en témoigne.

De 1945 à 1947, selon Mao Tsé-toung, l'économie yougoslave est socialiste ; selon les Albanais, elle est impérialiste et fasciste. De 1949 à 1953, selon Staline, la Yougoslavie est un pays nazi ; de 1949 à 1957, selon Khrouchtchev et Mao Tsé-toung, le péril d'une restauration capitaliste subsiste en Yougoslavie. En 1963, selon Mao Tsé-toung, la Yougoslavie est capitaliste, et selon Khrouchtchev c'est un pays socialiste, etc., etc.

En somme, même s'il n'existe aujourd'hui aucun pays socialiste au monde, il faut distinguer entre les pays de l'Est européen et ceux des pays ex-coloniaux, les premiers ayant déjà été capitalistes avant l'arrivée des Russes et l'étant restés par la suite, et les seconds s'étant élevés du [99] niveau précapitaliste au niveau capitaliste, en une lutte révolutionnaire, d'autant plus acharnée qu'elle n'avait pas pour seul ennemi les forces précapitalistes intérieures, mais encore et surtout l'alliance plus ou moins directe de tous les impérialismes du monde, et qu'elle ne put jamais compter sur aucune véritable aide extérieure.

Tant qu'il n'y aura pas d'authentiques révolutions politiques et sociales des ouvriers dans les pays développés, il ne peut donc y avoir de passage au socialisme dans quelque pays que ce soit (ce qui n'empêche pas la possibilité de révolutions prolétariennes, comme maillon de la révolution politique du prolétariat mondial). Désormais, la tâche est donc la formation de partis prolétariens organisés en vue de la conquête du pouvoir politique, puisque la dictature du prolétariat n'existe plus nulle part actuellement. Or la condition préalable de ces partis est le juste programme révolutionnaire.

En ce qui concerne les pays de couleur en général, et la Chine en particulier, le résultat en est que ces pays qui évoluaient dans des formes précapitalistes, n'ont pu faire qu'une révolution *nationale*, un pas dans la forme économique et sociale bourgeoise. Et l'expérience a démontré que, dans ces pays aussi bien que dans les pays de l'Occident, le prolétariat est resté absent *comme classe dirigeante* — donc avec son parti et son programme spécifique.

Dans la mesure où le parti est présent, il lui faut : sur le plan de la *doctrine*, développer une critique complète du programme national et

démocratique, comme Marx l'a fait au cours des années 1860<sup>77</sup> ; sur le plan de *l'organisation*, [100] empêcher toute confusion de son parti avec ceux de la petite-bourgeoisie ; sur le plan *politique historique*, lutter aux côtés de la « bourgeoisie », de ceux que Lénine appelait les « nationalistes révolutionnaires » au IIe Congrès de l'Internationale Communiste, uniquement dans l'action violente de l'insurrection pour renverser les pouvoirs féodaux ou impérialistes.

Dans la dernière page du *Manifeste*, Marx-Engels ont prévu la stratégie — depuis lors classique — à utiliser pour un pays précapitaliste : « *En Allemagne [de 1848], le parti communiste lutte ensemble avec la bourgeoisie, lorsque celle-ci agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété féodale et les ambitions de la petite-bourgeoisie. Mais ce parti ne néglige aucune occasion de dégager chez les travailleurs la conscience aussi claire que possible de l'antagonisme radical de la bourgeoisie et du prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent tourner aussitôt en autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques [qu'on ne saurait créer par l'astuce, fût-elle paysanne ou stalinienne] que la bourgeoisie doit introduire en même temps que sa domination. Ainsi, dès la chute des classes réactionnaires en Allemagne, la lutte pourra s'engager contre la bourgeoisie elle-même.* »

Dans la *Nouvelle Gazette rhénane* du 15.11.1849, Engels rappelle qu'il s'agit bien d' « *une alliance qui ne se conclut pas sur le papier, mais sur les champs de bataille* », et Marx écrit à Kugelmann, le 23.11.1865 : « *Il s'avéra très vite que Lassalle avait, en fait, trahi le parti, et nous en reçûmes bientôt la preuve. Il avait conclu un [101] accord formel avec Bismarck...* » Et pourtant Bismarck fut bien un « nationaliste révolutionnaire » : non seulement il réalisa l'unité allemande, mais renversa encore l'État bonapartiste, déblayant même le terrain d'un obstacle matériel majeur pour la Commune de Paris<sup>78</sup>.

<sup>77</sup> Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires*, chapitre intitulé *Stratégie dans la période des luttes nationales progressives*, p. 433-523.

<sup>78</sup> Cf. Marx-Engels, *la Commune de Paris*, 1971, Union générale d'Éditions, 10/18, p. 19, 35, ainsi que *Rôle de la violence et de l'économie dans l'instauration de l'Empire allemand moderne*, trd. fr. in *Ecrits Militaires*, p. 532-99, notamment p. 560-62.

Logiquement, toutes ces normes valent pour les insurrections et révolutions des pays de couleur, qu'elles soient « xénophobes », c'est-à-dire dirigées contre les puissances impérialistes blanches ou japonaises alliées aux pouvoirs locaux traditionnels, ou qu'elles visent même la grande bourgeoisie locale déjà en développement.

Cependant, la rivalité entre impérialismes — parmi lesquels il faut ranger désormais aussi les grandes puissances dites socialistes — n'est en aucun cas une raison pour ne pas appuyer les révoltes des peuples de couleur contre les impérialismes de l'Occident. Cet argument serait aussi spécieux que celui auquel Lénine se heurtait en 1914-15 lorsqu'il prônait le défaitisme révolutionnaire et qu'on lui disait qu'en luttant contre sa propre bourgeoisie, on courait le risque de tomber sous la domination d'une bourgeoisie étrangère. Mais dans les deux cas, le marxisme exige qu'on ne sacrifie ni le programme ni l'organisation autonomes de classe.

## ***DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS PRÉCAPITALISTES EXTRA-EUROPEENNES.***

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre serait sec s'il ne reproduisait pas les pages les plus hautes et les plus denses du marxisme.

[102]

Dans le *Manifeste des Communistes*, la critique la plus féroce de chaque superstructure bourgeoise exprime en même temps le plus grand hymne à la fonction révolutionnaire de la bourgeoisie. Cette apparente contradiction aboutit à des solutions tout à fait révolutionnaires et, contrairement à ce que l'on admet généralement, ne conduit jamais à abandonner le terrain de classe du prolétariat.

*« La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises en général donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie un essor inconnu jusqu'alors. Du même*

*coup, ils hâtèrent le développement de l'élément révolutionnaire au sein de la société féodale en décomposition. »*

*« La grande industrie a fait naître le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. Le marché mondial a donné une impulsion énorme au commerce, à la navigation, aux voies de communication. En retour, ce développement a entraîné l'essor de l'industrie. À mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer prirent de l'extension, la bourgeoisie s'épanouissait, multipliant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le moyen âge. »*

*« Par suite du perfectionnement rapide des instruments de production grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie précipite dans la civilisation jusqu'aux nations les [103] plus barbares. Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine <sup>79</sup> et obtient la capitulation des barbares les plus opiniâtrement xénophobes. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois. Elle les contraint d'importer chez elles la prétendue civilisation, autrement dit, elle en fait des nations de bourgeois. En un mot : elle crée un monde d'après sa propre image. »*

---

<sup>79</sup> Dans les *Principes du communisme*, projet de programme rédigé en juin 1847 par Engels pour la Ligue des communistes et dont certaines idées furent reprises dans le *Manifeste* de 1848, ce point est explicité comme suit : *« C'est ainsi que des pays qui, depuis des siècles, n'avaient fait aucun progrès, l'Inde par exemple, ont été complètement révolutionnés, et que la Chine elle-même marche maintenant à une révolution. Il en est résulté qu'une machine nouvelle, inventée aujourd'hui en Angleterre, enlève en une année le pain à des millions de travailleurs en Chine. De cette façon, la grande industrie a mis en relation mutuelle tous les peuples de la terre, confondu tous les petits marchés mondiaux en un marché mondial, ouvert partout à la civilisation et au progrès, et fait que tout ce qui arrive dans les pays civilisés a nécessairement sa répercussion dans tous les autres pays. C'est au point que si les ouvriers s'émancipent aujourd'hui en Angleterre ou en France, cela doit forcément entraîner dans tous les autres pays des révolutions qui, tôt ou tard, amèneront également l'émancipation des travailleurs de ces pays-là. »* Cf. *Le Manifeste communiste*, [138] suivi des *Principes du communisme*, Editions Costes, Paris, 1953, p. 143.

Cet exposé des fonctions révolutionnaires du capitalisme est terriblement dialectique. En effet, lorsque Marx-Engels disent que la haine des barbares capitule devant la toute-puissance du capital, le marxiste se place non pas au côté du Blanc *civilisé*, mais du rebelle *barbare* dans cette lutte dont le dénouement est historiquement utile au cours général de l'humanité tout entière.

En effet, s'il en était autrement, comment pourrait-on, un peu plus tard, demander au prolétariat de se révolter contre la domination bourgeoise ?

Après avoir applaudi sa bourgeoisie déversant dans les colonies ouvertes de force le trop plein de sa production extorquée au prolétariat pour y ouvrir des marchés et y piller les matières premières et les denrées alimentaires, comment pourrait-on mobiliser les masses aussitôt après, au moment de la crise cyclique qui va paralyser l'économie et mettre les forces ouvrières au chômage. Bref, comment les prolétaires anticapitalistes pourraient-ils s'ébahir devant les « merveilles » de la civilisation mécanique et de la technique capitalistes qui, en tant qu'incarnation [104] directe du capital, sont les armes de guerre aussi bien contre le prolétariat que contre les peuples précapitalistes ?

On ne saurait confondre les invectives de Marx avec les stériles protestations des petit-bourgeois et bourgeois bien pensants contre les mille infamies perpétrées contre les peuples de couleur, protestations qui aboutissent toutes à plier finalement genou devant la toute-puissance du Capital après avoir mis en évidence l'impuissance des bonnes volontés devant ce monstre bien matériel. Ce n'est qu'en lisant ces pages avec un sens de classe que l'on saisit ce qu'entend Marx lorsqu'il exalte le renversement de la muraille de Chine d'une part et a des paroles d'indignation terribles contre les méthodes de la guerre de l'Opium et les massacres de Canton, d'autre part.

Aujourd'hui, l'horreur de la civilisation capitaliste n'a que des motifs d'être décuplée, centuplée. Le bras levé contre le brigand capitaliste, même s'il ne brandit que la sagaie mau-mau, est celui d'un frère du prolétaire communiste.

## ***ACCUMULATION PRIMITIVE EN ANGLETERRE ET OUTRE-MER.***

[Retour à la table des matières](#)

À vingt ans de distance, le *Capital* de Marx suit la même trace rigoureuse que le *Manifeste du Parti Communiste*. Tout en étant un traité de science économique, c'est une bataille livrée au capitalisme mondial, car les conclusions auxquelles l'auteur parvient à chaque démonstration sont autant de principes et de mots d'ordre d'action du parti révolutionnaire.

Nous considérerons ici les chapitres fondamentaux [105] qui traitent de l'accumulation initiale, ou primitive, du capital. La thèse de l'adversaire — les économistes bourgeois de toute école — dit que le mode de production du capital et du salariat est « naturel » dans l'économie humaine, tout comme le mode mercantile d'échange des produits du travail humain, et que l'histoire qui a abouti à l'ère bourgeoise moderne a pour but la libération progressive de l'humanité du fléau des forces arriérées qui tiennent l'économie enserrée dans des formes traditionnelles, incultes et contre-nature.

Marx démolit une fois pour toutes cette thèse et, au niveau de la théorie, la sienne n'a plus besoin d'« enrichissements » ultérieurs tant elle est lumineuse : le mode de production capitaliste n'a pas présidé à la naissance de l'humanité, mais au contraire a eu besoin, pour se développer, d'un moyen aussi antinaturel qu'antihumain : les violences de l'expropriation des travailleurs et leur réduction au statut salarié.

L'un des secteurs de la démonstration de Marx sur cette épopée bourgeoise de brigandage que fut l'accumulation primitive porte sur les hauts faits de la classe dominante blanche : *les dévastations, exterminations et pillages dans chacun de ses pays d'origine vont de pair avec ses crimes dans les continents d'outre-mer parmi les infortunés peuples de couleur. Dans tous les cas, Marx est dans le camp des travailleurs* et s'oppose aux classes dirigeantes des sociétés précapitalistes et capitalistes, sans confondre toutefois ces deux dernières comme une seule et même « masse » réactionnaire, à l'instar des anarchistes petit-bourgeois.

[106]

Effacer du marxisme ces pages pour soutenir que le mouvement de la révolution anticapitaliste n'est qu'un fait interne à la race blanche et se réduit à l'antagonisme entre bourgeois et prolétaires de la métropole est insensé et revient à justifier, d'une façon ou d'une autre, une collaboration de classe blanche aux dépens de l'humanité de couleur.

Dans la traduction française du *Capital*, la huitième section traite de *l'Accumulation dite primitive* qui se divise en les chapitres historiquement successifs que voici : 1. *le Secret de l'accumulation primitive* ; 2. *l'Expropriation de la population campagnarde* ; 3. *la Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle* (en Angleterre, mais le processus se répétera, dans ses grands traits, au fur et à mesure dans tous les pays) ; 4. *la Genèse du fermier capitaliste* ; 5. *Contrecoup de la révolution agricole sur l'industrie. Création du marché intérieur pour le capital industriel* ; 6. *la Genèse du capitaliste industriel* qui englobe le régime colonial, le système des dettes publiques, etc., etc. Le septième chapitre est tout à fait fondamental et a fait l'objet d'interprétations spécieuses dès l'époque de Marx-Engels et qu'Engels a dû réfuter dans sa *Théorie de la Violence*, magistralement exposée dans 1 *'Anti-Dühring*. Ou bien le marxisme ne vaut que pour le siècle dernier et l'Angleterre, et il est tout à fait dépassé et différent dans les autres pays et de nos jours ; ou bien nous trouvons dans ces chapitres la loi du passage au capitalisme valable pour tous les pays qui traversent cette phase de l'histoire.

Nous ne nous laisserons pas arrêter non plus [107] par l'objection selon laquelle « après Marx », dans les autres pays gagnés par l'accumulation capitaliste, les petits producteurs agricoles et les artisans n'ont pas tous disparu, comme en Angleterre, et que le modèle anglais ne renferme pas de parti prolétarien révolutionnaire, celui-ci en fait n'y ayant jamais été puissant. Marx a eu soin lui-même de déclarer que le modèle anglais donnait à l'avance l'histoire du cours capitaliste dans les pays qui s'engageaient dans l'enfer capitaliste <sup>80</sup>. La leçon du modèle est et demeure que toutes les structures, développées au cours

---

<sup>80</sup> « *Le pays le plus développé industriellement (l'Angleterre) ne fait que montrer à ceux qui le suivent l'image de leur propre avenir industriel.* » (Préface de 1867 au *Capital*).

de l'histoire et constitutives de notre société contemporaine tout entière, indiquent la solution historique pour le prolétariat universel.

Marx fait passer la voie au capitalisme par deux grandes étapes : d'abord la formation du marché intérieur avec la création de prolétaires dépouillés de la propriété à la suite de l'expropriation des producteurs qui travaillaient en disposant de leurs propres conditions de production, puis la formation du marché mondial grâce à l'expropriation et l'extermination, avec les mêmes méthodes, des populations d'outre-mer. Or, lorsqu'il décrit ces phases sauvages, Marx se place aux côtés des petits producteurs expropriés et des populations coloniales de couleur asservies et opprimées.

## ***DOUBLE RENVERSEMENT DU PASSÉ.***

[Retour à la table des matières](#)

Les pages de Marx sur l'accumulation primitive témoignent d'un double renversement du passé au moment de l'élimination des sociétés précapitalistes [108] en général : l'avènement du mode de production et de la société capitalistes, d'une part, la naissance du socialisme moderne, d'autre part. Tout le monde s'accorde pour fixer à cette date la naissance de la société bourgeoise, mais bien peu admettent que c'est aussi celle de la naissance du socialisme moderne. Or c'est justement ce point qui est fondamental pour la théorie marxiste en général, et pour la révolution des pays de couleur en particulier. Il faut donc revenir encore aux textes classiques de Marx-Engels.

*« La première manifestation d'un parti communiste réellement agissant [qui n'est donc pas utopique] se produit au cours de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est détruite <sup>81</sup>. » C'est ce que dit Marx, et Engels de poursuivre : « A chaque grand mouvement bourgeois surgissent aussi des mouvements de la classe qui est la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la guerre des paysans, la tendance de Thomas Müntzer ; dans la grande révolution an-*

---

<sup>81</sup> Cf. Marx, *la Critique moralisante et la morale critisante*, in : *Deutsche Briisseler Zeitung*, II-XI-1847.

*glaise, les nivelers ; dans la Révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des manifestations théoriques : au XVIe et au XVIIe siècles, c'étaient encore des descriptions utopiques d'une société idéale, au XVIIIe siècle des théories déjà franchement communistes* <sup>82</sup>. »

C'est au moment des crises sociales, décisives pour toute une ère historique de l'humanité, que le prolétariat prend aussi conscience de sa nature et de son programme spécifiques. En général, [109] c'est lors des véritables révolutions que surgissent aussi les *modèles de la société future* (capitaliste pour les bourgeois, communiste pour les travailleurs), et qu'ils s'imposent aux classes qui les réalisent.

Dès la *révolution antiféodale*, nous assistons à un double phénomène. Premièrement, la crise fait apparaître l'esquisse des rapports, structures, institutions et lois de la société bourgeoise, car, d'une part, les forces productives du capital, enfouies dans la base économique, se heurtent à l'ordre féodal et apparaissent d'autant plus clairement à la conscience qu'elles forment un contraste frappant avec ceux du féodalisme, et, d'autre part, les rapports de production bourgeois (déjà élaborés au sein du féodalisme dans le tiers-état et les premières manufactures, par exemple), émergent de la base économique et se prolongent maintenant par la révolution en institutions politiques et sociales correspondantes, nouvelles. En d'autres termes, la bourgeoisie organisée d'abord en parti politique, s'érige en classe dominante, en prenant le pouvoir et la direction de toute la société pour le façonner à son image.

Deuxièmement, au cours de la même phase historique, le prolétariat lui-même entrevoit ses propres formes d'organisation communiste de la société, parce qu'il est amené à agir tout seul, étant en conflit avec l'ordre féodal et, au cours de la révolution même, avec la bourgeoisie naissante. Cependant, l'expérience historique a montré qu'en *Europe* l'immaturité des conditions économiques faisait pencher le rapport des forces en faveur de la bourgeoisie contre le prolétariat (qui ne put dépasser le stade d'organisation en parti [110] politique et conquérir solidement le pouvoir en s'érigeant en classe dominante). Néanmoins, Marx-Engels et après eux, l'Internationale communiste de

<sup>82</sup> Cf. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Ed. Soc., p. 43.

Lénine pensaient qu'en liaison étroite avec le prolétariat développé des pays déjà pleinement capitalistes, l'embryon de l'authentique parti communiste, surgi dès les premiers heurts avec le colonialisme capitaliste dans les pays « arriérés », pouvait bénéficier du rapport des forces plus favorable, et triompher sur le plan politique (dictature du prolétariat), comme ce fut le cas de la Russie de 1917, en attendant sur le plan économique (instauration du socialisme) le soutien de la production des pays développés avec l'extension de la révolution prolétarienne.

La démonstration de Marx selon laquelle, dès l'écroulement des sociétés précapitalistes, il existe dans les pays arriérés un prolétariat authentiquement communiste et agissant, suppose une vision de classe unitaire et une conception générale de l'histoire et de l'économie humaines, l'alliance des prolétariats se faisant au niveau d'une seule et même classe ayant les mêmes aspirations sociales en dépit de ce que dans les pays « arriérés » l'avènement du capitalisme lui-même puisse être encore un fait révolutionnaire et progressif, comme Marx le souligne dans l'épisode de la destruction des murailles de la Chine traditionnelle.

Dans les écrits de Marx, le programme du parti communiste et la description, aux contours tranchés, de la société communiste se lisent donc *aussi bien dans ses invectives que dans ses apologies* des entreprises capitalistes *depuis l'aube de l'histoire*, entreprises qui forment un pas [111] nécessaire dans la série des modes de production pour autant que le capitalisme est progressif, voire nécessaire, par rapport aux modes de production antérieurs et comme base matérielle de la révolution socialiste (création de prolétaires, machinisme, etc.), lorsque les tentatives communistes échouent.

Afin de démontrer l'invariance du programme marxiste, notre exposé se base sur des citations de Marx-Engels groupées à la fois en ordre logique, comme les maillons d'une chaîne causale, et en ordre historique et économique, comme des jalons marquant la progression de l'humanité.

Nous analyserons la phase de l'accumulation primitive, décrite par Marx dans le *Capital* pour une double raison : l'exploitation coloniale fait partie intégrante de l'économie capitaliste concentrée dans les mé-

tropoles, et elle s'identifie à l'exploitation des producteurs des métropoles à l'aube du capitalisme.

Le secret que Marx révèle d'un seul coup et qui n'a plus à être complété par la suite, c'est que la *dissolution* du mode féodal (servage dans les campagnes et corporations dans les villes) donne naissance aux éléments constitutifs de la société capitaliste. Autrement dit, c'est la forme tertiaire (féodalisme) qui donne naissance à la forme quaternaire (capitalisme) : « *Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle [corporations]. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous les moyens de production et de [112] toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture : elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles* » (p. 155) <sup>83</sup>.

Marx en conclura que, dans sa forme communiste, la société garantira l'existence de tous, et qu'il n'y aura plus de vendeurs de soi-même, autrement dit, ni salariat ni monnaie.

Durant la sauvage expropriation des paysans au XV<sup>e</sup> siècle, la société anglaise « *n'avait pas encore atteint ce haut degré de civilisation où la richesse nationale (wealth of the nation), c'est-à-dire l'enrichissement des capitalistes, l'appauvrissement et l'exploitation éhontée de la masse du peuple, passe pour le sommet de la sagesse d'État* » (p. 159). L'État ne passera pour tel *aux yeux des bourgeois* qu'en 1865 seulement avec Gladstone, et, *aux yeux des « communistes »* en 1926 avec la fausse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, grâce à l'État de Staline qui réalisa l'œuvre à la fois grandiose et féroce — mais nullement socialiste — de l'accumulation primitive du capital avec la création d'une industrie moderne en Russie. Par contre, aux yeux des marxistes, l'État — dictature de la bourgeoisie ou du prolétariat — est violence concentrée, moyen d'intervention despo-

---

<sup>83</sup> Cf. Marx, *le Capital*, livre I. Les pages indiquées sont celles du volume III des Editions Sociales, Paris 1969.

tique dans les rapports sociaux et la production, mais il cesse d'exister dans l'économie socialiste <sup>84</sup>.

Au moment de la naissance de l'État capitaliste, tout le monde s'accordait à reconnaître le fond véritable de l'État, ce monstre froid au service d'intérêts tout aussi froidement calculés. Les bourgeois d'alors ne revendiquaient-ils pas [113] eux-mêmes un gouvernement bon marché et la liberté de commerce et d'industrie, rejetant l'État dans la sphère des « maux inévitables » qu'il fallait limiter au maximum ? Il fallut plusieurs vagues de réformisme et la théorie de l'État-providence des travaillistes anglais, dégénérés jusqu'à l'embourgeoisement, pour que les organisations ouvrières syndicales et « communistes » puissent faire admettre, après 1944, aux yeux des travailleurs que, des États-Unis à la Russie, leur bien-être dépendait de la croissance du *revenu national*, donc de leur travail au service du capital national.

Et pourtant, écrit Marx « *le XVIII<sup>e</sup> siècle ne comprit pas aussi bien que le XIX<sup>e</sup> l'identité de ces deux termes : richesse de la nation = pauvreté du peuple* » (p. 165). Contrairement donc à tout ce que prétend l'idéologie bourgeoise, répandue aujourd'hui jusque dans les rangs de la classe ouvrière par les soi-disant « communistes », accroissement du revenu national ou de la richesse nationale équivaut à appauvrissement de la masse des travailleurs. En fait, cela signifie davantage encore pour le marxisme : les horreurs initiales du capitalisme ne font que s'amplifier avec son développement ultérieur, même si le capital fonctionne alors en apparence sans violence, comme cela se produit dans les pays capitalistes développés où l'on constate tous les jours que les ouvriers salariés offrent pacifiquement et spontanément leur force de travail aux capitalistes, ce dont les économistes profitent pour parler de « lois naturelles et éternelles » du salariat et des échanges monétaires et les faux pays socialistes pour reprendre ces catégories.

[114]

---

<sup>84</sup> « *Le socialisme ne peut se réaliser sans révolution Il lui faut cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de dissoudre. Mais le socialisme repousse l'enveloppe politique, là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but à lui, là où il est lui-même.* » Cf. Marx, *Notes critiques, etc.*, Août 1844 ; trad. fr., in : *Ecrits militaires*, p. 176.

Marx nous prévient lui-même contre cette illusion : « *Cette mystification, propre au rapport capitaliste en général, va se développer désormais beaucoup plus que ce ne pouvait être le cas dans la simple soumission formelle du travail au capital. Au reste, c'est à ce niveau [initial] seulement que la signification historique de la production capitaliste apparaît d'une manière frappante (spécifique)* <sup>85</sup>. » D'où l'intérêt de son analyse pour saisir nos conditions actuelles.

La transition révolutionnaire du féodalisme au capitalisme — si importante pour la prise de conscience communiste ainsi que les traditions, instincts et réflexes du prolétariat de chaque pays — manque pour une large part aux États-Unis, par exemple, du fait que le capitalisme y a été importé en même temps que la main-d'œuvre de sorte que le mouvement ouvrier américain souffre d'un relatif retard politique <sup>86</sup>.

Systématiquement, le matérialisme historique de Marx analyse les structures actuelles en suivant le processus de leur formation dans l'économie, leur genèse, ce qui lui permet, par exemple, de comprendre le caractère explosif du rapport social capital-salariat, ainsi que de la plus-value, expression du capital en activité dans la production, et de la marchandise, produit du capital sur le marché. Même si l'impérialisme exporte pacifiquement du capital, et même s'il l'investit à la demande des pays attardés, en « *un rapport libre et égal, comme celui de tout échangiste, il s'avère que c'est là une illusion et une mystification* » <sup>87</sup>. Le capital est la somme des éléments qui se sont formés

<sup>85</sup> Cf. Marx, *un Chapitre inédit du Capital*, 10/18, p. 200.

<sup>86</sup> « *Les originaires du Schleswig-Holstein et leur descendance en Angleterre et en Amérique ne peuvent être convertis par l'enseignement, il faut bien s'en rendre compte. C'est une bande, aussi bornée que prétentieuse, qui tient à apprendre dans sa propre chair. Et les occasions sont d'année en année plus nombreuses. De plus, elle est ultraconservatrice, si bien qu'elle ne se débarrasse du vieux fatras d'idées traditionnelles (bourgeoises) qu'au travers de la pratique. C'est encore plus vrai en Amérique du fait que tout y est purement bourgeois et que l'on est si fier de son organisation purement bourgeoise, en l'absence de tout passé féodal.* » Cf. Engels à Sorge, 8-II-1890 ; trad. fr. in : Marx-Engels, *le Syndicalisme*, tome I, p. 168 (Editions Maspero, Petite Collection, 1972).

<sup>87</sup> Cf. Marx, *les Fondements*, etc., t. I, p. 428. Marx cite souvent la définition du capital établie par les économistes classiques : le capital est une *force sociale concentrée* qui fait face aux travailleurs individuels.

au cours de son devenir, et Marx en donne une synthèse saisissante en conclusion du chapitre [115] sur l'expropriation de la population des campagnes : « *La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu* » (p. 174).

Le capital est et reste fait de ces violences ; lorsqu'il tourne « normalement » d'après ses lois propres, c'est parce que l'adversaire a été battu et que le capital règne sans conteste, en souverain absolu. Mais sa violence inhérente demeure, et elle s'affirme le plus clairement au contact de modes de production qui ne sont pas encore capitalistes, par exemple dans les campagnes françaises de cet après-guerre avec l'expropriation massive des paysans parcellaires, mais surtout dans les pays coloniaux où le capital donne libre cours à son développement frénétique et dissolvant.

Un parallèle historique illustre la supériorité de la violence économique du capital sur sa violence politico-militaire. Napoléon, « père de la bourgeoisie allemande », selon l'expression de Marx, a tenté de liquider le féodalisme dans toute l'Europe, mais il fut finalement battu, bien qu'il eût disposé de toutes les superstructures de force d'une nation bourgeoise (État, armée, police, administration, législation et propagande de l'idéologie révolutionnaire nouvelle) mais sa base économique capitaliste était encore relativement [116] peu développée. En Angleterre, les superstructures politiques étaient, en revanche, déjà solidement appuyées sur l'infrastructure économique. Précédés de quelques canons, certes, ses marchandises *bon marché* — c'est-à-dire son capital concentré, ses machines perfectionnées, sa haute technique et sa main-d'œuvre diversifiée et salariée — se lancèrent à l'assaut de continents entiers, et réussirent à l'échelle du monde, alors que les puissantes armées de Napoléon avaient échoué à l'échelle du continent européen. Certes, le capital ne se heurta pas à des armées aussi formidables que celles qui vainquirent Napoléon, mais il eut raison de millions de traditionnels producteurs, dont les innombrables cadavres

jonchèrent les plaines de l'Inde et d'autres malheureux pays. C'est à un tel adversaire — il ne faut jamais l'oublier — que la Chine eût à faire.

Dans les pays coloniaux vers les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, comme en Angleterre, le processus initial est le même : Avant l'apparition de capitalistes industriels, nous avons la formation de fermiers capitalistes et la création du marché intérieur : « *Les événements qui transforment les cultivateurs en salariés et leurs moyens de subsistance et de travail en éléments matériels du capital, créent à celui-ci son marché intérieur... C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture [le mode de production asiatique se définit, au contraire, comme la combinaison de ces deux éléments]. Et, en effet, cet anéantissement de l'industrie domestique du paysan peut seul donner [117] au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste* » (p. 189-190).

Les écrivains socialistes du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ont théorisé avec plus de bonheur et de clarté sans doute que ceux d'aujourd'hui qui se trouvent confrontés avec les gigantesques métropoles urbaines et entreprises industrielles d'une part, et la barbarie des campagnes arriérées de l'autre, les grandes lignes de la société communiste dans laquelle seront abolies les différences entre ville et campagne, industrie et agriculture, travail manuel et intellectuel, bref la féroce division du travail qui repose — à l'Est comme à l'Ouest, depuis la naissance du capital jusqu'à sa mort — sur l'économie de marché <sup>88</sup>.

---

<sup>88</sup> Cf. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, où Engels démontre que le marxisme « absorbe le contenu *réel* de la littérature utopiste comme élément enrichissant dans le socialisme scientifique », c'est-à-dire en haussant l'intuition historique au niveau scientifique.

## ***LES CRIMES BOURGEOIS OUTRE-MER.***

[Retour à la table des matières](#)

Nous en arrivons maintenant au chapitre de *la Genèse du capitaliste industriel*, au passage du marché interne (national) au *marché mondial*. Marx y met en évidence les nouvelles accumulations de férocités et de spoliations qui vont se développer hors de la métropole anglaise du capitalisme : « *La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste [118] à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile : elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres de l'Opium contre la Chine* » (p. 193).

On le voit, tous les pays du monde et pas seulement une race — blanche — ou un pays — l'Angleterre — ont contribué à la formation du capitalisme. Il s'ensuit que les richesses accumulées aujourd'hui dans les métropoles industrielles sont le patrimoine commun de l'humanité tout entière. Cela aussi l'histoire vivante l'a inscrit dans le programme communiste, et demain la dictature internationale du prolétariat permettra de réaliser cette revendication objective, comme se le promettait déjà l'Internationale communiste de Lénine, avant le triomphe de la théorie nationaliste du socialisme dans un seul pays.

Un passage mémorable indique la série des déplacements des centres impérialistes : Portugal, Espagne, Hollande, France et Angleterre « *jusqu'à ce que celle-ci combine toutes [les méthodes d'accumulation primitive], au dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste.*

*Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale [ou violence pure] et utilisent le pouvoir de l'État, force concentrée et organisée de la société, afin de hâter le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse [119] de toute vieille société en travail. La force est un agent économique » (p. 193).*

Le jugement que Marx formule dans ce passage fondamental ne peut être plus explicite, et il oppose, depuis lors, le mouvement révolutionnaire *du prolétariat* aux infâmes entreprises coloniales des puissances bourgeoises mondiales.

Marx dresse ensuite une liste impressionnante de toutes les abominations commises par les conquérants européens. On frémit d'horreur devant les forfaits des Hollandais dans l'actuelle Indonésie. Ils s'y ouvrirent un premier accès en corrompant le gouverneur portugais de Malacca : une fois entrés dans la ville, ils l'assassinèrent pour ne pas payer le prix convenu de 21875 £ ; les razzias de main-d'œuvre furent si féroces que l'une des provinces de la très fertile Java qui avait 80 000 habitants en 1750 n'en comptait plus que 8 000 en 1811. Le monopole de la Compagnie anglaise des Indes orientales sur le thé, le tabac, le riz et le commerce en général, ruina les populations chinoises et indiennes au moyen d'exactions et d'abus sans nom, en provoquant des famines exterminatrices accélérant l'accumulation.

Mais il y eut pire que les méthodes employées par les aventuriers colonialistes vis-à-vis de peuples déjà denses et même civilisés, aux dépens desquels ils voulaient créer un commerce d'exportation de produits tropicaux indigènes et d'importation de produits manufacturés européens. Il y eut pire même que le système des plantations dans lesquelles on s'acharna à intensifier la production locale de denrées alimentaires et de matières premières pour les populations [120] et l'industrie européennes<sup>89</sup>, en occupant d'immenses étendues de territoire où l'on employait la main-d'œuvre locale à un prix dérisoire, sinon au travail purement et simplement forcé. Ce furent les horreurs

---

<sup>89</sup> *La bourgeoisie* corrompt en Europe, non seulement une frange d'aristocrates ouvriers, mais des classes ouvrières entières en les faisant participer au festin colonial : cf. Marx-Engels, *Sur le Syndicalisme*, tome I, p. 215-216, et tome II, p. 26-28.

perpétrées dans les « colonies proprement dites » dans lesquelles, comme en Amérique du Nord, puis en Australie, en Afrique du Sud et, en partie, en Algérie, on expédia l'excédent de population créé par le machinisme en Europe, en même temps que l'excédent de capital productif métropolitain. On vida des pays entiers de leurs habitants originaires. Après les avoir refoulés progressivement dans l'arrière-pays, en semant la mort et la dévastation dans tout le pays, on parqua les quelques survivants dans des réserves ou territoires clos. Les Espagnols et Portugais se mirent à l'œuvre en Amérique centrale et méridionale, et les Anglais et Français au Nord.

Marx évoque des épisodes colonialistes où « *le caractère chrétien de l'accumulation primitive ne se démentait point* » (p. 195). On sait comment, au début du capitalisme, on justifiait les massacres de ces innocents tout à fait désarmés, sous le prétexte que, n'étant pas compris parmi les trois branches de Sem, Cham et Japhet qui, d'après la Bible, forment « tous les peuples de la terre », les Peaux-Rouges n'avaient pas d'âme.

« *Les austères intriguants du protestantisme, les puritains, allouèrent en 1703 par décret de leur assemblée, une prime de 40£ par scalp d'Indien, et autant par chaque Peau-Rouge fait prisonnier ; en 1744, Massachusetts-Bay ayant déclaré rebelle une certaine tribu, on offrit 105 £ par prisonnier mâle, 55 £ par femme ou enfant pris, et [121] 50 £ pour leurs scalps !* » (p. 195). Quand les pieux pèlerins, trente ans plus tard, se rebellèrent à leur tour contre l'Angleterre, celle-ci leur appliqua des mesures semblables : des chiens furent utilisés pour les chasser et des Indiens payés pour les scalper !

En conclusion, Marx souligne l'importance du colonialisme pour le développement du mode de production capitaliste : « *Le régime colonial donna un essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés marchandes, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges, et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors extorqués directement hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital* » (p. 195-196).

La concomitance de l'exploitation ouvrière et coloniale ressort de cet ultime passage que nous donnerons en conclusion : « *Dans le même temps que l'industrie cotonnière introduisait en Angleterre l'esclavage salarié des enfants, aux États-Unis elle transformait le traitement plus ou moins patriarcal des Noirs en un système d'exploitation mercantile. En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde* » (p. 201).

Au moment où Marx écrivait ces lignes du *Capital*, la guerre civile sévissait aux États-Unis, montrant l'actualité du lien établi dès ses [122] origines par le capital entre exploitation coloniale et salariale. Ce lien direct continue d'exister aujourd'hui, où le système capitaliste affame la plus grande partie de l'humanité et engendre des guerres mondiales exterminatrices. Ce lien objectif devra être systématiquement utilisé par le futur Parti communiste mondial, pour unir les efforts des ouvriers des métropoles blanches et des populations de couleur, dont la vitalité impétueuse a su maintenir, face au capital dissolvant, le mode de vie et de production traditionnel.

## ***MARX ET L'EXEMPLE RUSSE D'UN PETIT SAUT PAR-DESSUS LE CAPITALISME.***

[Retour à la table des matières](#)

Après l'analyse du processus de l'accumulation primitive dans les pays où le capitalisme ne s'est pas développé de manière spontanée, nous passons à la question de la nature du bouleversement politique et social, indispensable dans ces pays pour instaurer le mode de production socialiste. Marx a abordé cette question en liaison avec les problèmes de la *révolution* russe après 1870.

« *Ce qui distingue la bourgeoisie de toutes les classes qui régneront jadis, c'est cette particularité que, dans son développement, il y a un tournant à partir duquel tout accroissement de ses moyens de puissance, donc, en premier lieu, de ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à la domination politique : derrière*

*les grands bourgeois, il y a les prolétaires ! La bourgeoisie engendre le prolétariat dans la mesure où se développe son industrie, son [123] commerce et ses moyens de communication. Et, à un certain moment — qui n'est pas nécessairement le même partout et ne doit pas absolument arriver au même degré de développement —, elle commence à s'apercevoir que son double, le prolétariat, la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique ; elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement selon les circonstances. En Allemagne, ce tournant a été atteint par la bourgeoisie dès 1848. Et, à ce moment-là, la bourgeoisie allemande prit peur, bien plus du prolétariat français d'abord que du prolétariat allemand : les combats de juin 1848 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait <sup>90</sup>. »*

De fait, dans tous les pays du monde, la bourgeoisie s'ingénie, depuis 1848, à ralentir le cours de l'évolution historique, et ce, non seulement dans les grandes métropoles où les crises cycliques et les guerres dévastatrices détruisent périodiquement et la main-d'œuvre et l'appareil industriels (déjà en grande partie sous-employés ou employés à des industries improductives, voire anti-productives, en temps de paix), mais encore et surtout dans les pays de couleur, où l'impérialisme s'oppose par la force au développement de structures productives modernes, même capitalistes.

Même là où les conditions matérielles sont archi-mûres, tant en ce qui concerne la main-d'œuvre, la technique, les matières premières existantes, le colonialisme blanc empêche par mille moyens l'essor d'une industrie locale.

<sup>90</sup> Cf. Engels, *Préface de 1874 à la Guerre des Paysans*, p. 15.

Le modèle classique, c'est-à-dire le plus achevé, de la révolution française a imposé son image de la révolution bourgeoise dans les esprits, au point que beaucoup de marxistes ne savent pas distinguer ce qui fait le fond véritable d'une révolution bourgeoise. La publication systématique des textes de Marx-Engels à ce sujet (révolution bourgeoise en Allemagne, aux États-Unis, en Italie, en Pologne, en Irlande, les inédits sur la révolution française, les révolutions dans les colonies, etc.) lèverait bien des ambiguïtés sur ce grave problème : « *Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi.* » (Préface à la *Contribution*, etc.). Cf. les *Écrits militaires*, p. 267-276 ; 433-446 ; 561-562 ; 556 et 560.

[124]

C'est beaucoup plus dans ce fait que dans les conditions géographiques et historiques spécifiques du mode de production asiatique, qu'il faut, depuis plus d'un siècle en tout cas, chercher la cause première de l'arriération économique des pays de couleur des différents continents.

Au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, les révolutionnaires russes, inquiets du retard de leur pays, s'adressèrent à Marx pour lui demander s'il fallait absolument attendre que la bourgeoisie se décide à effectuer sa révolution ou s'il n'était pas possible de sauter par-dessus la phase capitaliste. C'est en ces termes que Véra Zassoulitch posa la question à Marx : « *Mieux que quiconque, vous savez avec quelle urgence cette question se pose en Russie, et notamment à notre Parti socialiste « russe ». Ces derniers temps, on a prétendu que la communauté rurale, étant une forme archaïque, était vouée à la ruine par l'histoire... Vous comprenez donc, citoyen, quel grand service vous nous rendriez, si vous nous exposiez votre opinion sur les destins possibles de nos communautés rurales et sur la théorie qui veut que tous les peuples du monde soient contraints par la nécessité historique de parcourir toutes les phases de la production sociale* <sup>91</sup>. »

Il faut distinguer entre les deux questions — celle des unités agraires de communisme primitif, et celle de l'inéluctabilité du passage par le mode de production et de société capitaliste.

Pour la seconde, la plus générale, Marx nous renvoie du *Capital* : « En analysant la genèse de la production capitaliste, j'ai dit : « *Au fond du système capitaliste, il y a donc séparation radicale du producteur d'avec les moyens de [125] production... La base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs. Elle ne s'est accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre... Mais tous les autres pays de l'Europe occidentale parcourent le même mouvement* » (Ed. fr., p. 325).

« *J'ai donc expressément restreint la « fatalité historique » de ce mouvement aux pays de l'Europe occidentale.*

---

<sup>91</sup> Cf. R. Dangeville, *Marx et la Russie*, article suivi des lettres (en français) de Marx à Véra Zassoulitch, in : *l'Homme et la Société*, n° 5, 1967, p. 179.

« *Et pourquoi ? Référez-vous au chapitre XXXII, où l'on lit : « Le mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, la genèse du capital... La propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat » (p. 340). Dans ce mouvement occidental, il s'agit donc de la transformation d'une forme de propriété privée (féodale) en une autre forme de propriété privée (capitaliste c'est-à-dire fondée sur le salariat). »*

La réponse de Marx au point le plus général et essentiel est donc tout à fait claire. En ce qui concerne les communautés primitives Marx conclut : « *L'analyse donnée par le Capital ne fournit donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales* <sup>92</sup>, *m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie. Mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme telle, il faudrait [126] d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés, et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané »* (p. 179).

Dans les notes ou brouillons préparatoires à sa lettre, Marx étudie la question sous ses différents angles. Tout d'abord, le communisme primitif subsistant dans l'agriculture peut-il résister aux effets dissolvants du capitalisme (qui commençait à se diffuser dans l'immense Empire tsariste depuis l'abolition du servage en 1861), afin de servir de levier pour passer au communisme supérieur ?

« *Si la Russie se trouvait isolée dans le monde, elle devrait élaborer à son propre compte les conquêtes économiques que l'Europe occidentale n'a acquises qu'en parcourant une longue série d'évolutions depuis l'existence de ses communautés primitives jusqu'à son état pré-*

---

<sup>92</sup> En recensant l'héritage littéraire de Marx, Engels s'aperçut de l'ampleur inouïe du matériel original en langue russe étudié par Marx pour déterminer la situation concrète de la Russie : « *S'il n'y avait pas eu l'énorme matériel sur l'évolution de la Russie et des États-Unis (plus de deux mètres cubes rien qu'en documentation et statistiques russes), le deuxième livre du Capital serait depuis longtemps à l'impression »* (Engels à Sorge, 19-VI-1883).

*sent. Il n'y aurait, au moins à mes yeux, point de doute que ses communautés seraient fatalement condamnées à périr avec le développement de la société russe » (p. 174).*

En conséquence : pas de socialisme dans un seul pays à partir d'une forme autre que le capitalisme ; pas de bond par-dessus ce mode de production, sans les acquisitions techniques de la grande industrie, dans le pays même ou les autres pays.

La liaison entre le communisme primitif des communes agraires russes et la forme supérieure de communisme ne peut se faire sans les moyens modernes : « *Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la conservation de la « commune agricole » par voie de son développement [127] ultérieur, c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste occidentale de sorte qu'elle pourrait s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son modus operandi (bourgeois), mais qu'elle a encore survécu à l'époque où le capitalisme se présentait encore intact, le trouvant en Europe occidentale aussi bien qu'aux États-Unis en conflit et avec les masses travailleuses et avec la science et les forces productives qu'il a engendrées, en un mot, qu'il se trouve dans une crise qui finira par son élimination et par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives » (p. 169-170).*

Le communisme supérieur a deux prémisses : *premièrement*, l'humanité doit renouer avec les rapports sociaux du communisme primitif, ou régénérer ceux-ci lorsqu'ils existent encore. (En ce sens l'instinct, l'idéologie, le désir spontanés du communisme, ainsi que le sens de la solidarité, de l'intérêt général, le goût de l'association dans le travail et la vie sont le plus solidement ancrés dans les populations laborieuses qui sont encore toutes proches des traditions précapitalistes, comme le démontre *a contrario* l'exemple des États-Unis où toute l'idéologie est, spontanément, imprégnée d'individualisme, du sens privé de l'intérêt, caractéristiques du capitalisme. Le sens du communisme s'oppose d'emblée à celui du capitalisme et ne lui doit rien, au contraire). *Deuxièmement*, les acquisitions de la grande industrie et de l'agriculture modernes, la science, la technique, bref, la socialisation des *moyens de productions matériels*, créés par le travail salarié [128] exploité par le capital.

Les rapports communistes, sous leur forme archaïque certes, existent donc en 1881 dans l'agriculture russe. Ceci étant, Marx se demande : « *Mais l'outillage, les engrais, les méthodes agronomiques, etc. tous les moyens indispensables au travail collectif, — où les trouver ? Voilà la grande supériorité de la « commune rurale » russe sur les communes archaïques de même type* <sup>93</sup>. *Elle seule, en Europe, s'est maintenue sur une échelle vaste, nationale. Elle se trouve ainsi placée dans un milieu historique où la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes les conditions du travail collectif [et, comme Marx-Engels le préciseront dans les textes publiés à l'intention des révolutionnaires russes, à condition que le prolétariat prenne la tête de cette paysannerie dans la révolution* <sup>94</sup>. *Elle est à même de s'incorporer les acquis positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines »* (p. 171).

Voici comment Marx décrit le processus qui permettra aux communes archaïques d'évoluer vers la pleine forme supérieure du communisme, après avoir arrêté le procès de leur décomposition actuelle et s'être incorporé les formes déjà privées ou semi-privées existant déjà dans l'agriculture russe : la commune agraire russe « *est à même de s'incorporer les acquis positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines. La configuration physique de la terre russe invite l'exploitation agricole à l'aide des machines, organisée sur une grande échelle entre les mains du travail associé. Elle peut donc devenir le point de départ direct du [129] système économique auquel tend la société moderne et faire peau neuve sans commencer par se suicider... Il est de prime abord évident qu'un de ses caractères fondamentaux, la propriété commune du sol, forme la base naturelle de la production et de l'appropriation collectives. De plus,*

---

<sup>93</sup> Cette forme n'est pas spécifiquement russe, et la démonstration de Marx est donc aussi valable ailleurs qu'en Russie : « *On rencontre la « commune rurale » aussi en Asie, chez les Afghans, etc., mais elle se présente partout comme le type le plus récent, et, pour ainsi dire, comme le dernier mot de la formation archaïque des sociétés* » (p. 177).

En Chine, elle était déjà en dissolution depuis fort longtemps, et nous avons affaire à une forme secondaire de la propriété commune. Dans son article consacré à l'échec des Taïpings (cf. p. 390-4), Marx met en évidence le caractère irrémédiable de la défaite du mouvement communautaire paysan.

<sup>94</sup> Cf. Marx-Engels : *la Russie*, en préparation aux Editions 10/18.

*la familiarité du paysan russe avec le contrat d'artel* <sup>95</sup> *lui faciliterait la transition du travail parcellaire au travail collectif, qu'il pratique déjà à un certain degré dans les prairies indivises, dans les assèchements et autres entreprises d'intérêt général. Mais afin que le travail collectif puisse supplanter, dans l'agriculture proprement dite, le travail parcellaire — forme de l'appropriation privée — il faut deux choses : le besoin économique d'une telle transformation et les conditions matérielles pour l'accomplir* » (p. 170).

Et Marx passe en revue, les conditions d'évolution réelle de l'agriculture russe depuis 1861, pour déterminer si elles évoluent vers la dissolution ou la régénération des communes archaïques : « *Mais vis-à-vis d'elles se dresse la propriété foncière tenant entre ses mains presque la moitié, et la meilleure partie, du sol, sans mentionner les domaines de l'État. C'est par ce côté-là que la conservation de la « commune rurale » par voie de son évolution ultérieure se confond avec le mouvement général de la société russe, dont la régénération est à ce prix... Or, dès la soi-disant émancipation des paysans, la*

---

<sup>95</sup> Engels définit ainsi l'artel, dans *les Problèmes sociaux en Russie* (1875) : « *L'une des caractéristiques essentielles de l'artel — la responsabilité solidaire des membres vis-à-vis des tiers — reposait à l'origine sur un lien consanguin de parenté, comme chez les anciens Germains, le Gewere, la garantie du sang, etc. En Russie, le [140] mot artel est utilisé, en outre, pour qualifier toutes les formes d'activité communautaires ainsi que toutes les installations communautaires. Il est de règle, dans les artels de travailleurs, que l'on choisisse un préposé (starosta, le plus âgé) qui s'occupe des tâches de trésorerie, de comptabilité, etc. et, le cas échéant, de la direction commerciale. Il touche alors une rémunération spéciale.*

« *Il existe les types d'artel suivants : a) activités provisoires qui, sitôt terminées, sont dissoutes ; b) association des membres d'une seule et même industrie, par exemple les portefaix ; c) entreprises véritablement industrielles et permanentes. Ces artels se forment par contrat signé de tous les membres.* » Et Engels poursuit, en montrant comment l'artel peut servir de transition à l'entreprise capitaliste : « *Si ceux-ci ne peuvent réunir le capital nécessaire — ce qui se produit très souvent, par exemple dans les fromageries et les pêcheries (pour les filets, les bateaux, etc.) — l'artel tombe entre les griffes de l'usurier qui avance la somme qui fait défaut, à un taux d'intérêt élevé, et qui empoche la majeure partie du produit du travail. Mais les artels qui se louent en bloc, comme personnel salarié à un entrepreneur, sont exploités plus féroceement et épargnent même au capitaliste les frais de surveillance.* »

*commune russe fut placée par l'État dans des conditions économiques anormales et, depuis ce temps-là, il n'a cessé de l'accabler, au moyen des forces sociales qu'il concentre entre ses mains. Exténuée par ses exactions fiscales, elle devint une matière [130] inerte, facile à exploiter par le trafic, la propriété foncière et l'usure. Cette oppression venant du dehors a déchaîné au sein de la commune même, le conflit d'intérêts déjà présent, et rapidement développé ses germes de décomposition. Mais cela n'est pas tout. Aux frais et dépens des paysans, il a poussé comme en serre chaude des excroissances les plus faciles à acclimater du système capitaliste : la bourse, la spéculation, les banques, les sociétés par actions, les chemins de fer, dont il solde les déficits et dont il avance les profits pour leurs entrepreneurs, etc., etc., bref, les branches du système capitaliste occidental qui, sans développer aucunement les prémisses productives de l'agriculture, sont les plus propres à faciliter et précipiter le vol de ses fruits par des intermédiaires improductifs... On ne peut se dissimuler que, d'un côté, la « commune rurale » est presque réduite à la dernière extrémité et, de l'autre, qu'une conspiration puissante se tient aux aguets afin de lui donner le coup de grâce. Pour sauver la commune russe, il faut une révolution russe <sup>96</sup> » (p. 170, 171, 172).*

---

<sup>96</sup> Dans *les Problèmes Sociaux en Russie* (1875), Engels précise que cette révolution sera la prémisses de la révolution en Occident : « *Ce sera une révolution qui, pour toute l'Europe, aura une importance extrême du fait qu'elle détruira d'un seul coup l'ultime réserve de toute la réaction européenne demeurée intacte jusqu'à ce jour.* » La question de la révolution internationale est préalable à un développement socialiste en Russie : « *On constate qu'en Russie, la propriété communale a depuis longtemps derrière elle sa période de floraison et va selon toute vraisemblance vers sa dissolution. Il est cependant indéniable que cette forme sociale peut se hausser à une forme supérieure, si elle se maintient assez longtemps pour que les conditions adéquates aient mûri, et si elle est capable d'évoluer de manière à ce que les paysans ne cultivent plus leurs terres séparément, mais en commun... Hausser cette commune rurale à une forme supérieure sans que les paysans russes aient à traverser l'étape intermédiaire de la propriété parcelle bourgeoise n'est possible que si, avant sa dissolution complète, la révolution prolétarienne triomphe en Europe occidentale afin de fournir au paysan russe les conditions préalables à ce passage, à savoir les conditions matérielles dont il a besoin, ne serait-ce que pour effectuer une révolution correspondante dans l'ensemble de son [141] système de culture de la terre.* » Dans sa Préface de 1894 au précédent article, Engels déclare : « Afin de

Dans ces manuscrits de *recherche personnelle*, Marx énonce pour la Russie ce que nous avons relevé, dans le *Capital*, à propos de l'accumulation primitive, à savoir que la résistance communiste commence dès l'aube du capitalisme, dans les métropoles blanches aussi bien que chez les pays arriérés ou coloniaux, et que cette résistance rejoint la lutte et les objectifs du prolétariat moderne pour l'instauration d'une société communiste supérieure. Au lieu de considérer la « stagnation » séculaire des peuples de couleur dans les formes de production archaïques comme [131] un symptôme de faiblesse et d'impuissance, Marx la considère comme la preuve de leur vitalité et comme un moyen d'abrèger le passage international au socialisme <sup>97</sup>.

Dans la Préface russe de 1882 au *Manifeste*, Marx trace publiquement la voie du socialisme scientifique pour les révolutionnaires russes sur la question de la possibilité d'une transition au socialisme sans passer par les fourches caudines du capitalisme : « *Le Manifeste communiste avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et imminente de la propriété bourgeoise moderne. En Russie cependant, à côté des filouteries capitalistes en pleine expansion, et de la propriété foncière bourgeoise en voie de développement, nous constatons que près de la moitié du sol est propriété commune des paysans.* »

---

pouvoir juger en *connaissance de cause des développements économiques de la Russie contemporaine, j'en ai appris la langue pour étudier pendant des années les publications, officielles ou non, sur ce sujet. J'en suis arrivé à la conclusion suivante : si la Russie continue à suivre la voie sur laquelle elle s'est engagée depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple et subira toutes les péripéties du régime capitaliste.* »

<sup>97</sup> Dans ses notes manuscrites, on voit revenir sans cesse les termes de *régénération de toute la société* par le communisme primitif qui subsiste dans l'agriculture, ainsi que de *vitalité des communes rurales*. Marx dit, par exemple, que si l'on considérait vraiment les choses « *tout le monde reconnaîtrait (en elles) l'élément de régénération de la société russe et un élément de supériorité sur les pays encore asservis par le régime capitaliste* ». De même, après avoir fait un bref historique de toutes les formes plus ou moins communautaires de production dans les diverses sociétés, Marx remarque qu'il fallut d'innombrables guerres pour éliminer les communes rurales et que, dans son propre pays natal, près de Trêves, il en subsistait encore au début du XIX<sup>e</sup> siècle et de conclure, c'est ce qui prouve « sa vitalité naturelle » (p. 167).

« *Dès lors la question se pose : l'obchtchina russe, forme de l'archaïque propriété collective du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? Ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ?*

« *Voici la SEULE réponse que l'on puisse faire présentement à cette question : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste.* »

La révolution éclate toujours au maillon le plus faible du système économique mondial du [132] capitalisme, comme un pas essentiellement *politique*. Le capitalisme résiste, évidemment le plus dans ses grandes métropoles, où il concentre le pouvoir économique et politique : avant d'attaquer la forteresse, il faut prendre les avant-postes. L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec la juxtaposition bourgeoise d'États et d'intérêts nationaux. Le socialisme part, certes, des éléments épars et divisés de l'ordre social bourgeois, mais il n'est lui-même que lorsqu'il unit des éléments complémentaires qui réagissent sur tous les autres pour donner une synthèse nouvelle et supérieure.

Le champ d'intérêt de Marx-Engels ne se limite jamais à un pays ou groupe de pays, de capitalisme développé par exemple. *Cette vision exclurait tout simplement la révolution*. En effet, de façon générale, le passage d'un mode de production à un autre a une double prémisses : d'une part, les *conditions matérielles* de production de la forme sociale doivent avoir éclos au sein du mode de production précédent, plus précisément là où il atteint son ou ses points culminants ; d'autre part, les *forces révolutionnaires* ont un terrain plus facile — qu'il faut donc exploiter à fond — là où le mode de production antérieur n'a pas atteint son développement optimum, le tiers-monde, par exemple, où, pour commencer, les pressions révolutionnaires et les chances de subversion sont les plus fortes.

L'expérience historique a montré qu'au milieu du siècle dernier, lorsque l'Angleterre était développée du point de vue capitaliste, la France donnait le signal de la révolution économique et sociale par

une révolution politique. Le 13-2-1863, [133] Marx, écrivait à Engels qu'il n'y avait pas de peuple « élu » de la révolution et que, contrairement à l'économie capitaliste qui s'étendait d'Ouest en Est, *la révolution venait de l'Est pour incendier l'Ouest*. La révolution de Lénine a confirmé, dans la pratique, cette vision du processus révolutionnaire qui n'est en rien fortuite, mais essentielle, puisqu'elle repose aussi sur la distinction et la complémentarité dialectique de la base économique et des superstructures de la conscience et de la politique.

Staline a trahi la révolution en séparant les deux processus : le socialisme ne pouvait vaincre que si la dictature *politique* du prolétariat russe gagnait les conditions *économiques* développées de l'Ouest, en une révolution internationale.

[143]

## PRÉFACE

# III. RÉVOLUTION CHINOISE ET NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CHINE

## *CRISE ET RÉVOLUTION.*

[Retour à la table des matières](#)

La société bourgeoise ne se meut pas dans un cercle immuable, marqué par les divers cycles de l'activité normale, la production fiévreuse, la crise et la stagnation, et de nouveau la reprise, etc. A la fin de chaque période, la société dans son ensemble ne se retrouve pas identique à elle-même, bien au contraire, par le jeu de sa dynamique propre, le capitalisme parcourt une spirale qui s'amincit de plus en plus, réduisant constamment sa base de développement. La bourgeoisie dispose, cependant, d'un moyen pour se régénérer momentanément : « *Les destructions violentes de capital dues, non à des conditions extérieures, mais aux conditions de sa propre conservation, cependant telle est la forme la plus frappante de l'avertissement qui lui est donné [144] de céder la place à un mode de production supérieur et de disparaître* » <sup>98</sup>.

Dès lors que le capitalisme a atteint le maximum de son développement, il secrète de plus en plus les crises, les guerres, et même les révolutions qui sont une réponse aux violences des classes privilégiées. Le capitalisme, en déversant sa surproduction dans les pays

---

<sup>98</sup> Cf. Marx, *les Fondements, etc.*, t. II, p. 276-277.

précapitalistes, y a le même effet, comme Marx le souligne pour la Chine dans son article de 1850.

Au moment de la crise de surproduction, la violence des classes privilégiées cherchera à liquider le trop plein de forces productives, en vue de régénérer leur mode de production ; celle des classes travailleuses s'exerce en sens révolutionnaire d'un changement du mode de production. Révolution et guerres sont les deux faces d'une même situation, la réaction opposée de l'une ou de l'autre des classes fondamentales. Elles peuvent donc s'imbriquer ou se succéder, selon le rapport des forces. En effet, si le prolétariat est puissant, il peut prévenir la guerre par son action révolutionnaire. En revanche, s'il est faible ou s'il est trahi ou vaincu, la bourgeoisie résorbe la crise de surproduction par une guerre. Dans les pays de faible développement économique, le rapport des forces n'est pas, en général, le plus favorable au prolétariat. C'est pourquoi, jusqu'ici, le prolétariat n'a pas réussi à prévenir et empêcher la guerre par une révolution, mais a fait sa révolution dans le prolongement d'une guerre impérialiste (1871, 1917) ou d'une révolution bourgeoise (1794, et février-juin 1848, en France).

Aussi bien, pour les pays d'Orient — et surtout [145] la Chine —, la dernière guerre impérialiste a-t-elle créée les conditions *objectives* immédiates de la révolution. Les masses populaires, entraînées par le double objectif de la destruction des structures sociales surannées et de la lutte contre l'exploitation colonialiste, ont pu s'engouffrer après la guerre de 1939-1945, dans la brèche creusée par l'effondrement des superstructures de force (administration, police, armée, bref, État existant) à la suite de la défaite militaire du Japon, à un moment où l'impérialisme mondial était affaibli, à la suite d'une part, de l'effort de guerre prolongé et d'autre part, de la substitution de nouveaux impérialismes aux anciens (France, Angleterre, Hollande, etc.).

La propagande impérialiste s'est efforcée de nier la profondeur et de la crise de son système mondial et de la volonté de lutte des pays de couleur, née de l'exploitation féroce du capitalisme colonialiste, afin de masquer sa propre impuissance à circonscrire et à étouffer les mouvements d'indépendance nationale des peuples de couleur. La thèse officielle de Washington — et, à sa suite, Londres, Paris, etc. — affirmait que la *révolution anticolonialiste* qui éclata en premier en Chine, se réduisait à une opération de la « cinquième colonne » russe (ou communiste) qui aurait fourni les armes et les chefs aux troupes

de Mao Tsé-toung : bref, c'était en quelque sorte le pendant asiatique de la révolution de palais de 1948 en Tchécoslovaquie, dans le but d'étendre la domination soviétique jusqu'aux confins de l'Asie.

Cette thèse atlantique fut acceptée *mutatis mutandis* par la propagande russe, trop heureuse [146] de cet argument du « camp ennemi » pour entonner les louanges de 1 « éternelle amitié des peuples russe et chinois » et se faire passer pour un foudre révolutionnaire et le messie socialiste des peuples du monde entier, au lieu et place du prolétariat mondial.

Mais le cadre et l'ampleur même de la lutte des pays de couleur démentaient cette « explication » : les révolutions anti-impérialistes ont gagné tous les pays dépendants, les colonies et peuples de couleur. Mais même pour ce qui concerne l'Asie « rouge », la Russie n'a pas apporté d'aide efficace à la révolution, bien au contraire, au même titre que les autres nations impérialistes, elle a constitué l'un des obstacles majeurs à la réalisation de l'indépendance nationale de la Chine, où, passé le cap décisif de la révolution chinoise en 1927 avec l'intervention du prolétariat des Communes de Canton et de Nankin, la Russie soviétique a hérité de la politique tsariste fondamentalement chinoise, dont Marx nous décrit les premiers empiétements impérialistes au siècle dernier dans les articles ci-après.

Pour trouver la véritable « explication » la méthode marxiste classique part de l'analyse des conditions matérielles générales et de la lutte des grandes masses définie par leur objectif historique de classe.

## ***GUERRES ET RÉVOLUTION.***

[Retour à la table des matières](#)

La question que Marx posait en 1853 demeure, à nos yeux, actuelle et permet ainsi de guider [147] l'investigation vers l'essentiel : « *Main-tenant que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, nous devons nous demander quelle réaction cette révolution va entraîner dans ce pays et, d'ici quelque temps, en Angleterre et, de là, en Europe* » (*infra*, p. 200).

La révolution de 1911, dirigée par ce qui deviendra le Kouomintang, avec Sun Yat-sen à sa tête, fut le début de la révolution nationale bourgeoise qui triompha en 1949. Née en pleine décadence du capitalisme mondial, la bourgeoisie chinoise ne pouvait assumer sa tâche historique avec le radicalisme et la puissance que déployèrent les premières bourgeoisies, notamment la française au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle se compare plutôt à la bourgeoisie allemande du siècle dernier dont la révolution s'étira de 1848 à 1871, sur un terrain certes bien plus petit et dans des difficultés certainement moindres. L'impérialisme qui avait ruiné l'économie traditionnelle, rendant ainsi indispensable une révolution bourgeoise, s'avéra l'adversaire principal de la bourgeoisie chinoise. Or, celle-ci n'ayant jamais pu accéder aux branches essentielles de la production et étant rejetée vers les secteurs les moins productifs, se trouvait de surcroît étroitement liée à la finance et à la production internationales. Aussi était-elle débile sur le plan politique, car elle dépendait trop des conditions générales du capitalisme de la phase sénile.

Trois grands événements — chacun à sa façon — détermineront la marche de la Chine vers la constitution d'une véritable unité nationale, nécessité vitale pour l'affermissement et le développement de la production et de la société [148] capitalistes : la guerre, la révolution bolchevique de 1917, et la dégénérescence du mouvement communiste international.

En 1911, l'économie capitaliste mondiale était toute proche de la crise de *surproduction* mondiale qui devait faire éclater la première guerre impérialiste. En Chine, les bases matérielles de la révolution capitaliste étaient donc relativement développées. La guerre de 1914-18 devait donner un nouveau coup de fouet à l'économie chinoise, tandis que l'attention des grandes puissances était détournée de cette région et leur influence se desserrait quelque peu du fait de la guerre en Europe. Seul le Japon y jouissait d'une relative liberté d'action. Quoi qu'il en soit, les hostilités, l'effort d'armement et d'équipement (la Chine entrera en guerre aux côtés de l'Entente en 1917), le ralentissement du trafic international contribuèrent à diminuer l'entrée des capitaux et des marchandises occidentales en Chine. Par contrecoup, le volume des investissements chinois dans les banques *et l'industrie* augmentera considérablement. Non seulement la banque se charge du placement des emprunts, mais encore en investit-elle une partie en

titres d'État — ce qui a pour effet de lier étroitement l'État à la banque, comme le montre, par exemple, le rôle dominant du capitalisme bancaire dans la vie politique chinoise : Soong, président du Comité de direction de la Banque centrale, fut également ministre des finances du gouvernement nationaliste ; Koung fut successivement ministre de l'industrie, des finances et même président du gouvernement de Nankin.

Voici quelques chiffres <sup>99</sup> :

[149]

### INVESTISSEMENTS

Année	Dans les banques chinoises :	Dans l'industrie :
1914	72 837 351 \$	62 108 000 \$
1915	78 599 447 \$	106 901 000 \$
1916	284 032 953 \$	132 780 000 \$
1917	217 529 984 \$	128 244 000 \$

<sup>99</sup> Chiffres cités par Jean Chesnaud, *Transformations sociales de la Chine*, in : *Annales*, n° 3, 1954.

**PRODUCTION (en millions de tonnes)**

Années	Charbon		Fer	
	Production totale	Sous contrôle étranger en %	Production totale	Sous contrôle étranger en %
1912	9.1	52.4	0.2	100
1914	14.2	50.4	0.5	100
1915	13.5	56.5	0.6	100
1916	16.0	47.6	0.6	100
1917	17.0	49.0	1.0	100
1918	18.4	46.6	1.0	100
1919	20.1	48.1	1.3	100

**NOMBRE DE BROCHES DE COTON <sup>100</sup>**

CAPITAL CHINOIS	1896	8 usines	225 267 broches
	1919	30 usines	721 105 broches
	1925	76 usines	1 600 000 broches
CAPITAL ÉTRANGER	1896	5 usines	204 342 broches
	1916	11 usines	400 146 broches
	1925	37 usines	890 000 broches

<sup>100</sup> Extrait du recueil statistique publié à Pékin en 1955, sous le titre : *Histoire du développement économique de la Chine (1840-1948)*.

On peut noter que l'industrie lourde reste presque dans sa totalité sous le contrôle des [150] capitaux étrangers, et que le développement y est aussi très faible. Dans les seules années de 1917 à 1920, le Japon n' « investit » pas moins de 600 millions de dollars pour appuyer la rébellion des généraux chinois. La bourgeoisie chinoise reste faible, malgré les progrès dus à la guerre de 1914 : les mouvements de paysans la rejettent dans les bras des « seigneurs de la guerre », tandis que les progrès du mouvement ouvrier la poussent en direction des impérialistes occidentaux, dont elle sollicitera directement l'aide, lors des Communes ouvrières de 1927.

## ***LA RÉVOLUTION RUSSE ET LE PARTI CHINOIS.***

[Retour à la table des matières](#)

Après la poussée économique en Chine de 1914 à 1919, le second fait déterminant pour la future révolution chinoise fut la victoire d'Octobre qui lui donna son programme et — grâce à l'Internationale communiste, « tête de pont » de la révolution prolétarienne mondiale — suscita le parti communiste chinois, premier pas *actif* dans le renversement des vestiges du passé et la conquête révolutionnaire du pouvoir. Aux yeux de tous, à l'époque, la signification première de la révolution russe fut, en effet, la *création de l'Internationale communiste* qui déclara ouvertement la guerre au capitalisme et à l'impérialisme du monde entier, en posant la question du pouvoir dans tous les pays, « avancés » ou « attardés ».

La perspective stratégique de l'Internationale reposait sur deux forces essentielles : dans les pays capitalistes développés (Europe et Amérique [151] du Nord), il s'agissait de déchaîner la lutte de classe directement contre le capitalisme en vue de détruire l'État bourgeois et de lui substituer la dictature du prolétariat ; dans les pays « arriérés » de faible développement capitaliste (en Asie d'abord, puis dans tous les autres continents de couleur), la lutte devait d'abord passer par un appui aux mouvements nationaux (donc bourgeois), dirigés contre l'impérialisme.

Naturellement, il ne s'agissait pas de deux stratégies interchangeables, d'une alternative : si l'on échouait d'un côté, on se rabattait tout simplement sur l'autre. C'était un seul et même mouvement *sous la direction du prolétariat révolutionnaire* et confluant vers un but unique : l'instauration de la dictature *internationale* du prolétariat, par une action directe, frontale, dans les pays développés, par une action indirecte, révolution double, dans les pays attardés. Comme le parti de Lénine l'avait montré en Russie, il ne s'agissait en aucun cas de se mettre à la remorque de la bourgeoisie ou de la paysannerie, voire de s'effacer devant cette dernière.

L'appui des mouvements nationaux-révolutionnaires ne peut se concevoir sans l'encadrement du prolétariat communiste de Russie et des pays développés (donc de son programme et de son *action* révolutionnaires). Si, au travers de l'Internationale communiste, il prend la direction de la *lutte*, c'est que son action est décisive pour les pays « attardés », soumis à l'impérialisme, car ses attaques contre sa propre bourgeoisie dans les grandes métropoles colonialistes peuvent seules avoir définitivement raison de ce tigre qui n'est pas de papier. Dans ces conditions, le Parti [152] communiste des pays coloniaux, distinct de tous les autres partis nationaux et solidement intégré dans l'Internationale, peut, malgré sa faiblesse numérique, prendre la tête de la lutte dans les pays dépendants.

La tactique « orientale » de l'Internationale fut définie en Septembre 1920 par le *Congrès des Peuples d'Orient* de Bakou : « *La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste ; mais si, dès son début, la direction en est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et, dans les différentes périodes du mouvement, leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir.*

« *Ce serait certainement une grosse erreur que de vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux les principes communistes dans le domaine agraire. Dans son premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive en être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit, au contraire, développer une propagande puissante et systématique en faveur des Soviets et organiser des Soviets de paysans et*

*d'ouvriers. Ces Soviets devront travailler en étroite collaboration avec les Républiques soviétistes des pays avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.*

*« Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes [153] développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste <sup>101</sup>. »*

Les mouvements auxquels le prolétariat donne son appui dans les colonies sont clairement définis comme nationalistes-révolutionnaires ; ils regroupent des représentants de classes non-prolétariennes — paysans, petite bourgeoisie radicale, intellectuels — et se placent sur le terrain de la *lutte armée* contre les colonialistes. Conformément à la classique conception marxiste de la révolution double, il n'est donc pas question de conclure des *alliances* avec les partis de la bourgeoisie locale, le Kouomintang par exemple, ni d'avancer des revendications « démocratiques » ou « populaires » (compromis entre les classes et les partis ; coexistence des organisations ouvrières avec d'autres classes ; front populaire ou national, unique). Les mouvements coloniaux devaient avoir un caractère insurrectionnel, armé, subversif et anti-constitutionnaliste, afin d'éliminer les compromis avec la bourgeoisie locale aussi bien qu'avec l'impérialisme.

En d'autres termes, les peuples d'Orient, s'appuyant sur la lutte du prolétariat industriel d'Occident et de Russie, devaient s'engager dans une révolution permanente, afin de sauter d'abord l'étape du pouvoir bourgeois, en se retournant, *dès la victoire sur l'impérialisme et les forces précapitalistes*, contre les forces nationalistes-révolutionnaires, pour instaurer la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre ; puis en s'efforçant de sauter l'étape économique du capitalisme, grâce à l'apport fraternel — c'est-à-dire non monétaire — des pays industrialisés, [154] dès lors que le prolétariat s'y était rendu maître des moyens de production.

Cette perspective était celle-là même de la révolution double en Russie, — et ce que Lénine en avait dit en 1905 s'appliquait mainte-

---

<sup>101</sup> Cf. *Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste*, Réimpression Fr. Maspero, 1969, p. 60.

nant aux pays d'Orient : « *L'issue de la révolution dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par l'assaut qu'il livre à l'autocratie, mais impuissant politiquement ; ou jouera-t-elle le rôle de dirigeant de la révolution populaire* <sup>102</sup> ? »

Dès lors que le choix politique allait à l'hégémonie ouvrière, la révolution n'en devenait pas socialiste pour autant, mais restait double et même dans la première phase bourgeoise, (plus ou moins brève, selon le rapport des forces). Le rôle du parti ouvrier y était clair : « *Un dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez-vous séparément. Ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même « travailleur »... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste* <sup>103</sup>. » Au point de vue de l'organisation et du programme (instauration de la dictature du prolétariat), la ligne est donc la même dans la révolution double que dans la révolution directement socialiste. « *On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou comme celle des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même un accord du-*

<sup>102</sup> Cf. Lénine, *Œuvres choisies en deux volumes*, Moscou 1953, t. I, 2e Partie, Préface aux *Deux tactiques*, p. 9.

« *Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusqu'à la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier ; nous soutenons [185] ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général. Evaluer dès maintenant le rapport des forces au sein de la paysannerie, « au lendemain » de la révolution (démocratique), est une vaine utopie. Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile, nous ne pouvons dire et ne disons qu'une chose : de toutes nos forces, nous aiderons la paysannerie à faire la révolution démocratique, afin qu'il nous soit d'autant plus facile, à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible à une tâche nouvelle et supérieure : à la révolution socialiste.* » Cf. Lénine, *l'Attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, in *Œuvres*, 9, 1905, p. 244.

<sup>103</sup> Cf. Lénine, *Œuvres complètes*, t. IX, 1906, p. 410.

*nable serait funeste au parti [155] socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire* <sup>104</sup>. »

Lénine qui connaissait bien cette question, en donne cette synthèse lapidaire : « *Si le paysan ne suit pas les ouvriers, il marche à la remorque de la bourgeoisie. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu.* »

Ces questions d'organisation n'ont rien de technique. Elles expriment, à ce niveau, les rapports de force au sein d'une société et l'hégémonie d'une classe sociale sur l'autre, soit des conditions en fin de compte économiques. L'opposition qui est restée après 1926 sur les positions de Marx et de Lénine, n'a pas eu à modifier une seule fois son jugement, et nous pouvons donc la reprendre telle quelle aujourd'hui encore, puisqu'elle s'inscrit tout droit dans la ligne du marxisme révolutionnaire classique. En revanche, lorsque le prolétariat fut battu dans les pays développés d'Europe, Staline, au lieu de maintenir les positions traditionnelles après une défaite en Allemagne et en Hongrie, les modifia au point de transformer une bataille perdue sur le terrain armé en une défaite programmatique, fondamentale. En d'autres termes, après avoir été battu, le prolétariat fut trahi, et ce, non seulement dans les pays développés, mais encore — en dépit des apparences — dans les pays coloniaux et dépendants. C'est ce qu'exprime ce jugement lapidaire : « *De même qu'en 1926-27, le centrisme [stalinién] capitula devant la bourgeoisie [avec la théorie nationale-bourgeoise du socialisme dans un seul pays], aujourd'hui, il capitule en Chine devant le paysannerie, concentre tout son travail autour [156] de la guerre des partisans rouges des régions soi-disant soviétiques, abandonne tout le travail dans les villes, en un mot, dissout le parti dans les masses paysannes* <sup>105</sup>. » Et de dénoncer à l'avance le « concept antimarxiste du village assiégeant la ville », cette stratégie qui sanctionne la défaite du prolétariat jusque dans la révolution bourgeoise, tant sur le terrain de la lutte armée que sur celui du programme

<sup>104</sup> Cf. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XI, 1908, p. 75. Cité par Trotsky, in *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, 1969, t. II, p. 355, 356. Trotsky développe la *Question chinoise* dans le second tome, p. 287-445.

<sup>105</sup> Cf. *Bilan*, Bulletin théorique/mensuel de la fraction de Gauche en Belgique, 1931, n° 9, p. 319, *la Chine soviétique*. Cette opposition est d'autant plus importante et précieuse qu'elle réalise la jonction entre l'Internationale communiste révolutionnaire et le mouvement actuel en Europe occidentale, le fil théorique ne pouvant subsister sans une présence vivante et militante.

et de la direction politique des classes engagées dans le processus révolutionnaire.

## ***LA PIRE DÉFAITE SE DÉROULE PROGRESSIVEMENT.***

[Retour à la table des matières](#)

Les premières défaites du prolétariat en Allemagne d'abord, en Chine ensuite, furent transformées en une déroute irrémédiable, avec la méthode stalinienne des reniements progressifs du programme et de l'organisation du prolétariat. En effet, pour compenser la perte subie sur le terrain de classe, on élargissait à chaque fois l'« influence » des communistes sur d'autres couches ou classes de la société au moyen de manœuvres tactiques qui les rapprochaient progressivement de la position de l'adversaire jusqu'à la rejoindre finalement.

Ainsi Staline proclamait dans les *Questions du Léninisme* : « *Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite-bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kouomintang* » (p. 264).

[157]

Or, Trotsky avait défini objectivement ce mouvement d'après sa nature de classe et son action historique : « *L'attitude du Kouomintang envers l'impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire, mais toute de collaboration : le Kouomintang cherchait à battre les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses. C'est tout* <sup>106</sup>. »

Le Parti communiste chinois fut donc conduit à adopter une position qui affaiblissait même la future révolution démocratique, en entrant dans une formation politique bourgeoise que tout, de surcroît, condamnait à devenir, au moment de la crise sociale, le bourreau de l'insurrection ouvrière. — Au plénum de décembre 1926, le Comité

---

<sup>106</sup> Cf. Trotsky, *l'Internationale après Lénine*, p. 296.

Exécutif de l'Internationale adopta une résolution sur la question paysanne. Il n'y est pas fait la moindre allusion à un programme ou à une lutte agraire. Tout y tournait pourtant autour de la question du « pouvoir paysan », qui reçut alors une réponse négative : « *Il ne faut pas lancer le mot d'ordre de pouvoir paysan, afin de ne pas épouvanter la petite-bourgeoisie.* » Après le plénum de mai 1927, la direction de la révolution étant confiée au... Kouomintang de gauche, celui-ci se mit à l'œuvre et massacra les paysans insurgés.

En systématisant une politique défaitiste — parce que ne misant pas en premier sur la force révolutionnaire du prolétariat— l'Internationale étouffa, à chaque occasion révolutionnaire, toutes les tendances radicales. Son entrée dans le Kouomintang prépara non seulement la défaite [158] de la Commune de Canton, mais entérina encore, sur le plan du parti et du programme, la future politique défaitiste de la coexistence des classes, proclamée par le fameux *bloc des quatre classes*, réalisé en 1949 dans toute la Chine.

Après le coup de force de Tchang Kai-chek qui clôt la phase révolutionnaire du prolétariat chinois, l'Internationale prit des positions pseudo-gauchistes. Une scission se produit au Kouomintang, et les communistes entrent dans le Kouomintang de gauche, — et l'on proclame alors qu'il faut, partout où c'est objectivement possible, organiser des insurrections. »

Ainsi s'achevait, trahie et noyée dans le sang, la tentative héroïque du *prolétariat* chinois de prendre le pouvoir à la faveur du soulèvement des peuples jaunes contre l'impérialisme. Survenant en plein recul de la vague révolutionnaire internationale, cette tentative mit en évidence l'opportunisme de l'Internationale stalinienne qui livra les insurgés désarmés à leur bourgeoisie. Cette dernière montra, en écrasant sauvagement les ouvriers, qu'elle était vraiment une bourgeoisie de la phase décadente du capitalisme : lâche et veule devant les grandes puissances spoliatrices, mais haineuse et féroce en face de son prolétariat.

Pour le mouvement ouvrier international, comme pour la lutte des peuples de couleur, la tragédie chinoise marque un tournant décisif. *C'est en Chine que fut menée la dernière lutte politique d'envergure du prolétariat agissant en tant que classe autonome.*

Dès le lendemain de l'insurrection de Canton, la contre-révolution stalinienne se mit à exterminer [159] méthodiquement les authentiques communistes, liquidant la vieille garde bolchevique et déportant des dizaines de milliers de militants. Désormais Moscou opérera définitivement pour la solution de la conservation sociale, et elle entrera même en conflit avec les mouvements révolutionnaires bourgeois, notamment en Chine. Telle est la véritable origine de l'actuel conflit sino-russe, tant il est vrai qu'un mouvement bourgeois, une fois installé au pouvoir est incapable d'appuyer un autre mouvement bourgeois s'il est encore révolutionnaire.

## ***LA RÉVOLUTION CHINOISE DE MAO TSÉ-TOUNG.***

[Retour à la table des matières](#)

La dégénérescence de l'Internationale Communiste, qui aboutit en 1944 à son autodissolution lors de la collaboration de guerre entre Russes et Américains, fut le troisième fait déterminant pour la révolution chinoise puisqu'il condamnait celle-ci à ne pas dépasser le niveau bourgeois. En effet, à l'ère impérialiste, il ne subsiste plus que deux solutions, la prolétarienne et la bourgeoise, comme très justement l'Internationale l'avait proclamé à Bakou, en subordonnant les peuples de couleur aux côtés du prolétariat à une seule stratégie internationale, sous une direction universelle sous peine de glisser dans l'ornière bourgeoise.

La dégénérescence de l'Internationale n'a donc pas seulement abouti à effacer le prolétariat des pays avancés, en tant que force autonome et consciente, de toute une période historique, mais encore à provoquer un important recul [160] dans le mouvement des peuples de couleur. Certes, la révolution renaîtra, là même où le prolétariat mondial subit sa défaite ultime, en Chine, avec Mao Tsé-toung, mais celui-ci fut un partisan, un stratège, un lutteur et un homme l'État aussi éminent que l'on voudra, mais non un marxiste, ni un communiste. La conséquence la plus désastreuse en est donc la rupture du lien unissant le prolétariat révolutionnaire des pays avancés à la lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme, ces derniers ne formant plus qu'un

mouvement nationaliste et bourgeois en opposition aux puissances impérialistes blanches ou nipponnes sous la poussée irrésistible des rapports mercantiles, importés par l'impérialisme lui-même.

Si le parti de Mao Tsé-toung a finalement réalisé la révolution chinoise, c'est parce qu'après 1927 il avait saisi qu'il fallait soulever le paysan chinois pour réaliser l'unité nationale, en devenant le véritable Kouomintang, le seul porte-drapeau de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi il a vécu si longtemps — et vit peut-être encore — dans l'espoir de l'unité avec Tchang Kaï-chek, faisant appel à son « patriotisme » devant l'invasion japonaise, par exemple, le 22 septembre 1937, lorsqu'il lui offrit une nouvelle alliance de type « front populaire » <sup>107</sup>, ou en s'asseyant à la même table, sous la présidence du général Marshall, pour conclure un accord en douze points sur le gouvernement futur de la Chine <sup>108</sup>.

Cependant, rien ne pouvait plus sauver le régime décrépît de Tchang Kaï-chek, ni la politique chinoise du général Marshall et du maréchal [161] Staline. Certes, des tentatives de replâtrage furent encore imposées au parti chinois par l'impérialisme russo-américain :

---

<sup>107</sup> Le communiqué du Parti « communiste » chinois disait entre autres : « *Pour priver l'ennemi (japonais) de tout prétexte d'agression et pour dissiper toute équivoque, le C.E. du P.C.C. déclare solennellement ce qui suit :*  
 « 1° Les trois principes du peuple énoncés par le docteur Sun Yat-Sen représentent la base suprême de la Chine d'aujourd'hui. Notre parti est prêt à faire tout son possible pour les renforcer.  
 « 2° Notre parti abandonne la politique visant au renversement du Kouomintang, ainsi que le mouvement de soviétisation et suspend la confiscation des terres.  
 « 3° Notre parti abolit l'actuel gouvernement soviétique et s'engage, afin d'unifier l'appareil gouvernemental de l'État, à renforcer la démocratie basée sur les droits du peuple.  
 « 4° Notre parti dissout l'Armée Rouge, la réorganise en Armée Nationale Révolutionnaire, la place sous le contrôle direct de la Commission des Affaires Militaires du Gouvernement National et attend les ordres de mobilisation pour pouvoir partager la responsabilité de la résistance à l'invasion étrangère. »

<sup>108</sup> Cf. l'accord en douze points du 28 août 1945 afin [186] « *de maintenir une étroite collaboration sous la direction du président Tchang Kaï-chek, et d'éviter les conflits internes pour qu'une Chine nouvelle, indépendante, libre et prospère puisse être construite et que les trois principes du peuple deviennent une réalité.* »

accords de Yalta, traité « d'amitié et d'alliance sino-soviétique » d'août 1945, par lequel l'U.R.S.S. reconnaissait le gouvernement de Tchang Kai-chek comme le seul gouvernement national de la Chine. Il ne s'agit pas d'habiles compromis : les hésitations de Mao Tsé-toung et la politique même du parti chinois favorisaient les manœuvres des impérialistes et de Staline <sup>109</sup>.

Mais le degré de décomposition du régime de Tchang Kai-chek était tel que le seul gouvernement de coalition possible était celui de Mao Tsé-toung qui assura effectivement la jonction entre le mouvement paysan dans les campagnes et l'agitation ouvrière dans les villes, à la suite de la dégradation rapide de la situation économique et sociale en Chine. En Mandchourie, les troupes soviétiques s'étaient livrées à un véritable pillage de l'énorme potentiel économique mis en place par les Japonais. La production de charbon tomba de 21,5 millions de tonnes en 1945 à moins de 4,5 millions, tandis que la production d'électricité ne représentait plus que le quart de ce qu'elle avait été. Paradoxalement, ce fut le parti de Mao Tsé-toung qui apparut comme le seul capable d'arracher la Mandchourie aux griffes de Staline et d'obtenir des ouvriers chinois les sacrifices nécessaires à la reconstruction.

La résolution du plénum de mars 1949 du C.C.E. du P.C.C. indique clairement le sens du déplacement de la lutte des campagnes vers les villes en vue de la conquête du pouvoir. Elle est de la plus belle eau bourgeoise : « *La session [162] plénière est d'avis que le point-clé de l'administration et de la reconstruction des villes est la restauration et le développement de la production industrielle : 1° la production des entreprises du domaine public ; 2° celle des entreprises privées ; 3° la production artisanale. Les autres tâches urbaines, telles que le travail d'organisation du parti, le travail de construction gouvernementale, le travail syndical, le travail des diverses organisations populaires, etc., devraient servir cette œuvre centrale de restauration et de développement de la production industrielle.* »

Il ne s'agissait donc nullement de venger la Commune de Canton, ni de montrer au prolétariat le chemin vers sa dictature. Le P.C. Chinois lui demandait de s'atteler à la production pour rebâtir une Chine

---

<sup>109</sup> Par exemple, l'instauration des sociétés mixtes sino-russes en Chine, sanctionnant les conquêtes russes en Extrême-Orient et en Mandchourie, etc.

nouvelle et cimenter le « bloc des quatre classes ». Il n'y a pas eu de dictature du prolétariat dans la Chine de 1949, et depuis aucune révolution n'a balayé le pouvoir instauré alors : il n'a fait que s'aménager et s'adapter aux diverses crises successives.

## ***LA RÉFORME AGRAIRE.***

[Retour à la table des matières](#)

Dans la révolution chinoise « agraire », on retrouve le même trait que dans toutes les révolutions bourgeoises classiques : la victoire s'accompagne d'une répression des excès de l'aile révolutionnaire avancée, en l'occurrence de la paysannerie pauvre et du prolétariat agricole et urbain, dans la mesure où il eut son mot à dire. Entre le programme du 10 octobre 1947 et la *loi* agraire du 28 juin 1950, les différences vont [163] toutes dans le sens de la modération aux dépens des paysans pauvres.

Tandis que le premier texte proclame l'abolition des droits des propriétaires fonciers (art. 2), le second se borne à confisquer leurs « excédents » de terre (art. 2). L'article 4 de la loi de 1950 déclare encore qu'aucune atteinte ne sera portée aux propriétés commerciales ou industrielles.

Mao Tsé-toung, porté au pouvoir par la paysannerie, fut dès le début partisan d'une voie moyenne, petite-bourgeoise, du développement économique de l'industrie et de l'agriculture. Il ne réussit pas à maintenir la fascination exercée par les rythmes accélérés des fameux plans quinquennaux russes. C'est ce qui distingue, en fin de compte, le cours de l'économie en Chine de celui de l'économie en Russie. Dans ce dernier pays, la production resta longtemps marquée par ses débuts prolétariens. Contrairement aux maoïstes, les bolcheviks ont commencé par *nationaliser* la propriété *juridique* de la terre (qui n'a rien à voir avec la nationalisation de la production, laquelle suppose un niveau infiniment plus élevé de concentration et de développement des *forces productives*). Au fur et à mesure du développement de la production industrielle et agricole, les moyens de production et d'échange, sur le plan économique, devaient ensuite être haussés et combinés au niveau national entre les mains de l'État ouvrier. Rien de

tout cela en Chine, où le prolétariat est d'emblée remplacé par le peuple, soit la coexistence des diverses classes.

Dans l'industrie, ce procès de concentration et [164] de centralisation est évidemment le plus facile à réaliser : les pays capitalistes de l'Occident ont même développé des sociétés et des entreprises internationales et ont montré que les nationalisations étaient souvent le moyen plus commode et le plus rationnel, non seulement pour éviter la concurrence et le déclin d'une industrie (charbonnage, chemins de fer), mais encore pour stimuler la production (gaz et électricité, automobile, par exemple, Renault et Volkswagen). La politique de Lénine impliquait à long terme (vingt ans au moins) l'abolition de la petite-propriété (des individus et des groupes de producteurs associés) et la transformation de tous les travailleurs agricoles en salariés purs comme dans l'industrie. C'est sur cette base que se réalisa l'expansion inouïe des forces productives en Russie.

Toute la politique de Staline, en revanche, consista à favoriser la propriété et les couches petite-bourgeoises dans l'agriculture, en freinant le développement agricole russe, et, par contrecoup, la production en général, comme il apparaît aujourd'hui où les dirigeants russes ont abandonné l'espoir de voir la Russie dépasser la production des États-Unis.

La politique de Mao Tsé-toung fut, dès le début, petite-bourgeoise, comme celle de Staline, mais il ne bénéficiait pas de l'apport radical d'une révolution prolétarienne, comme la Russie stalinienne qui reste son grand modèle.

La Chine de Mao Tsé-toung eut donc dès le début des traits plus clairement capitalistes que la Russie de Staline elle-même. De fait, elle proclama sans ambiguïté qu'il fallait un bloc des [165] quatre classes, et qu'elle ne s'en prenait pas au capitalisme. En décembre 1947, Mao Tsé-toung déclara au C.C. du P.C. chinois : « *Partout où s'étend le pouvoir politique de la Nouvelle Démocratie, la petite et moyenne bourgeoisie doivent être protégées fermement et sans hésitation [contre qui ?]. Tout ce que la Nouvelle Démocratie vise à éliminer est le féodalisme et le capitalisme de monopole, la classe des propriétaires terriens et la bourgeoisie bureaucratique, non le capitalisme en général, ni la petite et moyenne entreprise.* »

Il concevait le développement économique comme suit : « *Maintenant le gouvernement est capable d'aider les paysans pauvres à résoudre leurs difficultés, en leur accordant des avances destinées à compenser [sic] les désavantages résultant du fait qu'ils possèdent moins de terres que les paysans riches. Il nous faut modifier notre politique à l'égard des paysans riches en transformant la politique de réquisition des terres en une politique de préservation de l'économie des paysans riches, afin d'assurer une prompte reprise de la production agricole, de faciliter l'isolement des propriétaires fonciers et de protéger les paysans moyens et les petits fermiers* » (Discours au 3e plénum du C C. du P.C. chinois).

On répartit donc près de la moitié seulement de la surface cultivée entre 300 millions de paysans, ce qui donnait environ 15 ares pour chacun d'eux. On distribua seulement trois millions de bêtes de trait, alors que la Chine en comptait environ 50 millions. En somme, les paysans et couches inférieures des paysans [166] moyens représentaient encore de 60 à 70% de la population.

Cette situation aboutit à une double contradiction et, finalement, à une crise sociale : ou bien, les paysans pauvres devaient s'endetter et vendre leur propriété si bien que le fléau de l'usure allait s'étendre et la propriété se concentrer aux mains d'une couche de paysans riches et influents, ce qui développait une nouvelle base d'accumulation pour le capitalisme dans l'agriculture et l'industrie ; ou bien les paysans pauvres endettés ne vendaient pas leurs terres, mais s'accrochaient à la glèbe, et alors ni les villes, ni l'industrie qui devait s'y développer avec le prolétariat industriel, ne pouvaient croître du fait que les campagnes mangeaient toute leur récolte. C'est ce dilemme qu'exprime le *Journal du Peuple* du 11.4.1953 : « *Par suite de la réforme agraire et en raison de la division des exploitations et du développement consécutif d'une économie de petits paysans se suffisant à eux-mêmes, la quantité de denrées alimentaires mises sur le marché peut diminuer, ce qui influencerait sur l'approvisionnement des villes* », et cela est vrai, ajoutons-nous, même dans le cas où la production agricole globale augmenterait (puisque les paysans mangeraient plus).

Cette crise devait aboutir aux réformes des années 1953-1958, grâce auxquelles on se promettait de grands progrès. Mao Tsé-toung aussi eut conscience de la nature de la crise : « *Comme chacun l'a remarqué au cours de ces dernières années, la tendance spontanée au*

*capitalisme dans les campagnes grandit de jour en jour, et l'on voit apparaître partout de nouveaux paysans [167] riches. Beaucoup de paysans pauvres manquant de moyens de production suffisants n'ont pas encore échappé à l'étreinte de la misère ; certains ont des dettes ; d'autres sont obligés de vendre ou de louer leur terre. Si on laisse se développer cette tendance, la division de la campagne en deux pôles extrêmes ira inévitablement en s'aggravant de jour en jour* <sup>110</sup>. »

Il s'agissait donc de conjurer une véritable crise. Le mouvement de création de coopératives mit pratiquement fin aux ventes de terres : dans 11 districts de la province de Hopeï, les paysans pauvres avaient vendu 7 199 ha en 1951, 5 714 en 1952, 4 903 en 1953, 2 265 en 1954, et 518 seulement en 1955. Pour combattre l'usure et aider les paysans à entrer dans les coopératives, l'État organisa un transfert de la plus-value nationale au bénéfice des campagnes. Le crédit agricole prit de grandes proportions en quelques années, le montant annuel des prêts de l'État passa de 302 millions de yuans en 1951 à 3 200 millions en 1956.

La révolution politique de la paysannerie se transformait en révolution économique petite-bourgeoise à la campagne, avec un faible développement capitaliste dans les villes : la part de la plus-value nationale transférée par l'État vers les campagnes allait freiner l'industrialisation capitaliste.

Le lancement des *communes populaires* — c'est-à-dire la fusion par région des coopératives développées depuis 1955 — intervint à un moment où la crise agraire sévissait en Russie, du fait que la production kolkhozienne ne fournissait pas un excédent suffisant pour entretenir [168] l'expansion de la production industrielle en vue de dépasser les États-Unis : la productivité y étant trop faible, l'agriculture mobilisait trop de bras qui faisaient défaut à l'industrie. Cette crise revêtit la forme idéologique suivante : le groupe « antiparti » de Molotov demanda s'il ne convenait pas « de transformer la propriété coopérative en propriété de tout le peuple » (ce qui reste purement juridique). Khrouchtchev répliqua qu'il ne fallait pas y toucher <sup>111</sup>, et il acheta du

<sup>110</sup> Cf. Mao Tsé-toung, Discours du 31-VII-1935 sur *la Coopération agricole*.

<sup>111</sup> Staline s'était déjà heurté aux mêmes objections. Il y fit allusion lors du XIXe Congrès du P.C.R. d'octobre 1952. Certains économistes et opposants en étaient alors arrivés à la conclusion qu'en Russie le taux d'expansion de

blé américain pour remédier aux défaillances de la production kolkhozienne. Finalement, Kossyguine lançait un plan quinquennal pour 1970 prévoyant des rythmes de développement plus lents de l'économie russe <sup>112</sup>.

---

l'industrie était lié à la capacité productive de l'agriculture qui elle-même dépend de la structure de la propriété dans les campagnes, bref ils constataient, par ce biais de technique capitaliste, la justesse de l'affirmation de Marx : « *Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une CLASSE particulière de producteurs* » (*Remarques à propos de la nationalisation de la terre*, 1869). Staline leur avait répondu, comme un vulgaire Khrouchtchev quelques années plus tard : « *L'État ne peut donc disposer que de la production des entreprises d'État, les kolkhoz ne veulent pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises en échange de celles dont ils ont besoin. Les kolkhoz n'acceptent pas aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville que celles intervenant dans les échanges par achat et vente de marchandises* » (*les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Ed. Soc., 1952, p. 17-18).

<sup>112</sup> L'opposition entre agriculture et industrie est typique du mode de production capitaliste, et explique ses crises sociales. En favorisant l'agriculture, Staline et Mao Tsé-toung n'ont fait que ralentir l'expansion du capitalisme industriel et, partant, de l'économie nationale tout entière, ce qui se répercute finalement aussi sur l'agriculture elle-même. Comme on le voit, ce moyen ne permet pas de résorber le déséquilibre fondamental de l'évolution économique et sociale.

En Russie, les mesures au profit de l'agriculture ont eu pour effet de permettre aux kolkhoziens de vivre mieux, mais non d'augmenter le volume des produits pour le marché général. L'évolution russe demeure de toute façon typique du capitalisme, comme en témoignent les taux de croissance de la production russe de 1969, par exemple : + 15% pour les produits pharmaceutiques ; 4-12% pour la chimie ; + 9% pour l'énergie électrique, le gaz, les machines-outils, etc. etc. — 1,3% [187] pour la production agricole. Ces chiffres témoignent en toute occurrence que la paysannerie de propriété privée (individuelle ou coopérative) est une couche petite-bourgeoise qui est à la remorque du capital industriel, comme toutes les couches détenant leurs petits moyens de production.

## **INDUSTRIALISATION PETITE-BOURGEOISE EN CHINE.**

[Retour à la table des matières](#)

La grande mystification consiste à faire croire que les communes chinoises sont la forme de transition au communisme : « *Quoique la propriété dans les communes ne soit pas encore de caractère collectif, quoique la répartition (jours de travail ou salaires) soit faite d'après le principe « à chacun selon son travail » et non « à chacun selon ses besoins », les communes réalisent la meilleure forme d'organisation pour achever l'édification socialiste et passer graduellement au communisme. Elles seront donc l'unité sociale de base de la société communiste* <sup>113</sup>. »

En fait, le système des communes n'atteint le niveau de la nationalisation, ni sur le plan juridique, ni à plus forte raison sur le plan économique et productif. En août 1958, une résolution [169] du P.C. chinois déclarait déjà : « *La création d'une commune n'est pas un motif pour transformer immédiatement la propriété collective en propriété du peuple tout entier.* » Les textes officiels définissent la propriété communale comme une « propriété à trois échelons ». À la base, on retrouve l'équipe de production (traditionnelle équipe d'entraide mutuelle en Chine) qui groupe de 20 à 30 foyers ; puis la brigade coopérative à laquelle sont attribués pour l'année en cours terre et moyens de production ; enfin, coiffant le tout, l'organisation communale ou départementale qui est moins une unité de production qu'une entité administrative.

La commune présente une synthèse des réformes agraires successives et un effort pour les rationaliser. Parmi ses buts immédiats, celui des grands travaux d'irrigation, de voirie et d'infrastructure, est certes nécessaire, d'autant plus que la coopérative est à la fois trop bornée, trop faible et trop directement attachée à la petite propriété de chacun, pour les entreprendre. Les communes ont donc mobilisé entre 1958 et

---

<sup>113</sup> Cf. Résolution du P.C. chinois du 29 août 1958 sur les communes populaires.

1961 des dizaines de millions d'hommes pour la réalisation de travaux hydrauliques et artisanaux, mais elles les ont, de ce fait, détournés de leurs tâches agricoles directes ; ce fut l'« échec du bond en avant », à la fois dans l'agriculture et l'industrie.

L'échec des communes populaires montre qu'en Chine les lois objectives de l'économie échappent au contrôle des hommes, s'imposent à eux comme des forces aveugles et dominatrices, et continuent de dominer la production et la vie sociale, et ces lois le marxisme les [170] qualifie de capitalistes lorsqu'il y a accumulation sous forme monétaire, salaire, production de marchandises, et que subsistent les échanges mercantiles sur le marché intérieur aussi bien qu'extérieur. Cet échec démontre — a contrario — que la transition au communisme se fait suivant le processus énoncé par Marx dans le programme de Gotha, dont nous avons esquissé précédemment les grands traits. D'ailleurs, les promoteurs des communes chinoises s'y réfèrent négativement et sur un seul point (le principe n'en est pas encore « à chacun selon ses besoins », mais « à chacun selon son travail »), ignorant tous les autres, à savoir l'abolition de la monnaie, des salaires, du profit, de la rente, du marché et du commerce.

Tout ce que les communes populaires ont d'anticapitaliste, c'est qu'elles freinent le développement frénétique du capital dans l'agriculture aussi bien que dans l'industrie ; mais, étant de nature paysanne, cet anticapitalisme est contradictoire en ce que la petite bourgeoisie moderne se meut en ambiance capitaliste, et se trouve menacée par un essor puissant du capital. C'est donc essentiellement un agent de stabilité sociale, et elle a de quoi faire dans un pays aussi gigantesque que la Chine, à l'époque où le capitalisme fractionne de plus en plus les continents, les peuples, et les classes, et divise au maximum les branches de la production nationale <sup>114</sup>.

---

<sup>114</sup> L'un des lieux communs que l'on attribue au marxisme, c'est qu'en régime et en économie capitalistes, la bourgeoisie ou les capitalistes détiennent nécessairement le pouvoir. En réalité, Marx-Engels se sont acharnés à démontrer que la bourgeoisie préférerait le plus souvent ne pas se montrer au pouvoir, ce qui est en tout cas un moyen de détourner le prolétariat de l'idée de l'en déloger. En France même, la bourgeoisie a préféré régner très souvent par personne, classe ou force interposée, ce qui n'a pas manqué de freiner quelque peu l'essor industriel (ce n'est qu'après la dernière guerre que la production industrielle a enfin dépassé irrémédiablement la production agricole). Mais

Le système des communes ne fut appliqué qu'à la campagne, les villes et les grands centres industriels se révélant hostiles ou inaptés à cette forme d'organisation. Les communes qui « réalisent la meilleure forme pour achever l'édification [171] socialiste et passer graduellement au communisme » furent une initiative de l'État et du parti *paysans*. La voie chinoise au « socialisme » passe donc par l'initiative des paysans, non seulement sur le plan de l'organisation et des structures « socialistes », mais encore sur le plan de leur réalisation économique et sociale, le prolétariat industriel se faisant, ici encore, investir par les campagnes et se révélant incapable de suivre les progrès à rebours des couches non salariées de l'agriculture. En Chine, la position marxiste est totalement renversée, mais l'évolution des forces productives se chargera de la rappeler aux promoteurs du faux socialisme.

Ce qui en ressort à l'évidence, c'est que, dans la société maoïste qui se présente comme un modèle pour les pays du « tiers monde », le prolétariat n'est pas au pouvoir, mais est assujéti économiquement, politiquement et idéologiquement à d'autres classes qui ne peuvent être que celles d'une société capitaliste à ses débuts.

De fait, le plus grand silence règne encore sur l'état de l'industrie, et les chiffres dont on dispose montrent que si les résultats du premier plan quinquennal de 1953-1957 ont été en tous points comparables, sinon supérieurs parfois, à ceux du premier plan quinquennal russe (qui se déroulait au moment de la catastrophe agraire de la collectivisation), c'est certainement parce qu'à l'époque le caractère capitaliste du « bloc des quatre classes » était plus nettement affiché et réalisé.

---

la France ne bénéficiait-elle pas de la plus-value extorquée à ses colonies, pour faire figure de grande puissance sur la scène mondiale ?

Le passage suivant de Marx est d'autant plus classique qu'il a trait au pays capitaliste qui a développé avec le plus de pureté les superstructures politiques du capitalisme : « *Ce sont certes des classes différentes qui ont régné sous l'Empire, la Restauration, Louis-Philippe et la République de 1848. Sous le premier prédominait la paysannerie, fruit de la Révolution de 1789 ; sous la seconde, la grosse propriété foncière ; sous la troisième, la bourgeoisie, et dans la dernière — non pas conformément aux intentions de ses fondateurs mais en fait — on assista (avec le bonapartisme) à une tentative prématurée de partager le pouvoir en parts égales entre les hommes de la monarchie légitime et ceux de la monarchie de Juillet. Quoi qu'il en soit, tous ces régimes s'appuyaient pareillement sur l'armée.* » Cf. Marx, *le Régime des prétoriens*, in *New York Tribune*, 12-111-1858.

Mais les bouleversements consécutifs à cette phase de « libéralisme » des cents fleurs furent si grands que la réalisation petite-bourgeoise ne cessa de s'aggraver, en vue de [172] stabiliser au maximum le régime, l'économie et les multitudes chinoises, si agitées et difficiles à contrôler, comme Mao Tsé-toung le sait mieux que quiconque de par toute son expérience de partisan aussi bien que d'homme d'État.

## ***QUESTION COLONIALE ET QUESTION SYNDICALE.***

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque l'Angleterre, au cours du siècle dernier, conquiert l'hégémonie industrielle et commerciale, elle put tempérer l'exploitation féroce à laquelle elle avait soumis son prolétariat durant la phase initiale de l'accumulation, dont Marx nous a rendu compte dans le 1<sup>e</sup> livre du *Capital*. La bourgeoisie jeta alors quelques miettes du festin colonial d'abord à une mince couche d'aristocrates ouvriers, puis à une couche de plus en plus dense. Marx et Engels luttèrent avec acharnement contre les dirigeants corrompus de l'aristocratie ouvrière, en étant conscients de la nécessité ou bien d'une lutte des peuples coloniaux contre les privilèges exorbitants du régime colonial et monopolistique de l'Angleterre, ou bien de l'apparition d'un rival capitaliste — américain en l'occurrence — pour saper la base matérielle de la dégénérescence du prolétariat anglais <sup>115</sup>.

Même s'il est bourgeois, le mouvement anti-impérialiste de cet après-guerre, dont les partisans de Mao Tsé-toung furent les initiateurs et le glorieux exemple, est donc révolutionnaire et intéresse même le prolétariat des pays « développés » qu'il sort de sa léthargie en accentuant les rivalités impérialistes au sein des vieilles puissances capita-

---

<sup>115</sup> Cf. Engels, *Angleterre 1845 et 1885*. Trad. fr., in : Marx-Engels, le *Syndicalisme*, t. I, p. 193. Toute la dernière partie de ce volume (p. 171-216) ainsi que le début du second (p. 11-107) traitent de la question de l'aristocratie ouvrière.

listes, privées de leur coussin [173] colonial, et en aggravant les antagonismes entre prolétariat et bourgeoisie <sup>116</sup>.

La lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme accélère, pour les masses des pays avancés, l'augmentation générale du prix des denrées alimentaires, typique du mode de production capitaliste. Elle exerce donc une action profonde sur le train de vie quotidien et, par tant, sur la conscience réelle du prolétariat. Le simple fait que le prix des produits exotiques, du thé, du café, du vin, de l'essence, du cuivre est débattu d'après des critères mercantiles avec les producteurs étrangers d'États bourgeois, et non coloniaux et dépendants, a pour effet, à long terme, un plus « juste prix » ou une reconversion des cultures au profit de l'économie ou de l'alimentation des peuples de couleur. Par réaction, la concurrence entre nations blanches en est considérablement aggravée, donc aussi les antagonismes impérialistes qui aboutissent à la crise profonde du système capitaliste mondial <sup>117</sup>.

---

<sup>116</sup> Cf. *Fil du Temps*, n° 3, *la Crise économique et sociale de Mai 1968*, à propos notamment du mouvement de reprise en France à la suite de la perte de l'Empire colonial, comme effet de l'indépendance algérienne sur l'agriculture (la partie la plus productive en était transférée en Algérie sous le régime colonial), sur l'industrialisation [188] et la prolétarisation (pour compenser la perte du régime colonial), sur le commerce (recherche de débouchés sur le marché mondial pour compenser la perte du marché colonial privilégié pour la métropole), etc., etc.

<sup>117</sup> C'est évidemment lorsque ce mouvement anti-impérialiste est révolutionnaire et, selon l'expression d'Engels, « lutte les armes à la main » que ses effets sur les métropoles sont les plus subversifs. Ainsi, ce que la guerre de Corée, dernière marque — combien faible et indirecte — d'une solidarité de Staline avec Mao Tsé-toung et les peuples coloniaux, n'a pu faire, justement à cause de ses faibles buts révolutionnaires, l'Indochine l'a réussi en grande partie, parce qu'on y lutte les armes à la main dans une lutte de libération populaire contre l'impérialisme : ébranler l'adversaire yankee et lancer le mouvement d'agitation à l'intérieur de la forteresse impérialiste. Pour parler platement : les combattants vietcongs sont parvenus à mettre au bord de la faillite le dollar et, par son truchement, le système financier et monétaire de l'Occident tout entier. Quant à elle, la presse spéculé sur les préoccupations des stratèges vietcongs relatives aux effets des opérations militaires sur les élections partielles ou présidentielles aux États-Unis, donnant aux opérations militaires en Indochine une ridicule teinture parlementariste. Ces parodies ne doivent pas masquer l'influence démoralisatrice profonde et réelle de cette lutte sur l'armée yankee (drogue, désertions, refus de combattre, agita-

Engels en résumait ainsi les conséquences *pour le socialisme* : « *A moins d'un événement inattendu, il n'y aura pas ici de véritable mouvement ouvrier général tant que les ouvriers ne ressentiront pas eux-mêmes que le monopole mondial de l'Angleterre est en pièces. La base économique de la nullité politique des ouvriers anglais était — et est encore — leur participation à la domination du marché mondial. Bien que ne formant que la queue de la bourgeoisie dans l'exploitation économique de ce monopole, ils n'en participent pas moins aux avantages de celle-ci... Mais tu seras témoin d'événements surprenants, lorsque l'Amérique et la concurrence [173] unie des autres États industriels auront percé une large brèche dans ce monopole (et on en est assez près dans la sidérurgie, mais beaucoup moins dans l'industrie cotonnière)* <sup>118</sup> ».

Le mouvement anti-impérialiste qui vient de s'achever, a provoqué un bouleversement, sur le plan économique et social, par rapport à la situation antérieure en Asie et les autres continents de couleur, même si la révolution russe a finalement dégénéré au niveau bourgeois et entraîné dans sa chute toutes les révoltes des peuples de couleur, et de la Chine y compris. Mais, à l'époque du capitalisme sénile en général, cette révolution, au lieu d'aggraver au maximum les difficultés du capitalisme, cherchera à les atténuer, comme Staline et Mao Tsé-toung l'ont démontré, en opposition au mouvement qui les portait à l'origine.

Au plan économique, Staline n'a pu empêcher la roue de l'histoire d'avancer, mais il ne fut que l'« exécuteur testamentaire » contre-révolutionnaire (bourgeois) de l'héroïque prolétariat d'octobre. Il n'a donc pu procéder à l'industrialisation au sens de Lénine et des bolché-

---

tion politique, notamment chez les Noirs, etc.). Notre mouvement est sans doute le seul qui ait relié aussi clairement et fermement, du point de vue théorique seulement hélas, les effets de la lutte des peuples coloniaux, de l'Algérie par exemple, sur l'économie, la politique de la métropole, et plus encore sur le mouvement d'agitation en métropole, cf. *Fil du Temps*, n° 2 sur *les Conséquences économiques et sociales de Mai 1968*.

<sup>118</sup> Cf. Engels à Bebel, 30 août 1883.

L'Allemagne dépassa le niveau de production anglais en 1913, — et ce fut la crise mondiale de la première guerre de 1914-18, qui finit par la révolution en Russie et les tentatives révolutionnaires en Allemagne, Hongrie, etc. Le prolétariat anglais, durement touché par la crise économique, se mit finalement, lui aussi, en branle en 1926, mais il fut trahi par le fameux Comité anglo-russe.

viks, puisqu'il l'effectua finalement au travers de l'alliance du capitalisme d'État *industriel* avec la petite-bourgeoisie des *campagnes*. Ce faisant, Staline n'a même pas réussi à donner toute sa pointe révolutionnaire au capitalisme qui, non seulement à l'intérieur de chaque nation, mais encore dans le monde entier, ne peut « *exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales* » (*Manifeste*).

[174]

Au plan révolutionnaire, le marxisme n'a pas cessé de répéter que toute nouvelle nation capitaliste compromettait l'équilibre social réalisé. C'est pourquoi, Napoléon I<sup>er</sup> s'était heurté non seulement au féodalisme en France et sur le continent, mais encore à l'Angleterre bourgeoise, et sa défaite a retardé d'un demi siècle l'expansion de l'industrie sur le continent et le renversement de l'hégémonie anglaise dans le monde. En ce qui concerne le socialisme, cette défaite a empêché la liaison du prolétariat anglais avec celui du continent. Il fallut attendre que l'Allemagne prenne le relais de la France, vaincue dans la compétition, pour qu'une Internationale ouvrière effective puisse organiser la collaboration entre les prolétariats des différentes nations existantes.

Aujourd'hui, on peut être assuré — hélas — que la Russie ne rejoindra pas le niveau américain, détrônant et ébranlant enfin l'impérialisme yankee. Mais la question se pose pour la Chine de Mao Tsé-toung avec ses 750 millions d'hommes et son savoir-faire technique et mercantile exceptionnel. L'enthousiasme des bourgeois, conservateurs mais lucides, pour le régime maoïste semble indiquer qu'ils n'en attendent pas un bouleversement du système capitaliste mondial, mais, au contraire, le modèle de la stabilisation économique et sociale pour l'ensemble des « pays sous-développés » qui forment la base du système hiérarchisé des nations capitalistes, dont la base est écrasée et étouffée dans la misère par les riches et opulentes nations, essentiellement blanches : « *Mao Tsé-toung fait parfois penser à Gandhi au rouet. Tout révolutionnaire [176] qu'il soit, sa prudence devant les machines reste dans la tradition de la Chine ancienne. Mao le révolutionnaire révolutionne les campagnes, mais en même temps, Mao le paysan sauve le paysan. La Chine ne peut pas permettre que sa modernisation s'accompagne d'un dépeuplement des campagnes. Si elle le faisait, il lui faudrait recueillir dans des villes gigantesques les multitudes déracinées. Il faudrait faire surgir à plusieurs exemplaires des*

« mégapolis » comme celle que le Japon voit naître au bord du Pacifique. Elle ne pourrait faire vivre ces villes surpeuplées qu'avec un établissement industriel de type japonais, mais multiplié par dix, qui ne ferait tourner ses usines qu'à la condition d'inonder la planète de ses exportations. <sup>119</sup> » On sent la panique gagner le nanti bourgeois, mais : « le schéma de développement maoïste est à l'opposé de tout cela, heureusement. Il devrait conduire à faire de la Chine de l'an 2000 une nation qui sera puissamment agricole et paysanne ; une agriculture et une paysannerie « révolutionnées » sans doute, mais qui maintiendront implantées sur la terre de grandes masses de population. »

Ainsi, la Chine servirait en fin de compte à stabiliser l'excédent de population créé par le machinisme capitaliste et la dissolution des anciennes structures asiatiques. En récompense, elle entrera à l'O.N.U., elle contestera le leadership russe dans le monde « socialiste », servira de partenaire commercial aux capitalismes occidentaux, et, ayant mis toutes ses forces dans l'agriculture, rivalisera sur le plan de la production industrielle avec l'Inde qui, elle, laisse son [177] agriculture à l'abandon et ne mise que sur l'industrie <sup>120</sup>.

Telles sont sur le plan économique et social, la grandeur et la limite du mouvement anti-impérialiste enserré dans le cadre strictement bourgeois, ou mieux, petit-bourgeois. Nous passons maintenant aux effets politiques de ce mouvement sur le prolétariat en général, et celui des pays développés en particulier.

---

<sup>119</sup> Cf. Henri Guillain, *la Chine après la révolution culturelle. I. — Un autre monde*, in *le Monde*, 21-IX-1971, p. 5, col. 1-2.

<sup>120</sup> Dans *Indien oder China ?* (Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1961), H. Bechtoldt démonte le jeu impérialiste [189] de la Russie et définit le cadre où s'affrontent aujourd'hui les jeunes impérialismes de l'Inde et de la Chine : « *L'Occident veut apporter la preuve avec l'Inde qu'il n'est besoin d'aucune révolution communiste [sic] pour mener un pays sous-développé au point de démarrage industriel moderne. Le plus grand pays sous-développé non-communiste, l'Inde, doit donc être mis en état d'égalité sur le plan matériel, grâce à une progression continue, le plus grand des pays communistes sous-développés [re-sic], la Chine. Mais les chances de l'Inde augmentent infiniment, du moment que l'Union soviétique l'aide à poursuivre cette expérience...* ».

## ***ANTI-IMPÉRIALISME ET SOCIALISME.***

[Retour à la table des matières](#)

L'interprétation marxiste des bouleversements économiques et sociaux vise toujours le futur, car elle se transforme dialectiquement, entre les mains du mouvement ouvrier révolutionnaire, en une arme politique décisive pour la compréhension des luttes et la définition de la tactique à y adopter, afin d'assurer le triomphe de la révolution socialiste. Dans l'espace géo-social libéré de la tutelle colonialiste, la révolution industrielle qui s'amorce aujourd'hui, va créer un nouveau rapport de forces, au sein duquel se produira demain l'affrontement révolutionnaire. Définir la nature et la portée des bouleversements qui viennent de s'effectuer dans cette immense aire géographique et ces masses humaines gigantesques revient à prévoir, avec une méthode scientifique, l'influence qu'exerceront demain sur le développement de la lutte générale entre capitalisme et socialisme les forces qui sont issues de la lutte anti-impérialiste. C'est en somme, jeter les bases du programme révolutionnaire de la future Internationale pour son action dans le [178] secteur afro-asiatique et sud-américain. Toute exagération ou sous-estimation du mouvement anti-impérialiste de cet après-guerre est donc pernicieuse pour l'avenir du socialisme international.

La chute du colonialisme a ouvert, en Afrique et en Asie, une nouvelle ère. Même s'il tend à la formation d'États nationaux et à la transformation industrielle des économies locales sur la base du salariat, ce mouvement dépasse le cadre bourgeois et *cette* révolution bourgeoise — parce que violente, dit Lénine — intéresse le prolétariat et le socialisme. Ne crée-t-elle des prolétaires qui seront demain les « fossoyeurs du capital. »

Dans la mesure où elle se développera, la révolution industrielle des pays « attardés » engendrera obligatoirement, comme conséquence sociale de l'expansion du mode de production capitaliste, une société divisée en classes sociales antagoniques ainsi que les bases de la future société communiste (socialisation des forces productives et liaison de l'économie locale avec l'économie de tous les autres pays par l'intermédiaire du marché mondial). Il s'ensuit que la future Inter-

nationale disposera d'un potentiel révolutionnaire accru, constitué par le prolétariat agricole et industriel de toutes ces nouvelles nations.

Mais il est tout aussi évident qu'elle devra entrer en lutte contre un alignement de forces bourgeoises plus important.

Sur le plan mondial, la révolution anticolonialiste est donc destinée à accroître tout à la fois les forces de la révolution prolétarienne et celles de la contre-révolution bourgeoise. Cette perspective est en parfait accord avec la conception [179] de la destruction finale du capitalisme, telle qu'elle est défendue par le marxisme. En effet, le capitalisme ne cédera pas sa place au socialisme à la suite d'une paralysie progressive ou d'un écroulement subit de la production, mais à la suite d'une crise et d'une révolution. C'est pourquoi, la société capitaliste atteindra des niveaux toujours plus élevés de capacité productive et d'organisation politique de l'État, et elle ne sera détruite que par le heurt armé entre les classes qui constituent la société bourgeoise. Or ce heurt sera d'autant plus violent et généralisé qu'il tardera historiquement à se produire <sup>121</sup>. Si elle avait triomphé en 1848, la révolution l'eût fait dans une bataille où les protagonistes eussent été infiniment moins nombreux, moins armés et moins acharnés au combat que ceux de la future révolution mondiale.

Il serait défaitiste de s'illusionner. La révolution anticolonialiste qui introduit le capitalisme et la division en classes sur le modèle bourgeois, élargira considérablement le théâtre de la lutte armée entre

---

<sup>121</sup> Après la Commune de Paris, Marx déclarait à l'adresse de l'Internationale : « *Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend.* » (*Discours à l'occasion du 7e anniversaire de la I<sup>o</sup> Internationale. 1871*).

La lutte du prolétariat gagne en intensité et en extension à chaque stade de son développement : pour commencer, la lutte se limite aux moyens *d'un parti* (grâce auquel le prolétariat se constitue en classe autonome face à toutes les autres classes et institutions de la société bourgeoise) ; puis, elle gagne le niveau de l'État, lorsque le prolétariat se constitue *en classe dominante* et utilise la machine de l'État pour intervenir dans les rapports sociaux et économiques et défendre la révolution contre tous les États capitalistes alliés du monde. En théorie, le champ de la violence s'élargit donc sans cesse, jusqu'à la défaite finale du capitalisme.

bourgeoisie et prolétariat. Elle prépare de nouvelles troupes pour la guerre des classes et, en définitive, la dureté et la violence de la lutte finale en seront accrues. Il est légitime de dire qu'en *ce sens* la révolution afro-asiatique alourdira la tâche future de la révolution prolétarienne.

Mais la lutte se déroule en deux sens : *Premièrement*, elle gagne en acharnement, les deux adversaires disposant de forces et d'armes plus puissantes, dans une lutte qui finit par l'anéantissement social de l'un des camps, alors que la révolution bourgeoise, moins radicale, admettait [180] le compromis, voire l'impliquait <sup>122</sup>. Mais cet alourdissement est relatif, en ce qui concerne les chances de victoire du prolétariat. Selon Lénine, « *la révolution bourgeoise est, dans un certain sens, plus avantageuse au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Voici en quel sens précis cette affirmation est incontestable : il est avantageux pour la bourgeoisie de s'appuyer sur certains vestiges du passé contre le prolétariat, par exemple sur la monarchie, l'armée permanente, etc. Il est avantageux pour la bourgeoisie que la révolution bourgeoise ne balaie pas trop résolument tous les vestiges du passé, qu'elle en laisse subsister quelques-uns, autrement dit que la révolution ne soit pas*

---

<sup>122</sup> Rosa Luxemburg qui était mieux au courant des faits révolutionnaires que tous les députés « communistes » réunis de l'époque actuelle de la voie parlementaire au socialisme, écrivait dans *Que veut l'Union de Spartakus* : « *C'est une illusion insensée de croire que les capitalistes se soumettraient de bon gré au verdict socialiste d'un parlement ou d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, aux bénéfices, à leurs privilèges d'exploitation... La classe capitaliste impérialiste, en sa qualité de dernier rejeton de la classe des exploités, dépasse tous ses prédécesseurs en brutalité, en cynisme et en bassesse. Elle défendra son Saint des Saints, ses bénéfices et ses privilèges d'exploitation du bec et des ongles par toutes les méthodes de froide cruauté, dont elle a fait preuve dans toute l'histoire de sa politique coloniale et de la [190] dernière guerre mondiale. Elle mettra en branle ciel et enfer contre le prolétariat. Elle mobilisera les campagnes contre les villes, elle excitera les couches retardées des ouvriers contre l'avant-garde socialiste, elle organisera des massacres avec l'aide des officiers, elle cherchera à paralyser toutes les mesures socialistes par mille moyens de résistance passive, elle soulèvera contre la révolution une vingtaine de Vendées, elle invoquera pour son salut l'invasion étrangère, le fer exterminateur de Clemenceau, de Lloyd George et de Wilson. Elle préférera transformer le pays en montagnes de ruines fumantes plutôt que de renoncer de bon gré à l'esclavage salarié. »*

*tout à fait conséquente, n'aille pas jusqu'au bout, ne se montre pas résolue et implacable... Pour la classe ouvrière, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise soient acquises précisément par la voie révolutionnaire [celle de Mao ou de Ben Bella] et non par celle des attermolements, des tergiversations et de la mort lente et douloureuse des parties gangrenées de l'organisme national [celle de Nehru ou de Bourguiba]. Les prolétaires et les paysans sont ceux qui souffrent les premiers et le plus de cette gangrène <sup>123</sup>. »*

*Deuxièmement*, la lutte s'engagera directement entre prolétariat et bourgeoisie. Certes, cette dernière est la mieux armée, la mieux organisée et la plus acharnée, mais elle aura perdu ses alliés de l'époque précapitaliste, comme le dit Lénine. En outre, la lutte directe à l'échelle mondiale permettra une solution infiniment plus prompte que les révolutions directement socialistes flanquées [181] de révolutions doubles (bourgeoise, puis socialiste). En effet, l'économie arriérée constitue toujours une arme contre la révolution socialiste entre les mains de la bourgeoisie et de la réaction. Et celles-ci ont su s'en servir efficacement, comme l'histoire le prouve depuis l'échec de la révolution socialiste accompagnée de révolutions doubles et bourgeoises en 1848.

Même en cas de victoire socialiste en Europe et en Amérique du Nord vers la fin du siècle dernier, la tâche restait délicate, voire embarrassante pour le prolétariat socialiste à l'échelle universelle car le marxisme ne saute pas les époques historiques comme un généralissime Staline ! Engels le souligne : « *A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays occupés par une population européenne — le Canada, l'Afrique-du-Sud, l'Australie — deviendront toutes indépendantes ; en revanche, les pays habités par des indigènes qui sont directement assujettis — l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles — devront être provisoirement pris en mains par le prolétariat et conduits aussi rapidement que possible à l'indépendance. Il est difficile de prédire comment ce processus se développera.*

---

<sup>123</sup> Cf. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, in *Œuvres*, 9, p. 45, 46.

*« L'Inde fera peut-être, ou même probablement, une révolution, et comme le prolétariat en train de s'émanciper lui-même ne peut point engager de guerres coloniales, il faudrait sans doute laisser faire les choses, et cette révolution ne s'effectuerait pas, bien entendu, sans toutes sortes de destructions. Mais ce genre de choses est inséparable de toutes les révolutions.*

*« La même chose pourrait se produire ailleurs, [182] en Algérie et en Egypte par exemple, et ce serait certainement la meilleure chose pour nous. Nous aurons assez à faire chez nous. Une fois l'Europe et l'Amérique du Nord réorganisées, cela représentera une puissance si énorme et un exemple tel que les pays semi-civilisés se mettront eux-mêmes à la remorque : les simples besoins économiques l'imposeront déjà. Quant à savoir quelles phases sociales et politiques ces pays devront traverser alors, avant d'arriver eux aussi à une organisation socialiste, je crois qu'aujourd'hui nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses assez vaines. Une seule chose est certaine : le prolétariat victorieux ne pourra imposer des bienfaits quelconques à une nation étrangère quelle qu'elle soit, sans miner du même coup sa propre victoire. Ce qui n'exclut évidemment en aucune façon des guerres défensives de type divers <sup>124</sup>. »*

La révolution prolétarienne traverse deux phases principales : la conquête du pouvoir politique par la classe opprimée, et la suppression des rapports de production capitalistes au moyen d'interventions despotiques de l'État ouvrier dans l'économie. Naturellement dans l'histoire réelle, vivante, ces deux phases sont indissolublement liées : la démolition de l'État bourgeois est organiquement liée à l'introduction forcée des mesures économiques post-insurrectionnelles. Entre ces deux étapes, il existe un rapport de cause à effet.

Il peut arriver cependant, comme nous l'avons déjà vu, que les deux phases n'aient pas de continuité dans l'espace, par exemple dans la Russie de 1917, le capitalisme n'y étant pas [183] encore développé et la révolution n'ayant pas encore gagné les pays développés. Les bolchéviks ne purent donc opérer des interventions despotiques dans les rapports de production *bourgeois*, ceux-ci n'existant qu'à une faible échelle. Il fallut au contraire développer le salariat et le capital, là où il n'existait pas encore, et remettre la tâche de transition *économique* au

---

<sup>124</sup> Cf. Engels à Kautsky, 12-IX-1882.

socialisme jusqu'à ce que les conditions matérielles existent à cet effet. La conquête du pouvoir en Allemagne aurait marqué le début de la deuxième phase de la révolution socialiste : le communisme aurait pu faire tache d'huile jusqu'en Russie et dans les autres pays arriérés de l'Europe danubienne.

Les ex-colonies constituaient, elles aussi, une sorte de vide dans les conditions historiques qui précèdent le socialisme. Ce « hiatus », les nouveaux États nationaux des continents de couleur sont en train de l'effacer, et lorsque ce sera fait, la révolution socialiste se trouvera en face d'une situation analogue à celle des pays où la transformation capitaliste de l'économie est un fait accompli. En ce sens, la révolution anti-impérialiste dans les pays de couleur, même si elle est purement bourgeoise, jette les bases indispensables, d'une manière ou d'une autre, à l'introduction de la production socialiste et favorise donc la politique économique du futur État ouvrier international.

À la fin de sa vie, Engels saluait les violences et les bouleversements économiques en Extrême-Orient : « *La guerre entre la Chine et le Japon signifie la fin de la vieille Chine, la révolution complète de toute la base économique — même [184] si elle ne s'accomplit que progressivement —, ainsi que la dissolution de la traditionnelle liaison entre agriculture et industrie grâce à la grande industrie, les chemins de fer, d'où une émigration massive des coolies chinois même vers l'Europe ; autrement dit, en ce qui nous concerne, une accélération de la débâcle et une aggravation des antagonismes qui déclenchent la crise. C'est de nouveau une ironie merveilleuse de l'histoire : en somme, il ne reste plus à la production capitaliste qu'à s'emparer de la Chine ; or, en effectuant enfin cette conquête, elle se rend la vie impossible à elle-même dans sa patrie d'origine* <sup>125</sup>. »

En bon stratège, Engels a ainsi déterminé les conditions objectives de la révolution socialiste. Certes, le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, il s'évertue même par tous les moyens de freiner l'échéance,

---

<sup>125</sup> Cf. Engels à Karl Kautsky, 23-IX-1894.

ne reculant devant aucune guerre, destruction, spoliation, en économie, et corruption dans le camp adverse en politique. Néanmoins, au sens d'Engels, la Chine est en marche, et c'est au prolétariat révolutionnaire de porter le coup décisif au vieux capitalisme.

[191]

# TEXTES DE MARX-ENGELS

[Retour à la table des matières](#)

[191]

**TEXTES  
DE MARX-ENGELS \***

**I**

---

**LA CHINE, L'ANGLETERRE  
ET LA RÉVOLUTION**

[Retour à la table des matières](#)

*« Une nation ne peut pas s'émanciper, en asservissant d'autres nations.*

*« De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise est donc décisive pour le triomphe de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. Vous autres chartistes, vous n'avez donc pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations. Triomphez de vos ennemis intérieurs, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir battu toute la vieille société »*

*(Engels et Marx, discours en faveur de la Pologne au meeting international de Londres du 29.XI.1847, à l'occasion de la commémoration du soulèvement polonais de 1830).*

---

\* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[192]

Les textes sur la Chine, rédigées dans le feu de l'action par Marx-Engels, sont un modèle de la politique à suivre dans les métropoles au cours des guerres coloniales, voire de toutes les guerres modernes : lutte en premier contre sa propre bourgeoisie des métropoles. C'est sous cet angle particulier de l'engagement militant que Marx-Engels ont abordé les problèmes de la Chine, en dénonçant leur bourgeoisie anglaise et tous ses complices européens et américain. Hélas, ils ne disposaient pas d'une presse ouvrière et durent agir par le truchement de journaux bourgeois de gauche.

Les thèses fondamentales du marxisme anti-impérialiste — par exemple, qu'un peuple oppresseur ne peut s'émanciper — trouvent ici une confirmation pratique, lorsque Marx démontre le *mécanisme* par lequel les institutions politiques des métropoles dégénèrent et se totalitarisent, lorsque la bourgeoisie mène des guerres à son gré. Il montre, par exemple, en analysant les balances commerciales et leurs excédents, que la crise en Chine déterminera en retour la crise générale, économique, et peut-être politique, en Europe. Ces écrits de circonstance ont donc une signification non seulement théorique, mais encore générale pour le monde d'aujourd'hui. Il suffit de confronter ces textes à l'actualité pour s'en rendre compte.

[193]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *[Déplacement du centre de gravité mondial]*

**Karl Marx**

*Nouvelle Gazette rhénane. Revue politique et économique.* N° 2, février 1850.

[Retour à la table des matières](#)

Nous en venons maintenant à l'*Amérique*, où est survenu un fait plus important que la révolution de *février* [1848] : la découverte des mines d'or californiennes <sup>126</sup>. Dix-huit mois après l'événement, on peut déjà prévoir qu'elle aura des résultats plus considérables que la découverte de l'Amérique elle-même. Trois siècles durant, tout le commerce d'Europe en direction du Pacifique a emprunté, avec une longanimité touchante, le cap de Bonne-Espérance ou le cap Horn. Tous les projets de percement de l'isthme de Panama ont échoué en raison des rivalités et des jalousies mesquines des peuples marchands. Dix-huit mois après la découverte [194] des mines d'or californiennes, les Yankees ont déjà entrepris la construction d'un chemin de fer,

---

<sup>126</sup> Ce texte est la conclusion d'un exposé sur les conséquences économiques et sociales de la révolution européenne de 1848-1849. Marx y prévoit le déplacement des courants économiques qui s'esquissait alors dans le monde et ne prit corps que bien plus tard, avec le développement des forces productives correspondantes. Comme le colonialisme s'est ingénié à contrecarrer et à freiner cette évolution, afin de conserver le système social capitaliste, les prévisions de Marx étaient finalement [244] très en avance sur son siècle et ont encore aujourd'hui *mutatis mutandis*, un intérêt certain. À propos de la Chine, il nous a semblé opportun de commencer par la situer dans ce nouveau contexte international qui explique son ouverture au monde moderne.

d'une grande route et d'un canal dans le Golfe du Mexique. Déjà il existe une ligne régulière de navires à vapeur de New York à Chagres, de Panama à San Francisco, et le commerce avec le Pacifique se concentre à Panama, la ligne par le cap Horn étant surannée. Le littoral californien, large de 30 degrés de latitude, l'un des plus beaux et des plus fertiles du monde, pour ainsi dire inhabité, se transforme à vue d'œil en un riche pays civilisé, densément peuplé d'hommes de toutes les races, du Yankee au Chinois, du Noir à l'Indien et au Malais, du Créole et Métis à l'Européen. L'or californien coule à flot vers l'Amérique et la côte asiatique du Pacifique, et les peuples barbares les plus passifs se trouvent entraînés dans le commerce mondial et la civilisation <sup>127</sup>.

*Une seconde fois, le commerce mondial change de direction* <sup>128</sup>.  
Ce qu'étaient, dans l'Antiquité, Tyr, Carthage et Alexandrie, au Moyen

---

<sup>127</sup> La révolution de 1848 a été le second tournant, décisif, de l'histoire mondiale moderne et, comme Marx le montre, elle a entraîné dans un tourbillon universel — celui du capitalisme, puisque la révolution socialiste venait d'être battue — non seulement l'Europe et l'Amérique, *mais encore l'Asie méridionale et orientale*.

Si, de 1848 à 1849, Marx-Engels se sont penchés avant tout sur les faits politiques, c'est que la révolution constitue un moment objectif — dans la vision marxiste, un « facteur économique, en dernière analyse » — dans la transformation des modes *de production et d'échange* de l'humanité. En effet, le développement historique passe tour à tour par une phase particulière — économique, politique —, privilégiée, par rapport aux autres qui s'en trouvent déterminés en retour : « *De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les rapports économiques qui constituent la base matérielle des luttes de classes et des luttes nationales d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que lorsqu'ils se manifestaient en liaison directe avec les heurts politiques. Il importait, en effet, de suivre avant tout la lutte de classes dans l'événement quotidien... Maintenant le moment est venu d'examiner de plus près les rapports économiques proprement dits* » (Marx, *Travail salarié et capital*, 1849).

<sup>128</sup> À l'aube du capitalisme, le champ de forces social eut pour centre l'Angleterre qui, pour s'assurer l'hégémonie industrielle par rapport à la Hollande, grande puissance mondiale au XVII<sup>e</sup> siècle, s'allia avec la Russie tsariste. Très longtemps, cette alliance entre capitalisme avancé et féodalisme rétrograde joua non pas tant au bénéfice de l'Angleterre que de la réaction tsariste, qui constituait une menace de *régression* sociale pour l'Europe occidentale et centrale (comme le montre la défaite finale des efforts d'extension du capitalisme français par Napoléon I<sup>er</sup> à l'Allemagne, la Pologne, la Hon-

âge, Gênes et Venise, et jusqu'ici Londres et Liverpool, à savoir les emporia du commerce mondial, c'est ce que seront désormais New York et San Francisco, San-Juan-de-Nicaragua et Léon, Chagres et Panama. Le centre de gravité du marché mondial était l'Italie au Moyen âge, l'Angleterre à l'ère moderne, c'est maintenant la partie méridionale de la péninsule nord-américaine.

L'industrie et le commerce de la vieille Europe devront faire des efforts terribles pour ne pas tomber en décadence comme l'industrie et le commerce de l'Italie au XVI<sup>e</sup> siècle, si l'Angleterre et la France ne veulent pas devenir ce que sont [195] aujourd'hui Venise, Gênes et la Hollande <sup>129</sup>. D'ici quelques années, nous aurons une ligne régulière de transport maritime à vapeur d'Angleterre à Chagres, de Chagres et San Francisco à Sydney, Canton et Singapour.

Grâce à l'or californien et à l'énergie inlassable des Yankees, les deux côtes du Pacifique seront bientôt aussi peuplées, aussi actives dans le commerce et l'industrie que l'est actuellement la côte de Bos-

---

grie, l'Italie, etc.). En ce qui concerne l'Asie, la Russie réactionnaire formait écran entre l'Europe avancée et la Chine et l'Inde, par exemple. (Cf. Marx-Engels, *la Russie*, en préparation aux Editions 10/18, notamment l'article de Riazanov sur *Karl Marx sur l'origine de l'hégémonie de la Russie en Europe*.)

La question asiatique, comme celle de l'Afrique, se trouve ainsi liée à celle de la Russie réactionnaire. Marx-Engels avaient fondé de grands espoirs sur la Turquie pour la diffusion de structures modernes au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Cependant la Russie tsariste sut contrecarrer son action, en liaison notamment avec l'impérialisme anglais (en Perse, puis en Egypte, etc.). Dans ces conditions, la révolution russe d'Octobre devait avoir pour effet de saper, au profit des peuples coloniaux, l'un des piliers essentiels de la réaction européenne et de l'impérialisme blanc.

<sup>129</sup> La rivalité entre l'Europe et l'Amérique tire sa lointaine origine économique du déplacement des routes commerciales vers le nouveau-monde. Mais ce fut au début du XX<sup>e</sup> siècle seulement que les États-Unis ravirent à l'Angleterre l'hégémonie sur le marché mondial.

L'échec aussi bien de la révolution socialiste en France que de la révolution bourgeoise en Allemagne, Italie, Hongrie, Pologne, etc. en 1848-1849 contribua à ralentir le développement de l'Europe. L'Angleterre développée profita de l'ouverture de la Californie et de l'Australie puis força les portes de la Chine, afin de trouver des débouchés à la mesure de sa production. Désormais, l'histoire est véritablement universelle, et les continents de couleur représentent le terrain de régénération du capitalisme à l'étroit en Europe.

ton à New Orléans. L'Océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'Antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'Océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas aujourd'hui de la Méditerranée.

La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal modernes, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale <sup>130</sup> qui, alors qu'il en est temps encore, adaptera l'économie à la distribution, conformément aux exigences de la production et des capacités productives modernes, et permettra le développement des forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de sa situation géographique.

Enfin une curiosité caractéristique de la Chine, rapportée par le missionnaire allemand bien connu Gutzlaff. Une surpopulation lente mais régulière de ce pays avait provoqué, depuis longtemps déjà, une violente tension des rapports sociaux pour la grande majorité de la nation <sup>131</sup>.

[196]

Il y eut ensuite l'arrivée des Anglais qui ouvrirent de force cinq ports à la liberté de commerce <sup>132</sup>. Des milliers de navires anglais et

---

<sup>130</sup> Dans ses études historiques, Marx avait mis en évidence que l'Angleterre l'emporta sur sa rivale hollandaise en opérant à l'intérieur une révolution (bourgeoise) qui lui permit d'accéder à des moyens de production et de puissance supérieurs. Tout logiquement, Marx propose à l'Europe de procéder à la révolution socialiste comme moyen de vivre et de produire sans exploiter les autres continents et d'éviter une décadence historique irrémédiable sous le règne du capitalisme.

<sup>131</sup> Le ferment social dont Gutzlaff se fait l'écho en Europe aboutit en 1850 à la grande révolte des Taïpings, dont Marx parle dans ses articles *Perse-Chine* et *les Anglais en Chine, etc.* En même temps il se développa dans le sud une violente campagne xénophobe, suscitée par la première guerre sino-britannique et les continuelles provocations et spoliations anglaises.

<sup>132</sup> Le traité de Nanking de 1842 et les Protocoles Additionnels de 1843, imposés à la Chine par la Grande-Bretagne à la suite de la première guerre de l'Opium (commencée en 1839), ouvrirent au commerce britannique les cinq ports de Canton, Changhaï, Amoy, Ning-po et Foutchéou, sanctionnèrent la

américains cinglèrent vers la Chine qui, en peu de temps, fut inondée de produits britanniques et américains bon marché. L'industrie chinoise, essentiellement manufacturière, succomba à la concurrence du machinisme. L'inébranlable Empire du Milieu subit une crise sociale. Les impôts n'entrèrent plus, l'État se trouva au bord de la faillite, la grande masse de la population sombra dans le paupérisme, et se révolta. Cessant de vénérer les mandarins de l'Empereur et les bonzes, elle se mit à les malmener et à les tuer. Le pays se trouve maintenant au bord de l'abîme, et même sous la menace d'une révolution violente.

Bien plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dénonçaient la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée — et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications. Après vingt ans d'absence, lorsque Mr. Gutzlaff revint parmi les civilisés et les Européens, et qu'il entendit parler du socialisme, il s'écria horrifié : « Je ne pourrais donc nulle part échapper à cette pernicieuse doctrine ? C'est exactement là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la populace en Chine ! »

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'euro-péen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit [197] ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront

---

cession de Hong Kong à l'Angleterre et son statut de « nation la plus favorisée » (étendue par le traité de Wangsia de 1844 [246] aux États-Unis et par le traité de Whampoa de la même année à la France), extorquèrent une indemnité de 21 millions de dollars, dont 6 pour les 20 000 caisses d'opium réquisitionnées et détruites en 1839 à Canton par le gouverneur chinois Ling Tsé-séou — ce qui constitua le prétexte officiel de la guerre. Enfin la Chine dut admettre l'immunité des citoyens britanniques vis-à-vis des lois chinoises et la fixation de nouveaux tarifs pour les marchandises étrangères.

s'ouvrir sur la citadelle de la réaction et du conservatisme — qui sait s'ils n'y liront pas :

*République Chinoise*  
*Liberté, Égalité, Fraternité* <sup>133</sup>.

---

<sup>133</sup> En *théorie*, Marx admet donc la possibilité rapide du passage de la forme de production asiatique à la capitaliste. En fait, le passage au capitalisme s'est avéré infiniment difficile non seulement dans les colonies, mais même en Europe, l'Allemagne fit sa première tentative de révolution bourgeoise en 1525 et ne réalisa son unité nationale qu'en 1870, avec un retard presque séculaire sur la révolution française.

[199]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *La révolution en Chine et en Europe*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 14. VI.1853.

[Retour à la table des matières](#)

Un esprit des plus profonds, mais quelque peu fantasque <sup>134</sup>, après avoir consacré toute son existence à la découverte des lois régissant l'évolution de l'humanité, tenait la loi de l'unité des contraires pour l'un des mystères dominant la nature. À ses yeux, le bon vieux proverbe selon lequel « les extrêmes se touchent » représentait la vérité suprême et efficace dans tous les domaines de la vie, un axiome auquel le philosophe ne pouvait pas davantage renoncer que l'astronome aux lois de Kepler ou à la grande découverte de Newton.

Que ce fameux principe soit universel ou non, on peut en trouver une illustration frappante dans l'effet que la révolution chinoise semble [200] être appelée à exercer sur le monde civilisé. Il peut paraître très étrange et paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens en faveur de la liberté républicaine et d'un gouvernement bon marché dépendra probablement plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire — au pôle opposé de l'Europe — que de toute autre cause politique actuelle. En tout cas, il en dépend plus que des menaces de la Russie et de la perspective qui en découle d'un

---

<sup>134</sup> Allusion à Hegel.

conflit européen généralisé <sup>135</sup>. En fait, il n'y a là rien de paradoxal, et c'est ce que ne peut manquer de reconnaître celui qui considère de plus près les circonstances de cet état de choses.

Quelles que soient les causes qui aient pu déterminer les révoltes chroniques de ces dix dernières années en Chine, révoltes qui confluent aujourd'hui vers un bouleversement gigantesque, et quelle que puisse être la forme qu'il revête — religieuse, dynastique ou nationale — il ne fait de doute pour personne que la cause de son déclenchement en est que les canons anglais ont imposé à la Chine la drogue soporifique que l'on appelle l'opium <sup>136</sup>.

Devant les armes britanniques, l'autorité de la dynastie mandchoue <sup>137</sup> est tombée en pièces ; la foi superstitieuse en l'éternité du

---

<sup>135</sup> Marx prévoit ici la guerre de Crimée que la France et l'Angleterre déclarent à la Russie en mars 1854. Ce conflit était déjà en germe dans la tension russo-turque que Marx entrevit dès 1850 dans la Revue de la Nouvelle gazette rhénane (cf. édition Bittel, p. 117).

Marx développera, au cours de la guerre de Crimée, l'idée qu'il exprime ici à l'avance, à savoir que l'Europe officielle ne peut plus mener chez elle que des actions et guerres réactionnaires, stériles : « *Depuis qu'il y a des guerres, jamais courage plus magnifique, n'a été gaspillé pour d'aussi piètres résultats que dans cette campagne de Crimée. Jamais encore on a sacrifié de telles masses de soldats de haute valeur, et en si peu de temps, pour obtenir des résultats aussi douteux.* » Cf. Marx-Engels. *Ecrits militaires*, p. 319.

<sup>136</sup> Marx analyse les conséquences du commerce de l'opium imposé à la Chine dans l'article *Commerce ou Opium ?* (cf. p. 297 sq.). En 1858, l'opium introduit en Chine surtout par des navires britanniques et américains représente un bon tiers des valeurs totales importées dans ce pays.

Cette marchandise capitaliste qui infesta d'abord les pays de couleur, revient tout naturellement aujourd'hui au berceau du capitalisme blanc et témoigne de l'ébranlement de la civilisation bourgeoise, figée dans ses structures sociales surannées et totalitaires.

<sup>137</sup> Vers 1430, les Mandchous fondèrent un petit Empire à l'est de Moukden sur la frontière sino-coréenne. Ils l'étendirent progressivement aux autres branches mandchoues, puis se soumirent des tribus mongoles, chinoises et coréennes, et s'installèrent enfin en Mandchourie méridionale chinoise, où Nourhatchi, [247] nommé empereur, fixa sa résidence à Moukden. Son successeur poursuivit ses conquêtes. En 1635, il fut reconnu par les Mongols et soumit la Corée en 1637. En 1636, il prit le titre dynastique de T'sin. Son fils s'attaqua ensuite à la Chine où il établit sa domination en 1644. Cette con-

Céleste Empire a disparu ; le barbare isolement hermétique vis-à-vis du monde civilisé est rompu ; une brèche est ouverte pour des rapports d'échange qui se sont développés rapidement grâce aux séductions de l'or de la Californie et de l'Australie. En même temps, la monnaie d'argent, sang vital de l' Empire, s'écoule vers les Indes orientales britanniques.

Jusqu'en 1830, la balance commerciale a été [201] continuellement favorable aux Chinois, un flux ininterrompu d'argent se déversant en Chine à partir des Indes, de l'Angleterre et des États-Unis. Mais depuis 1833 et plus encore depuis 1840, l'exportation d'argent vers les Indes a pris de telles proportions que le Céleste Empire s'en trouve exsangue. D'où les décrets rigoureux de l'Empereur contre le commerce de l'opium, auxquels répond une résistance plus ferme encore. Mais, outre cette conséquence économique directe, la corruption surgie autour de la contrebande de l'opium a totalement ruiné le prestige traditionnel des fonctionnaires de l'Empire dans les provinces méridionales. Tout comme on se plaisait traditionnellement à considérer l'Empereur comme le père de toute la Chine, on voyait dans ses fonctionnaires les gardiens des liens unissant le père à ses provinces respectives. Or cette autorité patriarcale — le seul lien moral embrassant la gigantesque machine de l'État — a été progressivement minée par la corruption des fonctionnaires qui ont amassé des fortunes considérables de connivence avec les trafiquants d'opium.

Les provinces méridionales, où précisément la révolte a éclaté, en sont les plus touchées. Est-il besoin d'ajouter qu'à mesure que l'opium étend son pouvoir sur les Chinois, l'Empereur et sa suite de mandarins pédants sont, pour leur part, dépossédés de leur pouvoir ? Il semble que l'histoire doive d'abord enivrer tout un peuple avant qu'elle puisse le tirer de sa torpeur, millénaire.

Après avoir été pour ainsi dire nulle dans le passé, l'importation de cotonnades anglaises et, [202] à un degré moindre, de lainages anglais a augmenté rapidement après 1833 — année où le monopole du commerce avec la Chine est passé de la Compagnie des Indes orientales au

---

quête fut facilitée par les dissensions internes, l'éparpillement quasi féodal et le mécontentement paysan latent.

commerce privé <sup>138</sup> - et plus rapidement encore après 1840, année où d'autres nations, notamment la nôtre <sup>139</sup>, ont obtenu à leur tour de participer au commerce avec la Chine. Cette pénétration de marchandises étrangères a eu les mêmes effets sur l'artisanat indigène que jadis en Asie Mineure, en Perse et aux Indes. En Chine, ce sont surtout les fileurs et les tisserands qui ont souffert de la concurrence étrangère et par réaction toute la communauté s'en trouva bouleversée. Le tribut à payer à l'Angleterre après la guerre malheureuse de 1840 <sup>140</sup>, l'énorme consommation improductive de l'opium, l'hémorragie des métaux pré-

---

<sup>138</sup> La Compagnie des Indes orientales fut créée par une lettre de franchise royale le 31 décembre 1600. Elle fonda des comptoirs permanents à Surat, Bombay, Madras et Calcutta. Charles II lui conféra en 1661 le droit de juridiction, et Jacques II des pouvoirs militaires et le droit de conduire elle-même la guerre en Indes orientales. En 1686, elle obtint le droit de lever des troupes et de battre monnaie. En 1715, elle fut chargée du commerce avec la Chine. En 1784, elle passa sous le contrôle de l'État anglais qui créa un ministère des Indes. Le monopole commercial de la Compagnie s'éteignit le 22 avril 1834. Après le grand soulèvement en Inde de 1857-58, la Couronne britannique elle-même prit le pouvoir en charge, et la compagnie fut dissoute.

Dans son article du II-VII-1853 (*La Compagnie des Indes orientales, son histoire et son action*, in *New York Tribune*), Marx décrit le processus classique de l'expansion commerciale dans les colonies grâce à l'appui de l'État dans une première phase, et grâce au libre mouvement des marchandises et des capitaux ensuite : « *Dès 1813, la Compagnie des Indes orientales n'était plus en état de résister à la pression du commerce non-monopolisé. Le commerce avec l'Inde devint libre pour les entreprises privées dans certaines conditions et le monopole ne subsiste plus que pour le commerce avec la Chine. Après le renouvellement du privilège en 1833, les dernières restrictions au commerce privé tombèrent en 1834. Tout commerce fut alors interdit à la Compagnie.* »

<sup>139</sup> Allusion aux États-Unis, l'article paraissant dans la *New York Tribune*.

<sup>140</sup> Marx fait allusion à la première guerre de l'Opium (1839-40) grâce à laquelle l'Angleterre prit pied en Chine. Le commerce de l'opium joua un rôle prédominant dans cette pénétration. Dès le début du siècle, l'Angleterre favorisa le commerce illégal de l'opium produit en Inde, afin de compenser le déficit de sa balance commerciale avec la Chine. Le gouvernement chinois défendit de toutes ses forces la population contre le poison étranger : en 1859, il réquisitionna tous les stocks d'opium à bord des navires étrangers à Hong-Kong et les fit brûler.

Ce fut le prétexte de la première guerre de l'Opium, qui s'acheva par la défaite des Chinois.

cieux par suite du commerce de l'opium, l'action dévastatrice de la concurrence étrangère sur la production indigène et l'état de démoralisation de l'administration publique, ont eu un effet double : les impôts traditionnels se firent plus lourds et plus oppressifs, et de nouveaux vinrent s'ajouter aux anciens. Ainsi, dans un décret daté de Pékin le 5 janvier 1853, l'Empereur a donné l'ordre aux vice-rois et aux gouverneurs des provinces méridionales du Wouchang et de l'Hanyang de différer et de remettre les impôts et, surtout, de ne jamais encaisser plus que le montant prescrit, car, dit le décret, « comment la population pauvre pourrait-elle le supporter ? » Et l'Empereur de poursuivre : « Et ainsi peut-être, dans une période de misère et de pénurie générales, on épargnera à mon peuple les poursuites et les tortures des [203] collecteurs d'impôts. » Nous nous souvenons avoir entendu un tel langage et vu appliquer de semblables concessions en Autriche, la Chine de l'Allemagne, en 1848.

Tous ces facteurs dissolvants agissent simultanément sur les finances, les mœurs traditionnels, l'industrie et la structure politique de la Chine et atteignent leur paroxysme sous le feu des canons anglais qui ruinent l'autorité de l'Empereur et établissent par la force violente le contact entre le Céleste Empire et le monde terrestre. L'isolement total était la condition nécessaire à la préservation de la vieille Chine. Aujourd'hui que cet isolement a brutalement cessé par l'action de l'Angleterre, la dissolution de la vieille Chine est tout aussi certaine que celle d'une momie soigneusement conservée dans un sarcophage hermétiquement clos que l'on expose au grand air. Maintenant que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, nous devons nous demander quelle réaction cette révolution va entraîner dans ce pays et, d'ici quelque temps, en Angleterre et, de là, en Europe. La réponse n'est pas difficile.

L'attention de nos lecteurs a souvent été retenue par la croissance sans précédent de l'industrie manufacturière britannique depuis 1850. Cependant, au milieu de cette prospérité étonnante, il n'est pas difficile d'observer d'ores et déjà des symptômes très nets de l'approche d'une crise industrielle. Malgré la Californie et l'Australie <sup>141</sup>, malgré

---

<sup>141</sup> Marx fait allusion à la découverte de riches gisements aurifères en Californie (1848) et en Australie (1851). L'ouverture de ces deux territoires à l'industrie et au commerce donna une impulsion gigantesque à la production in-

une émigration massive sans précédent, il est inévitable qu'à un certain point, mis à part tout incident particulier, le moment arrive où l'extension des marchés ne pourra plus tenir le pas avec le développement [204] des manufactures anglaises, et ce déséquilibre produira une nouvelle crise avec la même nécessité qu'il le fit dans le passé. Mais si, par dessus le marché, l'un des débouchés les plus vastes vient subitement à se fermer, la crise s'en trouvera inévitablement accélérée. Or, au point où en sont les choses, le soulèvement chinois doit précisément produire cet effet sur l'Angleterre.

La nécessité d'ouvrir des marchés nouveaux ou d'élargir les anciens, a été l'une des causes principales de la réduction des tarifs anglais du thé <sup>142</sup>, car on escompte qu'une plus forte importation de cet article s'accompagnerait d'une plus forte exportation de produits industriels en Chine.

La valeur des exportations annuelles du Royaume-Uni vers la Chine s'élevait seulement à 600 000 £ en 1834, avant l'abolition du monopole commercial de la Compagnie des Indes Orientales. Or, en 1836, il atteignait déjà 1 336 388 £, et il se montait à quelque 3 000 000 £ en 1852. La quantité de thé importé de Chine atteignait à peine 16 167 331 livres <sup>143</sup> en 1793, mais en 1845 elle s'élevait déjà à 50 714 657 livres et en 1846 à 57 584 561 livres ; aujourd'hui, elle se monte à 60 000 000 livres.

La dernière récolte de thé en Chine dépassera d'au moins 2 000 000 de livres celle de l'année dernière, comme les listes d'exportation de Shanghai le montrent d'ores et déjà. Cet excédent s'explique par deux raisons. D'une part, le marché était très déprimé vers la fin de 1851, et un excédent considérable d'inventaire est proposé à l'exportation de

---

dustrielle et au commerce du monde capitaliste tout entier, et Marx se rendait parfaitement compte que ces découvertes, ainsi que l'émigration de populations européennes vers ces pays et les colonies en général, servaient de soupape de sécurité au système capitaliste lors de ses grandes crises. Dans sa lettre à Engels, le 21-VIII-1852, Marx écrivait : « *La Californie et l'Australie sont deux cas que nous ne pouvions prévoir dans le Manifeste : création à partir du néant de nouveaux grands marchés. Il faut en tenir compte.* »

<sup>142</sup> Le budget de Gladstone pour 1853 prévoyait une réduction de moitié des impôts frappant le thé. Cette diminution s'étalait sur trois ans.

<sup>143</sup> Une livre anglaise représente 454 grammes.

l'année 1852. D'autre part, les nouvelles parvenues en Chine à propos des modifications de tarifs de douane britanniques sur le [205] thé ont fait affluer tout le thé disponible, à des prix sensiblement accrus, sur un marché avide de l'absorber. Mais en ce qui concerne la prochaine récolte, la perspective est toute différente. C'est ce qui ressort des extraits suivants de la correspondance d'une grande firme de thé londonienne :

*« La plus grande consternation régnerait à Shanghai. La valeur de l'or a augmenté de 25% du fait qu'on le recherche avidement pour le thésauriser ; l'argent a disparu au point qu'on n'en trouve plus pour payer les droits chinois sur les navires britanniques qui arrivent dans les ports ; c'est pourquoi monsieur le Consul Alcock a dû se déclarer garant auprès des autorités chinoises pour le paiement de ces sommes contre des traites de la Compagnie des Indes orientales, ou d'autres cautions et valeurs reconnues. La pénurie de métaux précieux est l'un des facteurs les plus négatifs en ce qui concerne les perspectives d'avenir immédiates du commerce, d'autant que leur raréfaction survient précisément à un moment où leur usage est le plus nécessaire afin de permettre aux acheteurs de thé et de soie de procéder dans l'arrière-pays à leurs achats pour lesquels une partie considérable doit être payée d'avance en or et en argent, en sorte que les producteurs puissent poursuivre leur travail... »*

*« A cette période de l'année, il est d'usage de commencer les tractations pour le thé nouveau. Or comme il n'est question actuellement que des moyens de protéger les personnes et les biens, toutes les affaires restent en suspens... Si l'on ne prend pas les mesures pour s'assurer les feuilles de thé en avril et mai, la prime récolte qui donne toutes les espèces les plus fines du thé noir et [206] vert, sera perdue aussi certainement que le blé qui serait encore sur pied à Noël. »*

Dans ces conditions, les moyens d'assurer la récolte de thé ne seront certainement pas fournis par les escadres anglaises, américaines ou françaises stationnées dans les mers de Chine. Au contraire, en intervenant, ces dernières peuvent facilement créer des complications qui amèneront la rupture de toute relation commerciale entre les régions de l'intérieur, productrices de thé, et les ports maritimes d'exportation. Ainsi, on peut s'attendre à une montée des prix pour la présente récolte, et la spéculation a déjà commencé à Londres. Or, pour la prochaine récolte, on peut être assuré d'un important déficit. Mais il y a

plus, tout en étant disposés — comme tous les peuples en période de convulsions révolutionnaires — à vendre précipitamment aux étrangers tous les produits encombrants qu'ils ont sur les bras, les Chinois vont commencer à thésauriser — comme ont coutume de le faire les Orientaux — dans l'attente anxieuse de grands bouleversements, n'acceptant que des espèces sonnantes et trébuchantes en échange de leur thé et de leur soie.

L'Angleterre doit donc s'attendre à une hausse de prix de l'un de ses premiers articles de consommation, à une fuite des métaux précieux, et à une forte réduction de l'important marché de ses cotonnades et lainages.

*L'Economist* lui-même, pourtant toujours optimiste et prêt à exorciser tout ce qui menace la paix des âmes de la communauté marchande, est obligé de confesser :

*« Il ne faut plus se flatter de trouver pour nos [207] exportations en Chine un marché aussi étendu que par le passé... Il est plus que probable que notre commerce d'exportation vers la Chine doive en pâtir et que les articles produits à Manchester et Glasgow soient moins demandés. »*

N'oublions pas que la hausse de prix d'un article aussi indispensable que le thé et la contraction d'un marché aussi important que la Chine vont coïncider avec des récoltes déficitaires en Europe occidentale et, donc, avec une augmentation de prix de la viande, du blé et autres denrées agricoles. Par réaction, le marché des articles manufacturés se contractera, chaque hausse de prix des produits de première nécessité entraînant, à l'extérieur comme à l'intérieur, une diminution correspondante de la demande de produits manufacturés. Dans toutes les parties de la Grande-Bretagne, on déplore un déficit pour les diverses récoltes. *L'Economist* écrit à ce propos :

*Dans le Sud de l'Angleterre, « non seulement de nombreuses terres resteront en friche jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour un quelconque emblavage, mais encore sur une grande partie des terres la récolte pourrait sur pied ou est en très mauvais état pour la culture de céréales ». Sur les terres humides ou pauvres, destinées au blé, tout indique que la récolte sera mauvaise : « D'ores et déjà, il est trop tard pour planter la betterave fourragère. Or, on en a planté fort peu, cependant que le temps pour préparer la terre pour le turneps passe ra-*

*pidement, sans qu'aucune préparation adéquate pour un produit aussi important n'ait été entreprise... Les semailles de l'avoine ont été fortement perturbées par la pluie [208] et la neige. L'avoine précoce est rare, et l'avoine tardive ne donne que rarement d'abondantes récoltes. Dans de nombreux districts, le bétail d'élevage a enregistré des pertes sensibles. Le prix des denrées agricoles autres que les céréales, est supérieur de 20 à 30 et même 50% à celui de l'an dernier. Sur le continent, le prix des céréales a monté dans des proportions encore plus fortes qu'en Angleterre. En Belgique et en Hollande, le seigle a augmenté d'un plein 100%. Le blé et les autres céréales suivent de près. »*

Dans ces conditions et étant donné que l'industrie britannique a déjà parcouru la majeure partie de son cycle économique normal, on peut prévoir avec certitude que la révolution chinoise va faire jaillir l'étincelle dans la poudrière surchargée de l'actuel système industriel, et provoquera l'explosion de la crise générale depuis longtemps mûre <sup>144</sup>. Celle-ci après avoir gagné l'Angleterre, sera suivie à brève échéance de révolutions politiques sur le continent.

Ce serait en vérité un spectacle curieux que celui de la Chine exportant le désordre dans le monde occidental, au moment même où les puissances occidentales, avec la flotte de guerre britannique, française et américaine, rivalisent de zèle pour instaurer l'ordre à Changhaï, Nankin et l'embouchure du Grand Canal <sup>145</sup>. Ces Puissances, faisant

---

<sup>144</sup> La crise générale éclatera effectivement en 1857, dix ans après la précédente (qui avait en partie trouvé sa cause dans les perspectives exagérées d'expansion du marché chinois pour les produits manufacturés de l'Angleterre et de l'Europe. Marx en tirera un ample matériel pour son troisième livre du *Capital*, où il traite amplement du commerce anglais avec l'Extrême-Orient.

Cependant les premiers symptômes de la grande crise de 1857 s'étaient manifestés déjà en 1852 et la situation devint alarmante dès 1855. Cf. l'article de Marx du 24-11-1855 dans la *New York Tribune* où il évoque déjà les effets de la crise sur la politique intérieure de l'Angleterre.

<sup>145</sup> Le 9 juin, le *Times* écrivait que des navires britanniques, américains et français avaient consenti « à la demande pressante des autorités impériales à protéger les grands centres du commerce chinois contre l'armée rebelle ». Des actions militaires tripartites furent menées aussitôt et, fin 1853, les Anglais obtinrent que l'administration des douanes chinoises à Changhaï fût soumise à leur contrôle. C'était le point de départ de la prise en possession par les Anglais et les Européens de tout l'appareil de perception des droits de

trafic d'ordre et promptes à soutenir la chancelante dynastie mandchoue, ont-elles donc oublié que la xénophobie et l'exclusion des étrangers hors de l'Empire — jadis simple effet de la situation géographique et ethnographique de la Chine — sont devenus un principe politique [209] précisément depuis la conquête du pays par les Tartares Mandchous ? <sup>146</sup>

Il n'est pas douteux que les violentes dissensions entre les nations européennes concurrentes ont donné une forte impulsion à la politique isolationniste, adoptée dans les dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle par les Mandchous. Mais ce qui y contribua au moins autant, c'est le fait que la nouvelle dynastie craignait que les étrangers ne stimulent le mécontentement existant dans de larges couches de la population chinoise durant le premier demi-siècle de la domination tartare. Pour toutes ces raisons, les étrangers se virent interdire toute communication avec les Chinois, sauf par Canton, ville située à grande distance de Pékin et des districts producteurs de thé, et leur commerce fut restreint au négoce avec les marchands Hong <sup>147</sup>, auxquels le gouvernement a octroyé expressément le privilège de commercer avec l'extérieur, excluant de la sorte le reste de ses sujets de tout contact avec les odieux intrus. Quoi qu'il en soit, une immixtion des gouvernements occidentaux dans ce contexte précis ne ferait que rendre la révolution encore plus violente, et aggraver l'engorgement du commerce.

---

douane chinois sur les marchandises en provenance de l'extérieur. Ainsi, l'administration des douanes de Changhaï resta hors du contrôle chinois jusqu'en 1943.

<sup>146</sup> Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, les tribus manchoues unies commencèrent à menacer la Chine (on les appelait, comme les peuples turco-mongols, Tartares, du nom d'une tribu mongole habitant, sous Gengis khan, le Nord-Est de la Mongolie et de la Mandchourie. Les envahisseurs mandchous instaurèrent en Chine la domination de la dynastie Ts'in (1644-1912). Les Chinois opposèrent, certes, une vive résistance aux envahisseurs, mais la crise latente facilita la tâche des conquérants.

<sup>147</sup> En 1720, des négociants chinois de Canton fondèrent une corporation de marchands sous le nom de Ko-Hong, afin d'obtenir un monopole sur les prix. En 1760, elle obtint une lettre de franchise, mais elle fut dissoute en 1771. En 1782, le gouvernement octroya à un groupe de marchands, numériquement déterminé, une lettre de franchise leur accordant le contrôle sur le commerce d'exportation et d'importation. Le Ko-Hong fut liquidé aux termes du traité de Nankin (1842) pour avoir fermé les marchés intérieurs aux étrangers et refusé la contrebande anglaise de l'opium.

En même temps, il convient d'observer que le gouvernement britannique tire, en Inde, un bon septième de ses revenus de la vente de l'opium aux Chinois, tandis qu'une fraction considérable de la demande indienne de produits manufacturés britanniques dépend de la production de cet opium en Inde. Que les Chinois renoncent à l'usage de l'opium est aussi peu probable que de voir les Allemands s'abstenir de fumer leur tabac. Mais comme le nouvel Empereur semble [210] favorable à la culture du pavot et à la préparation de l'opium en Chine même <sup>148</sup>, il est clair qu'un coup mortel va être porté aussi à la culture de l'opium en Inde, aux recettes de l'État indien et aux ressources commerciales de l'Hindoustan. Même s'il n'est pas ressenti immédiatement par les intérêts en cause, ce coup produirait néanmoins tous ses effets à la longue et contribuerait à aggraver et à prolonger la crise financière générale, dont nous venons d'établir le schéma prévisible.

Depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas eu en Europe de révolution sérieuse qui ne fût pas précédée d'une crise commerciale et financière. Ceci ne s'applique pas moins à la révolution de 1789 qu'à celle de 1848. Il est vrai qu'on observe des symptômes de conflits chaque jour plus menaçants entre les autorités et leurs sujets, l'État et la société, les différentes classes ; qui plus est, les conflits entre puissances existantes sont tout près d'atteindre le point où l'épée doit être tirée et où l'on recourt à *l'ultima ratio* des princes. Dans les capitales européennes, chaque jour apporte des dépêches grosses d'un conflit général, effacées par les dépêches du lendemain, apportant la garantie de la paix pour huit ou dix jours. Quoi qu'il en soit, nous pouvons être assurés que si grave que puisse devenir le conflit entre les puissances européennes, si menaçant que puisse paraître l' horizon diplomatique et quelque action que puisse tenter telle ou telle fraction dynamique d'une nation donnée, la rage des princes et la colère populaire sont également aveulies par le souffle de la prospérité. Il est peu probable que [211] des guerres ou des révolutions mettent l'Europe aux prises, si elles ne résultent pas d'une crise générale, commerciale et industrielle, dont le signal — comme toujours — doit être donné par

---

<sup>148</sup> En réalité, comme il ressort des articles suivants, l' Empereur s'opposa avec énergie à la contrebande de l'opium, et ce ne fut qu'après la seconde guerre de l'Opium de 1859 qu'il envisagea l'éventualité qu'une légalisation du commerce et de la production de l'opium. Ce fait contribua, pour sa part, à retarder la crise en Angleterre.

l'Angleterre, le représentant de l'industrie européenne sur le marché mondial.

Point n'est besoin d'insister sur les conséquences politiques qu'une telle crise pourrait produire de nos jours — avec la vertigineuse expansion des fabriques en Angleterre et la décomposition totale de ses partis officiels <sup>149</sup>, avec l'énorme machinerie de l'État français transformée en une seule et immense agence de spéculation et d'escroquerie des fonds publics, avec l'Autriche à la veille de la banqueroute, avec les méfaits accumulés partout qui crient vengeance au peuple, avec les intérêts en conflit au sein des puissances réactionnaires elles-mêmes, avec les rêves russes de conquête qui apparaissent une fois de plus au grand jour.

---

<sup>149</sup> Marx s'étendra longuement dans les articles ultérieurs sur la décomposition des partis officiels anglais par suite des guerres coloniales, qui introduira en Angleterre la « longue dictature de Palmerston ». Cf. aux Editions Costes, *Œuvres Politiques, I, Palmerston, VI, la chute du ministère de coalition. Le ministère Palmerston.*

[213]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *[Le conflit anglo-chinois]*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 23. I. 1857.

[Retour à la table des matières](#)

Le courrier arrivé hier matin par l'*America* nous apporte de nombreux documents sur le différend surgi à Canton entre les Britanniques et les autorités chinoises et sur les opérations militaires de l'amiral Seymour <sup>150</sup>. La conclusion qui s'impose à tout esprit impartial, après lecture attentive de la correspondance officielle entre autorités britanniques et chinoises à Hong-Kong et Canton, est à notre avis que les Britanniques ont tous les torts dans cette affaire.

Pour se justifier, ces derniers allèguent que le conflit a sa source dans le comportement de certains officiers chinois qui, au lieu d'en

---

<sup>150</sup> La série d'articles de Marx dans la bourgeoise *New York Tribune* commence alors que la seconde Guerre de l'Opium est déjà engagée (l'incident de l'Arrow date d'octobre 1856 et fut suivi de peu par le bombardement de Canton). Le déclenchement des hostilités suscita de vifs débats parlementaires ainsi que la chute de Palmerston, qui revint cependant au pouvoir après les élections. Les articles de 1857 sont une féroce satire de la vie parlementaire anglaise, une impitoyable dénonciation de l'hypocrisie de la propagande belliste, une première analyse des effets de l'intervention britannique sur la progression russe en Sibérie orientale jusqu'au Pacifique et la prévision du fait que les contingents européens se heurteront à une résistance farouche dans la guerre de défense qui enflamme maintenant toute la Chine.

référer au consul britannique, ont arrêté de force quelques brigands chinois à bord d'une lorcha <sup>151</sup> [214] ancrée dans la rivière de Canton, puis ont amené le pavillon britannique qui flottait au mât.

Mais, comme l'écrit le *Times* de Londres, « *en vérité, certains points sont sujets à caution : par exemple, si la lorcha... battait vraiment pavillon britannique, et si le consul était bien en droit d'entreprendre sa démarche* ». Le doute ainsi énoncé est encore renforcé quand on se souvient que le consul s'appuie sur une clause du traité concernant uniquement les navires britanniques <sup>152</sup>, alors qu'il est amplement prouvé que la lorcha en question n'était pas britannique en quelque sens juridique que ce soit.

Mais, pour que nos lecteurs puissent avoir une idée d'ensemble de l'affaire, nous publions ci- après les passages les plus importants de la correspondance officielle. Nous avons tout d'abord une note datée du 21 octobre, signée par Mr. Parkes, consul britannique à Canton, adressée au gouverneur-général Yeh, et ainsi conçue :

*« Dans la matinée du 8 courant, la lorcha britannique Arrow ancrée dans le port au milieu d'autres navires, a été arraisonnée, par un important détachement d'officiers et de soldats chinois en uniforme, sans que le consul anglais n'en ait été informé au préalable. En dépit des protestations du commandant anglais, il se saisit de douze des quatorze hommes d'équipage chinois, les ligotèrent et les emmenèrent, puis ils amenèrent les couleurs du navire.*

*« J'ai transmis le jour même à Votre Excellence tous les détails sur cet affront public, subi par les couleurs britanniques, et sur cette grave violation de l'article IX du Protocole Additionnel <sup>153</sup> en vous*

---

<sup>151</sup> Petit voilier construit d'après le modèle européen, mais à la chinoise.

<sup>152</sup> Il s'agit du traité du 8 octobre 1843 complétant celui de Nankin, signé par la Chine et l'Angleterre, le 29 août 1842. Le Protocole Additionnel de 1843 assurait le droit aux étrangers d'ouvrir des comptoirs dans les ports ouverts, l'exterritorialité, c'est-à-dire le privilège pour les étrangers de ne pas être soumis à la juridiction et aux tribunaux chinois ; l'application du principe de la nation la plus privilégiée, c'est-à-dire le transfert automatique à l'Angleterre de tous les avantages consentis par le gouvernement chinois à une autre nation.

<sup>153</sup> L'Article IX du Protocole Additionnel prévoit que les Chinois commerçant avec les Anglais bénéficiaient également de l'exterritorialité.

*demandant de réparer l'insulte et de veiller au [215] respect le plus scrupuleux des clauses prévues dans ce cas.*

*« Or, manifestant un mépris étrange pour le droit aussi bien que pour les engagements souscrits, Votre Excellence n'a fourni ni réparation ni excuse pour l'affront. En retenant prisonnier l'équipage, vous avez témoigné que vous approuviez cette violation des accords et ne laissez pas au gouvernement de Sa Majesté la moindre garantie que de tels abus ne se répéteraient pas. »*

Il semble bien que les officiers impériaux aient arrêté les Chinois à bord de la lorcha, parce qu'ils avaient appris qu'une partie de l'équipage avait participé à un acte de piraterie contre un navire de commerce chinois. Or, le consul britannique reproche au gouverneur-général d'avoir arrêté les coupables, d'avoir amené le pavillon anglais, de refuser de présenter des excuses et de retenir sous sa garde les hommes arrêtés.

Dans une lettre adressée à l'amiral Seymour, le gouverneur chinois assure qu'ayant constaté que neuf des détenus étaient innocents, il avait chargé, le 10 octobre, un officier de les ramener à bord de leur navire, mais que le consul Parkes avait refusé de les accueillir. En ce qui concerne la lorcha, il y a tout lieu de penser qu'au moment où les Chinois se trouvant à bord ont été arrêtés, l'embarcation était chinoise, et ce, à bon droit, puisqu'un Chinois l'avait construite, qu'elle appartenait à un Chinois qui avait frauduleusement obtenu l'octroi du pavillon britannique en inscrivant l'*Arrow* sur le registre colonial britannique — méthode d'usage courant, paraît-il, chez les contrebandiers chinois.

[216]

En ce qui concerne le prétendu affront subi par les couleurs britanniques, le gouverneur observe :

*« C'est une règle constante que les lorchas de la nation de Votre Excellence baissent leur pavillon, lorsqu'elles jettent l'ancre, et le hissent de nouveau lorsqu'elles quittent le port. Il est amplement prouvé qu'aucun pavillon ne flottait sur la lorcha lorsqu'elle fut arraisonnée pour la capture des malfaiteurs. Dans ces conditions, comment aurait-il pu être amené par nos hommes ? Pourtant le consul Parkes*

*persiste, d'une dépêche à l'autre, à demander réparation pour l'affront infligé aux couleurs anglaises. »*

Dans ces conditions, le gouverneur chinois conclut qu'il n'y a eu aucune violation des accords. Néanmoins, le plénipotentiaire britannique revint à la charge le 12 octobre, en exigeant non seulement la remise de tout l'équipage arrêté, mais encore la présentation d'excuses. A quoi le gouverneur répondit :

*« Aux premières heures de la matinée du 22 octobre, j'ai écrit au consul Parkes et, au même moment, je lui ai fait envoyer les douze hommes, notamment Li Ming-Tai et Li Chi-Fou, reconnus coupables à la suite de l'enquête que j'avais ordonnée d'entreprendre. Le témoin Wu Ai-ya accompagnait les neuf prisonniers que je vous avais fait envoyer précédemment. Mais M. le consul Parkes ne voulut recevoir ni les douze prisonniers, ni ma lettre. »*

Or donc, Parkes aurait pu récupérer ses douze hommes au complet, en même temps qu'une lettre contenant sans doute des excuses, mais qu'il n'a pas ouverte. Le soir du même jour, le [217] gouverneur Yeh s'enquit de nouveau des raisons pour lesquelles, d'une part, les prisonniers qu'il désirait rendre n'avaient pas été recueillis et, d'autre part, sa lettre était demeurée sans réponse. Cette démarche ne fut pas prise en considération. En revanche, les Anglais ouvrirent le feu sur les forts de Canton, et en occupèrent plusieurs.

C'est seulement le 1er novembre que l'amiral Seymour expliqua, dans son message au Gouverneur, le comportement apparemment incompréhensible de Parkes. Les hommes de l'équipage ont, certes, été remis au consul, *« mais non de manière publique à bord de leur navire, de même les excuses réclamées pour l'infraction aux lois consulaires n'ont pas été présentées »*.

Toute l'affaire se réduit donc à des formalités — à la question de savoir si l'on a remis ou non avec toute la solennité voulue un groupe d'hommes, parmi lesquels figurent trois criminels convaincus !

Le gouverneur de Canton répondit à tout cela, en rappelant que les douze hommes avaient effectivement été remis au consul et qu'il n'avait *« absolument pas refusé de ramener les hommes à bord de leur navire »*. En fait, le gouverneur chinois apprit ce que le plénipoten-

tiaire britannique voulait vraiment, lorsque la ville fut bombardée sans arrêt durant six jours.

Enfin, pour ce qui est des excuses, le gouverneur Yeh <sup>154</sup> déclara qu'il ne pouvait en présenter aucune, puisque nulle faute n'avait été commise. Citons ses propres paroles

*« Etant donné qu'au moment de la capture, mon émissaire n'a aperçu aucun pavillon étranger [218] et, en outre, qu'au cours de l'interrogatoire des prisonniers par le fonctionnaire chargé de cette affaire, il n'est jamais apparu que la lorcha était, d'une manière ou d'une autre, un navire étranger, je persiste à maintenir qu'aucune faute n'a été commise. »*

En fait, ce Chinois a si parfaitement résolu toute l'affaire par la force de sa dialectique — et il ne subsiste aucun autre point de litige — qu'il ne resta plus d'autre ressource à l'amiral Seymour, que de déclarer : *« Je me vois positivement contraint de repousser toute discussion contradictoire sur l'affaire de l'Arrow. Les faits que M. le consul Parkes a exposés à Votre Excellence me sont plus que suffisants. »*

Mais, les forts ayant été enlevés, les murs de la ville éventrés et Canton bombardée six jours durant, l'amiral découvrit soudain une raison toute nouvelle à ses entreprises, comme il ressort de sa lettre du 30 octobre au gouverneur chinois :

*« C'est maintenant à Votre Excellence, par des consultations immédiates avec moi-même, qu'il importe de mettre un terme à l'état de choses, dont l'incident actuel n'a déjà rien de négligeable, mais qui ne manquera pas d'aboutir à une catastrophe de plus grande envergure encore, s'il n'est pas réglé. »*

---

<sup>154</sup> Yeh Ming-sh'in, gouverneur du Kouang-toung, faisait fonction de ministre des affaires extérieures de l'Empire. Par la suite, il fut capturé par les Anglais et mourut à Calcutta en 1860.

La correspondance entre Seymour et Yeh, citée par Marx, a été rendue publique par la *London Gazette* du 6 janvier, elle fut reprise ensuite dans les *Papers relating to the Proceedings of H. M. Naval Forces at Canton*, 1857, publiés par le Parlement.

Un brillant exposé sur les guerres de l'Opium dans le cadre de la théorie marxiste de l'accumulation capitaliste est l'œuvre de Rosa Luxembour, *l'Accumulation du capital*, trad. française aux Editions Maspero, Paris, 1870, vol. II, p. 57-64.

Le gouverneur chinois répondit que la convention de 1848 ne l'autorisait pas à solliciter une telle consultation, et de poursuivre :

*« En ce qui concerne l'entrée [des étrangers] dans la ville, je dois faire observer qu'en avril 1848, son Excellence le Plénipotentiaire Bonham [219] a adressé une note publique aux comptoirs de ce pays, pour en interdire l'accès aux étrangers. Cette note ayant paru dans les journaux de l'époque, je dois admettre que Votre Excellence en a pris connaissance. Il convient d'ajouter que l'interdiction faite aux étrangers d'accéder dans les villes a l'assentiment unanime de la population du Kouang-Toung. On peut penser que la population n'a guère été édifiée par l'assaut donné aux forts et par la destruction de ses habitations. Étant préoccupé des maux qui pourraient s'ensuivre pour les fonctionnaires et les citoyens de la nation de Votre Excellence, je ne peux que suggérer comme voie à suivre, que nous continuions la politique du plénipotentiaire Bonham. En ce qui concerne la consultation proposée par Votre Excellence, j'ai déjà transmis les pleins pouvoirs il y a quelques jours à Tchang, le préfet de Lioutchéou. »*

L'amiral Seymour écarte d'un revers de main toutes ces objections, en déclarant qu'il n'a cure de la Convention signée par Mr. Bonham :

*« La réponse de Votre Excellence me renvoie à la note de l'année 1849 du Plénipotentiaire britannique qui interdit aux étrangers l'accès de Canton. Or, je dois vous rappeler que nous avons de bonnes raisons de nous plaindre du Gouvernement chinois qui n'a pas tenu sa promesse faite en 1847 d'admettre les étrangers dans la ville de Canton au bout d'un délai de deux ans. Cependant ma présente demande n'a absolument aucun rapport avec les précédentes négociations sur ce sujet. C'est pourquoi je ne réclame l'admission de personne d'autre que celle des fonctionnaires étrangers, et ce, uniquement pour les [220] raisons simples et suffisantes mentionnées ci-dessus.*

*« En ce qui concerne ma proposition de conférer en personne avec Votre Excellence, vous me faites l'honneur d'observer que vous m'avez envoyé un préfet il y a quelques jours. Je suis donc obligé de considérer toute la lettre de Votre Excellence comme insatisfaisante à l'extrême, et il ne me reste qu'à ajouter qu'au cas où je ne recevrais pas immédiatement l'assurance formelle de votre accord à ma proposition, je ferai reprendre aussitôt les opérations offensives. »*

Dans sa réplique, le gouverneur Yeh mit en évidence les détails de la Convention de 1849 <sup>155</sup> : « *Mon prédécesseur Lin Dseu-tsu et le Plénipotentiaire britannique Mr. Bonham ont échangé en 1848 une correspondance longue et serrée sur ce thème. Mr. Bonham, reconnaissant qu'il ne pouvait absolument pas être question d'une entrevue dans la ville, lui adressa en avril 1849 une lettre disant : « Désormais je n'ai plus à avoir de discussion à ce sujet avec Votre Excellence. » À la suite de quoi, il rédigea une ordonnance interdisant à quelque étranger que ce soit l'accès de la ville et, après en avoir informé son gouvernement, la fit publier par les journaux dans les comptoirs. Nul Chinois ni étranger quel qu'il soit n'ignore que cette question n'a plus à être soulevée dans les discussions. »*

À bout d'arguments, l'amiral britannique força l'accès de la ville de Canton et pénétra jusque dans la résidence du gouverneur, détruisant en même temps la flotte impériale ancrée dans le fleuve.

Comme on le voit, il faut distinguer deux actes [221] dans ce drame diplomatique et militaire : le premier prélude au bombardement de Canton, sous prétexte que le gouverneur chinois aurait violé le traité de 1842 ; le second étend le bombardement à une échelle encore plus grande, sous prétexte que le gouverneur s'en tient obstinément à la Convention de 1849. Canton est bombardée une première fois parce que le traité a été violé, et une seconde fois parce que ce traité est respecté. Qui plus est, on n'affirme même pas que, dans le premier cas, il

---

<sup>155</sup> Après la première guerre de l'Opium, le principal point de litige entre les Anglais et le gouvernement chinois fut la prétention des marchands britanniques au droit de commerce et de résidence à Canton, l'article II du traité de Nankin n'ayant pas prévu un droit exprès des étrangers à cet égard. Si les Anglais insistaient sur ces points, c'est aussi parce que leurs rapports diplomatiques avec la Chine dépendaient étroitement de Canton, les puissances étrangères étant toujours privées du droit d'ouvrir des représentations diplomatiques à Pékin. La question fut soulevée à diverses reprises, car la population chinoise s'opposait à l'admission d'étrangers à Canton. En avril 1846, l'Angleterre parvint à arracher aux autorités chinoises une convention accordant aux étrangers la liberté d'accès à Canton. Cependant, les véhémentes protestations de la population cantonnaise empêchèrent la ratification de cette convention. En 1847, les Anglais, extorquèrent la promesse que l'accès de Canton leur serait garanti dans un délai de deux ans. Mr. Bonham, demanda aux autorités chinoises de [251] s'exécuter, la crainte d'un soulèvement populaire fit renoncer tout le monde à ce projet.

n'y ait pas eu d'offre de réparation, mais seulement qu'elle n'a pas été présentée dans les formes prescrites.

L'interprétation des faits selon le *Times* de Londres lui-même est, tout à fait digne du général William Walker au Nicaragua <sup>156</sup> : « *Le déclenchement des hostilités* », écrit cette feuille, « *annule les traités existants, et nous laisse libres de donner à nos rapports avec l'Empire chinois la forme qui nous plaît... Les événements de Canton sont pour nous un avertissement : nous devons arracher de force le droit de libre accès aux pays et dans les villes reconnues ouvertes par le traité de 1842. Nous ne devons plus tolérer à l'avenir qu'on nous dise que nos représentants ne peuvent être reçus par le gouverneur-général chinois, parce que nous avons renoncé à l'application de la clause permettant aux étrangers de dépasser les limites de nos concessions* <sup>157</sup> ».

En d'autres termes, « nous » avons déclenché les hostilités pour rompre une convention existante et pour faire valoir un droit auquel « nous » avons renoncé par un accord exprès.

<sup>156</sup> Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'américain William Walker, ancien propriétaire d'esclaves, entreprit une série d'expéditions pour conquérir divers États d'Amérique centrale. En 1855, au cours de la guerre civile au Nicaragua, Walker saisit l'occasion qui s'offrait à lui d'occuper Granada, et se proclamer président de la république. Il exerça une nouvelle dictature et chercha à instaurer l'esclavage au Nicaragua, jusqu'à ce qu'il en fût chassé en 1857. Une autre de ses expéditions l'amena plus tard au Honduras, où il fut fait prisonnier et fusillé en 1860. Walker était la créature des magnats américains Vanderbilt et Morgan qui luttèrent pour exercer leur hégémonie au Nicaragua où l'on prévoyait la construction d'un canal reliant l'Atlantique au Pacifique.

En ce qui concerne l'épisode au cours duquel l'impérialisme américain s'efforce d'introduire l'esclavagisme en Amérique centrale, cf. Marx-Engels, *la Guerre civile aux États-Unis* (1861-1865), Editions 10/18, 1970, p. 45, 258-259.

<sup>157</sup> Cf. *Times*, 2-I-1857. Le 8, le même *Times* déclarait : « *Nous sommes actuellement en guerre avec la Chine* », ce pays doit payer « *des indemnités considérables* », « *notre honneur et nos intérêts nous imposent de placer nos relations avec l'Empire chinois sur un pied nouveau* ». Dans l'intérêt « *de l'humanité et de la civilisation il importe de ne pas laisser tomber cette affaire* », mais de renforcer le droit des pays civilisés à la liberté de commerce et de communications avec toutes les parties de cet immense pays. Rien ne sert de traiter avec cette puissance comme si elle faisait partie de la communauté des peuples éclairés d'Europe ».

Nous sommes heureux d'entendre qu'un autre organe éminent de l'opinion britannique s'exprime [222] sur un ton plus humain et décent : « *C'est un fait monstrueux* », écrit le *Daily News* du 2 janvier 1857, « *que pour venger l'orgueil blessé d'un fonctionnaire britannique et punir la folie d'un gouverneur asiatique, nous prostituions notre force dans la triste besogne de porter le fer et le feu, la désolation et la mort dans les foyers pacifiques d'hommes inoffensifs et sur les rivages que nous avons abordés en envahisseurs. Quel que puisse être l'issue des bombardements de la ville de Canton, le fait en soi est vil et déplorable — un gaspillage délibéré et éhonté de vies humaines sur l'autel d'une cause fallacieuse et d'une politique erronée* ».

On pourrait peut-être se demander si les nations civilisées du monde approuveront cette façon d'envahir un pays tranquille sans déclaration de guerre préalable, pour une prétendue infraction au code fantaisiste de l'étiquette diplomatique. Les autres Puissances, impassibles, ont assisté à la première Guerre chinoise — malgré son prétexte infâme — parce qu'elle leur ouvrait la perspective d'une ouverture du marché chinois. Vont-elles faire de même pour la seconde qui risque de leur fermer ce même marché pour une période indéterminée ? Son premier effet n'est-il pas, en effet, d'isoler Canton de la zone de culture du thé qui se trouve encore en majeure partie aux mains des Impériaux <sup>158</sup>. Cela ne revient-il pas à avantager les marchands de thé russes au pôle opposé de la Chine ?

Pour ce qui est de la destruction violente d'un fort chinois par la frégate américaine *Portsmouth*, nous ne disposons pas encore d'informations suffisantes pour exprimer un jugement <sup>159</sup>.

---

<sup>158</sup> Au début de l'année, les Taïpings occupèrent le centre de la Chine, le long du cours moyen du Yang-tsé, soit les régions les plus fertiles et les plus riches.

<sup>159</sup> Cette dernière phrase a sans doute été ajoutée par la rédaction de la *New York Tribune*. Marx ne disposant pas le plus souvent de ce journal à Londres, ne commenta pas cet épisode intéressant en premier le public américain.

[223]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *Perse-Chine*

**Frédéric Engels**

*New York Daily Tribune*, 5. V1. 1857 <sup>160</sup>

[Retour à la table des matières](#)

En Asie, les Anglais ont à peine fini une guerre qu'ils en commencent une autre <sup>161</sup>. La résistance fournie par les Persans et celle que les Chinois ont opposée jusqu'ici à l'invasion britannique forment un contraste qui mérite de retenir toute notre attention.

En Perse, le système européen d'organisation militaire a été greffé sur la barbarie asiatique ; en Chine, le plus vieil État semi-civilisé du monde, tombé en décadence, lutte contre les Européens avec ses propres moyens. La Perse a subi une défaite écrasante, tandis que la Chine ébranlée et déchirée a adopté un système de résistance qui, s'il

---

<sup>160</sup> Article écrit par Engels à la demande de Marx : cf. lettres du 8 et 20 mai 1857. Cette série d'articles traite des aspects militaires du conflit sino-anglais.

<sup>161</sup> La guerre anglo-persane (décembre 1856 à mars 1857) est l'un des épisodes de la longue rivalité qui opposa la Grande-Bretagne à la Russie pour le contrôle du Haut-Plateau iranien. Encouragés par la Russie, les Perses rompirent un traité conclu en 1853 et assiégèrent Hérat qui faisait nominalement partie de l'Afghanistan, mais était pratiquement indépendante. Après la prise d'Hérat par la Perse, l'Angleterre intervint directement, s'empara de Bouchir, et battit l'armée persane à Koutchad et Mohammera. La paix fut conclue le 4 mars 1857. Marx écrivit trois articles sur la guerre anglo-persane, dans la *New York Tribune* des 7-1, 12-XI et 24-VI-1857, cf. Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en langues étrangères, Moscou.

est appliqué jusqu'au bout, rendrait impossible [224] le renouvellement des marches triomphales de la première guerre anglo-chinoise.

La Perse se trouvait dans une situation analogue à celle de la Turquie au cours de la guerre de 1828-29 contre la Russie <sup>162</sup>. Les officiers anglais, français et russes s'étaient tour à tour attaqués à la réorganisation de son armée. Un système succéda à l'autre, et chacun fut rendu inopérant par les jalousies, les intrigues, l'ignorance, la cupidité et la corruption des Orientaux que l'on voulait transformer en officiers et soldats européens. La nouvelle armée régulière n'avait jamais eu l'occasion d'éprouver sur le champ de bataille la valeur de son organisation et sa force. Ses rares exploits se limitèrent à quelques campagnes contre les Kurdes, les Turcomans et les Afghans, où elle servit en quelque sorte de noyau ou de réserve à la nombreuse cavalerie d'irréguliers persans. Ces derniers avaient aussi la plus grande part dans les combats réels, les réguliers n'ayant en général pour seule fonction que d'impressionner l'adversaire par l'effet démonstratif de leur alignement en apparence formidable. Enfin, la guerre éclata avec la Grande-Bretagne.

Les Anglais attaquèrent Bouchir et se heurtèrent à une résistance courageuse, mais inefficace. Cependant les soldats qui combattaient à Bouchir ne faisaient pas partie de l'armée régulière ; c'étaient des levées d'irréguliers parmi les populations iraniennes et arabes de la côte. Les troupes régulières étaient concentrées à quelque soixante milles dans les montagnes. Elles se mirent finalement en branle et tombèrent sur l'armée anglo-indienne à mi-chemin. Bien que les Persans firent un usage honorable de leur [225] artillerie et se formèrent en carré d'après les principes reconnus, il suffit néanmoins d'une seule attaque

---

<sup>162</sup> Cette guerre s'inscrit dans la longue série des guerres entre la Russie et la Turquie. Le prétexte en fut l'insurrection des Grecs chrétiens contre les Turcs. Les troupes ottomanes, bien armées et réorganisées en partie par les instructeurs européens, opposèrent une résistance victorieuse sur le Danube (Silistrie, Choumla, Varna). Cependant, les Russes finirent par l'emporter, et la Turquie dut céder aux exigences russes, lors du traité d'Andrinople. La Russie obtint les îles de l'embouchure du Danube, la côte orientale de la Mer Noire ; elle étendit son protectorat sur les Principautés danubiennes (Moldavie et Valachie, la future Roumanie) et s'octroya le droit de passage par le Bosphore et les Dardanelles. La Turquie reconnut, enfin, l'indépendance de la Grèce.

d'un seul régiment indien de cavalerie pour mettre en déroute toute l'armée persane, y compris la Garde et la ligne. Or, pour savoir de quelle réputation jouit cette cavalerie indienne au sein de sa propre armée, il suffit de se référer au livre du capitaine Nolan consacré à ce sujet <sup>163</sup> : à en croire les officiers anglo-indiens, elle est pire qu'inutile et de loin inférieure à la cavalerie d'irréguliers anglo-indiens. Le capitaine Nolan est incapable de citer une seule bataille où elle se soit comportée honorablement. Et pourtant ce sont ces mêmes six cents soldats qui ont mis en déroute dix mille Persans !

La panique qui s'est répandue parmi les troupes régulières persanes fut telle qu'à l'exception de l'artillerie, elles n'ont jamais accepté le combat. À Mohammera, elles se tinrent hors de portée de l'adversaire, laissant à l'artillerie le soin de défendre les batteries. Dès que celles-ci furent réduites au silence, elles se retirèrent. Quand les Britanniques débarquèrent trois cents fusiliers et quelque cinquante cavaliers irréguliers pour effectuer une reconnaissance, toute l'armée persane se replia, laissant armes et bagages aux mains — non pas des vainqueurs, car on ne peut les appeler ainsi — mais des envahisseurs.

Tout ceci ne permet cependant ni de flétrir les Persans comme une nation de couards, ni de condamner l'introduction de la tactique européenne dans le monde oriental. Les guerres russo-turques de 1809-12 <sup>164</sup> et de 1828-29 offrent d'innombrables exemples de ce genre. La plus vive résistance opposée aux Russes fut celle des [226] contingents d'irréguliers des villes fortifiées ainsi que des régions montagneuses. À chaque fois qu'elles se présentaient au combat en rase campagne, elles étaient dispersées et s'enfuyaient souvent dès le premier coup de feu, tandis qu'une seule compagnie d'irréguliers arnautes résista victorieusement à l'assaut des Russes dans un défilé, à Varna, durant des semaines entières. Tout cela n'empêcha pas, durant la dernière guerre (de Crimée), l'armée turque régulière de battre les Russes à chaque engagement, depuis Oltenitsa et Cetatea jusqu'à Kars et l'Ingour.

---

<sup>163</sup> Cf. L.E. Nolan, *Cavalry ; its History and Tactics*, Londres, 1851.

<sup>164</sup> En fait cette guerre commença dès 1806. Des troupes russes envahirent les Principautés Danubiennes pour soutenir une insurrection des Serbes. Napoléon I<sup>o</sup> proposa sa médiation, mais la guerre traîna en longueur et resta longtemps indécise. En 1811, elle tourna en faveur de la Russie qui signa avec la Turquie le traité de Bucarest en 1812.

En fait, l'introduction de l'organisation militaire européenne dans les pays barbares est loin d'être achevée lorsque la nouvelle armée est subdivisée, équipée et exercée d'après le modèle européen. Ce n'est qu'un premier pas. Même l'application du code de l'art militaire européen ne suffit pas : elle ne fera pas plus régner la discipline européenne qu'un code d'instruction européen ne donne directement la tactique et la stratégie suivies en Europe. Le principal, et aussi le plus difficile, est de créer un corps d'officiers et de sous-officiers formés d'après le système européen moderne, affranchis des vieux préjugés et des réminiscences d'antan de gloire militaire et aptes à insuffler la vie aux troupes nouvelles. Mais cela exige beaucoup de temps et se heurtera, à coup sûr, à la plus tenace opposition de l'ignorance, de l'impatience et des préjugés, sans parler des alternances de fortune et de faveur qui sont inséparables des Cours orientales. Un sultan ou un chah n'est que trop enclin à croire que son armée est à la hauteur de toutes les situations pour peu que les troupes exécutent le pas de parade, [227] tournent, se déploient et forment une colonne, sans tomber pour autant dans un désordre fatal.

Quant aux écoles de guerre, leurs fruits sont si longs à mûrir que, dans les conditions d'instabilité des gouvernements orientaux, on ne peut guère espérer les cueillir un jour. Même en Turquie, les officiers véritablement formés sont peu nombreux, et l'armée turque n'aurait pu obtenir le moindre résultat au cours de la dernière guerre, sans les nombreux renégats <sup>165</sup> et officiers européens qui vinrent grossir ses rangs.

La seule arme qui fait partout exception, est l'artillerie. Dans ce domaine, les Orientaux sont si démunis et si faibles qu'ils sont obligés d'en laisser tout le maniement aux instructeurs européens. C'est ce qui explique qu'en Turquie, comme en Perse, l'artillerie soit très en avance sur l'infanterie et la cavalerie.

Dans ces conditions, on comprend que l'armée anglo-indienne — la première armée orientale qui ait été organisée d'après le modèle européen et la seule qui ne soit pas soumise à un gouvernement oriental, mais à un gouvernement exclusivement européen, et qui soit commandée presque totalement par des officiers européens — que cette

---

<sup>165</sup> Il s'agit de sujets ottomans, primitivement chrétiens, qui avaient renié leur foi pour embrasser l'islam.

armée, soutenue par un fort contingent de soldats britanniques, ne trouve guère de difficultés à mettre en fuite les réguliers persans. La défaite sera d'autant plus salutaire pour la Perse qu'elle aura été plus complète. Si le peuple se convainc, comme les Turcs l'ont déjà fait, que l'uniforme européen et le dressage anglais pour la parade ne sont pas un talisman magique, il est possible que d'ici une vingtaine d'années les Persans soient [228] aussi redoutables que les Turcs qui viennent de remporter plusieurs victoires <sup>166</sup>.

Les troupes qui ont conquis Bouchir et Mohammera seront, paraît-il, envoyées directement en Chine. Mais un tout autre adversaire les y attend. Elles y trouveront non pas une caricature des évolutions à l'euro-péenne, mais le déploiement sans ordre de masses asiatiques. Certes, elles pourront aussi prendre le dessus contre elles, mais qu'advient-il si les Chinois engagent contre elles une guerre nationale et populaire, si les barbares, faisant taire leurs scrupules, utilisent les seules armes qu'ils savent manier ?

Aujourd'hui il règne manifestement parmi les Chinois un état d'esprit tout différent de celui qui les animait au cours de la guerre de 1840 à 1842. Alors le peuple demeura calme, laissant aux soldats de l'Empereur le soin de combattre l'envahisseur et, après la défaite, se soumettant, avec un fatalisme oriental, à la loi du vainqueur. Mais à présent, du moins dans les districts du Sud auxquels la lutte se limite jusqu'à présent, les masses populaires participent activement, voire fanatiquement, à la lutte contre les étrangers. Avec une froide préméditation et à une large échelle, les Chinois empoisonnent maintenant le pain de la colonie européenne de Hong-Kong. (Liebig a pu analyser quelques miches de pain. Il y a trouvé uniformément de fortes quantités d'arsenic : preuve indubitable que le poison avait été mélangé à la pâte. Toutefois la dose était si forte qu'elle agit comme un émétique, et annula donc les effets mortels du poison). Des Chinois avec des armes cachées, montent à bord de navires de commerce et, en cours de route, massacrent [229] l'équipage et les passagers européens, pour s'emparer du bâtiment. Ils enlèvent et tuent tout étranger qui leur tombe entre

---

<sup>166</sup> Après avoir fait la part pour ainsi dire technique de ce que les peuples de couleur peuvent apprendre des capitalistes blancs pour retourner ces armes contre eux, Engels passe à l'apologie de la guerre populaire. Cf. Marx-Engels, *Etudes sur l'histoire de la guerre*, en préparation dans la Petite Collection Maspero.

les mains. Même les coolies embarqués pour l'étranger, se mutinent, par accord secret, semble-t-il, à bord des navires transportant les émigrants ; ils luttent pour s'en emparer et, plutôt que de se rendre, préfèrent couler ou périr dans les flammes. Même hors de Chine, les colons chinois — jusqu'ici les plus soumis et les plus doux des sujets — conspirent et se soulèvent au cours d'insurrections éclatant brusquement de nuit, comme ce fut le cas à Sarawak ou à Singapour : seuls la force et un sévère contrôle policier peuvent les contenir. C'est la politique de brigandage du gouvernement anglais qui a provoqué cette révolte générale contre l'étranger et l'a transformée en une guerre d'extermination.

Que peut une armée contre un peuple qui recourt à de telles méthodes de lutte ? À quel endroit et jusqu'à quel point peut-elle avancer en territoire ennemi, et comment s'y maintenir ? Ceux qui font commerce de civilisation peuvent bien qualifier ces méthodes de lâches, de barbares, d'atroces, après avoir eux-mêmes lancé leurs bombes incendiaires sur des villes sans défense et ajouté le viol à l'assassinat. Quoi qu'il en soit, peu en chaud aux Chinois, si cela leur assure le succès. Puisque les Britanniques les traitent de barbares, ils ne peuvent leur dénier le droit d'exploiter à fond leur barbarie. Si les enlèvements, les coups de main et massacres nocturnes sont considérés comme lâches, ceux qui font commerce de civilisation ne devraient pas oublier, comme eux-mêmes l'ont démontré, que [230] les Chinois ne sauraient résister par les moyens de guerre ordinaires aux moyens de destruction européens.

En somme, au lieu de moraliser sur les horribles cruautés des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse britannique, il vaudrait mieux reconnaître que c'est une guerre *pro aris et focis* <sup>167</sup>, une guerre populaire pour la survie de la nation chinoise — avec toutes ses prétentions altières, sa bêtise, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, mais néanmoins une guerre populaire. Et, dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés d'après les critères courants d'une guerre normale, ni d'après nulle autre règle abstraite, mais d'après le niveau de civilisation de la nation insurgée.

---

<sup>167</sup> Pour ses autels et ses foyers.

Les Anglais se trouvent, cette fois, dans une position difficile. Jusqu'ici il semble que le mouvement national de fanatisme chinois n'ait pas encore gagné ces provinces du Sud qui n'ont pas adhéré à la grande rébellion <sup>168</sup>. Mais la guerre pourra-t-elle rester circonscrite dans ces limites ? Dans ce cas, elle n'obtiendrait sans doute pas de résultat, aucun centre vital de l'Empire n'étant menacé. En revanche, si le fanatisme s'étendait aux populations de l'intérieur, la guerre serait très dangereuse pour les Anglais.

---

<sup>168</sup> Engels fait allusion à la révolte des Taïpings (1851-1864) qui s'insurgèrent à la fois contre le joug féodal-asiatique, la dynastie T'sing et l'envahisseur européen. Comme en Espagne et en Allemagne sous le I<sup>o</sup> Empire, ce mouvement national dut bientôt affronter à la fois les forces du passé de l'intérieur (bureaucratie, monarchie absolue, clergé et propriétaires féodaux, etc.) et les forces impérialistes du capitalisme moderne. La révolte des Taïpings était née de la confluence de facteurs d'origine diverse et contradictoire : la haine de l'étranger, [253] la réaction à la corruption de la dynastie mandchoue et à la pression de la propriété foncière et de l'usure ; la première vague de mouvements paysans partit des provinces centrales du Kouangsi et du Kouang-toung ; elle gagna rapidement le Nord. Le 1<sup>o</sup> janvier 1851, les « rebelles » proclamèrent « le Céleste Empire de la Paix » (Taïping Kien-Kuo) et, sous la direction de Houng Tchou-kouan, avancèrent avec leurs armées improvisées, mais combattives, jusqu'à proximité de Pékin.

Au moment où Marx écrivait ses articles pour la New York Tribune, la base sociale du mouvement l'emportait encore, lui assurant une poussée qui allait au-delà de la revendication d'un simple changement de dynastie et d'une violente réaction nationaliste tant contre le gouvernement mandchou que contre les ingérences étrangères de l'Occident, et lui assurait l'appui efficace et enthousiaste des paysans auxquels les dirigeants taïpings avaient promis une réforme agraire radicale.

La situation commença à changer au cours de seconde moitié de la décennie quand il s'esquissa une fracture interne de classe parmi les insurgés : les éléments conservateurs imposèrent le renvoi à plus tard de la réforme agraire, l'idéologie du mouvement s'imprégna d'évangélisme chrétien et de traditionalisme nationaliste, tandis que les représentants du Céleste Empire de la Paix ne dédaignaient pas de lier des rapports commerciaux avec les Britanniques et Français, cependant que les actions militaires aboutissaient à de simples actes de terrorisme perpétrés souvent par des éléments issus des masses populaires.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'Engels écrivit son article Perse et Chine en 1857, la révolte représentait un sérieux danger non seulement pour la dynastie mandchoue, mais pour les armées franco-britanniques, engagées dans la Seconde Guerre de l'Opium. Il ne fut vraiment écarté qu'en 1864.

Même si les Anglais détruisaient Canton de fond en comble et s'emparaient de tous les points possibles sur la côte, toutes leurs forces qu'ils pourraient mettre en jeu ne suffiraient pas pour conquérir et tenir les deux provinces de Kouang-toung et de Kouang-si. Disposent-ils encore d'autres moyens ? Le pays, du nord de Canton [231] jusqu'à Changhaï et Nankin, est aux mains des insurgés chinois, et il serait de mauvaise politique de les provoquer : au Nord de Nankin, le seul point d'attaque qui soit payant et décisif dans ses résultats, c'est Pékin. Mais où trouver l'armée pour former, sur la côte, une base d'opérations fortifiée et garnie de troupes, pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur la ligne d'attaque, pour détacher assez de forces afin d'assurer les communications et enfin pour paraître, avec une puissance qui suffise à inspirer la crainte, devant les murs d'une cité de la taille de Londres, située à une centaine de milles du point de débarquement de cette armée ? Au reste, une victorieuse démonstration militaire contre la capitale ne ferait qu'ébranler jusque dans ses fondements l'État chinois, accélérant encore la chute de la dynastie T'sing et aplaissant la voie à un progrès non pas des Anglais, mais des Russes.

La nouvelle guerre de l'Opium est lourde de tant de complications qu'il est absolument impossible de prévoir vraiment le tour qu'elle prendra. Pour quelques mois encore, le manque de soldats et, pour plus longtemps encore, le manque de décision maintiendront les Britanniques pratiquement inactifs, sauf peut-être en certains points sans importance, parmi lesquels on peut, dans les conditions actuelles, ranger Canton.

Une chose est certaine : bientôt sonnera le glas de la vieille Chine. Déjà la guerre civile a séparé le Sud du Nord de l'Empire, et le roi rebelle <sup>169</sup> semble être autant à l'abri des troupes impériales (sinon des intrigues de ses propres partisans) à Nankin, que l'Empereur céleste lui aussi est à l'abri des rebelles à Pékin. Canton [232] mène jusqu'à présent une sorte de guerre séparée contre les Anglais et tous les étrangers en général. Cependant que les flottes et troupes anglaises et françaises affluent vers Hong-Kong, les Cosaques de Sibérie implan-

---

<sup>169</sup> Engels fait allusion à Houg Tchou-kouan, le chef des Taïpings, issu d'une famille de paysans qui, en 1851, proclama l'insurrection au Hou-Nan, où se créa l'État taïping. Après la prise de Nankin en mars 1853, celle-ci devint la nouvelle capitale, et Houg Tchou-kouan prit le titre d'Empereur.

tent progressivement, mais sûrement, leurs *stanitzas* <sup>170</sup> depuis les monts Daours jusqu'aux rives de l'Amour, et l'infanterie de marine russe ceinture de fortifications les magnifiques ports de Mandchourie.

Le fanatisme même dont font preuve les Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble exprimer la conscience aiguë qu'ils ont du péril mortel qui plane sur la vieille Chine. Avant longtemps nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et de l'aurore d'une ère nouvelle pour toute l'Asie.

---

<sup>170</sup> Les *sanitzas* étaient des sortes de villages militaires. A partir de 1851, les colons russes, à l'Est du lac Baïkal, durent effectuer certaines tâches militaires comme condition de leur maintien sur leurs terres ; en d'autres termes, ils devinrent cosaques. En 1854, 6 000 Cosaques reçurent s l'ordre de quitter la colonie du lac Baïkal pour s'installer à la frontière de la Mandchourie. [254] Les monts Daours se trouvent entre le lac Baïkal et la frontière mandchoue. Comme l'affirme Engels, la progression russe en direction du Pacifique se fit sans coup férir, ni déclaration de guerre, au moment où l'État chinois se trouvait aux prises avec d'autres ennemis.

[233]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *La nouvelle campagne anglaise en Chine*

**Frédéric Engels**

*New York Daily Tribune*, 17. IV. 1857.

[Retour à la table des matières](#)

Si les Anglais vont au fond de la querelle qu'ils viennent de chercher aux Chinois, il faut s'attendre à ce qu'ils lancent une nouvelle expédition navale et terrestre, semblable à celle qui leur permit de mener la guerre de l'Opium de 1841 et 1842 <sup>171</sup>. Le succès facile que les Anglais ont alors remporté en extorquant une somme d'argent fabuleuse aux Chinois, les incite à engager une nouvelle expérience de ce genre. N'oublions pas que les Anglais forment un peuple qui malgré l'horreur que leur inspire leur propre penchant aux actes de piraterie — ont conservé, de nos jours encore et à un degré non négligeable, ce vieil esprit de rapine des boucaniers qui caractérisait leurs ancêtres du XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

[234]

Cependant les changements notables, intervenus dans la société chinoise depuis cette triomphale et fructueuse razzia menée au nom et dans l'intérêt du commerce de l'opium, rendent fort douteux qu'une semblable expédition s'accompagne désormais de résultats analogues.

La nouvelle expédition a toutes les chances de partir de l'île de Hong-kong, comme celle de 1841-1842, qui s'appuyait sur une flotte

de deux vaisseaux de 74 canons, de huit frégates, de nombreux sloops et bricks de guerre, de douze vapeurs et de quarante transporteurs ayant à bord quinze mille hommes, troupes de marine comprises. Il serait difficile de tenter la nouvelle expédition avec une puissance militaire moindre. De fait, certaines indications, que nous allons exposer maintenant, semblent prouver que cette campagne sera de bien plus grande envergure.

L'expédition de 1841-1842, partie de Hong-Kong le 21 août 1841, enleva d'abord Amoy, puis le 1<sup>er</sup> octobre l'île de Tschou-chan qu'elle utilisa comme base pour la campagne ultérieure. Le but de ces opérations était de forcer l'accès au grand fleuve central de la Chine et de le remonter jusqu'à Nankin, située à deux cents milles de son embouchure. Il se trouve que le Yang-tsé-Kiang divise la Chine en deux parties tout à fait distinctes : le Nord et le Sud. À quarante milles environ en aval de Nankin, le Canal Impérial débouche sur le grand fleuve et poursuit son cours, formant ainsi pour le commerce la grande artère reliant les provinces du Nord à celles du Sud.

Le plan de campagne visait l'occupation de cette importante voie de communication, qui [235] devait porter un coup fatal à Pékin et contraindre l'Empereur à conclure la paix, sans délai. Le 13 juin 1842, le gros de la flotte anglaise, sous le commandement de sir Henry Pottinger, parut au large de Wousoung, à l'embouchure de la rivière de ce nom. Cette rivière descend du Sud et se jette dans l'estuaire du Yang-tsé-Kiang, tout près de la Mer Jaune. L'embouchure de la rivière de Wousoung constitue la baie de Changhaï, qui se trouve à faible distance en amont. Les rives du Wousoung étaient hérissées de batteries, qui furent toutes enlevées d'assaut sans difficulté. Une colonne des forces d'invasion avança alors sur Changhaï qui se rendit sans résistance. Si les tranquilles et paisibles populations des rives du Yang-tsé n'opposèrent guère de résistance, c'est parce qu'il s'agissait de leur premier baptême du feu, après une période de paix prolongée de deux cents ans environ. Il n'en reste pas moins que l'estuaire lui-même et ses approches du côté de la mer présentaient de grands obstacles.

Le très large estuaire du Yang-tsé coule entre des rives à demi couvertes de vase et à peine reconnaissables du fait que la mer, sur de nombreuses lieues, est d'un jaune bourbeux, d'où son nom. Pour pénétrer dans le Yang-tsé, les navires doivent longer prudemment la rive méridionale, en naviguant constamment à la sonde pour éviter les

bancs de sable mouvant qui obstruent le passage. Ces bancs s'étendent en amont de l'estuaire jusqu'à l'extrémité supérieure de la grande île de Tsongmin qui se trouve en son milieu et le divise en deux bras. En amont de l'île d'une superficie de quelque trente milles, les rives commencent à émerger, mais le cours du [236] chenal devient très sinueux. La marée est très sensible jusqu'à Tchen-Kiang, à mi-chemin de Nankin, au point où ce qui avait été jusque-là un estuaire ou un bras de mer commence, pour les navires qui le remontent, à être un fleuve.

La flotte anglaise se heurta à de sérieuses difficultés avant d'aborder ce point. Il ne lui fallut pas moins de quinze jours pour parcourir une distance de quatre-vingt milles, depuis son point de mouillage à Tchsou-chan. Plusieurs gros vaisseaux s'échouèrent près de l'île de Tsongmin, mais réussirent à se dégager grâce à la marée montante. Après avoir surmonté ces difficultés, les Anglais, parvenus aux approches de la ville de Tchen-Kiang, durent se rendre compte que, si déficients que fussent en l'art militaire les soldats tartares-chinois, ils ne manquaient pas de courage ni d'allant au combat. Ces soldats, au nombre de quinze cents à peine se battirent avec l'énergie du désespoir, et se firent tuer jusqu'au dernier. Avant l'attaque, comme s'ils en anticipaient l'issue fatale, ils étranglèrent ou noyèrent toutes leurs femmes et tous leurs enfants, dont les nombreux cadavres furent plus tard retirés des puits où ils les avaient jetés. Lorsque le commandant vit que la bataille était perdue, il mit le feu à sa demeure et périt dans les flammes.

Les Anglais perdirent 185 hommes dans la bataille, et ils se vengèrent de cette perte, en mettant la ville à sac, au milieu des plus effroyables excès. De bout en bout, cette guerre fut menée par eux avec une brutalité et une férocité, en conformité parfaite avec l'esprit de fraude et de rapine qui les caractérise depuis leurs origines. Mais si l'envahisseur s'était heurté [237] partout à une résistance aussi farouche, il n'eût jamais pu atteindre Nankin. Ce ne fut cependant pas le cas. La ville de Kouei-tchéou, sur la rive opposée du fleuve, fit sa reddition et paya une rançon de trois millions de dollars, que les brigands anglais empochèrent naturellement avec la plus vive satisfaction.

Plus en amont, le chenal du fleuve est profond de 180 pieds, et la navigation devient aisée pour ce qui est des fonds, mais, en certains points, le courant atteint une vitesse supérieure à six ou sept milles à

l'heure. Il n'y avait donc rien qui empêchât les vaisseaux de ligne de remonter jusqu'à Nankin, sous les murs de laquelle les Anglais jetèrent finalement l'ancre le 9 août. L'effet produit correspondait exactement à celui qu'on en avait attendu. Saisi de frayeur, l'Empereur signa le traité du 29 août, dont la prétendue violation sert aujourd'hui de prétexte à de nouvelles exigences qui font planer la menace d'une nouvelle guerre.

Cette nouvelle guerre, si elle a lieu, sera certainement menée sur le modèle de la précédente. Mais, il y a plusieurs raisons pour lesquelles les Anglais ne peuvent compter sur un succès aussi facile. On peut admettre que l'expérience de la dernière guerre n'a pas été perdue pour les Chinois. Au cours de récents engagements militaires sur la rivière de Canton, ils ont fait preuve d'un tel progrès dans le maniement de l'artillerie et les opérations défensives que d'aucuns ont émis l'hypothèse de la présence d'Européens parmi eux.

Dans toutes les choses de la pratique — et la guerre est éminemment pratique — les Chinois [238] surpassent de loin tous les autres Orientaux, et il ne fait pas de doute qu'en matière militaire les Anglais trouveront en eux des élèves très doués.

En outre, il est vraisemblable que, s'ils tentent une nouvelle fois de remonter le Yang-tsé, les Anglais se heurteront à des obstacles artificiels qui ne les attendaient pas la première fois. Cependant — et c'est là, entre toutes, la plus sérieuse des considérations — une nouvelle occupation de Nankin ne semble pas devoir produire sur la Cour impériale de Pékin une alarme et une terreur comparables à celle qu'avait causée la première. En effet, Nankin, ainsi que de grandes parties des provinces avoisinantes se trouvent depuis un certain temps déjà aux mains des rebelles, mieux, un ou plusieurs chefs rebelles y ont installé leur quartier général. Dans ces conditions, son occupation par les Anglais ne ferait que rendre un bon service à l'Empereur, puisqu'ils chasseraient les rebelles d'une ville dont l'occupation, après sa conquête, se révélerait difficile, épineuse voire périlleuse. L'expérience récente ne vient-elle pas de prouver qu'elle peut être tenue par une puissance hostile, sans qu'il en résulte aussitôt une conséquence fatale pour Pékin ou le pouvoir impérial ?

[239]

## I. LA CHINE, L'ANGLETERRE ET LA RÉVOLUTION

### *La Russie et la Chine*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 7. IV. 1857.

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne le trafic commercial avec la Chine, dont lord Palmerston et Louis Napoléon ont entrepris d'assurer l'extension par la force, il est évident que l'on considère non sans une pointe de jalousie la position occupée par la Russie <sup>172</sup>. En effet, il est tout à fait possible qu'à la suite du conflit en cours avec la Chine, la Russie — sans dépenser un sou, ni engager la moindre force militaire — finisse par gagner bien plus que les nations belligérantes.

---

<sup>172</sup> Ce n'est pas, évidemment, par russophobie que Marx s'en prend notamment aux empiétements russes en Asie. Dans le *Capital*, III, Marx a démontré que les échanges commerciaux entre deux pays non industrialisés, tels que la Russie et la Chine, au lieu d'avoir un effet corrosif sur les structures précapitalistes, favorisaient leur maintien et leur survie réactionnaires. De même, si Marx a dénoncé le commerce de l'opium, c'est aussi parce qu'il se faisait au détriment du commerce d'articles qui ruinaient le mode de production asiatique. La collusion que Marx dénonce entre Palmerston et la Russie trouve donc une base économique, puisque Palmerston était l'homme des trafiquants d'opium, et non des capitalistes industriels. Allié à la Russie, Palmerston est donc l'homme de la réaction, et l'allié de la Russie contre-révolutionnaire. En outre, la Russie bénéficie tout naturellement des faveurs de l'Empereur de Chine — et en profite — comme contrepoids contre l'Angleterre.

En général, les rapports entre la Russie et le Céleste Empire sont de nature tout à fait particulière. Alors que les Anglais et les Américains — en ce qui concerne la participation aux hostilités en cours, les Français ne sont guère [240] plus que des amateurs, puisqu'ils n'ont pratiquement pas de rapports commerciaux avec la Chine — se voient refuser le privilège d'une communication directe même avec le vice-roi de Canton, les Russes jouissent de l'avantage d'avoir une ambassade à Pékin. Il est vrai, nous dit-on, que la Russie paie cet ouvrage en acceptant par contrepartie que la Russie reconnaisse qu'elle compte parmi les États vassaux de la Chine et lui verse un tribut. Quoi qu'il en soit, cela permet à la diplomatie russe de se procurer, aussi bien en Europe qu'en Chine, une influence qui ne se limite pas à de pures et simples opérations diplomatiques.

Etant exclus du commerce maritime avec le Céleste Empire, les Russes ne sont impliqués ni de près ni de loin dans les conflits passés ou présents sur cette question. Aussi échappent-ils à cette antipathie que les Chinois manifestent depuis des temps immémoriaux à tous les étrangers qui abordent leur pays par la mer et qu'ils assimilent — non sans quelque raison — à des pirates assoiffés d'aventure et de richesse qui semblent avoir infesté les côtes chinoises depuis toujours. Cependant, en contrepartie de cette exclusion du commerce maritime, les Russes jouissent d'une forme toute particulière de commerce intérieur et extérieur, dont il semble qu'ils soient absolument les seuls à jouir sans qu'ils aient jamais à craindre de concurrents.

Ces échanges, réglés par un traité conclu en 1787 sous Catherine II, ont leur principal centre d'opérations — sinon le seul — à Kiatcha, à la frontière entre la Sibérie méridionale et la Tartarie (mongole) chinoise, sur l'un des confluent [241] du lac de Baïkal, à quelque cent milles au sud de la ville d'Irkoutsk. Le commerce se déroule comme une espèce de foire annuelle sous le contrôle d'une douzaine d'agents — six russes et six chinois — qui se rencontrent à Kiatcha pour établir les rapports grâce auxquels les produits fournis par les deux parties s'échangent, étant donné que ce trafic se pratique uniquement sous la forme du troc.

Les principaux articles vendus sont le thé, du côté chinois, et des lainages ou cotonnades, du côté russe. Ces dernières années, ce commerce semble avoir augmenté sensiblement. Les caisses de thé vendues par la Chine à Kiatcha il y a dix ou douze ans n'excédaient pas en

moyenne le chiffre de quarante mille ; en 1853, il atteignit cent soixante quinze mille, dont la plus grande partie était de la qualité supérieure que connaissent bien les consommateurs du continent sous le nom de « thé de caravane », pour le distinguer de l'article de qualité inférieure importé par mer.

En outre, les Chinois vendent, en quantités très limitées, du sucre, du coton, de la soie grège ou travaillée, tandis que les Russes donnent en contrepartie, eux aussi, des cotonnades et des lainages en y ajoutant de modestes quantités de cuirs de Russie, d'articles en métal, des peaux et même de l'opium. La valeur totale des marchandises échangées, dont les prix, à en juger d'après les statistiques officielles, sont fixés à un niveau très bas, dépasse tout de même le chiffre non négligeable de 15 millions de dollars.

En 1853, à la suite des troubles intérieurs en Chine et de l'occupation par des bandes de rebelles pillards de la route venant des provinces [242] du thé, la quantité de thé envoyée à Kiatcha tomba à 50 000 caisses, et la valeur globale des échanges à environ six millions de dollars. Dans les deux années suivantes, toutefois, le commerce se ranima, et le thé expédié à Kiatcha pour la foire de 1855 oscilla autour des 120 000 caisses.

Par suite de l'augmentation du commerce, Kiatcha qui se trouve en territoire russe, de simple fort et marché local qu'elle était est devenue une cité considérable. Elle fut désignée comme chef-lieu de cette partie de la zone frontalière, et il semble qu'elle aura bientôt l'honneur d'abriter un commandant de l'armée et un gouverneur civil. En outre, un service de poste direct et régulier vient d'y être installé pour la transmission des dépêches officielles entre Kiatcha et Pékin, qui est distante de la cité marchande de quelque 900 milles.

Il est évident que, si les hostilités en cours provoquaient la suspension du commerce maritime, l'approvisionnement en thé de l'Europe devrait se faire exclusivement par cette voie. On peut supposer que, même lorsque le commerce par mer sera rétabli, la Russie, une fois complété son réseau ferroviaire, devienne un concurrent dangereux des nations maritimes pour l'approvisionnement des marchés euro-

péens <sup>173</sup>. Ces lignes ferroviaires établiraient une communication directe entre les ports de Cronstadt, Libau et la vieille cité de Nijni-Novgorod, au centre de la Russie, où résident les marchands qui exercent le commerce avec Kiatcha. L'approvisionnement de l'Europe en thé par cette voie continentale est, de toute façon, plus probable que l'utilisation à ce même but de la *Pacific Railroad* projetée en [243] Amérique. Même la soie, seconde en importance parmi les articles d'exportation de la Chine, est un article d'un volume si modeste par rapport à son prix que son transport par terre ne serait nullement impossible, tandis que les échanges avec le Céleste Empire ouvriraient aux articles manufacturés russes un débouché sans pareil dans toute autre partie du monde.

Nous pouvons cependant observer que les efforts de la Russie ne se limitent nullement à l'extension du commerce par terre. Il y a quelques années déjà, elle prit possession des deux rives du fleuve Amour, patrie d'origine de l'actuelle dynastie régnant sur la Chine. S'il est vrai que ses efforts dans cette direction ont marqué un temps d'arrêt durant la dernière guerre, il ne fait pas de doute qu'ils seront repris et développés avec énergie à l'avenir. La Russie possède déjà les îles Kouriles et la péninsule du Kamchatka et entretient une flotte dans ces mers. On peut être assuré qu'elle saisira la première occasion favorable pour obtenir au moins une participation au commerce maritime avec la Chine. Celui-ci demeure cependant d'une importance secondaire pour la Russie eu égard à l'expansion des échanges par la voie de terre, dont elle détient le monopole.

---

<sup>173</sup> Dans le *Capital*, livre III, vol. VII des Editions Sociales, Marx explique les raisons pour lesquelles il s'oppose davantage au commerce de la Russie, qu'au commerce des autres pays capitalistes, avec la Chine : « *À l'inverse du commerce anglais, le commerce russe laisse intacte la base économique de la production asiatique* » page 365. Le parallèle vaut, en gros, pour le commerce de l'opium par rapport aux articles du commerce légal. Ce qui intéresse Marx, c'est donc l'effet de subversion des formes précapitalistes de production.

[255]

**TEXTES  
DE MARX-ENGELS \***

**II**

---

**DISSOLUTION PARLEMENTAIRE  
ET GUERRES COLONIALES**

*« On se souviendra que la Chine et les tables commencèrent à danser, lorsque tout le reste du monde semblait ne pas bouger — pour encourager les autres. »*

Cf. K. Marx, *Le Capital*, I, chap. I, IV).

[Retour à la table des matières](#)

---

\* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[255]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *Débats parlementaires sur les hostilités en Chine*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 16. III.1857.

[Retour à la table des matières](#)

Selon les journaux, deux motions condamnant l'intervention en Chine ont été déposées le 24 février à la Chambre des Pairs par lord Derby, [256] et le 26 février à la Chambre des Communes par Mr. Cobden. Les débats à la Chambre des Lords se sont achevés le jour où ils ont commencé aux Communes. Les premiers ont porté un coup sévère au ministère Palmerston qui ne put obtenir qu'une majorité relativement faible de vingt-six voix. Les seconds peuvent se conclure par son renversement <sup>174</sup>. Mais quel que soit l'intérêt que l'on puisse

---

<sup>174</sup> Dans cette série d'articles sur les débats parlementaires relatifs à la Chine, Marx met en évidence l'incidence des guerres coloniales sur les structures politiques de la métropole. Même récemment, les « observateurs politiques » n'ont guère établi un lien entre le déclin des partis français traditionnels et la guerre d'Algérie, par exemple. Parce qu'il était au cœur de la lutte, cette liaison n'a pas échappé à Fanon : « *Pour la quatrième fois depuis le 1<sup>o</sup> novembre 1954, la France se trouve sans gouvernement. Après les équipes Edgar Faure, Guy Mollet, Bourguès-Maunoury et la dernière en date, dite d'union nationale de M. Félix Gaillard, voici une nouvelle crise que les uns et les autres s'accordent à juger extrêmement grave. Et certes, personne ne saurait ignorer [308] aujourd'hui que la guerre d'Algérie est à l'origine de cette instabilité gouvernementale en France.* »

porter à la discussion aux Communes, les débats à la Chambre des Lords ont déjà épuisé la partie polémique du litige, les remarquables discours de lord Derby et lord Lyndhurst ayant déjà magistralement anticipé sur l'éloquence de Mr. Cobden, sir E. Bulwer, lord John Russell et *tutti quanti*.

La seule autorité en matière juridique du côté gouvernemental, le lord Chancelier Cranworth a déclaré : « Si l'Angleterre ne peut exhiber de bases juridiques dans le cas de l'Arrow, toutes les mesures qu'elle a prises sont injustifiées du commencement à la fin. » Or Derby et Lyndhurst ont démontré sans aucun doute possible que, dans l'affaire de l'Arrow, l'Angleterre a agi sans aucune base légale. Leur argumentation coïncide à ce point avec ce que nous avons exposé dans la *Tribune* après la publication des premières dépêches anglaises, que nous pouvons la résumer en quelques lignes.

De quoi accuse-t-on le gouvernement chinois sur lequel on rejette la responsabilité des massacres de Canton <sup>175</sup> ? D'avoir violé l'article IX du Protocole Additionnel de 1843 qui prescrit que tout délinquant chinois se trouvant soit dans la colonie de Hong-Kong, soit à bord d'un navire de guerre ou de commerce britannique ne peut [257] être arrêté par les autorités chinoises elles-mêmes, mais doit être recherché au consulat anglais qui leur remettra le coupable. Or, des pirates

---

*« Cette faiblesse idéologique d'une grande partie des formations politiques françaises éclaire le conflit qui existe dans le corps politique français depuis 1<sup>o</sup> novembre 1954. Le parti radical pulvérisé depuis l'historique congrès de Lyon, le parti socialiste au sein duquel des tendances de plus en plus hétérogènes apparaissent, le M.R.P. qui vient de révéler ses contradictions par son récent refus de cautionner la tentative de M. Bidault, jusqu'au P.C.F. que sa structure monolithique n'a pas préservé des divergences et des oppositions sur le thème de la guerre d'Algérie, chacun de ces partis, selon son style propre, manifeste l'incohérence des positions, la violence des conflits, le désaccord fondamental. (Bref), les partis politiques français se trouvent le plus souvent dans une situation d'indétermination, d'exacerbation passionnelle sans thème directeur, d'inquiétude, toutes choses qui ne sont pas sans évoquer des conduites d'autodestruction » (Pour la révolution africaine, Ed. Maspero, 1969, p. 110-111, 113).*

<sup>175</sup> En octobre 1856, le plénipotentiaire anglais en Chine, John Bowring, donna l'ordre de faire bombarder Canton, ce qui fut fait sans annonce préalable ni déclaration de guerre. C'était le prélude à la seconde guerre de l'Opium (1856-1858).

chinois ont été arrêtés sans l'intervention du consul britannique par des fonctionnaires chinois à bord de l'Arrow, sur le fleuve qui traverse Canton. La question qui se pose est donc de savoir si l'Arrow était un navire anglais ?

Comme lord Derby l'a démontré, c'était « un navire construit par des Chinois, armé par des Chinois, vendu et acheté par des Chinois, monté d'un équipage chinois et en possession de Chinois. » Comment a-t-on pu, dans ces conditions, convertir cette embarcation chinoise en un navire de commerce britannique ? En achetant à Hong-Kong une licence de navigation au registre maritime anglais. La légalité de ces licences repose sur une ordonnance de la législation locale de Hong-Kong datant de mars 1855 qui, non seulement viole le traité existant entre l'Angleterre et la Chine, mais contredit encore la législation anglaise. Elle est donc nulle et non avenue. Elle eut pu, à la rigueur, avoir un semblant de légalité britannique du fait du *Merchant Shipping Act*. Mais celui-ci ne fut adopté par la Chambre que deux mois après la délivrance de la licence. De toute façon la licence ne peut être mise en accord avec les dispositions légales de cet *Act*. En conséquence, la licence qui montre que la lorcha Arrow est inscrite au Registre n'est qu'un simple chiffon de papier.

Mais même d'après ce chiffon de papier, l'Arrow aurait perdu tout droit de protection, du fait qu'elle avait violé les termes de l'ordonnance et que sa licence était expirée. C'est ce que [258] reconnaît lui-même Sir J. Bowring <sup>176</sup>. Mais, dit-on, que l'Arrow fût un navire anglais ou non, il battait pavillon anglais, et ce pavillon a été outragé. D'abord si ce pavillon était hissé, ce n'était pas légalement. Mais était-il vraiment hissé ? Sur ce point, les déclarations anglaises divergent entièrement des chinoises.

Mais il se trouve que les déclarations des Chinois ont été corroborées par les dépositions — enregistrées par le consul — du commandant et de l'équipage de la lorcha n° 83. À ce propos, le *Friend of China* du 13 novembre fait observer : « *Chacun sait à Canton que le pavillon britannique n'était pas hissé à bord de la lorcha durant les six*

---

<sup>176</sup> La première partie de cet article a été conservée, à l'état de brouillon, et cette phrase y continue par « *qui a écrit au consul Parkes que l'Arrow n'a aucun droit légal au pavillon britannique comme il ressort de sa lettre du 11 octobre de Hong-Kong* ».

*jours précédant sa saisie.* » C'est ce qui fait tomber l'argument de l'honneur blessé aussi bien que de la faute juridique.

Il se trouve que Lord Derby ne truffa pas son discours de ses facéties habituelles, mais lui donna un caractère strictement juridique. Il n'eut cependant pas à faire de grands efforts pour imprégner son discours d'une ironie profonde.

Le comte de Derby, leader de l'aristocratie héréditaire d'Angleterre, plaidait contre l'ex-docteur et l'actuel sir John Bowring <sup>177</sup>, le disciple favori de Bentham : ô ironie, il invoqua l'humanitarisme contre le philanthrope de profession. Il défendit les véritables intérêts de la nation contre l'utilitarisme systématique, qui s'accrochait aux points les plus formels de l'étiquette diplomatique ! Il en appelait à la « *vox populi vox dei* » contre l'homme du « bien-être maximum pour le plus grand nombre ! » Le descendant des conquérants prêchait la paix alors qu'un [259] *partisan de la Société de la Paix* prônait le feu et le sang !

Derby stigmatisait les actes de la flotte britannique comme « de vils procédés » et des « opérations ignominieuses » alors que Bowring félicitait la *Royal Navy* pour ses lâches coups de force contre une population sans défense, en parlant « de brillants faits d'armes, d'héroïsme incomparable et de merveilleuse association du courage et des capacités militaires ».

---

<sup>177</sup> Sir John Bowring (1792-1872) était l'un des plus fervents disciples de la théorie du libre-échange de Cobden et Bright, dont Marx résumait toute la science, comme suit dans son *Discours sur le libre-échange* : « *Jésus est le libre-échange, et le libre-échange est Jésus.* » Nommé consul à Canton, en 1849, puis plénipotentiaire, gouverneur et commandant de la place de Hongkong, Bowring devint l'un des plus ardents défenseurs des intérêts britanniques en Extrême-Orient, confirmant la prévision de Marx sur la parabole du libre-échange et sur l'harmonie entre États, classes, dérivant de la liberté de commerce : « *Tous les phénomènes destructifs que la concurrence fait naître à l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions encore plus gigantesques sur le marché universel* »

Bowring était également secrétaire de la « Société de la Paix », et dans ses *Autobiographical Reflections* (1877), il écrivait : « *Personne n'a été plus pacifiste que moi... Mais, avec des nations barbares et — hélas, même parfois [309] avec des nations civilisées — les paroles de paix sont bien souvent emportées par le vent* » (p. 217). Palmerston destitua Bowring de son poste, et lui substitua le comte de Elgin qui signa le traité du Tien-tsin en 1858.

Tous ces contrastes avaient un effet d'autant plus comique que lord Derby semblait ne pas en avoir la moindre conscience. Il avait pour lui cette grande ironie de l'histoire qui n'est pas faite de l'humour des personnes, mais de la comédie des situations historiques. Dans toute l'histoire du Parlement anglais, on n'a jamais vu pareil triomphe intellectuel d'un aristocrate sur un parvenu.

Pour commencer, lord Derby dit « qu'il était contraint de se référer aux déclarations et documents fournis exclusivement par le camp dont il devait critiquer le comportement », mais qu'il voulait bien « fonder son réquisitoire sur de tels papiers ». Puis il fit observer avec raison que les documents présentés au public par le gouvernement permettaient à ce dernier de se décharger de toute responsabilité aux dépens d'agents subalternes. C'est si vrai que les attaques de l'opposition parlementaire du gouvernement se sont dirigées exclusivement contre Bowring et consorts, et que le gouvernement lui-même eût pu y souscrire, sans affaiblir le moins du monde sa position. Je cite lord Derby :

*« Je n'ai pas l'intention de dire quoi que ce [260] soit d'irrespectueux à propos du Dr. Bowring II se peut qu'il soit un homme d'une haute culture. Quoi qu'il en soit, il me semble qu'en ce qui concerne l'autorisation de l'entrée dans Canton, il fasse preuve d'une véritable monomanie. (Écoutez, écoutez ! Rires). Il rêve de faire son entrée à Canton. Je crois que c'est là sa première pensée le matin, et sa dernière le soir, et même la nuit, s'il lui arrive de se réveiller. (Rires). Je crois qu'il n'estimerait trop grand aucun sacrifice, trop douloureux aucune interruption du commerce, trop regrettable aucun versement de sang, par rapport à l'immense avantage que sir J. Bowring tirerait d'un accueil officiel au Jemun de Canton. (Rires). »*

Lord Lyndhurst prit ensuite la parole :

*« Sir J. Bowring qui est un éminent philanthrope doublé d'un diplomate (Rires) reconnaît lui-même que l'acte d'enregistrement est dépourvu de valeur et que la lorcha n'avait aucun droit au pavillon anglais. Or, écoutez ce qu'il en dit : « Le navire ne jouissait d'aucune protection légale, mais cela, les Chinois ne le savaient pas et, pour l'amour du Ciel, ne le leur faites pas savoir. (Écoutez, écoutez !). Et il poursuit dans ce sens, en disant en substance : Nous savons que les Chinois ne se sont rendus coupables d'aucune violation du traité, mais nous ne leur ferons pas savoir. Nous persisterons à exiger d'eux*

*une réparation et la remise des hommes qu'ils ont arrêtés, en insistant pour que les formes les plus rigoureuses soient respectées. À quels moyens devons-nous recourir si les hommes ne nous sont pas rendus en bonne et due forme ? C'est tout simple : nous nous attaquons à une jonque, une [261] jonque de guerre. Et si cela ne suffit pas, nous nous attaquerons à plusieurs jusqu'à ce qu'ils plient, bien que nous sachions que le droit et la justice sont de leur côté, et non du nôtre. (Écoutez, écoutez !)... A-t-on jamais mené une politique plus abominable et plus éhontée dans laquelle un homme politique au service du Gouvernement britannique a présenté des faux prétextes — je ne veux pas dire frauduleux, car dans notre pays cela se vaut ! (Écoutez, écoutez !)... Nous sommes plus qu'étonnés que sir J. Bowring s' imagine pouvoir déclarer la guerre. Je peux comprendre qu'un homme, dans sa situation, doive nécessairement pouvoir mener des opérations défensives ; mais conduire des opérations offensives sur cette base, sous ce prétexte, est l'un des faits les plus stupéfiants que l'on puisse trouver dans l'histoire du monde. Il ressort clairement des documents que l'on nous a présentés hier, que dès le moment où sir J. Bowring a occupé sa charge, il a mis son point d'honneur à obtenir ce que tous ses prédécesseurs n'ont jamais pu obtenir : faire son entrée dans la ville de Canton... Tout entier tendu vers ce but, il a précipité le pays dans une guerre sans aucune nécessité véritable. Et avec quel résultat ? Des biens d'une valeur gigantesque de 1 500 000 dollars appartenant à des citoyens britanniques se trouvent placés actuellement sous réquisition dans la ville de Canton ; qui plus est, nos comptoirs ont été détruits par le feu. Tout cela nous le devons à la politique pernicieuse de l'un des hommes les plus pernicieux que nous ayons.*

[262]

*« — Mais l'homme, l'homme d'orgueil,  
 Drapé dans sa mince et précaire autorité,  
 Tout à fait ignorant de ce dont il est le plus sûr,  
 Avec la fragilité du verre,  
 Tel un singe en rage, joue des tours  
 Si fantastiques, face au ciel,*

*Que les anges en pleurent* <sup>178</sup>. »

Et enfin lord Grey :

*« Si la noble assemblée daigne consulter les documents, elle constatera que le gouverneur Yeh, lorsque sir John Bowring lui demanda une entrevue, était disposé à le rencontrer, mais désigna à cet effet la demeure du marchand Ha-Kouan qui se trouve hors des murs de Canton... La dignité de sir John Bowring lui interdit de se rendre en tout autre lieu que la résidence officielle du Gouverneur... Du vote de la motion, j'attends, mis à part tout autre résultat, au moins ce geste positif : le rappel immédiat de sir J. Bowring. »*

Sir J. Bowring a été traité de la même façon aux Communes, et Mr. Cobden a ouvert son discours en répudiant même solennellement une « amitié vieille de vingt années ».

Les citations littérales des discours des lords Derby, Lyndhurst et Grey prouvent que, pour parer l'attaque, il suffit au gouvernement Palmerston de se désolidariser de sir John Bowring et de lâcher ce « philanthrope distingué ». S'il peut s'en tirer à si bon compte, il ne le doit ni à l'indulgence ni à la tactique de ses adversaires, mais exclusivement aux documents officiels soumis au Parlement. C'est ce qui ressort aussi [263] bien d'un rapide coup d'œil sur ces documents que des débats auxquels ils ont donné lieu.

Peut-il subsister le moindre doute sur la « monomanie » de sir J. Bowring, en ce qui concerne son entrée dans Canton ? Selon le *Times* de Londres, cet individu « *s'est engagé dans une voie tracée entièrement par lui-même, sans avoir consulté ses supérieurs en Angleterre et sans se référer le moins du monde à leur politique* ». Pourquoi donc lord Palmerston, au moment où son gouvernement vacille, où tous les obstacles possibles encombrant sa voie — difficultés financières, difficultés de la guerre de Perse, difficultés surgies des traités secrets, difficultés liées à la Réforme électorale <sup>179</sup>, difficultés au sein de sa propre coalition — et où il sait pertinemment que « *les yeux de la Chambre le fixent avec beaucoup d'ardeur, mais beaucoup moins d'admiration que jamais* », pourquoi devrait-il choisir précisément ce

---

<sup>178</sup> Cf. Shakespeare, *Mesure pour mesure*, Acte II, scène 2.

<sup>179</sup> La bataille pour la seconde réforme électorale de 1867 (extension du suffrage universel) commença dès 1850 en Angleterre.

moment-là pour témoigner, pour la première fois de toute sa vie politique, une fidélité inflexible à un autre homme — qui plus est, subalterne — au risque non seulement d'affaiblir plus encore sa position personnelle, mais même la ruiner complètement ? Pourquoi devrait-il pousser l'enthousiasme, tout neuf, à s'immoler lui-même comme victime expiatoire pour les péchés d'un simple docteur Bowring ?

Evidemment il n'est pas un homme sensé qui estime le noble Vicomte capable de telles aberrations romantiques. La ligne politique qu'il a suivie dans le conflit chinois fournit la preuve incontestable des faits qu'il a omis dans les documents qu'il a soumis au Parlement. En dehors des papiers publiés, il existe sans doute [264] des documents secrets ainsi que des instructions secrètes qui prouveraient que, si le docteur Bowring était possédé par l'« idée fixe » de faire son entrée à Canton, il y avait derrière lui le froid cerveau du centre directeur de Whitehall pour entretenir cette idée fixe et, pour ses buts propres, transformer le feu qui couvait ainsi en un incendie dévorant.

[265]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *La défaite du ministère Palmerston*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune, 25. III.1857.*

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir fait rage pendant quatre nuits, les débats sur la Chine se sont conclus finalement par une motion de censure des Communes contre le cabinet Palmerston. À cette censure, Palmerston répond par une « dissolution punitive » : il sanctionne les députés des Communes en les renvoyant dans leurs foyers <sup>180</sup>.

L'excitation qui régnait le dernier soir des débats au sein de la Chambre aussi bien que dans la foule assemblée dans les rues avoisinantes était due non pas tant à l'ampleur des intérêts en jeu, mais encore et surtout au caractère de la partie mise en cause. Les méthodes de gouvernement de Palmerston ne sont pas celles d'un gouvernement ordinaire, mais d'une dictature.

[266]

Depuis le début de la guerre contre la Russie, le Parlement, si l'on peut dire, a abdiqué toutes ses fonctions constitutionnelles, et même,

---

<sup>180</sup> En dissolvant les Communes, Palmerston était sûr de son fait : il savait qu'il exprimait les intérêts de la moyenne et grosse bourgeoisie. En effet, les élections le ramenèrent triomphalement au pouvoir : La défaite de Palmerston, dont Marx parle, est un vote de défiance.

après la conclusion de la paix, il n'a plus osé les réaffirmer. Suivant un processus de déclin graduel, quasi imperceptible, il était tombé au niveau d'un *Corps Législatif*, qui ne se distingue de l'authentique édition bonapartiste que par des jeux de passe-passe solennels et des prétentions grandiloquentes.

La simple formation d'un gouvernement de coalition dénote le fait que les vieux partis, dont les frictions déterminent le fonctionnement de la mécanique parlementaire, avaient cessé de vivre. L'impuissance des partis se manifesta d'abord par la constitution d'un cabinet de coalition, puis devint une réalité grâce à la guerre et prit corps dans la toute-puissance d'un seul homme qui, tout au long d'un demi-siècle d'activité politique, n'appartint jamais à aucun parti politique, mais n'avait jamais manqué d'utiliser toutes les formations politiques existantes.

Sans l'intervention de la guerre contre la Russie, le déclin de tous les partis officiels eût, à lui tout seul, entraîné un bouleversement de la scène politique. Un sang nouveau eût été infusé au Parlement par l'accès aux droits politiques d'une petite fraction du peuple au moins, fraction qui n'a toujours pas le droit de vote et de représentation politique. Cette évolution naturelle fut brutalement interrompue par la guerre, grâce à laquelle la neutralisation des anciens antagonismes parlementaires profita exclusivement à un seul homme, au lieu de tourner à l'avantage des masses. Faute de l'émancipation politique du [267] peuple anglais, nous avons eu la dictature de Palmerston.

La guerre fut le puissant levier grâce auquel on obtint ce résultat. Bien plus, elle fut le seul moyen pour le consolider. C'est pourquoi, la guerre fut la condition première de la dictature de Palmerston. Chez les Anglais, la guerre contre la Russie fut beaucoup plus populaire que la paix de Paris. Pourquoi, dans ces conditions, l'Achille britannique, sous les auspices duquel se produisirent les honteuses défaites de Redan et la reddition de Kars, ne fut-il pas mis à l'épreuve par ces événements ? Apparemment parce que l'alternative échappait à son pouvoir. D'où le traité de Paris, provoqué par ses divergences avec les

États-Unis ; d'où l'expédition de Naples, ses polémiques ouvertes avec Napoléon III, son invasion de la Perse, et ses massacres en Chine <sup>181</sup>.

Avec cette motion de censure sur le conflit chinois, les Communes mettent en pièces les moyens et les instruments de son pouvoir usurpé. Il ne s'agit donc pas d'un simple vote parlementaire, mais d'une rébellion — d'une tentative du Parlement de reprendre de force ses attributions constitutionnelles. C'est ce sentiment qui dominait la Chambre. Quels que soient les sentiments qui aient pu animer les diverses fractions d'une majorité hétéroclite — composée des partisans de Derby, de Peel, de Russel, des Manchestériens et des soi-disant Indépendants —, tous avaient la conviction de ne pas former une simple faction unie par la volonté de changer simplement de ministère. Tel fut cependant l'argument central de la défense de Palmerston. Il couvrit la faiblesse de sa position derrière un *argumentum ad* [268] *misericordiam*, en se présentant comme la victime d'une conspiration sans principes.

Nul ne pouvait mieux que Mr. Disraeli réfuter efficacement cette défense typique des détenus d'Old Bailey <sup>182</sup>.

*« S'il est un homme », fit-il observer, « qui ne puisse supporter une coalition, c'est bien le Premier Ministre. Que voulez-vous, n'est-il pas précisément le prototype d'une coalition politique sans aucun principe reconnu ? Regardez comment est composé son ministère. Il y a un an à peine qu'un membre de son Cabinet a présenté dans cette Chambre un projet de loi émanant, je crois, d'un, de ses anciens collègues, tandis que, dans l'autre Chambre, ce projet de loi fut combattu par un membre du gouvernement qui, pour excuser son apparente inconsé-*

---

<sup>181</sup> La bataille de Redan et le long siège de Kars (cf. Ed. Costes, *Œuvres politiques*, t. VIII) furent les épisodes les plus sanglants de la guerre de Crimée. A propos de dissensions avec les États-Unis, l'Angleterre avait tenté d'enrôler des « volontaires » américains pour servir en Crimée, bien que les États-Unis aient tenu à rester neutres dans ce conflit, de son côté, l'Angleterre avait menacé de rompre ses relations diplomatiques avec les États-Unis, dont elle craignait l'expansion en Amérique centrale, à la suite de l'expédition de l'aventurier William Walker au Nicaragua. À propos des dissensions avec la France, il s'agit essentiellement du rapprochement de la France et de la Russie lors du Congrès de Paris de 1856, en conclusion de la guerre de Crimée, au cours de laquelle la France et l'Angleterre avaient été alliées.

<sup>182</sup> Cour pénale et prison de Londres.

quence, eut l'audace d'affirmer qu'en acceptant sa fonction, le Premier Ministre ne lui avait demandé aucune prise de position ferme sur quelque problème que ce soit (Rires). Néanmoins le noble Lord s'est montré alarmé, voire scandalisé, de ce que la présente opposition ne soit liée par aucun principe ! Le noble Lord ne peut supporter de coalition, mais le noble Lord n'a jamais agi autrement que par ce truchement : c'est en leur sein qu'il s'est éveillé à la vie politique et s'y est formé (Applaudissements et Rires). Ce petit Hercule (pointant le doigt vers lord Palmerston) a surgi directement de la nichée whig, et sa vie politique se développa en conséquence ! (Eclats de rire). En jetant un coup d'œil rétrospectif sur le dernier demi-siècle, nous constatons qu'il a professé presque tous les principes possibles et s'est lié avec presque tous [269] les partis. Il n'empêche que le noble Lord a élevé ce soir un solennel avertissement contre les coalitions. Ne craint-il pas, en effet, qu'une majorité des Communes formée par certains des membres les plus illustres de la Chambre — dont certains anciens collègues du noble Lord — ne désapprouve sa politique chinoise qui a commencé dans l'infamie et, si elle se poursuit, s'achèvera dans la ruine. (Vive approbation). Telle est, messieurs, la position dans laquelle se trouve le noble Lord. Et le noble Lord a-t-il exhibé un seul principe d'après lequel notre politique à l'égard de la Chine serait déterminée ? A-t-il posé une seule maxime politique qui pourrait nous guider en ce moment de perplexité et de péril ? Au contraire, il a voulu masquer la faiblesse et l'inconsistance de sa position, en disant — quoi ? — qu'il est victime d'une conjuration. (Applaudissements. Rires). Il n'a pas été en mesure de défendre son action avec fermeté, dignité, virilité, en homme d'État. Il ne bredouille que de mesquines observations portant sur le déroulement du débat que je croyais, à vrai dire, déjà réglé ; puis, faisant la pirouette, il déclare que tout cela est une conjuration ! Accoutumé à des majorités obtenues sans aucune déclaration de principe, majorités qui étaient le fruit de convergences occasionnelles et dérivait du seul fait que le noble Lord trônait sur le banc du gouvernement sans exprimer la moindre opinion en matière de politique intérieure ou extérieure qui tienne au cœur du pays ou influence l'opinion publique de la nation, le noble Lord découvre enfin que le moment est venu où, pour être un homme d'État, il lui faut avoir une [270] politique. (Approbations). Il ne suffit plus alors, pour émouvoir le pays, de se présenter comme la victime d'une conjuration. On découvre, en effet, les méfaits du cabinet, et tous ceux

*qui déterminent généralement l'opinion de la Chambre, sont unanimes à le condamner. (Approbations) ».*

Il ne faudrait pas s'imaginer pour autant que le fait de toucher des intérêts aussi puissants ait conféré de l'intérêt aux débats. Une nuit de débats a suivi l'autre, sans qu'une coupure décisive ne se soit produite au sein du Parlement. Durant la plus grande partie de la bataille, la voix des gladiateurs s'est le plus souvent perdue dans les murmures de la salle ou le tumulte des conversations privées. Soir après soir, les porte-parole des partis faisaient de l'obstruction au moyen de discours vaseux afin de gagner encore vingt-quatre heures pour des manœuvres de couloir et autres intrigues.

Au cours de la première nuit, Mr. Cobden tint un discours pénétrant, et de même Bulwer et lord John Russell. Mais le Procureur Général fit observer non sans raison à n'en pas douter qu' « *il ne pouvait à aucun moment comparer leurs déclarations où arguments sur ce sujet avec ceux qu'ils avaient avancés dans des discours tenus ailleurs* ».

La soirée suivante fut occupée par les pesants plaidoyers des juristes des deux parties, le Procureur de la Couronne, Mr. Whiteside, et le Procureur Général. Certes, sir James Graham s'efforça d'élever le niveau du débat, mais en vain. Lorsque cet homme — le virtuel assassin des frères Bandiera <sup>183</sup> — s'exclama hypocritement qu'il entendait « se laver les mains du sang [271] innocent qui avait été versé » <sup>184</sup>, des sourires mi-ironiques firent écho à ce pathos.

La troisième nuit fut encore plus ennuyeuse. Il y eut d'abord le Procureur de la Couronne *in spe* [candidat], sir F. Thesiger, qui répondit au Procureur Général *in re* [en place], et sir William Shee

---

<sup>183</sup> James Graham, secrétaire à l'Intérieur, avait ordonné à l'administration des Postes d'ouvrir le courrier des émigrés politiques italiens, et fit prévenir le gouvernement de Naples et d'Autriche du projet des frères Bandiera. En 1846, Graham dut démissionner, parce que l'opinion publique était choquée de son initiative.

Les frères Bandiera débarquèrent, à la tête d'une petite troupe, sur les côtes de Calabre, afin de susciter une insurrection contre les Bourbons de Naples et la domination autrichienne. Ils furent arrêtés dès leur débarquement et fusillés, avec sept de leurs compagnons, en Juillet 1844 à Cosenza.

<sup>184</sup> Extrait du discours de sir James Graham à la Chambre, cf. le *Times* du 27-XI-1857.

chercha à répondre à F. Thesiger. Ce fut ensuite le morceau d'éloquence agreste de sir John Pakington, et l'audition du général Williams qui s'est illustré à Kars, que la Chambre n'écoula en silence que quelques minutes, pour le laisser froidement parler dans le vide ensuite, lui signifiant clairement qu'il n'était pas l'homme pour lequel on le prenait. Il y eut, enfin, sir Sidney Herbert, l'élégante pousse de l'art gouvernemental à la Peel.

Son discours était certes piquant, bien léché et plein de contrastes, mais s'attaquait plutôt aux discours des obstrueteurs qu'au sujet lui-même en ce qui concerne les arguments nouveaux et personnels. Au cours de la dernière nuit, les débats se hissèrent au niveau compatible avec le sens naturel de la mesure propre aux Communes. Roebuck, Gladstone, Palmerston et Disraeli furent magnifiques, chacun à sa manière.

La difficulté consistait à faire passer le comparse, sir J. Bowring, de l'avant-scène à l'arrière plan des débats, afin de diriger leurs attaques contre le Premier Ministre et le rendre personnellement responsable pour ce qu'on appelle « le massacre des innocents <sup>185</sup> ». On y arriva finalement. Comme les imminentes élections générales en Angleterre tourneront certainement sur ce point, on est bien obligé d'en discuter un peu. Cela suffit à renverser le [272] gouvernement. Le lendemain, soit la veille de l'annonce de la dissolution de la Chambre des Communes, le *Times* de Londres s'aventura à dire :

*« La nation... sera plutôt dans l'ignorance de la question précise à laquelle il faut répondre... Le cabinet de lord Palmerston a-t-il perdu la confiance du peuple pour une série d'actes commis à l'autre bout de la terre six semaines avant qu'on en ait eu même connaissance ici, par des fonctionnaires appointés par le gouvernement précédent ? [À Noël seulement les ministres furent mis au courant de ce qui se passait, et jusque-là ils n'en savaient pas plus que le public] En vérité, l'actuel gouvernement ne pouvait y être mêlé plus que si la scène s'était déroulée sur la lune ou dans un chapitre des Mille et Une Nuits... Le gouvernement de lord Palmerston doit-il être condamné et démis pour quelque chose qu'il n'a jamais fait, ni ne pouvait faire, pour quelque chose dont il n'a pas eu connaissance avant les autres, pour quelque chose qui a été commis par des fonctionnaires nommés*

---

<sup>185</sup> Allusion au bombardement de Canton.

*par d'autres et avec lesquels il n'avait jusqu'alors pas le moindre contact ? »*

À cette impudente rodomontade d'un quotidien qui n'a manqué de justifier le massacre de Canton comme un haut fait de la diplomatie palmerstonienne, nous pouvons opposer quelques faits qui ont émergé à grand peine du long débat et n'ont pas été démenti une seule fois, ni par lord Palmerston ni par ses subordonnés.

À peine avait-il pris la tête du ministère de l'Extérieur en 1847, que lord Palmerston envoya une dépêche menaçante sur l'admission des [273] représentants britanniques à Hong-Kong. Cependant, ses ardeurs furent quelque peu tempérées par le comte Grey, son collègue aux Colonies, qui opposa un refus catégorique aux commandants de la flotte pour des opérations à Hong-Kong aussi bien que Ceylan, et leur ordonna de n'engager en aucune circonstance une offensive contre la Chine sans l'autorisation expresse du gouvernement de Londres. Cependant, le 18 août 1849, peu avant son éviction du ministère Russel, lord Palmerston écrivait au plénipotentiaire britannique à Hong-Kong :

*« Que les hauts fonctionnaires de Canton et le gouvernement de Pékin ne se fassent pas d'illusions... La prudence dont le gouvernement britannique a fait preuve jusqu'ici, ne dérive pas d'un sentiment de faiblesse, mais d'une conscience de la supériorité de ses forces. Le gouvernement britannique sait fort bien qu'en cas de besoin les forces militaires britanniques seront capables de détruire la ville de Canton jusqu'à la dernière pierre et d'infliger de la sorte un châtement exemplaire à sa population. »*

Comme on le constate, le bombardement de Canton survenu en 1856, sous lord Palmerston dans ses fonctions de premier ministre d'Angleterre, était déjà annoncé à l'avance dans la dépêche de 1849 envoyée à Hong-Kong par lord Palmerston, ministre de l'Extérieur du cabinet Russell. Tous ses successeurs — le comte de Granville dans le ministère Russell, aussi bien que le comte de Malmesbury dans le ministère Derby, et le duc de Newcastle dans le ministère Aberdeen — se refusèrent à atténuer de quelque façon que ce soit l'interdiction faite aux [274] représentants britanniques d'insister sur la liberté d'accès à Canton. En 1852, enfin, le docteur Bowring, jusque-là consul à Canton, devint plénipotentiaire. Or Mr. Gladstone nous apprend que sa

nomination fut l'œuvre de lord Clarendon, fidèle instrument de Palmerston, à l'insu et sans l'approbation du ministère Aberdeen. En outre, lorsque Bowring souleva pour la première fois la question en discussion aujourd'hui, Clarendon, dans une dépêche en date du 5 juillet, lui répondit qu'il avait raison, mais le pria d'attendre jusqu'à ce que les forces navales soient disponibles pour son projet, l'Angleterre étant alors en guerre avec la Russie. L'incident de l'Arrow se produisit lorsque Bowring fut informé de la conclusion de la paix, une flotte faisait alors route vers la Chine. Aussitôt il saisit le prétexte de sa querelle avec Yeh. Le 10 janvier, après avoir été informé de tout ce qui se passait, Clarendon informa Bowring que « *le gouvernement de Sa Majesté approuvait pleinement la ligne suivie par sir M. Seymour et vous-même.* »

L'approbation formulée en ces termes n'eut pas besoin de directives ultérieures. Mr. Hammond, dans une lettre au Ministre de la Marine, exprima à l'amiral, au nom de lord Clarendon, l'admiration du Gouvernement pour « *la modération avec laquelle il avait agi et le respect avec lequel il avait traité la vie et la propriété des Chinois !* »

Il ne peut donc subsister l'ombre d'un doute sur le fait que le massacre de Canton ait été préparé à l'instigation de Palmerston. Sous quelles couleurs il entend maintenant rallier les électeurs du Royaume-Uni, est une question à laquelle j'espère qu'il me sera permis de répondre [275] dans une correspondance ultérieure, la présente ayant déjà dépassé les limites de l'habituelle.

[277]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *Les élections anglaises*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 6. IV.1857.

[Retour à la table des matières](#)

Le futur historien qui devra écrire l'histoire de l'Europe de 1848 à 1858 sera frappé par la similitude entre l'appel de Bonaparte à la France en 1851 et celui de Palmerston au Royaume-Uni en 1857. Tous deux donnèrent l'impression de s'adresser de la tribune du Parlement à la nation, par-delà la perfide coalition des partis, à l'honnête opinion publique. Tous deux présentèrent les mêmes arguments. Bonaparte voulait sauver la France d'une crise sociale, Palmerston veut sauver l'Angleterre d'une crise internationale. Comme Bonaparte, Palmerston justifie la nécessité d'un renfort de l'exécutif pour réagir contre les vains discours et éliminer l'immixtion inopportune du pouvoir législatif.

[278]

Bonaparte s'adressait aussi bien aux conservateurs qu'aux révolutionnaires <sup>186</sup>, à ceux-ci en tant qu'ennemis des aristocrates, à ces derniers en tant qu'ennemis de l'« usurpation » bourgeoise. Palmerston

---

<sup>186</sup> Allusion aux manœuvres du futur Napoléon III lors de son coup d'État de 1851 : cf. Karl Marx, [le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte](#), chapitres VI et VII.

n'a-t-il pas flétri tout gouvernement despotique ? Il ne peut donc pas heurter un libéral. Cependant, n'a-t-il pas trahi chaque révolution ? Ne doit-il pas être l'élu des conservateurs ? Il s'est opposé à toute réforme : comment les conservateurs pourraient-ils ne pas le soutenir ? Il écarte les conservateurs de tous les postes : comment les arrivistes libéraux pourraient-ils l'abandonner ?

Bonaparte porte un nom inspirant la terreur à l'étranger et s'identifie à la gloire française. Cela ne s'applique-t-il pas aussi à Palmerston en ce qui concerne l'Empire britannique et le Royaume-Uni ? À part quelques brèves interruptions, n'a-t-il pas été en Angleterre à la tête du ministère des Affaires étrangères depuis 1830 aux jours de la Réforme, soit en gros depuis les débuts de l'histoire moderne anglaise. En conséquence, la position internationale de l'Angleterre — si « terrible » pour l'étranger et si « glorieuse » pour la métropole — a son point central en la personne de lord Palmerston. D'un seul coup, Bonaparte balaya tous les grands hommes officiels de la France. Les Russell, Graham, Gladstone, les Roebuck, Cobden, Disraeli et tutti quanti ne sont-ils pas « mis en pièces » par Palmerston ? Bonaparte ne tenait à aucun principe et n'admettait aucun obstacle, mais promettait de donner au pays ce dont il avait besoin : un homme. Palmerston, de même. Ses pires ennemis n'osent lui reprocher d'avoir un seul principe...

[279]

Dans ces conditions, on comprend que Palmerston pousse à des élections proches. Il ne peut vaincre que par surprise. Or, le temps détruit la surprise <sup>187</sup>.

---

<sup>187</sup> Commentant la victoire électorale de Palmerston, dans l'article *la Défaite de Cobden, Bright et Gibson*, Marx écrivait : « Le grand événement de cette bataille électorale est la déroute complète de l'école libérale de Manchester — Brighi et Milner Gibson de Manchester, Cobden de Huddersfield, sir E. Armitage de Salford, Fox d'Oldham et Miall de Rochdall n'ont obtenu aucun siège — la véritable signification des élections à Manchester a été fournie par un adversaire excité de Bright qui hurla avant le vote : « *Nous ne voulons pas de politique intérieure ; nous voulons une politique extérieure !* » En d'autres termes : *Qu'on nous délivre des questions de Réforme et de lutte des classes ! C'est la bourgeoisie qui représente la majeure partie de l'électorat, et elle a tout ce dont elle a besoin. Le mot d'ordre contre l'aristocratie est devenu ennuyeux et inutile, et il n'a d'effet que sur les ouvriers. Nous avons obtenu la liberté de commerce, et nous nous sentons tout à fait à l'aise, surtout depuis que l'on a baissé l'impôt sur le revenu pour la guerre. Pour tout cela, nous aimons tendrement notre lord. « Nous ne voulons pas de politique intérieure ; nous voulons une politique extérieure !* ». Unissons-nous tous sur la base sur laquelle nous sommes tous égaux, sur la base nationale. Soyons tous des Anglais, d'authentiques John Bull, sous la direction d'un véritable ministre britannique : lord Palmerston. »

« *Le véritable secret des élections à Manchester est donc la renonciation à la direction révolutionnaire des patrons de l'industrie, direction qu'ils avaient usurpée (aux ouvriers) durant l'agitation de la Ligue anti-céréalière* » (*New York Tribune*, 17-IV-1857).

[281]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *[La situation des ouvriers de fabrique]*

**Karl Marx**

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports des inspecteurs de fabrique que l'on vient de publier pour la période de six mois allant jusqu'au 31 octobre, forment une remarquable contribution à l'étude de l'anatomie de la société anglaise <sup>188</sup>. Ils expliquent, dans une mesure non négligeable, l'attitude réactionnaire, adoptée par les patrons de l'industrie au cours des récentes élections parlementaires.

Au cours de la session de 1856, une loi sur les fabriques passa en contrebande au Parlement. Elle prévoyait tout d'abord une modification des mesures de protection en ce qui concerne les installations et les machines, et ensuite l'introduction du principe d'un tribunal d'arbitrage pour les différends opposant les patrons aux ouvriers. Le but en est, d'une part, une meilleure protection des organes et de la vie des ouvriers des fabriques et, d'autre part, un transfert de [282] cette protection aux instances juridiques communes. En fait, on cherche à spolier les ouvriers de leurs droits et à les opprimer dans leur chair...

---

<sup>188</sup> Marx analyse maintenant les effets de la guerre coloniale sur la situation des ouvriers et leurs conditions de travail. Nous ne citons que des extraits d'un seul article. Mais toute la série de la *New York Tribune* est également significative. Par exemple, l'article du 10-IV-1857 sur le *Système de fabrique anglais*, où Marx commente les statistiques respectives de la production industrielle et du commerce de l'Angleterre durant la période de 1838 à 1856.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de ce que le nombre des accidents dus aux machines, entraînant la mort, l'amputation de mains, de bras, de pieds ou de jambes, ainsi que des blessures, des fractures, des défigurations, des déchirures, des contusions, etc., ait atteint un chiffre effrayant au cours de la période de six mois antérieurs au 31 Octobre. Pour ce semestre, le bulletin industriel signale vingt cas mortels, causés par les machines, soit environ vingt fois plus que les pertes de la marine britannique lors de son « glorieux massacre de Canton ». Non seulement les propriétaires de fabrique ne se préoccupent nullement de protéger la vie et le corps de leurs ouvriers, mais ils ne recherchent qu'une seule chose : échapper à l'obligation de dédommager pécuniairement les ouvriers pour les bras et les jambes perdus à leur service, et de se décharger sur le dos des ouvriers des frais d'usure de leurs « machines » vivantes. Dans ces conditions, faut-il s'étonner de ce que, selon les rapports officiels eux-mêmes, « le travail supplémentaire est en croissance grâce à la violation de la législation sur les fabriques »...

Ces vampires qui s'engraissent de la chair et du sang des jeunes générations ouvrières de leur propre pays ; ne sont-ils pas les compagnons naturels des trafiquants d'opium anglais et les partisans indispensables à tout « ministère vraiment anglais ? »...

Les rapports fournissent des données statistiques intéressantes et méritent très justement [283] une grande attention. Ils nous permettent de comprendre directement que les esclavagistes de l'industrie du Lancashire ont besoin d'une politique extérieure susceptible de détourner l'attention des problèmes de politique intérieure.

[285]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

*[Quel est le fauteur d'atrocités en Chine ?]*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune*, 10. V.1857.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques années, quand l'horrible système de tortures en vigueur en Inde fut dénoncé au Parlement, l'un des directeurs de la très honorable Compagnie des Indes orientales, sir James Hogg, eut l'impudence de soutenir que les accusations faites à ce sujet étaient sans fondement <sup>189</sup>. Néanmoins une enquête ultérieure établit qu'elles reposaient sur des faits que ne pouvaient manquer de connaître les directeurs, et sir James n'eut plus d'autre choix que d'admettre soit une « ignorance volontaire », soit une « connaissance criminelle » de l'horrible charge portée contre la Compagnie.

---

<sup>189</sup> Certains passages et notamment le dernier alinéa de cet article ont été remaniés par la rédaction de la *New York Tribune* afin de l'utiliser pour sa campagne de non-intervention dans les affaires chinoises.

Dona Torr qui a présenté et annoté l'édition anglaise (*Marx on China 1853-1860*, Lawrence § Wishart, Londres 1968) affirme dans la première note à cet article : « *Après la première phrase du troisième paragraphe, cet article résume largement les faits déjà mentionnés à propos de l'affaire de la lorcha Arrow, et semble avoir été écrit à partir de données envoyées par Marx à la New York [311]Tribune, son but général étant de soutenir le mouvement en faveur de la politique de non-intervention américaine, comme cela ressort clairement du passage final* » (p. 36).

Dans une position semblable et, en vérité, tout autre qu'enviable, semblent aujourd'hui se trouver [286] aussi lord Palmerston, l'actuel Premier ministre d'Angleterre, et le comte de Clarendon, le ministre de l'extérieur. Dans un récent discours au banquet offert le 21 mars 1857 par le Lord Maire (de Londres), le Premier a déclaré pour tenter de justifier les atrocités perpétrées contre la population, chinoise : — « *Le gouvernement, s'il avait approuvé dans ce cas des actes injustifiables, aurait indubitablement adopté une conduite méritant d'encourir la censure du parlement et du pays. Mais nous sommes convaincus, tout au contraire, qu'il s'agit d'actes nécessaires et vitaux pour nous. Nous avons le sentiment qu'un grand tort avait été infligé à notre pays, et que nos compatriotes, dans un angle reculé du monde, avaient été exposés à une série d'affronts, d'outrages et d'atrocités que nous ne pouvions passer sous silence. (Approbation). Nous avons le sentiment que les droits souscrits dans les traités en faveur de notre pays avaient été violés, et que les responsables locaux de la sauvegarde de nos intérêts en cette partie du monde avaient non seulement des raisons, mais encore le devoir, de répondre à de tels outrages dans les limites des pouvoirs dont ils disposaient. Nous avons le sentiment que nous aurions trahi la confiance des citoyens de notre pays, si nous n'avions pas approuvé les actes que nous estimons justes, et que nous-mêmes, dans les mêmes circonstances, nous aurions cru de notre devoir d'accomplir.* » (Applaudissements).

Même si les peuples d'Angleterre et du monde entier se laissent induire en erreur par des déclarations aussi « convaincantes », Sa Seigneurie elle-même n'y croit, certainement pas [287] elle-même ; ou, si elle y croit, elle fait preuve d'une ignorance volontaire des faits, ignorance qui est pratiquement aussi criminelle que la « connaissance criminelle ».

Depuis que nous est parvenu le premier rapport sur les hostilités en Chine, les journaux gouvernementaux d'Angleterre et une partie de la presse américaine n'ont cessé d'accuser les Chinois de multiples crimes et méfaits : accusations sommaires de violation des obligations des traités ; insulte au drapeau britannique ; attitude offensante à l'égard des étrangers résidant dans ce pays, etc. <sup>190</sup>. Cependant, on n'a

---

<sup>190</sup> Marx dénonce ici l'hypocrisie de l'impérialisme qui accuse les peuples coloniaux de cruautés et de crimes barbares pour justifier ses interventions.

avancé nulle charge précise, ni un seul fait déterminé pour étayer ces accusations, sauf l'incident de la lorcha Arrow et, dans ce dernier, la rhétorique parlementaire a distordu et faussé les circonstances au point que ceux qui désiraient vraiment comprendre ce qui s'était passé dans cette affaire ne pourraient qu'être égarés.

La lorcha Arrow était un petit bâtiment chinois, monté par des Chinois, mais au service de certains Anglais. Une licence temporaire lui permettait de battre pavillon anglais mais elle était expirée avant la prétendue « insulte ». À ce que l'on dit, la lorcha servait à la contrebande du sel, et avait à bord de sinistres figures — pirates et contrebandiers chinois — que les autorités recherchaient depuis longtemps pour de vieux comptes à régler. Or donc, alors qu'elle était ancrée dans le port de Canton, toutes voiles et pavillon baissés, la police eut vent de la présence à bord de ces malfaiteurs, et procéda à leur arrestation, comme le fait notre police [288] portuaire lorsqu'elle apprend que des écumeurs de fleuve et des contrebandiers se cachent dans un navire autochtone ou étranger, ancré dans les parages. Mais leur arrestation gênant les affaires des propriétaires, le capitaine alla protester auprès du Consul anglais. Le consul — un jeune homme, récemment nommé et, à ce que l'on sait, passablement impulsif et coléreux — se précipita *in propria persona* à bord de la lorcha et s'engagea dans une violente diatribe contre les policiers qui n'avaient fait que s'acquitter de leur tâche ; en conséquence, il n'obtint aucun résultat. Puis, il revint en toute hâte au consulat où il rédigea une lettre exigeant restitution et excuses au Gouverneur général de la province de Kouang-Toung, ainsi qu'une note à sir John Bowring et à l'amiral Seymour à Hong-Kong, déclarant que lui-même et les couleurs de son pays avaient subi un affront intolérable, et laissant entendre en termes suffisamment clairs

---

Comme toujours, l'horreur est du côté du dey de Tunis qui commit l'abomination de donner un coup d'éventail à l'ambassadeur européen, et non de ceux qui ont envahi un pays paisible pour le mettre sous sa botte. En réalité, la plus grande horreur est chez le public blanc qui mit le monde à feu et à sang, prétextant de semblables balivernes, et qui ne fut que le lâche complice de ses classes dominantes exploiteuses. C'est sur de telles bassesses que repose la prétendue supériorité de l'homme blanc moderne. La seule clé pour comprendre les victoires blanches sur les peuples de couleur, c'est la supériorité du mode de production capitaliste sur les modes de pré-capitalistes.

que le moment, si longtemps attendu, d'une démonstration militaire contre Canton était arrivé.

Le gouverneur Yeh répondit avec calme et politesse aux exigences arrogantes du jeune et exalté consul britannique. Il exposa la raison de l'arrestation, déplora les malentendus qui ont pu surgir dans cette affaire, mais nia avec énergie que les autorités impériales aient pu avoir la moindre intention d'offenser les couleurs britanniques, il restitua même les hommes, préférant ne pas les garder plutôt que de soulever de graves complications, bien que leur arrestation fût parfaitement légale. Mais, pour Mr. le consul Parkes, tout cela n'était pas suffisant : il lui fallait des excuses officielles et une restitution non moins [289] rituelle, ou le gouverneur Yeh devait en subir les conséquences.

Ce fut ensuite l'arrivée de l'amiral Seymour avec la flotte britannique, et le début d'un nouvel échange de notes, formalistes et menaçantes de la part de l'amiral, fraîches, sans passion et courtoises de la part du gouverneur. L'amiral Seymour exigea une entrevue personnelle dans l'enceinte de la ville de Canton. Yeh rappela que c'était contraire à tous les précédents, et que sir George Bonham avait reconnu qu'on ne pouvait élever une telle prétention. S'il le fallait, il était tout disposé, comme de coutume, à une rencontre hors des remparts de la ville ou à tout autre contact au choix de l'amiral, mais non contraire à l'usage ou à l'étiquette traditionnelle de la Chine. Or cela n'eut pas l'heur de plaire au belliqueux représentant de la puissance britannique en Orient.

La guerre la plus inique a été entreprise pour les motifs que nous venons d'exposer brièvement et que les comptes rendus officiels présentés au peuple anglais confirment entièrement. Les habitants inoffensifs et les paisibles marchands de Canton ont été massacrés, leurs habitations rasées par l'artillerie, et les droits de l'humanité violés, sous le prétexte futile que la « menace des agresseurs chinois pesait sur la vie et la propriété britanniques ! » Le gouvernement et le peuple britanniques — ou du moins ceux qui se sont donnés la peine de suivre la question — savent combien ces accusations sont fausses et creuses. De fait, on a tenté de détourner l'attention du public du problème principal pour lui faire accroire qu'une longue série d'offenses [290] antérieures à l'incident de l'Arrow constituait un *casus belli* suffisant. Or ces affirmations sommaires sont dénuées de tout fondement.

Les Chinois ont au moins quatre-vingt-dix-neuf affronts à opposer à un seul subi par les Anglais.

La presse anglaise passe complètement sous silence les violations flagrantes des traités, accomplies jour après jour par les étrangers qui vivent en Chine sous la protection britannique. On ne souffle mot du commerce illicite de l'opium qui alimente chaque année le Trésor britannique aux dépens de vies humaines et des règles de morale. On ne souffle mot de la corruption régnant parmi les fonctionnaires subalternes, grâce à laquelle le gouvernement chinois est dépouillé frauduleusement de ses droits légitimes sur les marchandises qui entrent dans les ports ou en sortent. On ne souffle mot des souffrances « qui vont parfois jusqu'à la mort », dont sont victimes les émigrants chinois abusés et réduits à la condition d'esclaves, vendus et voués à un sort pire que l'esclavage sur la côte du Pérou et à Cuba. On ne souffle mot des méthodes d'intimidation exercées sur les Chinois d'un naturel réservé et timide, du vice introduit par les étrangers dans les ports ouverts à leur commerce. On n'écrit rien de tout cela et de bien d'autres choses encore, en premier lieu, parce que la grande majorité des hommes hors de Chine se soucie peu des conditions sociales et morales de ce pays ; en second lieu, parce que politique et prudence demandent que l'on n'agite pas de problèmes dont on ne se promette un avantage pécuniaire. Ainsi les Anglais de la métropole qui ne voient pas au-delà de la boutique où ils achètent [291] leur thé, sont disposés à avaler tous les mensonges, dont le gouvernement et la presse jugent bon de gaver l'opinion publique.

Dans l'intervalle, le feu de la haine contre les Anglais, allumé par la guerre de l'Opium et assoupi quelque peu, va maintenant rejaillir dans une flambée d'hostilité que nulle offre de paix et d'amitié ne pourra sans doute éteindre <sup>191</sup>.

---

<sup>191</sup> La direction de la *New York Tribune* a donné la version suivante de ce dernier aliéna : « *Dans l'intervalle, en Chine, le feu dévorant de la haine allumée contre les Anglais par la guerre de l'Opium se transforme en incendie qu'aucune offre de paix et d'amitié ne sera en mesure d'éteindre. Pour sauvegarder les échanges chrétiens et commerciaux avec la Chine, il est hautement désirable que nous nous tenions à l'écart du conflit, et que les Chinois ne soient pas induits à penser que toutes les nations du monde occidental sont unies contre eux en une seule conspiration.* »

[293]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *Extraits de la correspondance officielle*

**Karl Marx**

*New York Daily Tribune, 2. VII.1857.*

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les documents relatifs à la Chine que lord Palmerston a soumis à l'examen des Communes, nous découvrons certains extraits de la correspondance entre le docteur Parkes et le gouverneur Yeh, et il nous semble que notre docteur y a nettement le moins beau rôle. Voici par exemple comment Yeh répond à sa lettre de protestation dans l'affaire de l'empoisonnement du pain à Hong-Kong :

*« J'ai reçu de Votre Excellence, la note du 16 courant par laquelle j'apprends que le consul américain, arrivé à Macao en provenance de Hong-Kong, vous a personnellement informé de ce qu'il y a deux ou trois jours certains Chinois de Hong-Kong avaient mêlé du poison [294] au pain fourni au public de toutes les nationalités. Ceux qui en ont mangé ont été gravement malades, et certains en sont peut-être morts.*

*« En apprenant cette nouvelle, ma surprise a été grande. Les Chinois et les Américains ont toujours entretenu de bons rapports réciproques, et les échanges commerciaux entre la Chine et les autres nations se sont toujours développés jusqu'à ce jour de manière amicale. Il n'empêche qu'il y a quelques mois, les Anglais, sans y avoir été en*

*rien provoqués, ont envoyé leurs troupes en Chine et engagé les hostilités, mettant à diverses reprises le feu aux magasins et aux maisons de nos compatriotes, détruisant un grand nombre d'immeubles et ruinant des familles entières. Cela a sans doute suscité la haine de nombreux Chinois contre les Britanniques — si détestable que soit l'empoisonnement de gens avec des moyens aussi sournois. Quoi qu'il en soit, s'agissant de faits survenus à Hong-Kong, il m'est tout à fait impossible de les contrôler dans le détail. Ces actes sont imputables aux innombrables vexations subies par les Chinois de la part des Anglais, et les citoyens de ce district ont choisi ce moyen de se venger pour les malheurs qui se sont abattus sur eux.*

*« Comme les Américains n'ont jamais fait de tort aux Chinois, je n'y vois, en vérité, absolument aucune raison pour troubler la bonne harmonie entre nos deux pays. Votre Excellence pourrait utilement prévenir et exhorter les Américains dans les formes appropriées afin qu'ils poursuivent en paix leurs occupations. Dès lors, les Chinois ne manqueront pas de les traiter toujours de manière civile. Qu'est-ce qui aurait [295] bien pu amener les Chinois à les empoisonner en cachette ? C'est sur cette question que j'attire l'attention de Votre Excellence. Voilà ce que je vous répons, en même temps que je vous souhaite une paix durable. »*

On ne saurait mieux exprimer la suggestion que nous avons mise en italiques ci-dessus, à savoir que le Dr Parkes et ses compatriotes feraient mieux de s'occuper de leurs propres affaires que de s'immiscer dans le conflit déchaîné par les Anglais.

Cependant, au lieu de suivre un conseil aussi sage, le docteur Parkes s'est cru obligé d'écrire une lettre à Yeh, dans laquelle il s'efforce de justifier les Américains et lui-même pour avoir fait cause commune avec les Anglais. Voici un passage de sa missive :

*« Si le soussigné était invité à formuler son jugement sur la question de savoir qui a tort et raison dans l'actuel différend, il souhaiterait si possible établir s'il n'eût pas été plus juste, quand l'occasion des graves troubles est née, que les hautes autorités des deux gouvernements se rencontrent en tête à tête et résolvent le problème dans un esprit de raison et de justice, afin d'éviter l'immense destruction de biens matériels et l'horrible effusion de sang, simplement parce que Votre Excellence a omis de suivre la voie de la sagesse. Il aimerait de*

*même rechercher la vérité sur ce qui a transpiré dans le public au sujet du droit d'accès à la ville de Canton et qui diverge sensiblement de ce que le soussigné, résidant depuis de longues années en Chine, a constaté comme étant les faits véritables.*

[296]

*« Qu'il soit permis au soussigné, dans un esprit de véritable amitié, d'exprimer à Votre Excellence sa conviction que la source de toutes les difficultés entre la Chine et les autres nations est votre aversion à reconnaître l'Angleterre, la France, l'Amérique et les autres grandes nations occidentales comme ses pairs et ses amis sincères, et à les traiter en conséquence. En ce qui concerne la présente grave affaire, le Gouvernement Américain est assuré que les Anglais sont dans leur droit, et il est décidé à collaborer avec eux. »*

On ne nous communique pas la réponse de Yeh, mais on peut admettre qu'il n'a pas négligé de répondre à notre Docteur comme il le mérite. Ce dernier sait mieux que quiconque que la véritable cause des « difficultés » passées et présentes n'est pas dans l'aversion de la Chine à reconnaître l'Angleterre, la France et les autres grandes nations occidentales comme ses pairs, mais l'aversion des autorités chinoises à autoriser que leurs sujets soient impunément empoisonnés par l'opium pour la plus grande gloire et le profit de la Compagnie anglaise des Indes Orientales et par une poignée de commerçants britanniques, américains et français, dépourvus de scrupules.

Comment les Chinois pourraient-ils considérer ces « grandes nations occidentales » comme des « amis sincères » et les « traiter en conséquence », quand ils savent pertinemment que l'objectif premier de ces grandes nations en Chine était et demeure la vente, la diffusion de l'opium, drogue empoisonnée, introduite en Chine par ces mêmes étrangers, il y a un siècle, et inconnue [297] auparavant des Chinois <sup>192</sup>, drogue dont l'usage a augmenté avec une rapidité terrifiante,

---

<sup>192</sup> Dans diverses éditions, on note à ce propos que l'opium était déjà connu longtemps auparavant en Chine. Il existe, par exemple, des descriptions sur l'utilisation de sa semence à des fins médicales dans le livre des herbes de l'année 973. Il convient cependant de remarquer que Marx parle de l'usage de l'opium à des fins non médicales. Ce furent les Portugais qui importèrent les premiers de l'opium en Chine. Dès 1589, l'opium fut taxé aux frontières de la Chine.

drogue fatale aussi bien aux mœurs et traditions qu'à la prospérité économique et à la santé physique des Chinois ? C'est seulement lorsque ces « grandes nations » prouveront leur amitié sincère en collaborant avec les autorités chinoises pour mettre un terme à ce trafic scandaleux, qu'ils pourraient se plaindre de ce que les Chinois ne soient pas disposés à reconnaître leur « amitié sincère ».

Au demeurant, d'autres fonctionnaires chinois semblent tout aussi doués que Yeh dans l'art de la correspondance diplomatique. Le 9 décembre 1856, sir J. Bowring transmet au vice-roi de Foukien, etc. la liste de ses doléances contre Yeh, en le priant d'en informer la cour de Pékin. Le vice-roi répondit entre autres :

*« Le document que vous m'avez envoyé étant en anglais, j'ignore son contenu, car je n'ai pas les moyens de le déchiffrer. »*

*« En conclusion, j'ai le devoir d'ajouter qu'étant donné que nos deux nations entretiennent depuis de très longues années des rapports amicaux, j'ose espérer que si elles continuent d'observer l'une et l'autre les termes du traité de Paix, elles auront l'avantage de renforcer encore les bonnes relations existantes. »*

Le vice-roi d'une autre province auquel avait été envoyée une lettre similaire, répondit comme suit :

*« Je me réjouis des assurances de paix que m'envoie Votre Excellence. Toutefois il nuirait aux intérêts de la paix, auxquels Votre Excellence semble si attachée, que je communique à l'Empereur [298] qu'en raison de l'attitude de Yeh, vous avez si précipitamment rompu une paix qui devait, selon le Traité, être éternelle. Un autre motif pour ne pas informer la Couronne est que Yeh — et lui seul — est compétent pour traiter des questions commerciales et, s'agissant d'affaires concernant des étrangers, il ne peut s'agir que de telles questions. »*

L'édit impérial du 27 décembre 1856 que nous reproduisons ci-dessous, ne laisse percer nulle part que l'Empereur soit actuellement disposé à céder aux exigences des Anglais :

« Ce jour même, nous avons informé Yeh qu'au cas où les barbares <sup>193</sup> anglais abandonneraient le cours actuel de leur politique, la colère (ou haine) ne serait pas portée à son extrême. Toutefois, s'ils persistaient dans leurs extravagances et leur obstination, nous n'engagerions pas les négociations de paix dans un esprit de conciliation qui ouvrirait la voie à de nouvelles et substantielles concessions de notre part. Yeh Ming-Tsin gouverne depuis si longtemps les provinces du Kouang qu'il est parfaitement au courant des affaires barbares et saura sans doute très bien définir la ligne à suivre dans la pratique.

« Par ailleurs, nous constatons que les côtes du Kiangsi, du Chekiang et du Foukien sont, par suite d'une longue expérience, bien connues des navires barbares, et puisqu'il faut prendre les mesures nécessaires pour les protéger aussi contre les Barbares qui, s'ils constatent qu'ils ne peuvent imposer leur loi dans la province de Canton, chercheront à semer le trouble dans d'autres ports le long de la côte, nous ordonnons à Aï Liang, Chaou et Aï Lo de donner des [299] instructions secrètes aux autorités locales afin qu'au cas où des navires de Barbares s'approcheraient des districts soumis à leur juridiction, ils prennent les mesures indispensables à leur sécurité, sans bruit ni signaux (qui puissent attirer leur attention). Si les Barbares prétendent justifier les circonstances de la violation de la paix à Canton, il importe de les réduire au silence avec des arguments rationnels, en sorte qu'ils n'aient plus d'échappatoire : peut-être qu'en constatant cela, se décideront-ils à abandonner une entreprise désespérée ? Mais les autorités concernées ne doivent pas s'alarmer, afin de ne pas jeter le trouble et la confusion dans l'esprit de tous. »

---

<sup>193</sup> Il était d'usage dans le Céleste Empire de désigner comme « barbares » les citoyens et représentants officiels des autres nations : « affaires barbares » équivalait ainsi à « affaires étrangères ».

[301]

## II. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

### *Palmerston et les élections générales*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 31. III.1857.

« *Tenez-vous, mon bon seigneur, entre deux hommes d'église, Et je vais improviser là-dessus une sainte mélodie* <sup>194</sup>. »

[Retour à la table des matières](#)

Palmerston ne suit pas à la lettre ce précepte de Buckingham à l'adresse de Richard III. Il se tient entre le clergé, d'une part, et le trafiquant d'opium, de l'autre. Les évêques de la Basse Église <sup>195</sup>, dont ce fieffé coquin a ratifié la nomination par le truchement du comte de Shaftesbury, son parent, témoignent combien il est « loyal », tandis que les marchands du « doux poison pour le règne du fin bec <sup>196</sup> » té-

---

<sup>194</sup> Cf. Shakespeare, *Le Roi Richard III*. Acte III, scène 7.

La direction du journal américain avait modifié le titre de cet article. Nous avons repris celui de Marx.

<sup>195</sup> La Basse Église était le second courant de l'église anglicane à laquelle appartenaient surtout la bourgeoisie et le bas clergé. Son enseignement correspondait en gros à l'éthique bourgeoise. La Haute Église, en revanche, recrutait essentiellement dans l'aristocratie, et s'efforçait de sauvegarder les magnificences de l'ancien rituel et de trouver un rapprochement avec le catholicisme.

<sup>196</sup> Cf. Shakespeare, *le roi Jean*, acte II, scène 1.

moignent qu'il est un zélé serviteur de l'« utilité privée, [302] cette inclination particulière de l'humanité <sup>197</sup> ». Burke, l'Écossais, était fier des « lève-toi-et marche » londoniens <sup>198</sup>, Palmerston, quant à lui, est fier des « empoisonneurs » de Liverpool. Ces messieurs au visage glabre sont les dignes représentants d'une ville qui doit directement sa grandeur au commerce des esclaves <sup>199</sup>. Liverpool qui, par ailleurs, ne brille pas par ses productions artistiques, peut néanmoins revendiquer le mérite original d'avoir enrichi la poésie d'odes au commerce des esclaves. Alors que Pindare commence son hymne aux vainqueurs olympiques avec les mots « l'eau est l'idéal suprême », on peut attendre d'un moderne Pindare de Liverpool qu'il entame son hymne à celui qui trône à *Downing Street* <sup>200</sup> avec le vers spirituel : « l'opium est l'idéal suprême ».

Marchant la main dans la main avec les saints évêques et les profanes trafiquants d'opium, les grands marchands de thé participent la plupart, directement ou indirectement, au commerce de l'opium. Tout ce beau monde a évidemment intérêt à déchirer les traités actuellement en vigueur avec la Chine. Ne sont-ils pas poussés à le faire par les plus profonds ressorts de l'âme ? Depuis un an, ils se sont lancés dans les spéculations les plus gigantesques sur le thé, et toute prolongation des hostilités en Chine fait grimper chaque jour davantage les prix des énormes stocks de cette précieuse marchandise, leur permettant d'ajourner le paiement des sommes colossales qu'ils doivent à leurs fournisseurs chinois de Canton.

---

<sup>197</sup> Cf. Shakespeare, *le roi Jean*, acte I, scène 1.

<sup>198</sup> « Lève-toi et marche », nom donné en Angleterre à ceux qui déterraient en secret les cadavres dans les cimetières, afin de les vendre aux fins d'autopsie et de dissection. Lorsque la demande prit de l'ampleur dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, on recourut souvent à la « méthode, inventée par William Burke d'Édimbourg : on étranglait des malheureux de manière à ne laisser aucune trace de strangulation.

<sup>199</sup> Dans la *Guerre civile aux États-Unis* (Edition 10/ 18, p. 268), Marx avait déjà dénoncé Liverpool (ville portuaire réactionnaire parce que ne vivant pas de l'industrie, mais du commerce mondial et colonial, à l'instar de New York) qui avait cherché un compromis entre l'Angleterre et le Sud esclavagiste.

<sup>200</sup> Rue du centre de Londres où se trouve le siège du Premier ministre anglais (Palmerston).

De même la guerre leur permettra d'escroquer à la fois leurs acheteurs britanniques et leurs [303] vendeurs chinois et, partant, de réaliser leur idéal de la « gloire nationale » et des « intérêts commerciaux ». En général, les fabricants britanniques ne sont pas d'accord avec cet enseignement du catéchisme de Liverpool à cause du principe non moins sublime de l'école de Manchester selon lequel le prix du coton doit rester bas, ce qui les oppose à ces messieurs de Liverpool pour lesquels il doit être élevé.

Au cours de la première guerre anglo-chinoise qui dura de 1839 à 1842, les industriels britanniques s'étaient bercés d'espérances illusoires, en s'attendant à un essor gigantesque de leurs exportations. Déjà, ils avaient calculé tous les yards de cotonnades dont ils couvriraient les habitants du Céleste Empire. L'expérience mit en pièces le voile d'illusion que le politicien Palmerston avait jeté sur leur esprit. De 1854 à 1857, les exportations de produits manufacturés anglais vers la Chine ne dépassèrent pas en moyenne la valeur de 1 250 000 £. Or cette somme avait souvent été atteinte au cours des années précédant la première guerre avec la Chine.

Mr. Cobden, porte-parole des fabricants britanniques à la Chambre des Communes déclarait en effet : « *Depuis 1842, nous (Royaume-Uni) nous n'avons pratiquement pas augmenté le volume de nos exportations vers la Chine, en ce qui concerne les produits manufacturiers. Nous avons augmenté notre consommation de thé, c'est tout* <sup>201</sup>. »

C'est ce qui explique que les fabricants britanniques sont en condition de se former sur la politique chinoise une conception plus claire que le clergé, les trafiquants d'opium et les négociants [304] de thé britanniques. Nous avons fait ainsi le compte de tous les fidèles partisans de Palmerston, si nous faisons abstraction des budgétivores et des chasseurs de sinécure qui pendent aux basques de tout gouvernement,

---

<sup>201</sup> Cela montre la faiblesse des échanges commerciaux, sur la base de la production et de l'industrie des colonies et de la métropole blanche, et, du même coup le niveau dérisoire de l'industrialisation en résultant pour les colonies à la suite de l'irruption du capitalisme européen. La recherche de surprofits, extorqués par la spoliation ou la spéculation au profit du commerce et de la finance, est sans doute le moteur principal du colonialisme du moins à ses débuts.

ainsi que des sots patriotes de cabaret qui s'imaginent que, sous la direction de Pam <sup>202</sup>, « la nation se galvanisera ». Toutefois, nous ne devons pas oublier le *Times* de Londres et le *Punch*, le grand Cophta <sup>203</sup> et clown de la presse britannique qui sont tous deux liés à l'actuel gouvernement par des liens dorés et officiels qui font qu'ils applaudissent avec un enthousiasme emprunté le héros des massacres sanglants de Canton.

Cependant, il ne faut pas négliger le fait que le vote aux Communes n'est pas seulement une révolte contre la personne de Palmerston, comme l'écrit le *Times*. Les prochaines élections ne décideront donc pas seulement si Palmerston s'emparera de tout le pouvoir de l'État, mais encore s'il attribuera au *Times* un monopole dans la fabrication de l'opinion publique.

Voyons quel est le thème susceptible d'inspirer l'appel de Palmerston pour les élections à la Chambre des Communes. Conduira-t-il la bataille avec le mot d'ordre de l'extension du commerce avec la Chine ? Mais n'a-t-il pas détruit précisément le port, dont dépendait ce commerce ? Pour un temps plus ou moins long, il a transféré ce commerce de mer sur terre, et des cinq ports chinois vers la Sibérie. Dans tout le Royaume-Uni, il a augmenté les droits de douane sur le thé, ce qui constitue le plus grand obstacle à une extension du commerce avec la Chine. Utilisera-t-il l'argument de la sécurité des spéculateurs [305] commerciaux britanniques ? Le livre bleu, intitulé *Correspondance relative aux outrages subis en Chine*, que le cabinet lui-même a glissé sur la table de la Chambre des Communes, démontre pourtant qu'au cours des sept années passées on a pu enregistrer à peine sept cas injurieux, dont trois sont à mettre au compte des Anglais, et quatre sont le fruit des efforts des autorités chinoises pour procurer à l'administration britannique la satisfaction de châtier les coupables.

---

<sup>202</sup> Sobriquet de Palmerston.

<sup>203</sup> *Punch, or the London Charivari* hebdomadaire satirique anglais de tendance libérale.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le comte Cagliostro (Giuseppe Balsamo) avait inventé ce nom et l'avait attribué à un prêtre égyptien qu'il disait avoir inspiré une loge maçonnique égyptienne dont Cagliostro se prétendait le fondateur et le dirigeant, après avoir été initié à ses mystères au cours d'un voyage en Egypte et s'être inspiré dans son action par l'esprit du tout-puissant et omniscient grand Cophta, dont il se prétendait l'incarnation.

En somme, si les biens et la vie des négociants anglais sont actuellement menacés à Hong-Kong, Singapour, etc., c'est par la faute de Palmerston lui-même. Mais qu'en est-il de l'honneur du drapeau anglais ? Palmerston en a vendu 50 £ la pièce aux contrebandiers de Hong-Kong, et l'a souillé par le « gigantesque massacre de clients sans défense de l'Angleterre ».

Quoi qu'il en soit, ces arguments sur l'extension du commerce, la sécurité des spéculateurs britanniques et l'honneur du drapeau anglais sont les seuls qu'il ait fait porter devant les électeurs par les sages du gouvernement. Il se garde prudemment d'aborder un point quelconque de politique intérieure, car il n'y a rien à attendre de mots d'ordre tels que « Pas de réformes » et « Davantage d'impôts ». Un membre du cabinet Palmerston, lord Murgrave, chancelier de l'Echiquier, raconte à ses électeurs qu'il « n'a aucune théorie politique à présenter ». Un autre, Bob Lowe, persifle, dans son discours de Kidderminster, le suffrage secret, l'extension du droit de vote et autres semblables « balivernes ». Un troisième, Mr. Labouchere, ce même fieffé garnement [306] qui s'est fait le défenseur du bombardement de Canton en arguant que, si les Communes le flétrissaient comme injuste, il faudrait que le peuple anglais s'attende à devoir payer la somme d'environ 5 000 000 £ aux marchands étrangers, dont les biens ont été détruits à cette occasion — ce même Labouchere ignore complètement la politique dans son discours électoral à Taunton, et fonde simplement ses prétentions sur les hauts faits des Bowring, Parkes et Seymour.

Un journal de province note fort justement que Palmerston ne représente « non seulement aucune bonne solution pour la tribune électorale, mais encore aucune solution du tout ». Mais son cas n'est nullement désespéré. Depuis le vote de la Chambre des Communes, les circonstances ont complètement changé. Le forfait local perpétré contre Canton a mené à une guerre générale avec la Chine. La seule question qui se pose maintenant est donc de savoir qui assurera la poursuite de la guerre ? Or l'homme qui prétend que cette guerre est juste n'est-il pas mieux placé pour la conduire avec énergie que ses adversaires qui la condamnent au cours de la campagne électorale. Au reste, durant son interrègne, Palmerston saura créer un tel désordre dans les affaires, qu'il apparaîtra comme le sauveur irremplaçable.

Dans ces conditions, le simple fait qu'il y ait bataille électorale ne décide-t-il pas de la question en sa faveur ? Pour la majeure partie de

l'électorat britannique dans sa composition actuelle, voter signifie choisir entre conservateurs et libéraux. Il est la véritable tête des libéraux, [307] puisque sa chute porterait les conservateurs au pouvoir, il s'ensuit que la majeure partie des prétendus libéraux votera pour Palmerston, afin de faire échec à Derby ?

Telles sont les véritables raisons qui poussent les partisans du cabinet à faire leur choix. Si leurs calculs se réalisent, la dictature de Palmerston subie jusqu'ici en silence serait proclamée ouvertement. La nouvelle majorité parlementaire devrait son existence à la reconnaissance expresse d'une obéissance passive au ministère.

L'appel de Palmerston au peuple à la tribune du parlement pourrait alors être suivi le moment venu d'un coup d'État, comme cela se produisit après l'appel à la nation de Bonaparte devant l'Assemblée nationale. Ces mêmes personnes pourraient alors apprendre à leurs dépens que Palmerston est un ancien frère d'armes du cabinet Castle-reagh-Sidmouth qui abolit la loi sur l'*habeas corpus*, vota les pleins-pouvoirs au gouvernement pour qu'il emprisonne et expulse à son gré, et fit massacrer finalement le peuple de Manchester, parce qu'il protestait contre les lois céréalières.

[313]

**TEXTES  
DE MARX-ENGELS \***

**III**

---

**LE POISON CAPITALISTE  
EN CHINE**

*« La Chine était si faible et si ébranlée, qu'elle n'eut même plus la force de supporter la crise d'une révolution populaire. En conséquence, la révolte aiguë même s'y est transformée en une maladie chronique et apparemment incurable »* (Engels, *New York Tribune*, 18.IX.1858).

Karl Marx

[Retour à la table des matières](#)

---

\* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[315]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *L'histoire du commerce de l'opium*

**Karl Marx**

*New York. Tribune*, 20. IX.1858 <sup>204</sup>.

[Retour à la table des matières](#)

Les rumeurs concernant le nouveau Traité <sup>205</sup> arraché à la Chine par les plénipotentiaires des Alliés, ont apparemment suscité les

---

<sup>204</sup> Marx reprend ses articles sur la Chine après un an d'interruption. Si, entre-temps, la scène parlementaire a changé, avec le cabinet conservateur de lord Derby, la guerre n'en a pas moins continué en Chine où des contingents franco-anglais ont occupé Canton en décembre 1857 et Takou au printemps 1858. En juin 1858, ce fut la conclusion du traité de Tsien-tsin, suivi quelques jours plus tard de traités analogues entre la Chine, la Russie et les États-Unis.

La nouvelle série d'articles de Marx commence dès l'arrivée de la nouvelle de la conclusion diplomatique de la seconde guerre de l'Opium. En exposant l'histoire du commerce anglo-indo-chinois, Marx étudie les perspectives de son prochain accroissement ou — comme il l'admet finalement — de sa stagnation et de son recul, d'où l'éventualité d'un nouveau conflit.

<sup>205</sup> Marx analyse le contenu de ce traité dans un autre article intitulé *le Nouveau Traité avec la Chine*. Celui-ci ouvrit à l'Angleterre, France, Russie et États-Unis de nouveaux ports sur le Yang-tsé, en Mandchourie, Formose et Haïnan. Pékin dut admettre l'installation [369] permanente de représentations diplomatiques occidentales, le droit de navigation sur le Yang-tsé jusqu'à Hankéou, la liberté d'entrée et de déplacement des étrangers en Chine, la reconnaissance des missions chrétiennes. Le traité prévoyait, en outre, la révision des traités de commerce et une indemnité de guerre. Des traités ana-

mêmes espérances lumineuses sur l'extension gigantesque du commerce que celles qui avaient ébloui les marchands en 1845, après la conclusion de la première guerre chinoise. Mais, en admettant que le télégraphe de Pétersbourg ait dit vrai est-il certain que l'augmentation des villes ouvertes au commerce doit nécessairement entraîner un développement des échanges commerciaux avec la Chine ? Existe-t-il, en fait, une probabilité quelconque que la guerre de 1857-1858 conduise à de meilleurs résultats que celle de « 1839-1842 ?

Tout ce qu'il y a de sûr, c'est que le traité de [316] 1843, au lieu de promouvoir les exportations britanniques et américaines en Chine, n'a fait qu'aggraver et précipiter la crise commerciale de 1847. De même, en entretenant de faciles illusions sur les possibilités illimitées du marché chinois et en alimentant des spéculations exagérées, le nouveau traité peut contribuer à préparer une nouvelle crise au moment même où le marché mondial émerge doucement du récent chaos <sup>206</sup>.

À part ce résultat négatif, la première guerre de l'Opium avait stimulé le commerce de cette drogue aux dépens du commerce normal et légalement reconnu. On peut s'attendre à ce que la seconde guerre de l'Opium ait les mêmes conséquences, à moins que l'Angleterre, sous la pression générale du monde civilisé, ne soit contrainte à abandonner la culture du pavot qu'elle impose à l'Inde ainsi que sa propagation en Chine par la violence. Nous nous abstiendrons de nous étendre sur la moralité de ce commerce, dont Montgomery Martin — un Anglais — parle dans les termes suivants :

*« Bien sûr, le commerce des esclaves avait quelque chose de miséricordieux par rapport au commerce de l'opium : nous ne ruinions pas l'organisme des Africains, car il était de notre intérêt immédiat de les maintenir en vie ; nous ne dépravions pas leur nature, ni ne corrompions leur esprit, ni ne tuions leur âme. Or, le vendeur d'opium tue le corps après avoir perverti, dégradé et ruiné l'âme des malheu-*

---

logues furent conclus avec la France, les États-Unis et la Russie qui obtint, de surcroît, toute la vallée de l'Amour et d'autres privilèges.

<sup>206</sup> Marx a commenté la crise de 1857 dans les articles de la *New York Tribune* des 16 et 30 mai, 27 juillet, 27 septembre, 21 et 28 novembre, 15 et 22 décembre 1857. Il l'a également analysée dans la section V du livre III du *Capital* avec de nombreuses références à l'influence exercée sur elle par le commerce chinois et indien.

*reux pêcheurs. À chaque heure qui passe, on sacrifie de nouvelles victimes à cet insatiable Moloch : l'assassin anglais et le [317] candidat chinois au suicide rivalisent d'ardeur sur son autel* <sup>207</sup>. »

Les Chinois ne peuvent acheter à la fois des produits manufacturés et de l'opium ; dans les circonstances actuelles, l'extension des échanges commerciaux avec la Chine tend à accroître le trafic de l'opium. L'augmentation de ce dernier est incompatible avec l'essor du commerce légal. C'est ce qui était il y a deux ans encore, un théorème généralement admis. Une commission parlementaire, désignée par les Communes en 1847, concluait ainsi son rapport :

*« Nous déplorons que le commerce avec ce pays ne soit pas satisfaisant depuis quelques années et que le résultat de nos efforts pour élargir nos échanges n'ait pas correspondu aux légitimes espoirs que faisait naître tout naturellement la liberté d'accès à un marché aussi fantastique... Nous estimons que les difficultés commerciales ne dérivent ni d'une trop faible demande chinoise en articles manufacturiers anglais, ni de la concurrence croissante des autres nations... L'achat de l'opium absorbe tout l'argent, aux dépens du trafic général des Chinois ; le thé et la soie doivent payer le reste* <sup>208</sup>. »

*The Overland Friend of China* du 28 juillet 1849, généralisant ces considérations, dit clairement : *« Le commerce de l'opium s'étend toujours davantage. Une demande accrue de thé et de soie de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis ne ferait qu'accroître le commerce de l'opium : le cas des fabricants est sans espoir. »*

Dans un article de janvier 1850 du *Merchant's Magazine*, l'un des plus importants exportateurs américains en Chine ramène toute la question du [318] commerce avec la Chine à l'alternative suivante :

---

<sup>207</sup> Cf. China. *Political, Commercial and Social Report to H.M. Government*, 1847, II, p. 261. Auteur de nombreux ouvrages sur l'Irlande, l'Inde et de nombreuses parties de l'Empire britannique, Martin était trésorier des services consulaires en Chine et membre du Conseil législatif de Hong-Kong. Il fut obligé de démissionner de son poste en 1845, en raison de son opposition à la politique de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, et en particulier au commerce de l'opium.

<sup>208</sup> Extrait de : *Select Committee on Commercial Relations with China. Report and Minutes of Evidence*, juillet 1847, p. III, IV.

« *Quelle branche commerciale faut-il éliminer : le trafic de l'opium ou l'exportation des produits de l'industrie américaine ou anglaise ?* »

Les Chinois partagent la même opinion. Montgomery Martin rapporte à ce propos : « *J'ai demandé à un haut fonctionnaire de Changhaï quel serait le meilleur moyen d'élargir notre commerce avec la Chine, et voici la réponse qu'il m'a donnée en présence du capitaine Balfour, consul de Sa Majesté : Cessez de nous envoyer tout cet opium, et nous pourrions acheter vos produits manufacturiers.* »

Au cours des huit dernières années, l'histoire du commerce général illustre également cette conclusion d'une manière éclatante. Cependant, avant d'analyser les effets funestes du commerce de l'opium sur le commerce légalement reconnu, nous devons jeter un coup d'œil rapide sur les origines et l'essor de ce trafic surprenant qui occupe une place à part dans les annales du genre humain, tant parce qu'il constitue, pour ainsi dire, l'axe autour duquel tournent les tragiques conflits successifs, que parce qu'il influence l'ensemble des rapports entre l'Occident et l'Orient.

Avant 1767, la quantité d'opium exportée de l'Inde ne dépassait pas deux cents caisses d'environ 133 livres chacune. L'opium était admis légalement en Chine à titre de médicament contre paiement d'un droit de près de 3 dollars par caisse. A cette époque, le quasi monopole de son exportation dans le Céleste Empire était détenu par les Portugais qui se procuraient la drogue en Turquie. Mais en 1773, le colonel Watson et le [319] vice-président Wheeler — qui n'ont pas volé leur place aux côtés des Hermentier, Palmer et autres empoisonneurs de réputation mondiale — suggérèrent à la Compagnie des Indes l'idée de participer aussi au trafic d'opium avec la Chine. À la suite de cette proposition, on installa un dépôt d'opium à bord de navires ancrés dans une baie au sud-ouest de Macao. Mais le coup ne réussit pas. En 1781, le gouvernement du Bengale envoya en Chine un vaisseau armé, chargé d'opium, et en 1794 la Compagnie en fit stationner un autre à Whampoa, point de mouillage du port de Canton. Il semble que le choix de Whampoa fut plus judicieux que celui de Macao. En effet, deux ans après seulement, le gouvernement chinois se vit obligé de promulguer une loi menaçant ceux qui introduisaient l'opium par contrebande d'être fouettés avec des verges de bambou et exposés sur la voie publique avec une cangue de bois autour du cou.

Vers 1798, la Compagnie des Indes cessa d'exporter directement de l'opium en Chine, mais se fit exclusivement producteur. On établit le monopole de l'opium en Inde, et tandis que l'on interdisait hypocritement aux navires de la Compagnie d'exercer le trafic de la drogue, on délivra aux navires privés commerçant avec la Chine une licence qui renfermait une clause prévoyant une forte pénalité pour le cas où ils transporterait de l'opium produit par d'autres.

En 1800, les importations en Chine atteignirent 2 000 caisses. Après avoir présenté, durant le XVIIIe siècle, les traits propres aux heurts classiques entre marchands étrangers et douane nationale, la lutte entre la Compagnie des Indes [320] orientales et la Chine prit au début du XIXe siècle un tour particulier et hors du commun. Tandis que l'Empereur de Chine, pour mettre fin au suicide de son peuple, interdisait à la fois l'importation de ce poison par les étrangers et sa consommation par les indigènes, la Compagnie des Indes orientales faisait rapidement de la culture du pavot en Inde et de la contrebande de l'opium en Chine le pilier intangible de tout son système financier.

Ainsi, tandis que le semi-barbare s'accrochait au principe de la morale, le civilisé lui opposait le principe du Mammon. Qu'un Empire gigantesque, englobant presque un tiers du genre humain, végétant malgré les impératifs du temps, se tenant artificiellement à l'écart des relations générales du monde et s'illusionnant lui-même avec le mythe de sa perfection céleste —, qu'un tel Empire soit finalement surpris par le destin et entraîné dans un duel à mort dans lequel le représentant du monde antique semble mû par des motifs éthiques, tandis que le représentant de la société moderne lutte pour le privilège de trafiquer sur les marchés où l'on achète le moins cher et l'on vend le plus cher, cela vraiment est une tragédie si étrange qu'un poète n'eût jamais osé en rêver de pareille.

[321]

### III. DISSOLUTION PARLEMENTAIRE ET GUERRES COLONIALES

*New York Tribune*, 25. IX.1858.

[Retour à la table des matières](#)

L'instauration du monopole de l'opium en Inde par le gouvernement britannique entraîna la prohibition du commerce de l'opium en Chine. Les peines cruelles infligées par le législateur chinois à ses sujets indociles furent aussi inopérantes que les rigoureuses normes prohibitives appliquées par la douane chinoise. Le second effet de la résistance morale des Chinois fut que les Anglais corrompirent les autorités impériales, les fonctionnaires de la douane et les mandarins en général. La corruption qui s'infiltra jusqu'au cœur de la bureaucratie céleste et détruisit les assises de l'ordre patriarcal, fut introduite en contrebande dans l'Empire, en même temps que les caisses d'opium des transporteurs britanniques, ancrés à Whampoa.

Alimenté par la Compagnie des Indes orientales, [322] vainement combattu par le gouvernement central de Pékin, le commerce de l'opium prit graduellement des proportions toujours plus vastes et finit par absorber dans les deux millions et demi de dollars en 1816. La liberté de commerce instaurée cette année-là en Inde — à l'exception du seul commerce de thé resté monopole de la Compagnie des Indes orientales — donna une nouvelle et puissante impulsion aux entreprises des contrebandiers anglais. Le nombre de caisses introduites frauduleusement en Chine s'éleva à 5 147 en 1820, à 7 000 en 1821, à 12 639 en 1824. Durant tout ce temps le gouvernement chinois adressait des notes de protestation et de menace aux marchands étrangers,

sévissait contre les marchands Hong, convaincus d'avoir aidé les Anglais, faisait preuve d'une énergie extraordinaire dans la chasse aux consommateurs chinois d'opium et ne cessait de renforcer les contrôles aux douanes.

Le résultat final fut le même que celui auquel étaient parvenus des efforts entrepris depuis 1794 : les dépôts d'opium furent transférés vers des bases d'opération moins précaires et plus adaptées aux besoins de l'heure. Macao et Whampoa furent abandonnées pour l'île de Lingting, à l'embouchure de la rivière de Canton, où l'on établit des dépôts permanents à bord de navires pourvus d'équipages nombreux et armés jusqu'aux dents. De même, lorsque le Gouvernement chinois réussit à juguler momentanément l'activité des vieilles corporations marchandes de Canton, le commerce ne fit que changer de mains, passant à une couche plus basse d'hommes prêts à l'exercer en dépit de tous les risques et avec n'importe quels moyens. Grâce à ces facilités [323] plus grandes, le commerce de l'opium passa de 12 639 à 21 785 caisses en dix ans (de 1824 à 1834).

Comme les années 1800, 1816 et 1824, l'année 1834 marque un tournant dans l'histoire du commerce de l'opium. La Compagnie des Indes orientales perdit alors le privilège commercial pour le thé chinois et dut, en outre, s'abstenir de toute activité commerciale en général. Grâce à cette transformation d'un établissement marchand en pure administration étatique, le commerce avec la Chine, désormais ouvert, devint l'affaire privée d'Anglais qui lui donnèrent une impulsion si vigoureuse qu'en 1837 39 000 caisses d'opium évaluées à 25 000 000 de dollars furent transportées en contrebande en Chine, malgré la résistance désespérée du gouvernement du Céleste Empire. Deux faits méritent ici d'être soulignés : premièrement, depuis 1816, toute nouvelle progression du commerce d'exportation avec la Chine entraîne une augmentation sans cesse croissante de la part revenant à la contrebande de l'opium ; deuxièmement, à mesure que disparaissait l'intérêt purement mercantile du gouvernement anglo-indien dans le commerce de l'opium, augmentait son intérêt fiscal à ce trafic illicite <sup>209</sup>.

---

<sup>209</sup> L'*Economist* du 30 avril 1853 reconnaissait lui-même : « *Les recettes de notre gouvernement en Inde dépendent de la vente de l'opium en Chine, comme le peuple d'Angleterre dépend pour ses breakfasts et ses repas du soir des produits de cet Empire ; tous deux, notre vie familiale et notre*

En 1837, le gouvernement chinois était arrivé au point où il ne pouvait plus différer l'action décisive. Le drainage ininterrompu de l'argent par suite de l'importation de l'opium commençait à désorganiser les finances et la circulation monétaire du Céleste Empire. You Nechi, l'un des plus habiles hommes d'État chinois, proposa alors de légaliser le commerce de l'opium et d'en faire une source de revenu pour l'Empire. Mais après une discussion approfondie, à laquelle participèrent [324] durant un an tous les hauts fonctionnaires impériaux, le gouvernement chinois décida qu' « il ne fallait pas légaliser ce trafic infâme, étant donné les maux qu'il inflige au peuple ».

Dès 1830, un droit de douane de 25% aurait assuré un revenu de 3 850 000 dollars, et le double en 1837. Mais le barbare céleste ne put se résoudre à imposer une taxe qui devait inévitablement augmenter en proportion de la dégénérescence physique et morale du peuple. En 1853, l'actuel Empereur, Hien-Fong persévéra dans la politique intransigeante d'autodéfense de ses prédécesseurs, bien qu'il se trouvât en butte à une situation encore plus préoccupante et eût pleinement conscience de l'inanité de tout effort pour arrêter les importations croissantes d'opium. Remarquons au passage qu'en châtiant la consommation de l'opium comme un acte hérétique, l'Empereur donnait à ce trafic tous les avantages d'une propagande religieuse interdite.

Les mesures exceptionnelles du gouvernement chinois en 1837, 1838 et 1839, qui culminèrent avec l'arrivée à Canton du commissaire Lin, qui fit confisquer et détruire l'opium de contrebande, fournirent le prétexte à la première guerre anglo-chinoise, dont les conséquences furent la révolte (des Taïpings), l'épuisement complet du Trésor impérial, les empiétements croissants de la Russie dans le nord du pays et un essor inouï du commerce de l'opium dans le sud. Bien que proscrit dans le traité par lequel l'Angleterre mit fin à une guerre commencée et poursuivie pour la défense du trafic de l'opium, celui-ci a joui pratiquement depuis 1843 d'une impunité totale. Les importations d'opium ont été évaluées en 1856 à près [325] de 35 000 000 de dollars, tandis que, la même année, le gouvernement anglo-indien en tira un revenu de 25 000 000 de dollars, soit exactement le sixième de tous ses revenus. Les prétextes grâce auxquels on a entrepris la seconde guerre de

---

*grandeur politique en tant que nation, sont maintenant étroitement orientées vers la Chine. »*

l'Opium, sont encore trop récents pour qu'il soit nécessaire de les rap-peler.

Nous ne pouvons pas abandonner cet aspect de la question, sans relever une contradiction flagrante du gouvernement britannique qui se drape dans ses vertus chrétiennes tout en trafiquant de la civilisation. Sous le manteau du gouvernement impérial, il feint d'être tout à fait étranger à la contrebande de l'opium et va jusqu'à conclure avec la Chine des traités qui l'interdisent. Sous le manteau du gouvernement indien, cependant, il impose au Bengale la culture du pavot, au grand dommage des forces productives de ce pays : il contraint une partie des petits paysans indiens à en pratiquer la culture et y pousse une autre en lui faisant des avances d'argent ; il tient d'une main le monopole rigoureux de la production de cette drogue pernicieuse et, de l'autre, il entretient toute une armée d'espions officiels qui en surveillent la production, sa livraison aux endroits prévus, sa manipulation et sa préparation suivant le goût des consommateurs chinois, son emballage dans des paquets spécialement adaptés aux besoins de la contrebande et, finalement, son transport à Calcutta, où elle est vendue aux enchères et livrée au plus offrant par des fonctionnaires de l'État pour passer enfin des mains des spéculateurs dans celles des contrebandiers qui l'introduisent en Chine.

La caisse d'opium qui coûte au maximum [326] 250 roupies au gouvernement britannique est vendue aux enchères de Calcutta à un prix allant de 1 210 à 1 600 roupies. Mais, non content de cette complicité de fait, ce même gouvernement participe directement jusqu'à ce jour aux pertes et profits des opérations des marchands et armateurs qui se lancent dans l'entreprise hasardée d'empoisonner tout un Empire.

En réalité, les finances du gouvernement britannique en Inde dépendent désormais du commerce de l'opium avec la Chine et, qui plus est, de son caractère illégal. Si le gouvernement chinois légalisait le commerce de l'opium et, en même temps, admettait en Chine la culture du pavot, le Trésor anglo-indien serait sans doute ruiné. C'est pourquoi, tandis qu'il prêche officiellement la liberté de commerce de ce poison, le gouvernement britannique défend en secret le monopole de sa production. À chaque fois que l'on considère de près la nature

du libre-échange britannique, on peut s'attendre à trouver que cette « liberté » repose sur le monopole forcé.

[327]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *Les effets du traité de 1842 sur le commerce sino-britannique*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 5. X.1858.

[Retour à la table des matières](#)

Le traité chinois signé par sir Henry Pottinger le 29 août 1842, comme tous les nouveaux traités dictés à la Chine sous le feu des canons, s'est avéré un échec sur le plan commercial. C'est ce que reconnaît maintenant l'*Economist* du 4 septembre 1858 lui-même, l'éminent organe du libre-échange britannique. Etant l'un des apologistes les plus enragés de la récente invasion en Chine, ce journal éprouve maintenant le besoin de « tempérer » les vifs espoirs nourris dans divers secteurs de l'opinion publique : il considère les effets du traité de 1842 sur le commerce d'exportation britannique comme « un précédent qui doit nous mettre en garde contre l'issue d'actions erronées ». À n'en pas douter, le conseil est sage, mais les raisons alléguées par M. Wilson pour [328] expliquer l'insuccès de la première tentative d'élargir par la force le marché chinois pour la production occidentale semblent rien moins que concluantes.

La première cause importante de cet échec retentissant est, dit-on, la saturation du marché chinois sur une base spéculative, au cours des trois premières années qui ont suivi le traité de Pottinger, et le peu de

cas que font les hommes d'affaires anglais des besoins spécifiques de la demande chinoise.

Les exportations anglaises en Chine s'élevèrent à 1 326 388 £ en 1836 et seulement à 969 000 £ en 1842. Au cours des quatre années suivantes, il y eut une augmentation rapide et continue, comme il ressort des chiffres suivants :

1842	969 000 £
1843	1456 000 £
1844	2 305 000 £
1845	2 395 000 £

Pourtant, non seulement la chute des exportations en 1846 au-dessous de leur niveau de 1836, mais encore les faillites enregistrées parmi les firmes chinoises de Londres durant la crise de 1847 ont prouvé que la valeur  *nominale*  des exportations de 1843 à 1846, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, ne correspondait nullement à leur valeur  *réelle* . Si les exportateurs britanniques se sont trompés sur la quantité livrée à la consommation chinoise, leur erreur n'est pas moins grande en ce qui concerne leur qualité. Pour étayer cette affirmation, l'*Economist* cite le passage suivant, écrit par Mr. W. Cooke, ancien correspondant du *Times* à Changhaï et Canton :

[329]

*« Au cours des années 1843, 1844 et 1845, à la suite de l'ouverture des ports septentrionaux, les Anglais furent saisis d'une folle excitation. Une importante firme de Sheffield y envoya une grande quantité de couteaux et de fourchettes, se déclarant prête à fournir toute la Chine en couverts. Ils furent vendus à un prix qui couvrit à peine les frais de transport. Une firme réputée de Londres expédia un énorme lot de pianos qui connurent le même sort. Ce qui advint aux pianos et aux couverts se reproduisit, à une échelle un peu moindre, pour les lainages et les cotonnades. Au moment de l'ouverture des ports, Manchester avait fait un effort considérable, mais à l'aveuglette, et ce fut l'échec. Depuis, la ville est plongée dans l'apathie, et ne compte plus que sur ce qui se présentera. »*

Enfin, pour prouver que la diminution, le maintien et l'augmentation du commerce dépendent de la connaissance des besoins des consommateurs, l'*Economist* emprunte à la même source les données suivantes pour 1856 :

	1845	1846	1856
Tissus en laine peignée (en pièces)	13 569	8 415	7 428
Camelot	13 374	8 034	4 470
Long ells	91 530	75 784	36 642
Lainages	62 731	56 996	88 583
Cotonnades imprimées	100 615	81 150	281 784
Cotonnades unies	2 998 126	1 854 740	2 817 624
Filés de coton (en livres)	2 640 098	5 324 050	5 579 600

[330]

Cependant, tous ces arguments et données n'expliquent rien, sinon la réaction consécutive à l'inondation du marché de 1843 à 1845. Ce phénomène ne se limite nullement au commerce avec la Chine ; de fait, en général, une expansion soudaine des échanges est suivie de leur brusque contraction ou, en d'autres termes, un marché nouveau se gonfle aussitôt de produits pour lesquels on n'a pas tenu compte, au fond, des besoins réels ou de la capacité d'achat des consommateurs. C'est, en réalité, un phénomène constant dans l'histoire du marché mondial.

Après la chute de Napoléon, alors que le continent européen s'ouvrit au commerce, les exportations britanniques s'avèrent si disproportionnées vis-à-vis de la capacité d'absorption du marché nouveau, que la « transition de la guerre à la paix » représenta une catastrophe pire que le blocus continental lui-même. Pareillement, la reconnaissance, par Canning, de l'indépendance des colonies espagnoles en Amérique contribua à déchaîner la crise de 1825, des marchandises prévues pour le climat de Moscou ayant été expédiées au Mexique ou en Colombie. De nos jours, enfin, l'Australie elle-même, malgré les capacités d'expansion de son marché, n'a pas échappé au sort commun à tous les marchés nouveaux et s'est trouvée saturée de marchandises

qu'elle ne peut absorber faute de consommateurs et de moyens de paiement disponibles.

Tout ce qu'il y a de particulier au marché chinois c'est que, depuis son ouverture par le traité de 1842, les exportations de thé et de soie chinoises ont constamment augmenté, tandis que dans leur ensemble, les importations de produits manufacturés [331] en Chine sont restées stationnaires. On pourrait tirer un parallèle entre la balance commerciale sans cesse positive au profit de la Chine et la balance commerciale entre la Russie et la Grande-Bretagne. Mais, dans ce dernier cas, tout s'explique par la politique protectionniste de la Russie, alors qu'en Chine, au contraire, les droits d'importation sont plus bas que dans tout autre pays commerçant avec la Grande-Bretagne. La valeur totale des exportations chinoises vers l'Angleterre qui, avant 1842, s'élevait à environ 7 000 000 £, atteint en 1856 quelque 9 500 000 £ ; tandis que le thé importé en Grande-Bretagne n'a jamais dépassé 50 millions de livres, il atteignit 90 millions en 1856. D'autre part, les importations britanniques de soie chinoise ne sont devenues considérables qu'à partir de 1852, et leur progrès est attesté par les chiffres suivants :

*Importations de soie en livres : en £ :*

1852	2 418 343	—
1853	2 838 047	—
1854	4 576 706	3 318 112
1855	4 436 862	3 013 396
1856	3 723 693	3 676 116

*Exportations anglaises vers la Chine en £ :*

1834	842 852
1835	1 074 708
1836	1 326 388
1838	1 204 356

[332]

Pour la période qui a suivi l'ouverture du marché en 1842 et la conquête de Hong-Kong par les Anglais, nous avons les données suivantes en £ :

1845	2 359 000
1846	1 200 000
1848	1 445 950
1852	2 508 599
1853	1 749 597
1854	1 000 716
1855	1 122 241
1856	plus de 2 000 000

*L'Economist* s'efforce d'expliquer par la concurrence étrangère la stagnation et le relatif déclin des exportations de produits manufacturés en Chine, et il s'appuie de nouveau sur le témoignage de Mr. Cooke pour le démontrer. Selon cette source autorisée, les Anglais seraient battus dans plusieurs branches dans la lutte concurrentielle. Les Américains, écrit-il, l'emportent dans le secteur du coutil et de la toile à drap. En 1856, les Américains ont exporté à Changhaï 221 716 pièces de coutil et 14 420 pièces de toile contre 8 745 et 1 240 exportées par les Anglais. D'autre part, il semble que, pour les lainages, l'Allemagne et la Russie talonnent leurs rivaux anglais.

Tout cela suffit à nous convaincre que Mr. Cooke et *L'Economist* se trompent tous deux dans leur évaluation du marché chinois. Ils attribuent au seul commerce anglo-chinois des caractéristiques que l'on retrouve en fait dans les échanges entre les États-Unis et le Céleste Empire. En 1837, les exportations chinoises vers les États-Unis dépassaient les exportations américaines vers la Chine de quelque 860 000 £. Dans la période consécutive au traité de 1842, les États-Unis importèrent en moyenne des marchandises chinoises d'une valeur [333] d'environ 2 000 000 £, contre 900 000 £ seulement de marchandises américaines. Sur une valeur totale de 1 602 849 £, en ce qui concerne les importations à Changhaï en 1855, abstraction faite des métaux précieux et de l'opium, la part de l'Angleterre était de 1 122 241 £, celle de l'Amérique de 272 708 £, et celle des autres pays de 207 900 £, alors que les exportations se montaient à un total de

12 603 540 £, dont 6 405 040 £ constituaient la part de l'Angleterre, 5 396 406 celle de l'Amérique, et 102 088 celles des autres pays. En conséquence, les exportations américaines à Changhaï d'une valeur de 272 708 £ font face à des importations correspondant à une valeur de plus de 5 millions : si, malgré cela, la concurrence américaine a porté au commerce britannique un préjudice tant soit peu sensible, il faut bien reconnaître que la marge de manœuvre offerte par le marché chinois au commerce des nations étrangères en général est tout à fait réduite.

La dernière cause que l'on invoque pour expliquer l'importance minime du marché chinois pour les exportations anglaises depuis son ouverture en 1842, c'est la révolution taïping. Or, malgré cette révolution, les exportations vers la Chine ont suivi, dans une certaine mesure, en 1851-1852, l'essor général du commerce alors que, durant toute la période révolutionnaire, le commerce de l'opium, loin de diminuer, a pris rapidement des proportions gigantesques. Quoi qu'il en soit, il faut bien admettre au moins ceci : tous les obstacles aux importations étrangères dus aux désordres internes de l'Empire, au lieu de diminuer, ne feront augmenter à la suite de la dernière guerre de rapine et des [334] atteintes portées au prestige de la dynastie en place.

Après une étude attentive de l'histoire du commerce chinois, nous pensons que l'on a fortement surestimé, en général, la capacité de consommation et le pouvoir d'achat des habitants du Céleste Empire. De fait, l'actuelle structure de la société chinoise qui repose sur deux piliers — l'agriculture parcellarisée au maximum et l'industrie artisanale domestique — exclut la possibilité d'importations tant soit peu considérables de produits manufacturés étrangers. Néanmoins, la Chine aurait pu absorber des produits anglais et américains jusqu'à concurrence des 8 millions qui, selon un calcul sommaire, représentent la balance positive de la Chine dans son commerce avec l'Angleterre et les États-Unis, *si l'on supprimait le trafic de l'opium*. On aboutit fatalement à cette conclusion si l'on retient que les finances et la circulation monétaire de la Chine, malgré l'actif de sa balance commerciale, sont dans une situation désespérée à cause des importations de l'opium qui atteignent un montant d'environ 7 millions £.

Mais John Bull qui affiche comme toujours des prétentions hautement morales, préfère compenser le passif de sa balance commerciale en extorquant périodiquement à la Chine des indemnités de guerres

qu'il engage sous des prétextes de brigand. Il oublie que la méthode carthaginoise et la méthode romaine de faire payer les peuples étrangers <sup>210</sup>, si elles sont réunies dans les mêmes mains, entrent inévitablement en collision et se détruisent mutuellement.

---

<sup>210</sup> Les Carthaginois reconstituaient leur trésor au moyen de razzias dans des pays étrangers, tandis que les Romains levaient régulièrement des impôts parmi les populations soumises à leur domination.

[335]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *Le nouveau traité avec la Chine*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 15. X. 1858.

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'ensemble, le sommaire officiel du traité sino-britannique que le gouvernement de Londres a finalement présenté au public n'ajoute pas grand-chose à ce que l'on savait déjà par d'autres sources <sup>211</sup>. Au fond, les points qui intéressent exclusivement la Grande-Bretagne y sont le premier et le dernier mot.

Le premier article abroge « le Protocole Additionnel et les Prescriptions générales du commerce », stipulés après la conclusion du Traité de Nankin. Ce Protocole Additionnel obligeait les consuls britanniques de Hong-Kong et des cinq ports ouverts au commerce de collaborer avec les autorités chinoises au cas où des navires anglais ayant [336] un chargement d'opium à bord étaient entrés dans leur sphère de juridiction. Il était donc formellement interdit aux marchands anglais d'importer la drogue de contrebande, et le gouvernement de Sa Majesté s'érigait, en quelque sorte, en haut fonctionnaire des douanes du Céleste Empire. Or, que la seconde guerre de l'Opium

---

<sup>211</sup> Ce compte rendu fut publié seulement le 27-IX-1858 par le *Times*, et commenté par l'*Economist* du 2-X-1858. Cependant, la presse anglaise avait repris certaines informations de source française les 15, 16 et 17 septembre. On pouvait en déduire que la guerre en Chine avait trouvé une fin.

devait se conclure par la suppression des entraves auxquelles la première prétendait encore avoir soumis le commerce de l'opium, nous paraît un résultat tout à fait logique puisque tel était le but le plus intime des milieux d'affaires qui avaient applaudi si frénétiquement au feu d'artifice de Palmerston à Canton. Cependant, ou bien nous nous trompons lourdement ou bien l'abandon officiel par l'Angleterre de l'hypocrite opposition au trafic de l'opium est destiné à produire des conséquences diamétralement opposées à celles auxquelles on s'attend.

En engageant le gouvernement britannique à collaborer à l'élimination de ce commerce, le gouvernement chinois a reconnu qu'il était impuissant à le juguler avec ses propres forces. Le Protocole Additionnel de Nankin représentait un dernier effort désespéré, et finalement vain, pour se débarrasser du trafic de l'opium avec l'aide étrangère. Cet effort ayant échoué, comme on le reconnaît à présent ouvertement, et le commerce de l'opium étant devenu légal, du moins pour ce qui concerne l'Angleterre, il ne peut plus faire le moindre doute que le gouvernement chinois va recourir à une méthode que toutes les considérations politiques et financières lui suggèrent, à savoir légaliser la culture du pavot en Chine et [337] taxer à ses frontières la drogue en provenance de l'étranger <sup>212</sup>. Quelles que soient les inten-

---

<sup>212</sup> Le commerce de l'opium fut tacitement légalisé en automne par la Convention du Changhaï réglant les nouveaux tarifs douaniers de l'Empire.

À propos du sort réservé à ses articles par la *New York Tribune*, Marx écrivait à Engels le 17-XII-1858 : « *La [370] Tribune m'a procuré une satisfaction. Cette feuille de chou a reproduit, durant des mois en éditorial mes articles sur la Chine (une histoire du commerce sino-anglais, etc.), et s'est même fait des éloges à elle-même. [cf. l'article du 10-V-1857, en partie rédigé par la rédaction de la Tribune et notamment les passages qui soulignent les mérites de l'auteur dont le point de vue est confirmé par des événements ultérieurs]. Or, lorsqu'enfin fut publié le texte officiel du traité sino-anglais, j'écrivis un article [Marx fait allusion au présent article] où j'affirmais, entre autres, que les Chinois légaliseraient maintenant la culture du pavot, c'est-à-dire frapperaient l'opium de taxes douanières et, finalement, autoriseraient probablement aussi la culture du pavot en Chine même, de sorte que, tôt ou tard, la seconde guerre de l'Opium porterait un coup fatal au trafic de l'opium des Anglais, et notamment aux finances indiennes. Or, Mr. Dana [rédacteur en chef de la Tribune] imprime cet article comme émanant de notre « correspondant occasionnel » de Londres, et écrit un éditorial vaseux dans lequel il réfute son correspondant « occasionnel ».*

tions de l'actuel gouvernement impérial, les circonstances dans lesquelles l'a placé le traité de Tsien-tsin le contraignent à elles seules à s'engager dans cette voie.

Une fois ce changement réalisé, il est inévitable que le monopole indien de l'opium et, avec lui, les finances indo-britanniques en recevront un coup fatal, tandis que le trafic anglais de la drogue se réduira aux proportions minimales d'un trafic ordinaire et s'avérera bientôt passif. Jusqu'à présent, John Bull a utilisé des dés pipés — et le résultat le plus tangible de la guerre numéro 2 est, manifestement, qu'elle n'a pas atteint le but qu'elle s'était fixé.

Ayant déclaré à la Russie une « guerre juste »<sup>213</sup>, la magnanime Albion s'abstint, à la conclusion de la paix, de réclamer une contribution de guerre pour l'indemniser des frais occasionnés par le conflit. En revanche, comme elle proclame à tout propos qu'elle vit en paix avec la Chine, il lui faut naturellement exiger une indemnité pour des frais de guerre qui, au dire même des ministres en poste actuellement, ont été occasionnés par les actes de piraterie anglais. Quoi qu'il en soit, les premières nouvelles relatives au paiement des quinze ou vingt millions de £ à déboursier par les habitants du Céleste Empire ont eu pour effet d'apaiser les scrupules de la délicate conscience britannique : *l'Economist* et la plupart des auteurs d'articles financiers se lancèrent dans de joyeux calculs sur les effets bénéfiques du *syceesilver* — l'argent en barre des Chinois — sur [338] la balance commerciale anglaise et les réserves de métaux précieux de la Banque d'Angleterre. Mais les premières impressions, produites et manipulées avec tant de peine par la presse de Palmerston, étaient trop faibles pour résister à l'épreuve des faits qui se manifestent déjà.

Une clause du Traité de Tien-tsin prévoit le paiement d'une indemnité de deux millions de taels pour les pertes qu'ont subies les citoyens britanniques par la faute des autorités chinoises à Canton. Une somme

---

*Or, voici que Fitzgerald et Stanley, au nom du ministère, ont littéralement confirmé mes prévisions. J'ai donc écrit mardi (soit mi-décembre 1858), en tant que « correspondant occasionnel » pour me moquer un peu — naturellement sur un ton modéré — de mon correcteur ». L'éditeur allemand de la correspondance de Marx-Engels (Werke, 29, Dietz, Berlin) affirme, p. 700, note 325, que l'article sur le Traité de paix anglo-chinois ne fut pas publié par la Tribune.*

<sup>213</sup> Marx fait allusion à la guerre de Crimée (1855-1856).

de deux millions supplémentaires doit être versée en outre pour les frais de guerre.

Au total, ces sommes représentent seulement 1 334 000 £ <sup>214</sup>, alors qu'en 1842 l'Empereur de Chine eut à payer 4 200 000 £, soit 1 200 000 £ pour l'opium de contrebande qui avait été confisqué et 3 000 000 £ à titre d'indemnité de guerre. Or, tomber de 4 200 000 £ — avec Hong-Kong en plus — à ces minables 1 334 000 ne témoigne pas, tout compte fait, d'affaires florissantes : mais il y a pire encore.

Comme votre guerre, dit l'Empereur de Chine, n'est pas une guerre contre la Chine, mais seulement une « guerre provinciale contre Canton », il vous revient d'imaginer comment vous extorquerez à la province de Kouang-toung l'indemnité de guerre que les gracieux navires de Sa Majesté britannique m'ont forcé de reconnaître. En attendant, votre illustre général Straubensee <sup>215</sup> peut occuper Canton, comme garantie matérielle, et continuer à faire des armes anglaises l'objet de risée de nos braves Chinois.

[339]

L'euphorique John Bull devient dolent à l'idée des pénibles conditions liées au paiement de cette mesquine indemnité de 1 334 000 £. C'est ce que laisse entendre la plainte d'un journal londonien : « *Au lieu de voir revenir nos 53 navires de guerre dans la mère patrie avec un trophée de millions de syceesilver, nous voilà dans l'agréable nécessité d'y envoyer 5 000 hommes afin de reconquérir et d'occuper Canton, et de soutenir la flotte dans la poursuite d'une guerre provinciale que le vice-consul a déclarée. Or cette guerre aura-t-elle pour seul effet de détourner notre commerce avec Canton vers d'autres ports ?... La continuation [de cette guerre provinciale] n'aura-t-elle pas pour effet de faire passer la majeure partie du commerce de thé entre des mains russes ? L'Europe et l'Angleterre elle-même vont-elles*

---

<sup>214</sup> Depuis l'épisode de l'Arrow, les Anglais réclamaient indemnité à la ville de Canton.

<sup>215</sup> Sir C.T. van Straubensee (1812-1892) commandait le contingent anglais en Chine, après avoir participé à la guerre de Crimée.

*rendre leurs fournitures de thé dépendantes de la Russie et des États-Unis ? »* <sup>216</sup>

L'anxiété de John Bull relative aux effets de la « guerre provinciale » sur le commerce du thé n'est pas sans fondement. Il ressort des statistiques de MacGregor <sup>217</sup> que, dans la dernière année de la guerre, la Russie a reçu 120 000 caisses de thé à Kiachta. Une année après la conclusion de la paix avec la Chine, la demande russe baissa de 75% et ne s'élevait plus qu'à 30 000 caisses. En tout cas, les frais que la Grande-Bretagne devra supporter pour occuper le Kouang-toung ne pourront qu'accroître si rapidement le passif de sa balance commerciale que cette seconde guerre chinoise ne pourra même pas payer ses dépenses — ce qui est bien la pire des choses qui puisse arriver aux yeux d'un Anglais, comme Mr. Emerson le remarque très justement.

[340]

Un autre grand succès de l'invasion anglaise, on le trouve dans l'article 51, selon lequel il ne faut plus que « le terme de barbare soit utilisé à propos du gouvernement ou des sujets anglais dans aucun document officiel publié par les autorités chinoises ». Ces autorités se qualifiant elles-mêmes de *Célestes*, on peut s'imaginer combien John Bull doit apparaître modeste à leurs yeux, s'il se contente de rayer dans les documents chinois l'idéogramme représentant le terme de *barbare*, au lieu d'insister pour se faire appeler *Divin* ou *Olympien*.

Les articles ayant trait au commerce ne font bénéficier l'Angleterre d'aucun privilège particulier par rapport à ses concurrents, mais, du moins pour l'heure, se ramènent à de vagues promesses dont la plupart ne valent même pas le parchemin sur lequel on les a inscrites. L'article 10 stipule, par exemple, que « *les navires de commerce britanniques doivent être autorisés à remonter le Grand Fleuve (Yang-tsé) à des fins marchandes, mais que, dans l'état actuel de désordre dans la haute et basse vallée, aucun port ne devra être ouvert au trafic à l'exception de Chinkiang qui devra l'être un an après la signature du traité. Lorsque la paix sera rétablie, les navires britanniques devront être*

<sup>216</sup> Cf. *The Free Press*, journal bourgeois anglais, publiée à Londres de 1855 à 1865 par Urquhart et ses partisans.

<sup>217</sup> Cf. John MacGregor. *Commercial Statistics. A Digest*, 1843-1850, vol. II, p. 467 et 504. L'auteur (1797-1857) fut ministre du commerce en 1840 et directeur de la Banque d'Angleterre en 1849.

*admis à commercer dans des ports aussi éloignés que Hankéou, mais dont le nombre ne dépassera pas trois et que déterminera l'ambassadeur britannique, après consultation avec le secrétaire d'État impérial ».*

Grâce à cet article du traité, les Anglais sont pratiquement exclus du trafic sur la grande artère commerciale de l'Empire, « la seule voie par [341] laquelle nous pouvons introduire nos produits à l'intérieur du pays », comme le *Morning Star* le remarque avec justesse. Si les Anglais sont gentils et s'ils aident le gouvernement impérial à déloger les rebelles de la zone qu'ils occupent actuellement <sup>218</sup>, ils pourront peut-être un jour naviguer sur le grand fleuve, mais en ne faisant escale que dans certains ports.

Quant aux ports de mer ouverts par le traité, sur « tous » ceux qui furent annoncés par les premières nouvelles, il n'en reste plus que cinq qui viennent s'ajouter aux ports du traité de Nankin et — comme l'observe un journal londonien — ils sont « généralement situés à l'écart et dans des îles ». Soit dit en passant, il serait bon de ne pas s'accrocher plus longtemps à l'illusion trompeuse selon laquelle les échanges augmentent en proportion des ports ouverts au commerce. Si l'on considère les ports des côtes anglaises, françaises ou américaines, il en est bien peu qui soient devenus de véritables centres commerciaux.

Avant la première guerre chinoise, les Anglais commerçaient exclusivement avec Canton. L'ouverture de cinq nouveaux ports n'eut pas pour effet la création de cinq centres marchands nouveaux, mais le transfert progressif des échanges commerciaux à Changhaï, comme il ressort des chiffres extraits du Livre Bleu du Parlement pour les années 1856-1857 et portant sur le volume des échanges dans les diverses places. À ce propos, il faut tenir compte du fait que les échanges à Canton englobent aussi celles de Fou-tchéou et d'Amoy, dont le transbordement s'effectue à Canton :

---

<sup>218</sup> De fait, les troupes britanniques et françaises ont combattu aux côtés des armées impériales pour briser la résistance des Taïpings en 1862-64 à Changhaï et leur ont porté le coup de grâce.

[342]

Année	EXPORTATIONS ANGLAISES VERS		IMPORTATIONS ANGLAISES PAR	
	Canton Changhaï (en dollars)		Canto Changhaï (en dollars)	
1844.	15 500 000	2 500 000	17 900 000	2 300 000
1845.	10 700 000	5 100 000	27 700 000	6 000 000
1846.	9 900 000	3 800 000	15 300 000	6 400 000
1847.	9 600 000	4 300 000	15 700 000	6 700 000
1848.	6 500 000	2 500 000	8 600 000	5 000 000
1849.	7 900 000	4 400 000	11 400 000	6 500 000
1850.	6 800 000	3 900 000	9 900 000	8 000 000
1851.	10 000 000	5 400 000	13 200 000	11 500 000
1852.	9 900 000	4 600 000	6 500 000	11 400 000
1853.	4 000 000	3 900 000	6 500 000	13 300 000
1854.	3 300 000	1 100 000	6 000 000	11700 000
1855.	3 600 000	3 400 000	2 900 000	19 900 000
1856.	9 100 000	6 200 000	8 200 000	25 800 00

Les « clauses commerciales du traité ne sont pas satisfaisantes », telle est la conclusion à laquelle est parvenue le *Daily Telegraph*, le plus abject des sycophantes de Palmerston, mais il se réjouit du « point le plus lumineux du programme », à savoir la perspective qu'un ambassadeur britannique s'installera à Pékin, tandis qu'un mandarin s'établira à Londres et peut-être, un jour, invitera la Reine à un bal à Albert Gate.

Cependant, combien même John Bull rirait de ces facéties, il ne fait pas le moindre doute que si quelqu'un est en état d'exercer une influence politique sur le Céleste Empire, c'est la Russie, à laquelle le récent traité a cédé un nouveau territoire de la taille de la France et dont les frontières ne sont guère qu'à 800 milles de distance [343] de Pékin. Ce n'est certes pas une consolation pour John Bull de se dire que c'est lui-même qui a procuré à la Russie, par sa première guerre de l'Opium, un traité grâce auquel elle obtint le droit de navigation sur l'Amour et la liberté de commerce aux frontières, tandis que la seconde guerre de l'Opium lui permit d'entrer en possession d'une pré-

cieuse bande de territoire située entre le golfe de Tartarie et le lac Baïkal et ardemment convoitée par la Russie, du tsar Alexis Michailovitch à Nicolas. Le *Times* de Londres s'est senti si profondément choqué que, lors de la publication des nouvelles de Pétersbourg — dans lesquelles on exagérait les avantages obtenus par la Grande-Bretagne — elle s'est donné le plus grand mal pour supprimer la partie du télégramme annonçant l'acquisition par la Russie de la vallée de l'Amour en vertu du traité d'Aigoun <sup>219</sup>.

---

<sup>219</sup> À ce propos Marx écrivait à Engels le 8-X-1858 ; « *L'actuel traité, de l'Angleterre avec la Chine qui, à mon avis, a été élaboré par Palmerston de connivence [371] avec le cabinet de Pétersbourg et fut donné à lord Elgin pour l'apporter en Chine, est une provocation du commencement à la fin.* »

[345]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *Opium, alcool et révolution*

**Frédéric Engels**

*Volksstaat*, 25. II, 1.III.1876.

[Retour à la table des matières](#)

Ce ne serait pas la première fois que l'eau-de-vie sauverait l'État prussien <sup>220</sup>.

La seule industrie qui ait eu des effets directs encore plus dévastateurs — et ce, non pas contre son propre peuple, mais contre des étrangers — a été l'industrie de l'opium anglo-indien destiné à empoisonner la Chine...

C'est à l'échelle universelle que s'exerce l'influence bénite de l'huile empyreumatique du schnaps prussien, car, avec l'eau de vie de patate, elle entre dans toute boisson. Depuis le vin léger et acidulé, tiré des

---

<sup>220</sup> Dans cette série d'articles, Engels dénonce le lien direct entre la production d'eau-de-vie et l'État prussien — ou les classes réactionnaires de hobereaux et de propriétaires fonciers qui en étaient la base. À la suite de ces articles le gouvernement prussien interdit la diffusion des écrits d'Engels en Allemagne.

Le marxisme met en évidence, comme on l'a vu pour ce qui concerne l'opium, que le capitalisme, sitôt installé au pouvoir, favorise la production et la consommation de toutes les méchantes drogues que la morale bourgeoise réprouve tant. Dans les passages que nous traduisons ici Engels montre l'effet de l'alcool sur les masses.

vignobles mal situés le long du Rhin et de la Moselle que l'on transforme, par un coup de baguette magique, en Brauneberger et Niersteiner ou les méchants vins dont on inonde l'Angleterre à la suite des récents [346] traités de commerce et que l'on baptise « Gladstone », jusqu'aux Château Lafitte, champagnes, portos et madères que les bourgeois boivent en Inde, Chine, Australie et Amérique, il n'est pas de boisson à laquelle on n'incorpore un peu d'huile empyreumatique prussienne...

Chacun sait, de par l'expérience des autres, voire de la sienne propre, que le vin, et même les différentes sortes de vin, la bière ou l'eau-de-vie provoquent des ivresses spécifiques et ont une action variable sur le cerveau. Plus on y a incorporé d'huile empyreumatique et plus malsaine est cette huile, plus cette ivresse est terrible et sauvage. Or, comme on le sait, l'eau de vie de patate, toute fraîche et non purifiée, contient la plus forte quantité d'huile empyreumatique de la composition la plus néfaste. L'effet de fortes quantités, inhabituelles, de cette boisson sur une population aussi passionnée et irritable que celle du comté de Berg était d'autant plus impressionnant. La nature de l'ivresse y varie considérablement. Toute libation qui, autrefois, se terminait par une aimable griserie et rarement par des excès, dans lesquels au reste il n'était pratiquement jamais fait usage de couteau, toute libation dégénère à présent en éclat sauvage et s'achève inmanquablement en bagarres qui entraînent bien souvent des blessures parfois mortelles, à la suite d'échanges de coups de couteau.

Les curés attribuent cela à l'athéisme croissant, les juristes et autres philistins aux bals de cabarets. La véritable cause en est le flot soudain d'eau-de-vie contenant de l'huile empyreumatique prussienne, qui exerce tout simplement ses effets [347] physiologiques normaux et conduit des centaines de pauvres gars en prison ou au bagne.

Cet effet aigu du schnaps bon marché a duré pendant de longues années jusqu'à ce qu'enfin il diminue de plus en plus. Mais son action sur les mœurs ne disparut pas totalement. Pour la classe ouvrière, l'eau-de-vie resta plus que jamais un besoin vital, même si sa qualité s'améliora légèrement, encore qu'elle n'atteignit jamais celle de la vieille eau-de-vie de céréales d'autan.

Et ce qui se passa dans le comté du Berg se produisit ailleurs aussi. À aucun moment, les pleurnicheries des philistins sur l'augmentation

croissante de la consommation d'alcool chez les ouvriers ne furent aussi générales, unanimes et bruyantes que de 1825 à 1835.

On peut se demander si l'abrutissement des ouvriers, notamment d'Allemagne septentrionale, et leur réaction toute passive aux événements révolutionnaires de 1830 ne sont pas dus en grande partie à la vague d'alcoolisme qui les avait alors submergés. Il n'y eut de soulèvements sérieux et efficaces que dans les régions viticoles ou dans les États plus ou moins protégés du fléau de l'alcool prussien par leur système douanier.

[349]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *La pénétration russe en Asie centrale*

**Frédéric Engels**

*New York Tribune*, 3. XI.1858.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques semaines, nous avons rendu compte de la progression inouïe réalisée par la Russie au cours de ces dernières années en Asie orientale, sur la côte occidentale du Pacifique. Nous attirons aujourd'hui l'attention de nos lecteurs sur une semblable progression de la même puissance dans une autre région en Asie centrale.

Depuis que l'Angleterre et la Russie ont envoyé simultanément des troupes en Asie centrale en 1839 <sup>221</sup>, on discute souvent de l'éventualité d'un heurt entre ces deux grandes puissances — Russie et Angleterre — à mi-chemin entre la Sibérie et l'Inde, d'un conflit opposant cosaques et cipayes sur les rives de l'Oxus. L'étrange défaite de ces deux armées — défaite de toutes deux en [350] conséquence de la rudesse du pays et de la rigueur du climat — enleva pour un temps tout intérêt à ces spéculations. Les Anglais se vengèrent de leur défaite en entreprenant une marche réussie, mais sans résultat, sur Caboul <sup>222</sup>. La

---

<sup>221</sup> Engels fait allusion à l'expédition manquée des Russes pour conquérir Chiva sous le commandement du général Pérovski en 1839, et à la première guerre anglo-afghane de 1838-1842.

<sup>222</sup> Les Anglais tentèrent de coloniser l'Afghanistan de 1838 à 1842 et réussirent à occuper Caboul en août 1839, mais l'insurrection de novembre 1841 les

Russie fit mine d'encaisser l'affront, cependant nous verrons bientôt qu'elle n'abandonna pas pour autant ses projets et même qu'elle obtint certains succès dans sa politique d'expansion.

Lorsqu'éclata la guerre qui vient de se terminer, la question se posa de nouveau : les Russes peuvent-ils entreprendre une marche en direction de l'Inde ? Mais l'opinion publique n'était alors guère au courant des mouvements des avant-postes russes et n'était pas capable de reconnaître avec précision leur progression. À l'occasion, des journaux indiens apportaient des nouvelles sur des conquêtes russes en Asie centrale, mais on n'y prenait pas garde. Finalement, c'est au cours de la guerre anglo-afghane de 1856 que toute la question revint sur le tapis. Mais, dans l'intervalle, la situation a considérablement évolué et prend actuellement un tour aigu.

Je citerai quelques extraits documentaires à propos de la récente progression de la Russie en Asie centrale <sup>223</sup>. Une partie en est peut-être nouvelle pour vous, car, pour autant que je sache, les documents officiels, publiés à Saint Pétersbourg en langue russe n'ont pas été divulgués jusqu'ici en Angleterre.

La liaison entre la politique de lord Palmerston et l'invasion de l'Asie centrale par la Russie saute aux yeux, dès lors que l'on considère simplement [351] les événements par ordre chronologique. Par exemple : 1839, progression russe vers Khiva malgré la défaite militaire ; en 1854, succès définitif à Khiva, bien que la Russie n'ait procédé qu'à une simple démonstration militaire, sans tirer le moindre coup de feu ; en 1856, lors de la rapide avance à travers la steppe kirghize en direction du Sud-Est du plateau de Touran, il y eut un mouvement convergent contre l'insurrection indienne.

---

força à se replier en janvier 1842 vers l'Inde. Ce fut une véritable débandade : un seul homme atteignit la frontière. Pour se venger, les Anglais incendièrent Caboul quelques mois plus tard, mais ne réussirent pas à s'assujettir le pays. Cf. Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en Langues Etrangères, Moscou, p. 100-102, 110-114, 137-149, 158-167.

<sup>223</sup> Les trois paragraphes suivants que nous introduisons dans l'article de la *New York Tribune* sont tirés du même article publié le 24-XI-1858 dans la *Free Press* dont le directeur Urquhart ouvrait les colonnes à Marx et Engels lorsqu'il s'agissait de dénoncer les empiétements russes.

Dans les documents officiels russes, il n'est jamais question que de faits accomplis ; l'activité souterraine est — comme on le conçoit — soigneusement passée sous silence, si bien que les forces armées qui pourtant n'occupaient qu'une petite partie de la scène lors du drame, y sont présentées comme unique protagoniste. Comme vous êtes parfaitement au courant de l'histoire diplomatique de cette affaire, je me limiterai à l'exposé des faits tels qu'ils sont présentés par la Russie elle-même. J'y ajouterai simplement quelques considérations sur la portée militaire de la pénétration russe en Asie centrale pour ce qui concerne l'Inde.

On pourrait se demander pour quelle raison Alexandre II a publié des documents sur les empiétements russes en Asie septentrionale et centrale, alors que Nicolas avait coutume de les cacher anxieusement aux yeux du monde. Il convient de répondre, premièrement, que le tsar Alexandre se trouve dans une position que son père n'a jamais occupée, position qui l'autorise à initier l'Europe aux mystères de la mission « asiatique » de la Russie, en faisant de l'Europe sa collaboratrice déclarée dans la réalisation de [352] cette mission. Deuxièmement, ces documents ne sont en réalité accessibles qu'aux savants allemands qui chantent les louanges d'Alexandre, parce qu'il daigne contribuer à la diffusion des connaissances géographiques. Enfin le vieux parti moscovite était assez ingénu pour se plaindre d'une prétendue perte de prestige de la Russie après la guerre de Crimée. Alexandre leur répondit en publiant des documents, dont il ressort clairement que non seulement la Russie a effectué des progrès matériels inouïs au cours du siècle écoulé, mais encore que leur simple publication est déjà une provocation qui affirme le « prestige » sur un ton que Nicolas lui-même n'eût osé employer.

Lorsque d'un trait, Napoléon entoura Moscou sur sa carte en 1812, afin d'en faire la base d'opérations contre l'Inde, il ne faisait que suivre l'exemple de Pierre-le-Grand. Dès 1717, ce prince qui voyait loin, détermina à l'intention de ses successeurs quelles étaient toutes les directions possibles pour opérer des conquêtes, et y fit figurer en bonne place l'expédition contre Khiva qui devait demeurer naturellement pendant très longtemps sans résultat. Durant une longue période, la Russie fut incapable de toucher aux steppes de Touran. Cependant, dans l'intervalle, le territoire entre la Volga et le fleuve de l'Oural fut peuplé par les Cosaques qui fixèrent la ligne des cosaques tout au long

de ce fleuve. Mais au-delà de ce fleuve, la souveraineté de la Russie sur les trois hordes ou peuples kirghizes demeurait purement nominale, et les caravanes russes furent pillées par eux et par les Khivaniens jusqu'à ce que la Russie envoyât le général Vassili Perovski comme commandant en chef à Orenbourg. Celui-ci [353] découvrit que les relations commerciales de la Russie avec l'intérieur du pays et le sud de l'Asie étaient complètement interrompues par les pillards nomades, et que les escortes militaires qui accompagnaient l'année précédente les caravanes afin d'assurer leur protection, ne suffisaient plus. Afin d'y mettre bon ordre, il organisa d'abord des colonnes mobiles contre les Kirghiz, puis il se mit en devoir d'installer des postes militaires de Cosaques sur leur territoire. Au bout de quelques années, il les plaça effectivement sous le contrôle et la domination de la Russie, puis il prit ses dispositions pour réaliser le vieux plan de Pierre-le-Grand contre Khiva.

Après avoir obtenu l'autorisation du tsar, il organisa une troupe de la force d'une division d'infanterie environ (8 000 hommes), soutenue par de nombreuses unités de semi-réguliers cosaques, d'irréguliers bachkires et de cavalerie kirghize. Quinze cents chameaux furent regroupés pour assurer le transport des bagages à travers les steppes désertiques. Il n'était pas question d'entreprendre une telle expédition l'été en raison du manque d'eau. Perovski opta donc pour une campagne d'hiver, et quitta Orenbourg en novembre 1839. On connaît le résultat. Des tempêtes de neige et une froidure exceptionnelle détruisirent sa troupe. Les chameaux et les chevaux périrent, et il fut contraint à la retraite en subissant des pertes très lourdes. Néanmoins l'entreprise atteignit son but à l'extérieur. En effet, alors que l'Angleterre ne fut jamais en état de venger la mort de ses ambassadeurs Stoddart et Conololy à Bouchara, la tentative russe suffit pour que le khan de Khiva délivrât les prisonniers [354] russes et dépêchât une délégation à Saint-Pétersbourg pour implorer la paix.

Pérovski se mit donc à l'œuvre, et organisa une ligne d'opérations à travers les steppes kirghizes. Après une période de dix-huit mois à peine, des expéditions de savants et d'ingénieurs établissaient des plans et des cartes de tout le pays au nord du Jaxarte (Syr-Daria), sous protection de l'armée. On détermina la configuration du sol, les meilleurs terrains pour les routes et les meilleures places pour les grands puits. On creusa ces puits en des points de plus en plus rapprochés et

on les entoura de fortifications assez puissantes pour résister à n'importe quel assaut des hordes nomades, et assez grandes pour abriter des stocks considérables. Karaboutak et Irghiz, sur le fleuve du même nom, servirent de centres défensifs au nord des steppes kirghizes. Entre ces villes et celles du fleuve Oural, les routes furent jalonnées de fortins tous les dix ou vingt milles.

Le pas suivant fut accompli en 1847, lorsqu'on édifia un fort sur le Syr-Daria à environ 45 milles de son embouchure. Le fort fut appelé Aralsk, et put contenir l'effectif d'un bataillon et même davantage. Il devint bientôt le centre d'une vaste colonie russe de paysans installés dans la partie inférieure du fleuve et aux confins du lac Aral. La Russie prit maintenant formellement possession de tout le pays au nord de ce lac et du delta du Syr-Daria. Au cours des années 1848 et 1849, le lac fut pour la première fois repéré et jalonné on découvrit un nouveau groupe d'îles où l'on installa aussitôt le quartier-général de la flottille à vapeur de l'Aral, dont on entreprit sur l'heure la [355] construction. En même temps, on se mit en devoir de renforcer et de compléter les lignes de communication entre Orembourg et le lac Aral.

Pérovski qui avait quitté son poste de commandant en chef d'Orembourg en 1842, le reprit maintenant et marcha au printemps 1853 sur Aralsk avec une armée puissante. Le désert fut traversé sans grandes difficultés, puis l'armée remonta le Syr-Daria, tandis qu'un navire à vapeur d'un faible tirant d'eau suivait les troupes dans leur progression. Arrivés à Akmetchet les Russes prirent d'assaut, à environ 450 milles en amont, une position fortifiée appartenant au khan de Cocande, et la transformèrent aussitôt en leur propre forteresse si bien qu'une armée arrivée de Cocande subit une défaite écrasante lorsqu'elle s'attaqua à Akmetchet au mois de décembre suivant.

Alors que l'Europe portait toute son attention sur les batailles livrées sur le Danube et en Crimée en 1854, Pérovski poussa son avance contre Khiva, avec une armée forte de 17 000 hommes partie de la base d'opérations du Syr-Daria. Cependant, le khan n'attendit pas son arrivée sur l'Oxus. Il envoya un émissaire dans le camp des Russes qui signèrent un traité par lequel *le khan de Chiva reconnaissait la souveraineté de la Russie*. Celui-ci fut dépouillé du pouvoir de décider de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort ainsi que du droit de fixer les itinéraires des caravanes, les taxes et droits douaniers et, pour toujours, de régler le commerce en général dans tout le Chiva.

Un consul russe s'installa au Chiva et occupa les fonctions d'arbitre suprême dans toutes les affaires politiques du Chiva, cet [356] arbitre dépendant lui-même, bien entendu, du gouvernement russe.

Avec la soumission du Chiva, le Touran est pratiquement conquis. Peut-être est-ce déjà chose faite à l'heure qu'il est. Les khans de Candace et de Boukhara ont également envoyé des ambassadeurs à Saint Pétersbourg. On a eu soin de ne pas divulguer les traités conclus avec eux, mais, il n'est pas difficile d'en deviner le contenu. Quelle que soit l'indépendance que la Russie daigne concéder à ces minuscules États, dont la seule force résidait dans leur indétermination qui n'existe plus aujourd'hui, du moins vis-à-vis de la Russie, cette indépendance ne peut avoir qu'un caractère purement nominal, puisqu'une armée de quelque 20 000 hommes, envoyés du Khiva ou d'Akmetchet vers les fertiles vallées du haut Touran, suffirait largement à écraser toute velléité d'opposition et à traverser le pays d'un bout à l'autre. Dans ces conditions, c'est un fait certain que la Russie n'est pas restée inactive dans ces régions depuis 1845, bien qu'elle ne soit que trop encline à faire le silence sur ses agissements. On peut être assuré maintenant qu'après sa progression rapide, silencieuse et obstinée dans le Touran au cours des quinze dernières années, son drapeau flottera bientôt sur les cols de l'Hindou-Kouch et du Bolor Tagh.

L'importance énorme de ces conquêtes, du point de vue militaire, tient dans le fait qu'elles constituent le noyau d'une base d'opérations contre l'Inde. De fait, après une telle progression des Russes en Asie centrale, le plan d'attaque de l'Inde à partir du nord quitte le royaume des spéculations et prend certaines formes précises.

[357]

Les régions tropicales d'Asie sont séparées de ces territoires appartenant à la zone tempérée par une large bande désertique qui part des côtes du golfe Persique et traverse ce continent jusqu'aux sources de l'Amour. En faisant abstraction ici du territoire de l'Amour, cette bande désertique était jusqu'à présent pratiquement infranchissable par des armées, la seule route concevable étant celle qui conduit d'Astrabad sur la mer Caspienne par Hérat vers Caboul et l'Indus. Or, étant donné que les Russes tiennent le cours inférieur du Jaxarte (Syr-Daria) et l'Oxus (Amou-Daria), et que des routes militaires et positions fortifiées permettent de ravitailler en eau et en vivres une armée en

marche, le désert de l'Asie centrale ne constitue plus un obstacle militaire. Au lieu d'une route incommode allant d'Astrabad par Hérat vers l'Indus, la Russie dispose maintenant de trois routes différentes qui, dans un proche avenir, peuvent être entièrement prêtes pour la marche d'une armée.

Il y a, en premier lieu, la vieille route passant par Hérat qui, dans les conditions actuelles, ne restera pas longtemps fermée aux Russes. Il y a, en second, la vallée de l'Oxus qui va du Khiva vers Balch, et enfin la vallée de Jaxarte qui va d'Akmetchet vers le Cocande, d'où une troupe peut avancer transversalement dans un pays bien pourvu en eau et relativement peuplé, en direction de Samarcande et Balch. Hérat, Samarcande et Balch constitueraient alors la base d'opérations principale contre l'Inde. Balch n'est éloignée que de 500 milles de Peshawar, l'avant-poste situé au nord-ouest de l'Empire anglo-indien. Samarcande et Balch appartiennent au khan de Boukhara, qui [358] vient précisément de tomber au pouvoir de la Russie. Or dès lors qu'Astrabad (que les Russes occupent maintenant ou qu'ils peuvent occuper le jour qui leur plaira) et Balch se trouvent aux mains de la Russie, Hérat ne peut plus se soustraire à son emprise, pour peu que la Russie le veuille. Lorsque cette base d'opérations sera effectivement entre les mains de la Russie, l'Angleterre devra combattre pour son Empire indien. Balch n'est pas plus éloignée de Caboul que celle-ci ne l'est de Peshawar, et ce simple fait met en évidence que l'espace neutre entre la Sibérie et l'Inde est devenu très mince.

Si la progression des Russes continue au même rythme et avec une énergie et une obstination semblables à celles qu'ils ont manifestées durant les vingt-cinq dernières années, il est certain que nous entendrons les Moscovites frapper à la porte de l'Inde d'ici une dizaine ou une quinzaine d'années. Dès lors qu'ils ont traversé les steppes kirghizes, ils arrivent dans les régions fertiles et relativement bien cultivées du sud-est du Touran, dont on ne peut empêcher la conquête par les Russes qui y trouveront aisément de quoi ravitailler durant des années une armée forte de 50 à 60 000 hommes, soit une force suffisante pour avancer éventuellement jusqu'à l'Indus.

En dix ans, une telle armée peut facilement s'assujettir entièrement le pays, assurer ses lignes de communication en colonisant ce gigantesque territoire avec des paysans de la Couronne russe (comme cela se produit actuellement près du lac d'Aral), insuffler la terreur à tous

les États avoisinants et préparer la base et la ligne d'opérations pour une campagne militaire contre l'Inde. Cependant, les circonstances politiques décideront si l'on entreprendra effectivement une telle campagne. À l'heure actuelle, on ne peut que faire de vagues spéculations sur ce point <sup>224</sup>.

---

<sup>224</sup> Dans la *Free Press*, nous lisons au lieu de cette dernière phrase : « *Un militaire connaissant la topographie de ces lieux, ne nous démentirait certainement pas. Or si nos déductions sont exactes, la bataille entre Cosaques et Cipayes (si ceux-ci se battraient encore pour l'Angleterre) n'aura pas lieu, comme on l'admet généralement, sur l'Oxus, mais sur la ligne de Caboul et de l'Indus.* »

[361]

### III. LE POISON CAPITALISTE EN CHINE

#### *Les gains de la Russie en Extrême-Orient*

**Frédéric Engels**

*New York Tribune*, 18. IX.1858.

[Retour à la table des matières](#)

La Russie avait une revanche à prendre sur la France et l'Angleterre pour sa défaite à Sébastopol. Cette seconde manche est en train de se jouer. Certes, les longs et opiniâtres combats en Crimée ont tempéré quelque peu la fierté nationale des Russes. Ils ont même arraché à la Russie une petite bande de terre, mais ils lui ont laissé tout de même un avantage indubitable à la fin des hostilités. En effet, l'état de l'« homme malade »<sup>225</sup> a considérablement empiré : la population chrétienne de la Turquie d'Europe — les Grecs aussi bien que les Slaves — brûlent plus que jamais de secouer le joug turc et considèrent encore davantage la Russie comme leur seule protectrice. Il ne fait pas de doute que des agents russes trempent [362] dans tous les soulèvements et conjurations de Bosnie, Serbie, Candie et Monténégro. Mais il se trouve que l'affaiblissement et l'impuissance extrêmes

---

<sup>225</sup> Dans un entretien avec l'ambassadeur anglais Seymour le 9 janvier 1853, le tsar Nicolas I<sup>o</sup> appela la Turquie l'« homme malade » de l'Europe, et proposa, en conséquence, de partager l'Empire turc entre la Russie et l'Angleterre. Mais celle-ci déclina l'offre, parce qu'elle ne souhaitait pas un tel renforcement de la [372] Russie et avait intérêt à la conservation du *faible* royaume ottoman.

de la Turquie, qui sont devenus manifestes du seul fait de la guerre, peuvent encore être aggravés par les obligations imposées à ce pays par la paix. Et cela explique suffisamment la fermentation générale parmi les sujets chrétiens du sultan. Dans ces conditions — en dépit de la perte temporaire d'une étroite bande de territoire que la Russie récupérera évidemment à la première occasion favorable — la réalisation de ses plans vis-à-vis de la Turquie a fait de sensibles progrès. Lorsque la guerre éclata, Russie se fixa pour but d'accélérer le déclin de la Turquie et d'étendre son protectorat sur les sujets chrétiens de l'« homme malade ». Il est indéniable que la Russie exerce aujourd'hui plus que jamais un tel protectorat.

Dès lors, c'est la Russie qu'il faut considérer comme la seule gagnante de cette malheureuse guerre. Néanmoins, elle devait une revanche ; pour jouer la seconde manche, sur le terrain diplomatique où elle est sans rivale, elle a choisi un autre continent. Tandis que l'Angleterre et la France avaient engagé une lutte onéreuse contre la Chine, la Russie resta neutre, et n'intervint qu'à la fin. Le résultat en fut que l'Angleterre et la France ont fait la guerre contre la Chine dans l'intérêt exclusif de la Russie. Sur ce plan, la position de la Russie était on ne peut plus favorable.

La Chine fait partie de ces chancelants Empires asiatiques qui, l'un après l'autre, tombent sous la coupe de l'entrepreneuse race européenne. La [363] Chine était si faible et si ébranlée, *qu'elle n'eut même plus la force de supporter la crise d'une révolution populaire*. En conséquence, la révolte aiguë même s'y est transformée en une maladie chronique et apparemment incurable. Cet Empire est à présent si amorphe que son gouvernement n'est pratiquement nulle part en état de régner sur son propre peuple ou d'offrir une résistance à l'agression étrangère.

Tandis que les Anglais se battaient à Canton avec des fonctionnaires chinois subalternes et discutaient sur le point de savoir si le commissaire Yeh avait ou non agi conformément à la volonté de l'Empereur, les Russes occupaient le territoire situé au nord de l'Amour ainsi que la majeure partie des côtes mandchoues situées au sud de ce fleuve. Ils y installèrent des positions fortifiées et se mirent à élaborer des plans pour la construction de chemins de fer et l'implantation de villes et de ports. Lorsque finalement l'Angleterre se décida à porter le problème de la guerre à Pékin et que la France s'y associa, la

Russie parvint à éveiller auprès du faible chinois l'impression d'être un protecteur désintéressé et à jouer presque le rôle d'un arbitre lors de la conclusion de la paix, bien qu'elle vînt tout juste de dépouiller la Chine d'un territoire grand comme la France et l'Allemagne réunies, et long comme le Danube. Lorsque nous comparons entre eux les différents traités conclus à cette occasion, nous ne pouvons pas ne pas constater qu'il est clair pour tout le monde que la guerre n'a pas été profitable à la France et l'Angleterre, mais à la Russie.

Les avantages concédés aux puissances belligérantes, et auxquels la Russie aussi bien que les [364] États-Unis participent, ont un caractère purement commercial et — comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer dans ces colonnes — sont tout à fait illusoire. Dans les conditions actuelles, le commerce de la Chine — exception faite de l'opium et d'un peu de coton tirés des Indes orientales — continuera de se ramener, en gros, à l'exportation de marchandises chinoises (thé et soie). Ce commerce d'exportation dépend plus de la demande étrangère que des facilités plus ou moins grandes, accordées par le gouvernement chinois. N'importe quel pays du monde pouvait acheter du thé et de la soie à la Chine, même avant le traité de Nankin <sup>226</sup>. Celui-ci, en ouvrant cinq nouveaux ports au commerce, eut pour principal effet de déplacer une partie des échanges de Canton à Changhaï. Les autres ports ne font pratiquement pas de commerce et, de fait, Sou-tcheou, le seul qui ait une certaine importance, ne compte pas parmi ces cinq ports ouverts. On a sagement remis l'ouverture du commerce sur le Yang-tsé-Kiang à plus tard, lorsque sa majesté aura rétabli sa pleine souveraineté sur le pays en rébellion de part et d'autre de ce fleuve, soit un temps qui correspond aux calendes grecques.

Cependant, on peut encore émettre d'autres doutes sur la valeur de ce nouveau traité. D'aucuns prétendent que les taxes de transit, dont il est question dans l'article XXVIII du traité anglo-chinois, sont tout à fait illusoire. On peut admettre, en effet, que ces taxes ont été instaurées uniquement parce que les Chinois ne désirent pas trop de marchandises anglaises et surtout veulent empêcher leur pénétration dans l'intérieur du [365] pays. Mais, au même moment, une variété déter-

---

<sup>226</sup> Ce traité fut signé le 29 août 1842. Il eut pour effet de transformer la Chine en un pays semi-colonial plutôt qu'en un partenaire commercial, contrairement à ce qu'affirment les civilisateurs blancs.

minée d'étoffe russe qui répond à un besoin des Chinois et passe par le Kiachta ou le Tibet, s'est frayée un chemin jusque sur la côte. On a oublié de préciser si ces taxes — au cas où elles sont effectivement perçues — touchent aussi bien les marchandises anglaises que russes. Ce qui est certain, c'est que Mr. Wingrove Cooke, envoyé à cet effet dans l'intérieur du pays, n'a pas été en mesure de découvrir l'existence de ces prétendues « taxes de transit ». Il a dû admettre, lorsqu'on l'a interrogé publiquement sur ce sujet, qu'il en était venu à la conviction désolante que « notre ignorance de la Chine a des effets tangibles ». D'autre part, dans une réponse publique à la question de savoir « si l'on a la preuve de l'existence de tels droits douaniers intérieurs », Mr. J.W. Henley écrivit carrément : « Je ne suis pas en mesure de vous donner l'information souhaitée sur l'existence de taxes douanières à l'intérieur de la Chine. »

Certains craignent que lord Elgin n'ait convenu d'un dédommagement sans fixer d'échéance pour le paiement, et que la guerre n'ait été portée de Canton dans la capitale que pour conclure un traité qui renvoie les troupes britanniques à Canton pour y reprendre le combat. John Bull est gagné par de sombres appréhensions : ne devra-t-il pas payer de sa poche le dédommagement prévu, étant donné que l'article XXVIII incite vivement les autorités chinoises à imposer une taxe douanière intérieure de 7 ½ % sur les produits manufacturés britanniques, taxe qui peut se transformer sur demande en un droit d'importation général de 2 ½ % ? Afin de détourner l'attention [366] de John Bull du détail de ce traité, le *Times* de Londres a estimé qu'il convenait de simuler une grande colère contre l'ambassadeur américain et de l'attaquer violemment, parce qu'il aurait tout gâché, bien qu'il soit aussi étranger au fiasco de la seconde guerre anglo-chinoise que l'homme de la lune.

Ainsi, le traité de paix, en ce qui concerne le commerce britannique, a eu pour résultat d'introduire une nouvelle taxe d'importation et une série de stipulations qui, ou bien ne sont d'aucune valeur pratique, ou bien ne sont pas respectées par les Chinois, mais peuvent, cependant, à tout moment servir de prétexte à une nouvelle guerre. L'Angleterre n'a profité d'aucun accroissement de territoire — elle ne pouvait y prétendre sans permettre à la France d'en faire autant. Or, une guerre menée par l'Angleterre et aboutissant à l'instauration de

possessions françaises sur la côte chinoise, serait tout à fait défavorable à l'Angleterre. Le cas est différent pour ce qui est de la Russie.

Abstraction faite de ce qu'elle participe à tous les avantages tangibles — quels qu'ils puissent être — concédés à la France et à l'Angleterre, la Russie s'est assurée de tout le pays sur l'Amour, dont elle s'était emparé en catimini. Non contente de ce résultat, elle a réussi à mettre sur pied une commission russo-chinoise pour la fixation des frontières. Or, chacun sait ce que devient une telle Commission aux mains de la Russie. Nous en avons vu une à l'œuvre sur les frontières asiatiques de la Turquie, où durant plus de vingt ans elle n'a cessé de dépouiller ce pays d'une bande de territoire après l'autre, et ce jusqu'à ce que la dernière guerre éclate et que tout recommence dès la fin de celle-ci.

Il y a, en outre, l'article réglant le service postal entre Kiachta et Pékin. Ce qui n'était auparavant qu'une ligne de communication irrégulière et simplement tolérée s'organise maintenant et obtient un statut légal. On veut, semble-t-il, organiser une liaison postale mensuelle, le parcours de près de 1 000 milles exigeant une quinzaine de jours ; en outre, une caravane doit parcourir le même trajet tous les trois mois. Or, il est manifeste que les Chinois, ou bien délaisseront ce service, ou bien ne seront pas en état de l'accomplir. Comme la liaison est désormais garantie légalement à la Russie, il est clair qu'elle leur tombera entre les mains.

Nous avons vu comment les Russes avaient avancé leurs liaisons postales à travers les steppes kirghizes <sup>227</sup> ; nous ne doutons pas un seul instant que d'ici quelques années une semblable ligne traversera le désert de Gobi. Dès lors, les Britanniques pourront abandonner tous leurs rêves actuels en ce qui concerne l'hégémonie britannique en Chine, puisque, à tout instant, une armée russe peut faire son entrée à Pékin.

On peut imaginer facilement les conséquences que peut avoir l'installation d'ambassades permanentes à Pékin. Il suffit de regarder ce qui se passe à Constantinople ou Téhéran ! Partout où la diplomatie russe rencontre l'anglaise ou la française, elle leur est supérieure. Dès lors que l'ambassadeur russe a la perspective de posséder au bout de

---

<sup>227</sup> Cf. le précédent article.

quelques années une armée prête à n'importe quelle tâche à Kiatcha — éloignée d'un mois de marche de Pékin — ainsi qu'une route déjà [368] prête sur toute la longueur pour une telle campagne, qui douterait qu'il ne soit tout-puissant à Pékin ?

C'est un fait que la Russie sera bientôt la première puissance asiatique, et voudra bientôt éclipser l'Angleterre dans ce continent. La conquête de l'Asie centrale et l'annexion de la Mandchourie agrandit ses possessions d'un territoire qui est aussi grand que l'Europe moins l'Empire russe, et s'étend de la zone tempérée à la Sibérie enneigée. Bientôt les vallées des fleuves d'Asie centrale et l'Amour seront peuplées de colons russes.

Ces positions stratégiques sont aussi importantes pour l'Asie que la Pologne l'est pour l'Europe. La conquête de Touran menace l'Inde, celle de la Mandchourie menace la Chine. La Chine et l'Inde, avec leurs 450 millions d'habitants, sont actuellement les pays décisifs d'Asie.

[373]

**TEXTES  
DE MARX-ENGELS \***

**IV**

---

**RUINE DE LA CHINE  
TRADITIONNELLE**

*« Le dernier marché nouveau, dont l'ouverture apporterait une réactivation temporaire au commerce anglais, c'est la Chine. C'est ce qui explique que les capitalistes anglais tiennent à construire des chemins de fer en Chine. Ces chemins de fer signifient destruction de toute la base de l'agriculture parcellaire et de l'industrie domestique chinoises. Or, comme il n'y aura pas de grande industrie chinoise à la place, des centaines de millions d'hommes ne pourront plus gagner leur vie... Si le mode de production n'est pas encore révolutionné jusque-là, cela rendra la révolution nécessaire » (Engels à N.Fr. Danielson, 22.IX. 1892).*

Karl Marx

[Retour à la table des matières](#)

---

\* [Sauf indication contraire, les notes sont du traducteur.]

[375]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *La nouvelle guerre chinoise*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 27. IX. 1859.

*I*

[Retour à la table des matières](#)

À l'époque où tout le monde congratulait l'Angleterre pour avoir extorqué au Céleste Empire le traité de Tien-tsin (juin 1858), je m'efforçais de démontrer que la Russie était en fait la seule puissance qui eût profité de la guerre des brigands anglais contre la Chine, et que les avantages économiques apportés à l'Angleterre par le traité étaient plutôt minces et — du point de vue politique — , loin d'instaurer la paix, ce traité rendait au contraire une nouvelle guerre inévitable. Le cours des événements a entièrement confirmé ce point de [376] vue. Le traité de Tsien-tsin appartient déjà au passé, et le mirage de la paix s'est dissipé devant les dures réalités de la guerre <sup>228</sup>.

---

<sup>228</sup> En septembre 1859, Marx reprend ses articles sur la Chine. Le début — ou le prétexte — de la troisième guerre de l'Opium (été 1860) est l'incident survenu sur l'embouchure du Pei-ho. En violation des accords de l'année précédente, qui prescrivaient aux diplomates arrivés pour ratifier les traités de 1858 de prendre la voie terrestre pour aller à Pékin, les plénipotentiaires anglais et français prétendirent remonter le Pei-ho à bord de navires de guerre. Les batteries chinoises de Takou ouvrirent le feu, coulant trois navires et tuant de nombreux soldats opérant sous les ordres de l'amiral sir Henry

Permettez-moi d'abord d'exposer les événements tels qu'ils sont relatés par le dernier courrier continental. En compagnie de M. de Bourboulon, plénipotentiaire français, l'honorable Mr. Bruce partit avec une escadre britannique qui devait remonter le Peï-ho et accompagner les deux diplomates dans leur mission à Pékin. La flotte, commandée par l'amiral Hope, comprenait sept vapeurs, dix canonnières, deux transporteurs de vivres, et avait à bord plusieurs centaines de soldats de la marine et du génie. Or, les Chinois prévinrent la mission qu'ils s'opposaient à ce qu'elle emprunte justement cette voie. En conséquence, l'amiral Hope trouva l'entrée de Peï-ho bloquée par des chaînes et des pièces de bois. Après une attente de neuf jours, du 17 au 25 juin, à l'embouchure de ce fleuve, il tenta de forcer le passage, après que les plénipotentiaires aient rejoint l'escadre le 20. À son arrivée près du Peï-ho, l'amiral s'aperçut que les forts de Takou, rasés pendant la dernière guerre, avaient été reconstruits, ce que — soit dit en passant — il aurait déjà pu savoir, puisque la *Gazette de Pékin* l'avait très officiellement annoncé.

Lorsque les Anglais tentèrent de forcer le Peï-ho, le 25 juin, les batteries de Takou se démasquèrent et ouvrirent un feu meurtrier sur les navires britanniques, en même temps que surgissaient les soldats d'une armée mongole, forte de près de 20 000 hommes. La bataille fit rage sur terre et sur mer, et elle s'acheva par la [377] défaite complète des agresseurs. L'expédition dut se retirer, après avoir perdu trois navires anglais — le *Cormorant*, le *Lee* et le *Plover* —, ainsi que 464 hommes tués ou blessés du côté anglais, et 14 tués ou blessés sur les 60 Français présents. Cinq officiers anglais furent tués, vingt-trois blessés, et l'amiral lui-même fut touché. Après cette défaite, Mr. Bruce et M. de Bourboulon regagnèrent Changhaï, et l'escadre britannique mouilla à Ning-Po, près de Chinhæ.

Lorsque ces désagréables nouvelles parvinrent en Angleterre, toute la presse de Palmerston enfourcha aussitôt le lion britannique et cria vengeance en chœur. Le *Times* de Londres s'appliqua à envelopper ses

---

Hope et contraignant les diplomates à se retirer précipitamment sur Changhaï.

Les articles de Marx constituent, d'une part, une violente satire de la diplomatie et la vie parlementaire anglaise de cette période, d'autre part, une étude de la structure sociale chinoise et des résistances qu'elle oppose au commerce capitaliste.

appels à l'instinct sanguinaire de ses compatriotes d'un vernis de dignité, mais les feuilles palmerstoniennes de l'espèce plus basse jouèrent de manière tout à fait grotesque le rôle de Roland Furieux. Ainsi, par exemple, le *Daily Telegraph* de Londres :

« *La Grande-Bretagne se doit d'attaquer le littoral de la Chine sur toute son étendue, puis envahir la capitale, expulser l'Empereur de son palais, et s'assurer de solides garanties contre de futures attaques... Il faut donner du chat à neuf queues à tout fonctionnaire portant l'emblème du dragon qui se permettrait de regarder nos symboles nationaux avec mépris... Chacun d'eux— les généraux chinois — doit être pendu comme pirate et assassin aux vergues de nos navires de guerre. Ce serait un spectacle réconfortant et salutaire que celui d'une douzaine de gredins aux vêtements de guignols cousus de boutons avec leur face d'ogre, se balançant au vu de toute la population. D'une manière ou d'une [378] autre, nous devons inspirer la terreur, car nous n'avons été que trop indulgents... Il s'agit maintenant d'apprendre aux Chinois à respecter les Anglais qui sont leurs supérieurs et devraient être leurs maîtres... Nous devons au moins essayer de nous emparer de Pékin, et pour peu que nous soyons courageux, nous devons occuper Canton pour toujours. Nous pourrions garder Canton, comme nous tenons Calcutta, et en faire le centre de notre commerce en Extrême-Orient, afin de compenser l'influence de la Russie sur les frontières tartares de l'Empire — et jeter les fondements d'un dominion nouveau. »*

Permettez-moi maintenant d'arrêter là les divagations des plumitifs de Palmerston et revenons aux faits, afin de chercher à saisir les motifs profonds de ce fâcheux événement, pour autant qu'on le puisse avec les quelques informations dont nous disposons actuellement.

Même si l'on part du fait que le traité de Tien-tsin prévoit l'accès direct à Pékin de l'ambassadeur britannique, il faut se demander d'abord si le gouvernement chinois a violé ce traité imposé par une guerre de brigandage, en s'opposant à la remontée en force du Peï-ho par l'escadre britannique. Comme il ressort des nouvelles transmises par le courrier continental, les autorités chinoises n'interdisaient pas l'envoi de la mission britannique à Pékin, mais la remontée du Peï-ho par la flotte de guerre britannique. Elles proposaient que Mr. Bruce voyage par terre, sans l'appui de ces forces armées, dont la population du Céleste Empire avait en mémoire le récent bombardement de Can-

ton : sa présence massive ne pouvait que [379] suggérer une invasion. Le droit de résider à Londres habilite-t-il l'ambassadeur français à forcer la Tamise à la tête d'une expédition armée française ?

Il faut bien reconnaître que la conception anglaise de l'admission de leur ambassadeur à Pékin est pour le moins aussi étrange que la découverte faite au cours de la dernière guerre chinoise, à savoir que le bombardement d'une ville de l'Empire ne signifie pas lui faire la guerre, mais simplement avoir un conflit local avec l'une de ses provinces.

En réponse aux protestations des Chinois, les Anglais, selon leur propre affirmation, « ont pris toutes les mesures pour obtenir, si nécessaire, l'accès par la force à Pékin » et ont remonté effectivement le Pei-ho avec une escadre assez puissante. Même si les Chinois étaient tenus de recevoir à Pékin un ambassadeur pacifique, ils avaient indubitablement le droit de s'opposer à une expédition militaire des Anglais à cette occasion. En agissant comme ils l'ont fait, ils n'ont pas violé un traité, mais au contraire se sont opposés à sa violation.

Mais il y a plus. Même si le traité de Tien-tsin reconnaissait aux Anglais le droit à une ambassade, il reste à éclaircir le point de savoir si lord Elgin n'a pas renoncé, pour le moment du moins, à l'exercice effectif de ce droit ? La lecture de la *Correspondance relative à la mission spéciale du comte Elgin en Chine, publiée sur ordre de Sa Majesté* convaincra tout homme de bonne foi que, d'abord, l'admission à Pékin de l'Ambassadeur anglais ne devait pas avoir lieu en ce moment, mais bien plus tard, ensuite, que [380] son droit de résidence à Pékin s'accompagnait de diverses clauses restrictives, et enfin que l'article III relatif à l'admission de l'ambassadeur, était rédigé sous forme impérative dans le texte anglais du traité, mais avait été modifié dans le texte chinois à la demande du plénipotentiaire chinois. Cette divergence entre les deux versions du traité est admise par lord Elgin lui-même qui cependant, comme il le dit, « *a été obligé, de par des instructions qu'on lui avait transmises, de demander aux Chinois d'accepter, comme version valable d'une convention internationale, un texte dont ils ne comprenaient pas la moindre syllabe.* »

Peut-on imputer aux Chinois d'avoir agi conformément au texte chinois du traité, au lieu de l'anglais qui diffère quelque peu « du sens exact de la convention », comme le reconnaît lord Elgin lui-même ?

En conclusion, je citerai la déclaration formelle de Mr. Th. Chisholm Anstey, ancien attorney général britannique à Hong-Kong, que j'extrais d'une lettre adressée au directeur du *Morning Star* : « *Le traité, quel qu'il puisse être, est depuis longtemps abrogé par les actes de violence du gouvernement britannique et de ses subordonnés, du moins pour ce qui confère à la Couronne de Grande-Bretagne des avantages ou privilèges.* »

La nouvelle catastrophe chinoise, préparée selon toute vraisemblance par Palmerston lui-même, menace gravement l'Angleterre, déjà en butte à de graves difficultés en Inde, d'une part, et en plein réarmement pour faire face à l'éventualité d'une guerre européenne, d'autre part <sup>229</sup>.

[381]

La conséquence directe doit en être la chute du gouvernement actuel, dont le chef — Palmerston — porte déjà la responsabilité de la précédente guerre chinoise, d'autant que les principaux, membres du cabinet ont déjà voté une motion de censure contre leur Premier sur cette question. En tout état de cause, Mr. Milner Gibson et l'école de Manchester doivent ou bien abandonner l'actuelle coalition libérale, ou bien, chose peu probable, obliger leur chef à se soumettre à leur politique, en s'unissant avec lord Russell, Mr. Gladstone et ses collègues peelites.

---

<sup>229</sup> Les Français menaçaient, à cette époque, d'envahir l'Angleterre.

[383]

*II**New York Tribune*, 1. X.1859.[Retour à la table des matières](#)

On annonce pour demain un conseil des ministres pour décider de l'attitude à prendre vis-à-vis de la catastrophe de Peï-ho. Les élucubrations du *Moniteur* français et du *Times* de Londres ne laissent aucun doute sur le fait que Palmerston et Bonaparte sont résolus à déclencher une nouvelle guerre en Chine.

Mais il ressort de source certaine qu'au cours du prochain conseil, Mr. Milner Gibson récusera, pour commencer, la valeur des arguments en faveur de la guerre, et ensuite renouvellera ses protestations contre toute déclaration de guerre entreprise sans la ratification préalable des deux Chambres du Parlement. S'il est mis en minorité, il quitterait le cabinet, donnant ainsi le signal d'une nouvelle offensive contre le gouvernement de Palmerston et d'une rupture de la coalition [384] libérale qui déjà avait entraîné la chute du gouvernement Derby <sup>230</sup>.

On prétend que Palmerston éprouve une certaine appréhension à la suite des projets de Mr. Milner Gibson, le seul de ses collègues qu'il redoute et dont il ait dit que « c'est un homme particulièrement doué pour découvrir les défauts de la cuirasse ».

Il se peut qu'en même temps que cette correspondance, vous receviez de Liverpool les dernières nouvelles sur les résultats du conseil des ministres. En attendant, pour découvrir le véritable fond de l'af-

---

<sup>230</sup> Entre la fin de la seconde guerre de l'Opium et les événements de Peï-ho, un changement ministériel s'était produit en Angleterre : Derby avait été renversé dans le débat sur le projet de loi de réforme électorale, et Palmerston avait repris le pouvoir avec l'appui de nombreux ex-opposants qui, comme Marx le note, avaient voté contre Palmerston lors du débat sur la seconde guerre de l'Opium.

faire, il vaut mieux laisser de côté ce qui a été imprimé pour se pencher sur ce qui a été sciemment omis dans les commentaires de la presse de Palmerston relatifs à la nouvelle transmise par le dernier courrier continental.

Tout d'abord, elle a supprimé la nouvelle selon laquelle le traité entre la Chine et la Russie était déjà ratifié, et que l'Empereur avait donné l'instruction d'escorter à Pékin la délégation américaine en vue d'échanger les instruments de ratification avec les États-Unis. Cela permet d'écarter le soupçon plus que légitime, selon lequel ce n'est peut-être pas la Cour impériale, mais les délégués franco-britanniques qui sont responsables des obstacles auxquels ils se sont heurtés, obstacles que leurs collègues russes et américains n'ont pas trouvés sur leur chemin. Ensuite, et c'est la circonstance la plus grave que le *Times* et les autres journaux de Palmerston en général sont eux-mêmes obligés de reconnaître, à savoir que les autorités chinoises avaient déclaré qu'elles étaient tout à fait [385] disposées à accompagner les ambassadeurs anglais et français à Pékin ; qu'elles les avaient effectivement attendus à l'une des embouchures du fleuve et leur avaient offert une escorte, s'ils consentaient à se séparer des troupes et de leurs navires. En outre, comme le traité de Tien-tsin ne prévoyait, dans aucun de ses articles, le droit des Anglais et Français d'envoyer une escadre navale en amont du Peï-ho, il est clair que ce ne sont pas les Chinois, mais les Britanniques qui ont violé le traité, et que ces derniers ont délibérément provoqué un incident juste à la veille de l'échange des instruments de ratification du traité.

Nul n'ira penser que l'honorable Mr. Bruce <sup>231</sup> ait agi de sa propre initiative, en vue de faire échec au but évident de la seconde guerre de Chine. Il est clair qu'il n'a fait qu'exécuter les instructions secrètes du gouvernement de Londres. Certes, il est exact que Mr. Bruce a été envoyé en Chine, non par Palmerston, mais par Derby. Toutefois, il suffit de rappeler aux lecteurs que, sous le premier cabinet Peel, lorsque lord Aberdeen était ministre des Affaires extérieures, l'ambassadeur anglais à Madrid, sir Henry Bulwer, entra en conflit avec la cour d'Espagne et fut contraint d'abandonner son poste. Or, les débats à la Chambre des Lords sur cet « événement fâcheux » révélèrent qu'au

---

<sup>231</sup> Mr. Bruce était le frère de lord Elgin, plénipotentiaire anglais en Chine de 1857 à 1858 et de 1860 à 1861.

lieu d'obéir aux instructions officielles d'Aberdeen, il avait suivi les directives secrètes de Palmerston, alors dans l'opposition.

Au demeurant, l'attitude de la presse de Palmerston, ces derniers jours, ne laisse aucun doute — du moins pour celui qui connaît [386] l'histoire secrète de la diplomatie anglaise de ces trente dernières années — sur le véritable responsable de la catastrophe de Peï-ho et de l'imminente troisième guerre de l'Opium. Selon le *Times*, les canons des forts de Takou qui causèrent de tels ravages dans l'escadre britannique, étaient d'origine russe et sous commandement russe. Une autre feuille palmerstonienne est encore plus explicite. Je cite :

*« Nous voyons maintenant combien la politique de la Russie est étroitement liée à celle de Pékin. Nous observons des grandes opérations militaires sur l'Amour, des grands mouvements de troupes cosaques au-delà du lac Baïkal, dans le féérique pays du gel, sur les frontières crépusculaires du vieux monde ; nous suivons les traces d'innombrables caravanes ; nous découvrons que l'envoyé spécial russe (le général Mouraviev, gouverneur de la Sibérie orientale) a quitté l'Extrême-Orient sibérien et se trouve en route vers l'inaccessible capitale chinoise, avec des plans secrets ; et l'opinion publique de ce pays a ainsi toutes les raisons de frémir à l'idée que des influences étrangères ont contribué à notre disgrâce et au massacre de nos soldats et marins <sup>232</sup>. »*

Eh bien, c'est un vieux truc de lord Palmerston. Lorsque la Russie voulut conclure un traité de commerce avec la Chine, il poussa cette dernière dans les bras de son voisin du nord, avec la guerre de l'Opium <sup>233</sup>. Lorsque la Russie demanda la cession de l'Amour, il exauça ce vœu, en déclenchant la seconde guerre de l'Opium <sup>234</sup>, et à présent que la Russie s'efforce de consolider son influence sur Pékin, il improvise une troisième guerre de [387] l'Opium. Dans tous ses rapports avec les faibles États asiatiques, tels que la Chine, la Perse, l'Asie centrale, la Turquie, sa règle constante et invariable est de résis-

---

<sup>232</sup> Cf. *Daily Telegraph*, 16. IX. 1859.

<sup>233</sup> À la suite de cette guerre (1839-1842), la Chine se rapprocha de la Russie, grâce à quoi cette dernière obtint, en juillet 1851, par le traité de Kouldja, des conditions avantageuses pour son commerce avec la Chine occidentale.

<sup>234</sup> En mai 1858, l'accord d'Aigoun entre la Chine et la Russie livra à cette dernière divers territoires sur la rive septentrionale de l'Amour.

ter publiquement aux manœuvres russes, en engageant la lutte, non pas contre la Russie, mais contre tel ou tel État asiatique, afin de le dresser contre la Grande-Bretagne à la suite d'une guerre de brigandage des Anglais et de l'amener, par cette voie détournée, à concéder à la Russie ce qu'il ne voulait absolument pas lui accorder auparavant.

Il est certain qu'à cette occasion, toute la politique passée de Palmerston en Asie sera de nouveau mise sur la sellette, et j'attire par conséquent votre attention sur les *Documents afghans* <sup>235</sup>, dont la publication eut lieu sur ordre de la Chambre des Communes, le 8 juin 1859. Ils jettent une lumière plus grande sur la sinistre politique de Palmerston et l'histoire diplomatique des trente dernières années, que n'importe quel document publié auparavant. En bref, voici l'affaire : en 1838, Palmerston entreprit une guerre contre Dost Mohammed, émir de Caboul, guerre qui provoqua l'anéantissement de toute une armée anglaise <sup>236</sup> après avoir été déclenchée sous le prétexte que Dost Mohammed avait conclu une alliance secrète entre la Perse et la Russie contre l'Angleterre <sup>237</sup>.

Pour étayer cette accusation, Palmerston présenta en 1838 au Parlement un Livre Bleu <sup>238</sup>, dont le contenu essentiel était la correspondance entre sir Alexander Burnes, envoyé britannique à Caboul, et le gouverneur de Calcutta. Burnes fut assassiné à Caboul durant un soulèvement [388] contre les envahisseurs britanniques, toutefois, comme il se méfiait du ministre des Affaires extérieures, il avait envoyé la copie de certaines de ses lettres officielles à son frère, le Dr Burnes, à Londres. Lorsque les *Documents afghans*, mijotés par Palmerston, furent rendus publics en 1839, le docteur Burnes accusa le ministre d'avoir « mutilé et déformé les dépêches de feu sir Alexander Burnes » et, pour corroborer son affirmation, fit publier quelques-unes

---

<sup>235</sup> *East India (Cabul and Afghanistan). Ordered by the House of Commons to be Printed*, 8 Juin 1859.

<sup>236</sup> Marx fait allusion au désastre de la première guerre anglo-afghane (1838-1842).

<sup>237</sup> Marx a consacré une série de huit articles à la politique et au personnage de Palmerston, cf. *Œuvres politiques*, tome 1 des Éditions Costes.

En ce qui concerne la collaboration contre-révolutionnaire entre la Russie tsariste et l'Angleterre officielle, cf. Marx-Engels, *la Russie*, en préparation aux Editions 10/18.

<sup>238</sup> *Correspondence relating to Persia and Afghanistan*, Londres, 1839.

des dépêches authentiques. Mais la vérité ne se fit jour qu'en été dernier, quand, sous le ministère Derby, la Chambre des Communes ordonna, sur l'initiative parlementaire de Mr. Hadfield, de publier en entier les *Documents afghans*. L'ordre fut exécuté de façon à démontrer, même aux moins perspicaces, combien était fondée l'accusation de mutilation et de déformation dans *l'intérêt de la Russie*. La page de titre indique : « *Nota bene*. La correspondance, publiée en partie seulement dans les éditions précédentes, est reproduite ici dans son intégralité, et les passages omis sont placés entre crochets. » Le nom du haut fonctionnaire cité comme garant de la fidélité de la publication est « J.W. Kaye, secrétaire aux départements politiques et confidentiels et « historien authentique de la guerre afghane ».

Il suffit d'un exemple pour illustrer les relations réelles entre Palmerston et la Russie, contre laquelle il avait feint d'avoir préparé la guerre en Afghanistan. L'agent russe Vitkevitch, se présenta en 1837 à Caboul, avec un message personnel adressé par le tsar à Dost Mohammed. Sir Alexander Burnes réussit à s'en procurer une copie qu'il expédia à lord Auckland, alors [389] gouverneur général de l'Inde. Or, ses dépêches, comme les documents publiés en annexe, ne cessent de se référer à ce fait. Toutefois, la copie de la lettre du tsar ne figure point dans le Livre Bleu de Palmerston, et toutes les dépêches qui y font allusion sont manipulées de façon à dissimuler la liaison existant entre l'« empereur de Russie » et la mission de Caboul. Ce faux fut donc commis pour soustraire au public la preuve des rapports entre l'autocrate et l'agent secret que Nicolas, à son tour à Pétersbourg, crut opportun de désavouer formellement. Ainsi, à la page 82 du Livre Bleu, on peut trouver la traduction d'un message à Dost Mohammed qui dit, lorsque les mots supprimés par Palmerston sont rétablis entre crochets dans le texte :

« *Un émissaire [du tsar] de Russie est arrivé [de Moscou] à Téhéran avec pour mission d'attendre le serdar de Kandahar <sup>239</sup> et de se rendre ensuite à une audience chez l'émir... Il est porteur [de messages confidentiels de l'Empereur et] de lettres de l'ambassadeur russe à Téhéran. L'ambassadeur russe recommande cet homme comme une personne digne de la plus grande confiance et pleinement*

---

<sup>239</sup> Kohal Dil khan.

*autorisée à mener toute négociations [pour le compte de l'Empereur et de lui-même], etc., etc. »*

Ces faux et d'autres semblables, commis par Palmerston pour protéger l'honneur du tsar ne sont pas les seules curiosités des *Documents Afghans*. Par exemple, Palmerston justifiait l'invasion de l'Afghanistan sous prétexte qu'elle avait été recommandée par sir S. Burnes comme un acte susceptible de déjouer les manœuvres russes en Asie Centrale. Or, sir A. Burnes avait [390] fait tout juste le contraire, ce qui explique que tous ses appels en faveur de Dost Mohammed furent éliminés de l'édition palmerstonienne du Livre Bleu, et le contenu de la correspondance mutilé et déformé pour le changer en son contraire.

Tel est donc l'homme qui est sur le point de déclencher une troisième guerre en Extrême-Orient, sous le prétexte transparent de faire échouer les desseins de la Russie dans cette partie du monde.

[391]

### III

*New York Tribune*, 10. X. 1859.

[Retour à la table des matières](#)

La majeure partie de la presse britannique semble à présent considérer comme décidée une nouvelle guerre de la civilisation contre le Céleste Empire. Mais depuis le conseil des ministres de samedi soir, les journaux qui étaient les plus assoiffés de sang, ont complètement changé de ton.

D'abord le *Times* de Londres — apparemment dans un accès de rage patriotique — avait tonné contre la double trahison, d'une part, des couards Mongols qui avaient attiré l'amiral anglais si *bonhomme* (Fr.) dans une embûche, en camouflant soigneusement leurs positions et en masquant leur artillerie, d'autre part, de la Cour de Pékin qui, avec un machiavélisme encore plus noir, avait encouragé ces monstres de Mongols à recourir à cette diabolique ruse de guerre. Par [392] une curieuse coïncidence, le *Times*, bien qu'emporté dans l'océan de ses passions, réussit à expurger, dans les textes officiels qu'il reproduisait,

tous les passages favorables aux Chinois voués aux gémonies. La passion peut entraîner la confusion, mais il faut avoir la tête froide pour déformer les choses. Quoi qu'il en soit, le 16 septembre, soit exactement la veille du conseil des ministres, le *Times* vira de bord et, de sang-froid, coupa en deux le Janus bicéphale de son accusation.

« *Nous craignons* », écrivit-il, « *de ne pouvoir accuser de trahison les Mongols qui ont résisté à notre assaut contre les forts de Peï-ho* ». Mais, aussitôt après, pour rattraper un aveu aussi désagréable, il accusa avec d'autant plus d'acharnement la *Cour de Pékin* d'avoir violé un « traité solennel », avec préméditation et perfidie.

Enfin, trois jours après le conseil des ministres, de nouvelles considérations ont poussé le *Times* « *à ne pas douter que rien n'eût empêché la ratification du traité si Mr. Bruce et M. de Bourboulon avaient prié les mandarins de les accompagner à Pékin* ».

Dans ces conditions, que reste-t-il de la trahison de la cour de Pékin ? Pas même une ombre, Après cela, deux doutes continuent d'affliger le *Times* : « *Il est peut-être douteux qu'il ait été sage, du point de vue militaire, de tenter de se frayer la voie de Pékin au moyen d'une telle escadre. Il est encore plus douteux qu'il fût désirable, du point de vue diplomatique, d'employer la force en général.* »

Telle est la conclusion peu reluisante de toute la tempête d'indignation soulevée par le « leader » [393] de la presse britannique. Quoi qu'il en soit, avec sa logique toute particulière, le *Times* a jeté par-dessus bord les raisons de la guerre, mais il ne renonce pas pour autant à la guerre elle-même. Un autre journal officieux, l'*Economist*, qui s'était distingué par son apologie chaleureuse du bombardement de Canton, semble vouloir adopter un point de vue plus économique et moins rhétorique, depuis la nomination de Mr. J. Wilson au poste de chancelier de l'Echiquier indien. Il vient de publier deux articles — l'un politique, l'autre économique —, dont le premier s'achève comme suit :

« *Tout bien considéré, il est évident que l'article prévoyant le droit de notre plénipotentiaire de se rendre à Pékin ou d'y résider a été littéralement imposé au gouvernement chinois. Mais, si l'on jugeait que le respect de cette clause était absolument indispensable à nos intérêts, nous pensons que l'on pouvait en toute occurrence agir avec modération et patience. On dira, sans doute, que la modération et la pa-*

*tiences peuvent être interprétées par un gouvernement tel que celui de la Chine comme des signes d'une faiblesse fatale, et que ce serait donc poursuivre la politique la plus néfaste qui soit. Mais jusqu'à quel point et sur la base de quelle argumentation, avons-nous le droit d'adopter, dans nos rapports avec des gouvernements asiatiques, des principes opposés à ceux que nous soutenons avec les gouvernements civilisés ? Il est possible qu'après leur avoir arraché une concession malgré leur volonté sous l'empire de la crainte, la meilleure politique soit de leur extorquer, toujours sous l'empire de la crainte, l'exécution immédiate du traité dans un [394] sens favorable à nos intérêts. Mais si nous avons échoué dans cette tentative et si, entre-temps, les Chinois ont surmonté leur crainte et insistent avec une démonstration de force à l'appui, pour que nous les consultations sur les modalités d'application du traité, — pouvons-nous alors les accuser de trahison, avec la moindre apparence de justice ? Ne pratiquent-ils pas bien plutôt notre égard les méthodes de persuasion que nous utilisons nous-mêmes ? Il est possible, et même probable, que le gouvernement chinois nous ait entraîné délibérément dans ce guet-apens meurtrier et qu'en général il n'ait jamais eu l'intention d'exécuter ce traité. Si cela était prouvé, nous aurions le droit et le devoir d'exiger réparation. Mais il se peut aussi que la volonté de défendre l'embouchure du Peï-ho afin d'empêcher le renouvellement de l'acte de force exécuté l'an dernier par lord Elgin, n'accompagne aucun désir de violer les clauses générales du traité. Puisque l'initiative des hostilités était entièrement de notre côté et que nos commandants pouvaient à tout moment donner l'ordre de repli devant le feu meurtrier qui n'avait été ouvert que pour défendre les forts, nous ne pouvons absolument pas prouver avec certitude que les autorités chinoises avaient l'intention de violer le traité. Et tant que cette volonté préméditée d'enfreindre le traité n'est pas prouvée, nous devons suspendre notre jugement et réfléchir si, dans notre comportement vis-à-vis des barbares, nous n'avons pas utilisé des principes qui diffèrent à peine de ce qu'ils pratiquent à notre égard. »*

Dans le second article sur le même thème, l'*Economist* analyse l'importance, directe et [395] indirecte, du commerce entre la Grande-Bretagne et la Chine. En 1858, les exportations britanniques en direction de la Chine se sont élevées à 2 876 000 £, tandis que la valeur des importations britanniques venant de Chine, pour chacune des trois

dernières années, a été de plus de 9 millions de £, de sorte que l'on peut évaluer à quelque 12 millions de £ l'ensemble du commerce direct entre l'Angleterre et la Chine. Mais à ces transactions directes viennent s'ajouter au moins trois autres sphères de commerce importantes avec lesquelles l'Angleterre est plus ou moins intimement liée dans le cadre des échanges : le commerce entre l'Inde et la Chine, entre la Chine et l'Australie, entre la Chine et les États-Unis.

« *L'Australie* », écrit *l'Economist*, « reçoit annuellement de grandes quantités de thé chinois, et n'a rien à donner en échange au marché chinois. L'Amérique, elle aussi, importe de grandes quantités de thé et un peu de soie pour une valeur qui excède de loin celle de ses exportations directes en Chine. »

Ces deux passifs de la balance commerciale en faveur de la Chine doivent être compensés par la Grande-Bretagne qui, en échange, reçoit de l'or de l'Australie et du coton des États-Unis. C'est pourquoi, elle est obligée, en plus de ses propres dettes vis-à-vis de la Chine, de payer à ce pays de grosses sommes pour l'or importé d'Australie et le coton importé d'Amérique. Mais ces sommes dues à la Chine par l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis passent, dans une large mesure, de la Chine en Inde, au compte des sommes que la Chine doit à ce pays pour l'opium et le coton <sup>240</sup>. Soit dit en passant, les importations indiennes [396] de produits chinois n'ont jamais encore atteint le montant de 1 000 000 £, tandis que les importations chinoises en provenance de l'Inde représentent au total 10 000 000 £. De ces observations d'ordre économique, *l'Economist* conclut que toute interruption sérieuse du commerce britannique avec la Chine serait « *une calamité d'une ampleur beaucoup plus grande que ne le peuvent suggérer à première vue les chiffres des exportations et des importations* », et que le préjudice financier causé par cette perturbation, outre qu'il se répercuterait sur le commerce direct du thé de la soie de l'Angleterre, aurait aussi des « incidences » sur les transactions britanniques avec l'Australie et les États-Unis.

*L'Economist* n'est pas sans savoir que, durant la dernière guerre chinoise, les hostilités n'ont pas dérangé le commerce aussi fortement

---

<sup>240</sup> Dans *le Capital*, livre III, chap. XXXV, Marx traite du mouvement des échanges avec l'Asie et la balance commerciale de l'Angleterre, cf. Ed. Soc., vol. VII, p. 234-252.

qu'on l'avait redouté et que le port de Changhaï n'a enregistré aucune baisse de trafic. Mais, ici, l'*Economist* met en relief « deux aspects exceptionnels de l'actuel différend », qui pourraient modifier de façon substantielle l'effet de la nouvelle guerre chinoise sur le commerce, à savoir le caractère « impérial », et non plus « local », de la guerre en cours, et le « *succès sans précédent que les Chinois ont remporté pour la première fois dans leur lutte contre les forces européennes* ».

Ce langage nous change complètement des hymnes à la guerre que l'*Economist* entonnait avec tant de zèle à l'époque de la lorcha Arrow.

Comme je l'avais prévu dans la précédente correspondance, le conseil des ministres a entendu la protestation de Mr. Milner Gibson et sa [397] menace de démissionner si Palmerston agissait conformément à ce qu'avait laissé entendre le *Moniteur* français. Pour l'heure, Palmerston a prévenu la scission du cabinet et de la coalition avec les libéraux, en affirmant que les forces indispensables à la protection du commerce britannique seraient concentrées dans les eaux chinoises et qu'on n'adopterait aucune décision sur la question de la guerre, tant que l'on ne disposerait pas de rapports plus détaillés de la part de l'ambassadeur britannique. De la sorte, il a différé la question brûlante.

Pourtant, les véritables intentions de Palmerston se lisent entre les lignes de son journal intime, le *Daily Telegraph* : « *Si, au cours de l'année prochaine, un événement quelconque entraînait un vote de défiance au gouvernement, il faudrait sans doute en appeler aux urnes... Les Communes feront voir le résultat de leurs activités d'après le verdict sur la question chinoise, puisqu'à présent il faut ajouter aux oppositionnels habituels de Mr. Disraeli les cosmopolites qui proclament que les Mongols ont eu parfaitement raison.* »

J'aurai peut-être l'occasion de revenir sur la situation embarrassante dans laquelle se sont mis les conservateurs, en acceptant la responsabilité des événements préparés méticuleusement par Palmerston et deux de ses agents, lord Elgin et le frère de ce dernier, Mr. Bruce.

[399]

IV

*New York Tribune*, 18. X.1859.

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'un de mes articles précédents, j'ai soutenu que le conflit de Pei-ho n'était pas un incident involontaire, mais, au contraire, qu'il avait été préparé méticuleusement par lord Elgin qui, agissant en fonction d'instructions secrètes, combinées de longue date par Palmerston, parvint à attribuer à lord Malmesbury, ministre des Affaires extérieures, les projets du noble vicomte, alors leader de l'opposition.

Tout d'abord, l'idée qu'un « incident chinois » soit le fruit d'« instructions » émanant de l'actuel Premier britannique est si peu nouvelle et saugrenue, que ce fut un personnage aussi bien informé que Mr. Disraeli qui l'insinua dans un débat des Communes sur la guerre de la lorcha et — aussi curieux que cela puisse paraître — trouva confirmation auprès de Mr. Palmerston lui-même. [400] Le 3 février 1857, Mr. Disraeli lança l'avertissement suivant :

*« Je ne peux me défendre de penser que ce qui s'est passé en Chine n'est pas dû aux fait allégués, mais a son origine dans les instruction reçues d'Angleterre il y a fort longtemps déjà. S'il en était ainsi, j'estime que le moment serait venu pour la Chambre, si elle ne veut pas manquer à ses devoirs, de se demander sérieusement si elle possède les moyens de contrôler un système qui, s'il persiste, sera fatal aux intérêts de notre pays. »*

Et lord Palmerston de répondre froidement : *« Le très honorable gentleman affirme que le cours des événements semble être le résultat d'une politique élaborée de longue date par le gouvernement britannique. C'est parfaitement exact. »*

Pour ce qui est de l'actuel conflit, il suffit de jeter un coup d'œil rapide dans le Livre Bleu intitulé *Correspondance relative aux missions spéciales de lord Elgin en Chine et au Japon, 1857-59*, pour constater que l'événement survenu le 25 juin sur le Pei-ho, avait été envisagé

par lord Elgin dès le 2 mars. A la page 484 de ladite correspondance, on trouve les deux dépêches, suivantes :

*« Comte d'Elgin au contre-amiral sir Michad Seymour*

*Le Furious, 2 mars 1859*

*« Sir, Eu égard à ma dépêche à Votre Excellence en date du 17 février, je me permettrai de remarquer que je garde quelque espoir que la décision [401] adoptée par le gouvernement de Sa Majesté au sujet de la résidence permanente d'un ambassadeur britannique à Pékin, dont je vous ai fait part hier au cours de notre entretien, peut inciter le gouvernement chinois à accueillir de manière appropriée le représentant de Sa Majesté, quand celui-ci se rendra à Pékin pour l'échange des instruments de ratification du traité de Tien-tsin. Cependant, il est parfaitement possible que cet espoir ne se réalise point et, en toute hypothèse, je retiens que le gouvernement de Sa Majesté désire que des forces imposantes accompagnent notre ambassadeur durant son voyage à Tien-tsin. Dans ces conditions, je me permets d'attirer l'attention de Votre Excellence sur la question de savoir s'il ne serait pas opportun de concentrer à Changhaï, à la première occasion favorable, une flottille de canonnières suffisamment forte pour une telle entreprise, car je suppose que l'arrivée de Mr. Bruce en Chine ne saurait tarder plus longtemps. J'ai l'honneur, etc.*

*Elgin et Kincardine. »*

*« Comte de Malmesbury au comte d'Elgin*

*Ministère des Affaires extérieures, 2 mai 1859.*

*« Milord, J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence en date du 7 mars 1859, et je suis chargé de vous informer que le gouvernement de Sa Majesté approuve la note, dont Votre Excellence nous a transmis copie et dans laquelle Votre Excellence a communiqué au chargé d'affaires impérial que [402] le gouvernement de Sa Majesté n'insisterait pas pour qu'on fixe la résidence du ministre de Sa Majesté à titre permanent à Pékin.*

*« Le gouvernement de Sa Majesté approuve également la suggestion de Votre Excellence au contre-amiral de réunir à Changhaï une*

*flottille de canonnières afin d'accompagner Mr. Bruce sur le cours du Peï-ho. J'ai l'honneur, etc.*

*Malmesbury.* »

En conséquence, lord Elgin sait à l'avance que le gouvernement britannique « désire » que son frère, Mr. Bruce, soit accompagné de « forces imposantes » de « canonnières » en amont du Pei-ho, et il ordonne au contre-amiral Seymour de se tenir prêt à « cette mission » : à son tour, dans une dépêche datée du 2 mai, le comte de Malmesbury approuve la suggestion de lord Elgin à Seymour. Toute la correspondance fait apparaître que lord Elgin commande et lord Malmesbury obéit. Tandis que le premier a constamment l'initiative et se fonde sur les instructions qu'il a reçues au préalable de Palmerston, sans même attendre de nouvelles instructions de *Downing Street*, lord Malmesbury se contente d'entériner les « désirs » que son subalterne autorisé lui attribue par anticipation. Il opine du bonnet, quand Elgin proclame que, le traité n'étant pas encore ratifié, les Anglais n'ont aucun droit de remonter les fleuves chinois ; il opine du bonnet, quand Elgin soutient qu'il faut faire preuve de grande patience avec les Chinois, en ce qui concerne l'application de la clause relative à l'installation à Pékin d'une ambassade britannique, [403] et, sans sourciller, il opine encore du bonnet, quand, en contradiction formelle avec ses affirmations précédentes, Elgin réclame le droit de forcer le passage du Pei-ho avec une « imposante flottille de canonnières ». Il opine du bonnet, comme Dogberry en réponse aux propositions du bedeau <sup>241</sup>.

On comprend aisément que le comte de Malmesbury fasse si piètre figure et se comporte si humblement, si l'on se remémore les clameurs du *Times* et d'autres journaux influents à l'avènement au pouvoir du cabinet conservateur lorsqu'un grand péril menaça les brillants succès que lord Elgin, suivant les instructions de Palmerston, était sur le point de remporter en Chine, mais que l'administration conservatrice — ne serait-ce que par dépit et pour justifier son vote de défiance à l'occasion du bombardement de Canton par Palmerston — se proposait apparemment de faire échouer. Malmesbury se laissa intimider par ces criaileries. Au reste, il avait présent devant les yeux et dans le

<sup>241</sup> Cf. Shakespeare, *Beaucoup de bruit pour rien*, acte IV, scène 2.

cœur le sort de lord Ellenborough qui s'était permis de contrecarrer ouvertement la politique indienne du noble vicomte et qui, en récompense de son courage patriotique, fut sacrifié par ses propres collègues du cabinet Derby <sup>242</sup>.

En conséquence, Malmesbury a cédé l'initiative à lord Elgin, en permettant à ce dernier d'exécuter le plan de Palmerston et d'en rendre responsables ses adversaires officiels, les conservateurs. Pour la même raison, ceux-ci se sont trouvés placés dans la désagréable alternative de décider quelle devait être leur attitude dans l'affaire de Pei-ho : ou bien emboucher la trompette [404] de guerre avec lord Palmerston, et maintenir celui-ci au pouvoir ; ou bien tourner le dos à Malmesbury qu'ils avaient couvert de tant d'écœurantes flatteries durant la dernière guerre italienne <sup>243</sup>.

Cette alternative est d'autant plus scabreuse qu'un troisième conflit en Chine est rien moins que populaire chez les hommes d'affaires anglais. En 1857, ils enfourchèrent le lion britannique parce qu'ils escomptaient de grands profits de l'ouverture violente du marché chinois. Aujourd'hui, au contraire, ils sont assez désappointés de se voir frustrés subitement des fruits du traité. Ils savent que les affaires en Europe et en Inde vont déjà assez mal sans qu'une nouvelle guerre de grand style avec la Chine vienne encore aggraver cette situation.

Ils n'ont pas oublié qu'en 1857 les importations de thé — article provenant presque exclusivement de Canton, alors unique théâtre de guerre — baissèrent de plus de 24 millions. Or ils redoutent aujourd'hui que cette interruption des échanges ne s'étende à Changhaï et autres ports marchands du Céleste Empire.

---

<sup>242</sup> Au printemps 1858 lord Ellenborough, président des autorités de Contrôle des Affaires indiennes, entra en conflit avec le gouverneur général de l'Inde, lord Canning. Dans sa dépêche du 19 avril 1858, Ellenborough, partisan d'un assouplissement de la politique vis-à-vis des grands féodaux indiens, blâma la décision de Canning relative à la confiscation des domaines des féodaux de l'Aoudh, alliés à l'insurrection nationale. Les milieux gouvernementaux anglais n'ayant pas approuvé la dépêche d'Ellenborough, celui-ci démissionna en mai 1858. Le cabinet de Derby espéra se maintenir au pouvoir en se séparant d'Ellenborough.

<sup>243</sup> Malmesbury déploya une intense activité diplomatique en tant que médiateur entre l'Autriche, le Piémont et la France, avant et pendant la guerre d'Italie de 1859.

Après la première guerre déclarée à la Chine par la Grande-Bretagne dans l'intérêt de la contrebande de l'Opium, après la seconde menée pour la défense d'une lorcha de pirates, il ne manque plus qu'une guerre montée de toutes pièces dans le but d'infliger aux Chinois le fléau d'ambassades permanentes dans leur capitale <sup>244</sup>.

---

<sup>244</sup> Les événements ultérieurs peuvent se résumer comme suit : reprise des hostilités en juin 1860 ; le corps expéditionnaire anglo-français s'empare de Takou en juillet et parvient à Pékin en septembre où il incendie le Palais d'Été, détruisant ainsi de précieuses œuvres d'art, et saccage ensuite toute la ville. En octobre, le nouveau traité de Pékin aggrave les conditions du précédent traité de Tien-tsing : il stipule l'ouverture de nouveaux ports au commerce européen, double l'indemnité de guerre à verser par les Chinois, permet d'enrôler la main-d'œuvre chinoise pour les colonies anglaises et françaises et cède la partie méridionale de la péninsule de Kieou-long à l'Angleterre. En novembre, un nouveau traité sino-russe stipule la cession de la côte Pacifique de l'embouchure de l'Amour à l'actuelle Vladivostok. Deux ans plus tard, en 1862, l'administration européenne des douanes est étendue définitivement à tout l'Empire. En 1863, l'offensive des troupes du gouvernement impérial se poursuit, avec l'aide franco-britannique, contre Changhaï, occupée par les Taïpings. En juillet 1864, l'action conjointe de l'impérial Tseng Kouo-fan et du général anglais Gordon, le futur « héros national » anglais de Khartoum, donne le coup de grâce aux Taïpings : les fondations pour l'ultérieur impérialisme étaient jetées en Chine.

[405]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *[Le commerce avec la Chine à la lumière des structures sociales de ce pays]*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 3. XII. 1859.

[Retour à la table des matières](#)

Au temps où les idées les plus fantaisistes sur l'impulsion que le commerce américain et britannique recevrait immanquablement de ce que l'on appelle l'ouverture des ports du Céleste Empire, nous avons entrepris de démontrer, grâce à une étude relativement élaborée du commerce extérieur de la Chine depuis le début du siècle, que ces précisions optimistes ne reposaient sur aucune base solide.

Abstraction faite du trafic de l'opium qui, comme nous l'avons démontré, croît en raison inverse de la vente des produits manufacturés de l'Occident, nous avons trouvé que l'obstacle [406] majeur à une augmentation rapide des exportations en Chine était constitué par la structure économique de cette société, fondée sur la combinaison de l'agriculture parcellaire avec l'industrie domestique. Pour corroborer notre thèse, nous pouvons maintenant renvoyer le lecteur au Livre Bleu, intitulé *Correspondance relative à la mission spéciale de lord Elgin en Chine et au Japon*.

À chaque fois que la demande effective de marchandises importées dans les pays asiatiques ne correspond pas à la demande prévue —

qui, dans la plupart des cas, est calculée sur la base de données tout à fait superficielles sur l'extension du nouveau marché, le nombre des habitants et la faveur que les marchandises étrangères ont trouvée dans quelques ports importants —, les commerçants, dans leur zèle à s'assurer des débouchés plus vastes, ne sont que trop enclins à expliquer leurs désillusions par des mesures artificieuses, imaginées par des gouvernements barbares, prompts à leur mettre des bâtons dans les roues, et qu'il faut donc combattre par la force. C'est précisément cette illusion qui, à l'époque moderne, a transformé les marchands anglais en partisans sans pudeur de tout ministère leur promettant, au moyen d'agressions de pirate, d'extorquer aux barbares un traité de commerce. C'est ainsi que les obstacles artificiels que les autorités chinoises auraient opposés au commerce ont fourni le grand prétexte qui justifiait, aux yeux du monde des affaires, toutes les violences contre le Céleste Empire. Les précieuses informations contenues dans le livre bleu de lord Elgin serviront, à tout homme sans [407] idées préconçues, à disperser des illusions aussi néfastes.

Le Livre Bleu contient un rapport que Mr Mitchell, agent britannique à Canton, envoya en 1852 à Sir George Bonham. Nous en citons quelques extraits :

*« Notre traité de commerce avec ce pays (la Chine) est maintenant (1852) en vigueur depuis près d'une décennie. Tous les obstacles prévus ont été écartés. Environ mille kilomètres de côte nous sont devenus accessibles, et de nouveaux marchés se sont ouverts directement au seuil des districts de production et aux points les plus favorables du littoral. Or, quel en est le résultat en ce qui concerne l'accroissement escompté de la consommation de nos produits manufacturés ? Eh bien, tout simplement le suivant : au terme de dix années, les statistiques du ministère du Commerce nous montrent que Sir Henry Pottinger, lorsqu'il signa les Protocoles Additionnels de 1843, trouva en activité un commerce bien plus intense que celui que présente (!) son traité de fin 1850, c'est-à-dire pour ce qui concerne les produits manufacturés anglais, le seul point que nous considérons ici. »*

Mr. Mitchell reconnaît que le commerce entre l'Inde et la Chine, formé presque exclusivement d'un échange entre argent et opium, s'est considérablement développé depuis le traité de 1842, mais même à propos de ce commerce, il écrit : *« Il s'est développé, de 1834 à 1844, à un rythme aussi rapide que celui de 1844 à nos jours, alors que*

*cette dernière période a connu la prétendue protection du traité. Or, les statistiques du ministère du Commerce nous montrent à l'évidence [408] que l'exportation de nos produits manufacturés en Chine restait au-dessous du niveau qu'elle atteignait à la fin de 1844 avec près de trois-quarts de millions de £. »*

Il ressort du tableau suivant que le traité de 1842 n'a aucunement stimulé le commerce d'exportation anglais en Chine :

*Valeur déclarée en £*

	Cotonnades	Lainages	Autres produits	Total
1849	1001 283	370 878	164 948	1 537 109
1850	1020 915	404 797	148 433	1 574 145
1851	1598 829	373 399	189 040	2 161 268
1852	1905 321	434 616	163 662	2 503 599
1853	1408 433	203 875	137 289	1 749 597
1854	640 820	156 959	202.937	1 000 716
1855	883 985	134 070	259 889	1 277 944
1856	1544 235	268 642	403 246	2 216 123
1857	1731 909	286 852	431 221	2 449 982

Or, si l'on compare ces chiffres avec la demande chinoise de produits manufacturés britanniques, évalués en 1843 à une valeur de 1 750 000 £ par Mr. Mitchell, on constate qu'au cours des neuf dernières années, les exportations britanniques sont tombées à un chiffre très inférieur à celui de 1843, et ne représente plus que les 10/17<sup>e</sup> de la valeur atteinte cette année-là. Mr. Mitchell explique ce fait surprenant, en premier lieu, par des raisons qui semblent d'un ordre trop général pour prouver quoi que ce soit de particulier :

*« Les Chinois sont si parcimonieux et attachés à leur mode de vie traditionnel qu'ils portent tout [409] juste ce que leurs pères ont porté avant eux, c'est-à-dire que le strict nécessaire et rien de plus, même si on leur offre toutes les marchandises au prix le plus bas qui puisse s'imaginer... Nul Chinois vivant de son travail ne peut se payer le luxe de se procurer un habit nouveau qui ne dure au moins trois ans et ne résiste durant cette période à l'usage et au traitement le plus impi-*

*toyable. Or, un habit de ce genre doit contenir au moins trois fois plus de coton grège que nous n'en mettons dans les articles les plus épais exportés en Chine ; en d'autres termes, il doit être trois fois plus lourd que les étoffes courantes que nous jetons ici sur le marché. »*

Une faible demande et une préférence pour les modes traditionnels de se vêtir sont des obstacles que le commerce des nations civilisées doit rencontrer sur tous les marchés nouvellement ouverts. Quant à l'épaisseur et à la résistance des tissus, les manufacturiers anglais et américains ne pourraient-ils pas s'adapter aux exigences particulières de la clientèle chinoise ? Cela nous amène au cœur du problème : en 1844, Mr. Mitchell envoya en Angleterre des échantillons de tissu chinois de toutes les qualités avec les prix correspondants. Mais ses collègues lui déclarèrent qu'aux prix indiqués par lui, Manchester ne serait jamais en état de les produire et, en plus, de les envoyer en Chine. Comment s'explique l'incapacité du système industriel le plus développé du monde de battre, sur le prix, les étoffes tissées par les métiers à main les plus primitifs ? Ce mystère est résolu par la combinaison de la petite agriculture avec l'industrie domestique, à laquelle nous avons déjà fait allusion.

[410]

Nous citons encore Mr. Mitchell : *« Lorsqu'on procède à la récolte, tous les bras de la famille paysanne, jeunes et vieux, se mettent à carder, filer et tisser le coton ; avec le filé de la production domestique, on tisse de lourds vêtements de coton qui résistent aux traitements les plus rudes auxquels on les soumet durant deux ou trois ans ; la famille étant vêtue, les excédents de coton sont portés à la ville voisine où le marchand les achète pour l'usage de la population urbaine et des habitants des sampans ancrés dans le fleuve <sup>245</sup>. Ce coton tissé à la maison habille neuf chinois sur dix ; le tissu, dont la qualité va du dungaree le plus grossier au nankin le plus fin, est toujours fabriqué dans les foyers paysans : il ne coûte absolument rien au producteur,*

---

<sup>245</sup> La population flottante sur le fleuve des Perles a Canton était arrivée, il y a près d'un demi-millénaire, du Nord surpeuplé ; n'obtenant pas l'autorisation de s'installer à terre, elle demeura sur ses embarcations dans le port, où elle forma une ethnie à part, ayant ses propres traditions, costumes, chants, etc. Elle ne fut admise de plein droit dans la citoyenneté chinoise qu'après la révolution de 1949.

*hormis la matière première, ou mieux le sucre — produit dans sa propre exploitation — contre lequel il l'échange. Il suffit à nos fabricants de considérer un instant l'admirable économie de ce système et, pour ainsi dire, son heureuse combinaison avec toutes les autres activités du paysan pour qu'ils comprennent aussitôt qu'ils n'auront jamais la moindre chance de pouvoir concurrencer avec succès les tissus ainsi produits, surtout les plus grossiers. La Chine est peut-être le seul pays au monde où l'on rencontre un métier à tisser dans tout foyer paysan décent. Dans tous les autres pays, les gens se contentent de carder et de filer, laissant le soin à un tisserand de métier de transformer le filé en tissu. Il demeurerait réservé aux parcimonieux chinois de porter le système à sa perfection : non seulement ils cardent et filent le coton, mais ils le tissent encore à la maison avec l'aide des femmes et enfants, en ne se limitant que rarement [411] à produire pour les seuls besoins de la famille, puisque le plus souvent la production d'une certaine quantité de tissu pour l'approvisionnement des villes ou des habitants des fleuves voisins fait partie intégrante de leurs activités saisonnières.*

*Le petit cultivateur du Fou-Kien n'est donc pas seulement agriculteur, mais paysan et artisan en une seule personne. Il fabrique ce tissu pratiquement pour rien, sous son propre toit, avec le travail de toute la famille. Cela ne lui coûte ni force de travail supplémentaire, ni temps de travail extra. Il fait filer et tisser les membres de sa famille, pendant que les récoltes mûrissent dans les champs, qu'il pleut ou que les activités agricoles sont interrompues. En somme, tout au long de l'année, ce modèle de zèle domestique accomplit sans interruption ses tâches et se consacre à quelque chose d'utile. »*

Pour compléter cette description de Mr. Mitchell, voici le récit de lord Elgin sur la population campagnarde qu'il a appris à connaître lors de son voyage sur le Yang-tsé :

*« Ce que j'ai vu m'incite à penser que la population rurale de la Chine est en général frugale et satisfaite. Je me suis donné le plus grand mal — et avec des résultats médiocres — pour obtenir des informations précises sur l'extension de leurs exploitations, le régime de leur propriété foncière, les impôts et autres choses semblables. J'en suis arrivé à la conclusion que, pour la majeure partie, ils reçoivent de la Couronne en usufruit complet, contre versement de rentes annuelles non excessives, les parcelles de terre qu'ils cultivent, et que*

*ces circonstances* [412] *favorables, auxquelles vient s'ajouter leur zèle inlassable*, satisfont largement leurs modestes besoins en aliments et vêtements. »

Cette combinaison de l'activité agricole et de l'industrie artisanale domestiques a fait obstacle pendant très longtemps à l'exportation de produits manufacturés britanniques en Indes orientales et aujourd'hui encore la freine considérablement, bien que les Britanniques, comme propriétaires fonciers suprêmes, purent attaquer et détruire finalement cette combinaison, en transformant une partie des communautés hindoustanes qui se suffisaient à elles-mêmes en fermes qui produisirent de l'opium, du coton, de l'indigo, du chanvre et d'autres matières premières en échange de tissus anglais.

En Chine, les Anglais ne détiennent pas encore ce pouvoir, et il est probable qu'ils ne le conquerront jamais <sup>246</sup>.

---

<sup>246</sup> Sur la résistance de la structure économique et sociale chinoise à la pénétration du commerce capitaliste, cf. lettre de Marx à Engels, 8 octobre 1858, et *le Capital*, livre III, section IV, chap. XX (Editions sociales, tome VI, p. 341-342).

[413]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *Politique anglaise*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 14. II.1860.

[Retour à la table des matières](#)

Les points les plus intéressants soulevés au Parlement par le discours de la Couronne ont été la troisième guerre en Chine, le traité de commerce avec la France et les complications en Italie <sup>247</sup>.

Il faut bien se rendre compte que la question chinoise a une importance primaire en tant que problème non seulement international, mais encore constitutionnel. Entreprise à l'instigation personnelle de Palmerston, la seconde guerre en Chine avait entraîné d'abord un vote de censure contre son précédent gouvernement, puis une dissolution forcée des Communes. Bien qu'ayant été élue sous les auspices de Palmerston, la nouvelle Chambre n'a jamais été invitée à casser le [414]

---

<sup>247</sup> Sur le traité commercial franco-britannique, préparé par Cobden. cf. la *New York Tribune* du 28-I-1860. Marx y commente le rapprochement entre l'Angleterre de Palmerston et la France de Napoléon III. Le 21-XI-1860, la *New York Tribune* publiait un article d'Engels sur la Savoie et Nice, où il montrait que Napoléon III cherchait à « instaurer sa domination en Italie et en Suisse, en donnant à la France l'hégémonie sur les Alpes », et il prévoyait qu'ensuite la France chercherait à étendre sa souveraineté sur le Rhin. Cf. Marx-Engels, *Ecrits militaires, la Savoie, Nice et le Rhin*, p. 384-424.

jugement émis par la précédente, de sorte que la seconde expédition chinoise du noble vicomte reste jusqu'à ce jour condamnée par un verdict parlementaire. Mais ce n'est pas tout.

Le 16 septembre 1859, on eut connaissance à Londres du revers militaire de Peï-ho. Au lieu de convoquer le Parlement, lord Palmerston s'adressa à Louis Bonaparte et discuta avec l'autocrate de l'éventualité d'une nouvelle expédition franco-britannique en Chine. Trois mois durant, « les ports et les arsenaux britanniques résonnèrent du fracas des préparatifs », comme l'a dit lord Grey, et l'on prit toutes les mesures pour expédier en Extrême-Orient de l'artillerie, des munitions, des canonnières, sans parler du contingent d'au-moins 10 000 hommes destinés à renforcer ces forces navales. De la sorte, le pays était allègrement embarqué dans une nouvelle guerre à la suite d'un accord avec la France et des immenses charges financières, assumées sans communication préalable au Parlement. Mieux, on invite aujourd'hui ce dernier avec effronterie à « remercier Sa Majesté de l'avoir informé des événements survenus et des préparatifs pour une expédition en Chine » ! N'est-ce pas exactement le même style que celui de Louis Napoléon s'adressant à son *Corps Législatif*, ou celui du tsar Alexandre s'adressant à son Sénat ?

Dans le débat sur le discours du trône de 1857, Sir Gladstone, actuel chancelier de l'Échiquier, avait exprimé en ces termes son indignation à propos de la guerre contre la Perse : « *Je dirai, sans crainte d'être démenti, que la méthode qui consiste à ouvrir des hostilités sans associer le Parlement aux premières mesures de guerre [415] contredit ouvertement la pratique en vigueur dans notre pays, est dangereuse pour la Constitution et exige de manière absolue l'intervention de la Chambre, afin de rendre impossible le renouvellement d'une procédure aussi lourde de risques.* »

Or, lord Palmerston a non seulement renoué avec une pratique « dangereuse pour la Constitution », mais il l'a fait, cette fois, avec l'appui du puritain Gladstone et — comme s'il voulait démontrer toute l'ampleur de l'irresponsabilité ministérielle — en jouant les droits du Parlement contre ceux de la Couronne, les prérogatives de la Couronne contre celles du Parlement, et les privilèges des deux contre le peuple. Qui plus est, il a eu l'audace de renouveler sa dangereuse pratique sur la même question. Après que le Parlement ait condamné sa première guerre, il en déclare une autre sans consulter ce Parlement.

Une seule voix a osé s'élever, dans les deux Chambres, pour protester contre l'usurpation gouvernementale, celle de lord Grey, un homme qui appartient, chose curieuse, non pas à l'aile démocratique du Parlement, mais à son aile aristocratique. L'amendement qu'il présenta (le 24 janvier) proposait que l'expédition n'aurait pas dû être entreprise tant que les deux Chambres ne s'étaient pas prononcées à son sujet.

L'accueil réservé à l'amendement Grey tant par le porte-parole du parti gouvernemental que par le chef de l'opposition de Sa Majesté est tout à fait caractéristique de la crise politique vers laquelle glissent les institutions et corps politiques de l'Angleterre. Lord Grey concédait que, du [416] point de vue formel, la Couronne jouissait de la prérogative de déclarer la guerre ; cependant, comme il est interdit aux ministres de dépenser le moindre centime pour une entreprise quelconque sans l'approbation préalable du Parlement, la loi et la pratique constitutionnelles exigent que les représentants responsables de la Couronne ne décident d'aucune expédition militaire tant qu'ils n'en ont pas avisé le Parlement afin de lui demander de prévoir toutes les mesures pour couvrir les frais qui peuvent en découler. De la sorte, si nécessaire, le conseil suprême de la nation peut empêcher dès le début toute guerre injuste ou impopulaire, préparée par des ministres.

Le noble lord cita alors quelques exemples en vue de montrer avec quelle rigueur on respectait jadis ces règles. Lorsqu'en 1790 quelques voiliers anglais furent saisis par des Espagnols au large de la côte nord-ouest de l'Amérique, Pitt envoya aux deux Chambres, un message de la part de la Couronne afin de solliciter des crédits pour couvrir les frais à engager. Lorsqu'en décembre 1826, la sœur de Dom Pedro fit appel à l'Angleterre pour l'assister contre Ferdinand VII d'Espagne qui se proposait d'envahir le Portugal afin d'appuyer Dom Miguel, Canning présenta au Parlement une adresse l'informant des circonstances précises du conflit et du montant probable des dépenses. En conclusion, lord Grey a accusé le ministère d'avoir osé imposer des charges fiscales au pays sans le moindre accord du Parlement, étant donné que les importantes dépenses déjà engagées devaient être couvertes d'une manière ou d'une autre, et ne pouvaient l'être sans [417] détourner des fonds prévus à des fins toutes différentes.

Or, quelle a bien pu être la réponse fournie par le ministère à lord Grey ? Le duc de Newcastle, qui fut le premier de tous à avoir attaqué

la légalité de la deuxième guerre chinoise de lord Palmerston, répondit tout d'abord qu'au cours de ces dernières années, il s'était créée « la *pratique tout à fait salutaire* ... de ne jamais proposer d'amendement au discours du trône... à moins qu'il n'y ait en jeu un grand *objectif de parti* ».

Comme lord Grey n'était pas animé de motifs partisans et n'aspirait pas à renverser le ministère pour se mettre à la tête d'un nouveau, que diable voulait-il donc avec ses attaques contre « la pratique tout à fait salutaire » de ces dernières années ? Avait-il perdu tout sens commun pour se figurer que l'on rompait une lance pour autre chose que des motifs partisans ? En second lieu, n'est-il pas de notoriété publique que lord Palmerston se situe bien au-dessus de la pratique constitutionnelle à laquelle Pitt et Canning étaient anxieusement attachés ? Le noble vicomte n'a-t-il pas conduit une guerre toute sienne en 1831 au Portugal, en 1850 en Grèce et, comme le duc de Newcastle aurait pu poursuivre, en Perse, en Afghanistan et dans d'autres pays encore ? En conséquence, si le Parlement a reconnu à Lord Palmerston le droit de déclarer la guerre, de conclure des traités de paix et de lever des impôts sans restriction tout au long de trois décennies, pourquoi se permettrait-il de rompre subitement avec une tradition de servilité désormais solidement établie ? Le droit constitutionnel peut certes être du côté de lord Grey, mais la [418] prescription joue à coup sûr pour lord Palmerston. Et pourquoi exiger précisément aujourd'hui que lord Palmerston rende gorge, alors qu'il n'a jamais été puni auparavant pour de semblables innovations « salutaires » ? En vérité, le duc de Newcastle s'est montré presque trop indulgent en n'accusant pas de rébellion ouverte la tentative de lord Grey de briser le privilège coutumier de lord Palmerston de faire tout ce qui lui plaît avec ses biens — c'est-à-dire l'armée et les finances de la Grande-Bretagne.

Non moins originaux sont les arguments utilisés par Newcastle pour démontrer la légalité de l'expédition de Pei-ho. Il existe un traité anglo-chinois de 1843, en vertu duquel les Britanniques jouissent de tous les droits concédés par le Céleste Empire à la nation la plus favorisée. Or, dans son récent traité, la Russie s'est fait reconnaître le droit de remonter le Peï-ho. En conséquence, sous le traité de... 1843, les Anglais bénéficiaient déjà du même droit. Le duc de Newcastle a affirmé qu'on pouvait prétendre à ce droit « sans avoir à l'étayer d'avantage ». Mais il aurait dû le faire, en vérité ! On s'apercevrait alors,

d'une part, du fait désagréable que le traité avec la Russie n'a été ratifié que tout récemment, soit bien après la catastrophe de Pei-ho — mais ce n'est là qu'un simple petit « renversement de la série naturelle » —, et, d'autre part, du fait notoire que l'état de guerre suspend les traités existants. Si donc, à l'époque de l'expédition de Pei-ho, la Grande-Bretagne était en guerre avec la Chine, elle ne pouvait en appeler ni au traité de 1843, ni à n'importe quel autre. En revanche, si elle n'était pas en état de guerre, le cabinet Palmerston a pris la liberté de commencer une guerre sans attendre la sanction expresse du Parlement.

Pour échapper à cette dernière alternative, le pauvre Newcastle assure que depuis le bombardement de Canton, soit depuis deux ans, « il n'y a jamais eu de paix entre l'Angleterre et la Chine », et, en conséquence, il n'y en a pas davantage aujourd'hui. Le ministère n'a pas commencé les hostilités, il n'a fait que les poursuivre, et en conséquence il pouvait, sans avoir à étayer davantage ses droits, s'appuyer sur les traités qui ne sont valables qu'en temps de paix. Et pour augmenter encore le charme de cette dialectique originale, lord Palmerston, le chef du cabinet, assure en même temps, à la Chambre des Communes, que l'Angleterre ne « s'est jamais trouvée en guerre avec la Chine ». Et c'est encore le cas maintenant. Il y a eu, certes, le bombardement de Canton, la catastrophe de Pei-ho et les expéditions franco-britanniques, mais pas de guerre, car la guerre n'a jamais été déclarée, et l'Empereur, jusqu'ici, a permis que les affaires continuent à se traiter à Changhaï <sup>248</sup>.

Le fait même d'avoir ignoré, dans ses rapports avec les Chinois, toutes les formes de guerre reconnues par le droit international devient, dans la bouche de Palmerston, un motif pour liquider par rapport au Parlement toute forme d'action constitutionnelle. De même le

---

<sup>248</sup> Cette absence de déclaration de guerre à un peuple colonial révèle, en outre, que la guerre impérialiste a, du côté des pays de couleur, un caractère de guerre civile, puisque les hostilités ne sont pas ouvertes contre l'administration en place, ni, par exemple, contre les classes marchandes, financières, etc. Cette absence de formalisme permet à la bourgeoisie du pays colonial ou dépendant de rester « neutre », tout en continuant de vaquer à ses affaires, délaissant sa mission révolutionnaire qui devra être assumée par d'autres forces. Ici comme ailleurs, il faut chercher la lutte de classes même dans les conflits entre peuples et États, qu'ils soient officialisés ou non.

speaker de la Chambre des Lords, le comte Granville, proclame avec hauteur qu' « en ce qui concerne la Chine, *la consultation du Parlement de la part du gouvernement avait un caractère purement, technique* ». [420] C'est donc, un point de pure technique que de consulter le Parlement !

Qu'est-ce qui fait dès lors la différence entre le Parlement britannique et le Corps Législatif français ? En France au moins c'est l'héritier imaginaire d'un héros national qui se permet de se mettre à la place de la nation, et doit donc affronter à visage ouvert les risques d'une telle usurpation. En Angleterre, c'est un porte-parole subalterne, un misérable chasseur de poste, une anonyme nullité d'un prétendu gouvernement qui, s'appuyant sur un Parlement simiesque et obtus et sur les élucubrations fumeuses d'une presse anonyme elle aussi, sans courir aucun risque, en silence, s'ouvre la voie à un pouvoir irresponsable. Il suffit de comparer, d'une part, le complot suscitant un Sylla avec, d'autre part, les manœuvres « d'affaires » frauduleuses d'un directeur d'une banque par actions, d'un président d'une association de bienfaisance ou d'un secrétaire communal, pour avoir la différence entre l'usurpation impériale en France et l'usurpation ministérielle en Angleterre.

Conscient du fait que les deux factions parlementaires ont un même intérêt à l'impuissance et à l'irresponsabilité ministérielles, lord Derby ne peut naturellement « se joindre au noble comte (Grey) dans ses considérations sévères sur les *omissions* du gouvernement ». Il ne peut se joindre sans restriction aux doléances de lord Grey selon lequel « le gouvernement eut dû convoquer le Parlement et suivre son avis sur la question chinoise », mais « il ne lui apporterait certainement pas sa voix, s'il insistait pour faire voter son amendement ».

[421]

En conséquence, l'amendement n'a même pas été mis aux voix, et tout le débat parlementaire sur la troisième guerre chinoise s'évapora dans de grotesques compliments adressés par les deux factions à l'ami-

ral Hope pour avoir aussi glorieusement traîné dans la boue l'armée et la marine de la Grande-Bretagne <sup>249</sup>.

---

<sup>249</sup> Marx envoya encore trois autres articles — dont nous ne disposons pas, hélas — à la *New York Tribune* qui ne les publia point. Ce n'est donc pas Marx qui a cessé de s'intéresser à la Chine. Peut-être trouverons-nous ces articles parmi les vingt mille pages de Marx-Engels que Moscou a promis de publier d'ici l'an 2005, privant ainsi notre siècle des articles censurés par la rédaction bourgeoise de la *New York Tribune*.

[423]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *Affaires chinoises*

**Karl Marx**

*Die Presse*, 7. V11.1862.

[Retour à la table des matières](#)

Peu de temps avant que les tables n'aient commencé à danser, la *Chine* — ce fossile vivant — était entrée en révolution <sup>250</sup>. En soi, il

---

<sup>250</sup> Cet article est rédigé au cours de la dernière phase de la lutte contre les Taïpings qui s'étaient révoltés en 1851 et menèrent une grande guerre des paysans contre l'ordre précapitaliste en Chine, et l'impérialisme capitaliste. Pas plus que les paysans de l'Allemagne de 1525 et [443] ceux de Russie du XIX<sup>e</sup> siècle, les Taïpings ne réussirent à s'imposer, mais dégénérent.

Au bout de plusieurs années de lutte acharnée, le mouvement taïping commença à souffrir de ses propres contradictions internes. Dans l'État taïping, il se forma une couche féodale qui tendait à un compromis avec les classes régnautes chinoises et cherchait même à commercer avec les impérialistes étrangers. Il y eut bientôt une aile conservatrice et une aile paysanne populaire. Le représentant de la première — le gros propriétaire foncier Wei Chang-hui — avait tué l'un des dirigeants les plus actifs de la seconde — Yang Tchou-sin — mais fut tué à son tour par Houng Siou-ts'uen.

La cause de l'échec du mouvement taïping se trouva en premier dans ses propres contradictions internes, ainsi que dans l'inconsistance finale du mouvement paysan luttant tout seul. Cependant, la révolution taïping fut frappée à mort par l'intervention de l'Angleterre, des États-Unis et de la France qui avaient commencé par soutenir la dynastie mandchoue, sous couleur de « neutralité », avant de se liguier ouvertement avec elle et de com-

n'y a rien d'exceptionnel à ce phénomène, car les Empires d'Orient font toujours preuve du plus grand immobilisme dans leur infrastructure sociale, tandis que la superstructure politique est agitée d'incessants changements de personnes et de dynasties au pouvoir. La Chine est dominée par une dynastie étrangère. Pourquoi, après trois siècles, n'y aurait-il pas un mouvement cherchant à l'abattre ?

L'agitation a eu d'emblée une coloration religieuse, mais cela n'est-il pas propre à tous les mouvements orientaux. Les causes immédiates de cette agitation sont évidentes : immixtion européenne, [424] guerres de l'Opium et ébranlement consécutif du gouvernement existant, fuite de l'argent vers l'étranger, déséquilibre économique à la suite de l'importation de marchandises étrangères etc. Le paradoxe, à mes yeux, c'est que l'opium n'ait pas agi comme somnifère, mais comme excitant. En réalité, la seule chose originale de cette révolution, ce sont ses représentants. À part le changement de dynastie, ils ne se posent pas de problème. Ils n'ont aucun mot d'ordre. Ils sont un fléau bien plus cruel pour les masses populaires que pour les gouvernants traditionnels. Leur mission semble se réduire à opposer au marasme conservateur une destruction sous des formes repoussantes et grotesques, une destruction sans aucun germe de régénération.

Pour définir ces « fléaux de Dieu », voici quelques extraits de la correspondance de Mr. Harvey, consul anglais à Ning-po, à Mr. Bruce, l'ambassadeur anglais à Pékin <sup>251</sup>.

Depuis trois mois, écrit-il, Ning-po se trouve aux mains des révolutionnaires taïping. Ici, comme partout ailleurs où ces brigands exercent leur règne, le seul résultat en est la dévastation. Poursuivent-ils

---

battre de 1862 à 1863 aux côtés des troupes chinoises des grands propriétaires contre les Taïpings qui furent écrasés définitivement en 1864.

L'article de Marx peut frapper par sa sévérité pour le mouvement communautaire et révolutionnaire paysan. En fait, il ne fait qu'enregistrer l'impuissance objective de la paysannerie, tant qu'elle ne lutte pas pour les buts du socialisme *sous la direction du prolétariat*, ou pour les buts du capitalisme sous la direction de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie ou de l'armée de l'État, qui s'appuie sur un certain mode de production social. Les paysans, comme les esclaves, sont historiquement incapables d'instaurer un mode de production à leur image et de l'étendre à la société entière.

<sup>251</sup> Cette lettre a été publiée par le *Times* du 17-VI-1862. Marx la publie telle quelle, sans modifier les termes réactionnaires et choquants de son auteur.

encore d'autres buts ? Le pouvoir avec ses abus illimités et arbitraires leur semble en fait aussi important que la destruction de la vie d'autrui. Cette opinion ne coïncide certes pas avec les illusions de missionnaires anglais <sup>252</sup> qui déraisonnent manifestement lorsqu'ils parlent de « salut de la Chine », de « régénération de l'Empire », de « rédemption du peuple » et d'« introduction du christianisme » grâce aux Taïpings. Après avoir bruyamment fait semblant d'agir pendant dix ans, ils ont tout détruit et n'ont rien produit.

[425]

Toutefois, au dire de Mr. Harvey, dans les relations officielles, les Taïpings se distinguent des mandarins par une attitude franche et directe, voire une décision brutale. Mais, c'est leur seule vertu en tout et pour tout.

Comment les Taïpings rémunèrent-ils leurs troupes ? Celles-ci n'obtiennent aucune solde, mais vivent uniquement de leur butin. Si les villes conquises sont riches, elles vivent dans le luxe et le superflu ; si elles sont pauvres, le soldat doit faire preuve d'ascétisme. Mr. Harvey demanda à un soldat taïping bien vêtu si son métier lui plaisait ? Il répondit : « Pourquoi n'aimerais-je pas mon métier ? Je mets la main sur tout ce qui me plaît, et si je me heurte à une résistance, je fais ainsi — », et de faire de la main le geste de couper une tête. Telle est sa façon de parler. Pour un Taïping, une tête humaine ne vaut guère plus qu'une tête de chou.

L'armée révolutionnaire compte un noyau de troupes régulières, formées de vieux partisans parfaitement exercés depuis de longues années. Le reste se compose de recrues plus jeunes ou de paysans qui ont été incorporés de force à l'occasion d'expéditions militaires. Les chefs envoient systématiquement les recrues enrôlées de force dans une province se battre dans une autre, au fond du pays. En consé-

---

<sup>252</sup> Après 1855, le mouvement taïping imprégna progressivement son communisme d'évangélisme chrétien grâce au zèle des missionnaires blancs. Ainsi, Gutzlaff, dont Marx cite le témoignage sur la situation du mouvement révolutionnaire chinois, (cf. p. 195) était-il missionnaire protestant, connu sous le nom d'apôtre des Chinois. A côté d'intenses activités missionnaires et commerciales dans sa « patrie d'adoption », il contribua à la diffusion de l'idéologie chrétienne en Chine, en traduisant, pour la première fois la Bible en chinois.

quence, on parle actuellement quelque quarante dialectes différents parmi les rebelles à Ning-po, tandis, que l'on entend pour la première fois le dialecte de Ning-po à l'autre bout de la Chine. Tous les vagabonds, les fripouilles, et mauvaises têtes d'un district s'engagent volontairement. Le mariage comme l'opium sont interdits sous peine de mort chez les Taïpings. Le mariage ne sera admis qu'« à partir du moment où l'Empire sera instauré ». En compensation, [426] les Taïping obtiennent carte blanche pour exercer n'importe quel forfait sur les femmes et les jeunes filles, durant les trois jours qui suivent la conquête d'une ville dont les habitants n'ont pas pris la fuite. Ces trois jours passés, toutes les personnes du sexe féminin sont chassées de la ville.

Toute la tactique des Taïpings consiste à répandre la terreur. Leurs succès sont dus essentiellement à cette méthode. Les moyens de cette terreur sont tout d'abord la masse énorme sous laquelle ils apparaissent à un endroit donné. Ils envoient pour commencer quelques émissaires, afin de tâter le terrain, de semer des fausses nouvelles et d'allumer quelques incendies. Si les mandarins parviennent à s'emparer d'eux et à les faire exécuter, d'autres émissaires les remplacent aussitôt, jusqu'à ce que les mandarins et la population quittent la ville en toute hâte, ou que la démoralisation facilite la victoire des insurgés, comme ce fut le cas à Ning-po.

Un autre moyen de terreur, c'est l'attifement bariolé et grotesque des Taïpings. Cela ferait rire un Européen, mais cela agit sur les Chinois comme un talisman dans les batailles. Ces tenues grand-guignolesques procurent aux rebelles plus d'avantages que ne le pourraient des canons rayés. À quoi s'ajoutent leur chevelure, longue, hirsute, noire ou peinte en noir, leurs yeux féroces, leurs cris plaintifs et leurs accès de rage ou de fureur simulée, bref, plus qu'il n'en faut pour glacer de terreur le Chinois du commun qui est si calme, doux et maniéré.

Lorsque les émissaires ont répandu la panique, les premiers habitants des villages s'enfuient, et [427] ce sont eux qui se chargent de répandre des bruits exagérés sur le nombre, la puissance et la méchanceté de l'armée d'invasion. Tandis que les flammes jaillissent au centre de la ville et que ses défenseurs marchent en direction de l'ennemi sous l'impression de ces scènes de terreur, on voit apparaître de loin en loin quelques-unes de ces figures terrifiantes, dont l'effet est fou-

droyant. Au moment voulu, ce sont alors cent mille Taïpings, armés de sabres, d'épieux et d'armes à feu, qui se précipitent sur leur adversaire sans énergie, et balaient tout sur leur passage, s'ils ne se heurtent pas à une résistance comme ce fut le cas récemment à Changhaï.

« Les Taïpings sont », aux yeux de Mr. Harvey, « une masse énorme de gens de rien ».

Le Taïping est manifestement le diable en personne, comme doit se le représenter l'imagination chinoise. Mais il est vrai aussi que c'est en Chine seulement qu'un diable de cette sorte est possible. *C'est le produit d'une vie sociale fossilisée.*

[429]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *[Le commerce britannique du coton]*

**Karl Marx**

*New York Tribune*, 14. X. 1861.

[Retour à la table des matières](#)

... Même sur le marché chinois, on assiste à une dépression des prix due à l'accumulation des stocks de marchandises importées <sup>253</sup>.

---

<sup>253</sup> Cet article évoque les grands courants commerciaux entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Marx y met en [444] évidence que la grande industrie exige dans les colonies une évolution des rapports sociaux dans le sens d'une augmentation de productivité des forces du travail produisant les matières premières. L'esclavage dans les plantations de coton du Sud des États-Unis, par exemple, ou le simple pillage des matières premières ou produits exotiques ne suffisent plus à satisfaire les besoins croissants de l'industrie. Cependant, cette évolution des forces productives en sens capitaliste se heurte au caractère réactionnaire du colonialisme lui-même, qui a pour tendance — comme le capitalisme en ses débuts dans la métropole — d'exploiter les formes sans défense du travail humain (enfants, femmes). Dans les métropoles, ce sont les grèves et l'agitation ouvrière qui ont finalement réglementé le travail et limité les heures de travail, tandis que dans les colonies ce sont les révolutions successives qui ont progressivement introduit des formes moins directement esclavagistes et plus productives du travail humain.

Une autre tendance réactionnaire se développe surtout au stade ultérieur de l'impérialisme : faire produire des articles de plus ou plus inutiles, mauvais, voire nocifs, pour les pays dépendants, opium, coton au lieu de laine et de soie, aujourd'hui plastiques, pétrole, acier et béton, alors que les hommes souffrent de plus en plus de la faim. La culture purement européenne du vin

Dans ces conditions, et la demande de coton manufacturé britannique diminuant, le prix des cotonnades ne peut, certes, aller de pair avec l'augmentation croissante des prix du coton brut ; au contraire, dans de nombreux cas, le filage, le tissage et l'impression du coton cessent de payer les frais de production. Prenons, par exemple, le cas suivant que nous communique l'un des plus grands fabricants de Manchester, pour ce qui concerne le filage brut :

[430]

	Par livre	Marge de vente	Coût du filage par livre
<i>En date du 17. IX. 1860</i>			
Coût du coton	6 ¼ d	4 d	3 d
Trame 16 vendue pour	10 ¼ d	—	—
Profit :			1 d par livre
<i>En date du 17. IX. 1861</i>			
	Par livre	Marge de vente	Coût du filage par livre
Coût du coton	9 d	2 d	3 ½ d
Trame 16 vendue pour	11 d	—	—
Perte			1 ½ d par livre

La consommation de coton indien augmente rapidement. Si les prix continuent de monter, les approvisionnements indiens augmenteront. Cependant, il est impossible de changer en quelques mois toutes

---

en Algérie a ainsi gravement retardé l'essor économique de ce pays, tandis que le pétrole rattache ce pays au néo-impérialisme français ou américain, en faisant miroiter les royalties, d'un côté, et en se reliant à l'automobile de chaque citoyen, démocratiquement, de l'autre.

les conditions de production et de modifier le cours des échanges commerciaux. L'Angleterre elle-même est ainsi en train de payer très cher sa longue et odieuse administration du vaste empire indien.

Les deux principaux obstacles auxquels se heurteront ses tentatives de remplacer le coton américain par l'indien <sup>254</sup> sont le manque de moyens de transport et de communication sur tout le territoire indien, et la situation misérable du paysan indien qui le rend inapte à exploiter les conditions favorables qui peuvent se présenter à lui. Les Anglais eux-mêmes sont à l'origine de ces deux difficultés.

L'industrie moderne de l'Angleterre repose en général sur deux axes misérables. L'un est la [431] pomme de terre, qui était le seul moyen d'alimentation de la population irlandaise et d'une grande partie de la classe ouvrière anglaise. Cet axe se brisa, lors de la maladie

---

<sup>254</sup> Dans *le Capital* (livre I, Ed. Soc., t. II, p. 115-116), Marx établit le résultat des perfectionnements mécaniques amenés dans les fabriques de coton par la guerre civile américaine sur la base de statistiques confirmant le mouvement de concentration et de modernisation de l'industrie cotonnière britannique. Ainsi, la lutte anti-impérialiste n'a pas seulement pour effet d'introduire des rapports de production modernes dans la colonie, mais elle profite même à l'industrie de la métropole, en affaiblissant les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie (marchands, financiers et autres spéculateurs) et en renforçant son aile industrielle. La lutte anti-impérialiste doit donc se relier à celle du prolétariat socialiste pour produire tous ses effets révolutionnaires, car tant que le capitalisme n'est pas renversé, il assimile finalement tous les côtés positifs des mouvements révolutionnaires.

Marx montre, de même, que la lutte anti-esclavagiste aux États-Unis, a permis virtuellement aux autres colonies — en l'occurrence l'Inde — de passer à un mode [445] d'exploitation moins stérilisant qu'auparavant, à condition que l'impérialisme réactionnaire, battu ici, ne se renforce pas là. Autrement dit, que la lutte anti-impérialiste se généralise.

En ce qui concerne la lutte anti-impérialiste dans les pays colonisés par les Blancs, cf. Marx-Engels, la *Guerre civile aux États-Unis*, 10/18, 1970, 318 p. La fermeté dans la lutte anti-impérialiste, surtout pendant les hostilités elles-mêmes, détermine en grande partie l'évolution sociale et économique ultérieure de la colonie. Ainsi, Marx écrivait dans *le Capital* : « *Le développement économique des États-Unis est lui-même un produit de la grande industrie européenne, et plus particulièrement de l'industrie anglaise. Dans leur forme actuelle, on doit les considérer encore comme une colonie de l'Europe.* » Et Engels d'ajouter en 1890, le passage suivant : « *Depuis, ils sont devenus le deuxième pays industriel du monde sans avoir cependant perdu tout à fait leur caractère colonial.* »

de la pomme de terre et de la catastrophe qui en résulta pour l'Irlande <sup>255</sup>. Il faut trouver maintenant une base plus large pour la reproduction et la conservation de millions de travailleurs.

Le second axe de l'industrie anglaise était le coton cultivé par les esclaves des États-Unis. L'actuelle crise américaine [guerre de Sécession : 1861-1865] force l'industrie anglaise à élargir le champ de son approvisionnement et à libérer le coton de oligarchies productrices et consommatrices d'esclaves <sup>256</sup>. Aussi longtemps que les fabricants de

---

<sup>255</sup> Marx fait allusion à la disette de pommes de terre en 1845-1847. À la suite de cette catastrophe, les petits tenanciers irlandais, incapables de payer les métayages, furent chassés en masse par leurs propriétaires. La colère paysanne éclata lors de la révolte de 1848. La répression de ce soulèvement entraîna une émigration massive vers les États-Unis. Marx en conclut que les Irlandais installés en Amérique vengeraient leurs frères tués en Irlande, en luttant pour briser les derniers liens coloniaux unissant les États-Unis à la Grande-Bretagne, prélude à la ruine du primat anglais sur le marché mondial et à son remplacement par les États-Unis à la direction du monde capitaliste. De fait, ces émigrés eurent l'occasion de se battre et de remporter une première victoire au cours de la guerre civile américaine de 1861-1865.

Dans l'exposé du 16-XII-1867 au Conseil général de l'Internationale sur la question irlandaise, Marx dit à propos de la disette de 1847 qui dépeupla l'Irlande : « *Plus de 1 100 000 d'humains furent remplacés par 9 600 000 moutons. Ce fait est inouï dans les annales de l'Europe. Les Russes remplacent les Polonais qu'ils déportent par des Russes, et non par des moutons. Ce n'est que parmi les Mongols en Chine que l'on discuta un jour de la question de démolir les villes pour faire place aux moutons.* »

<sup>256</sup> Dans le chapitre sur *le Machinisme et la grande industrie*, Marx met en évidence le lien existant entre la grande industrie capitaliste et le colonialisme : « *D'une part, les machines exigent directement une augmentation des matières premières travaillées, par exemple, la machine à dévider le coton a augmenté la production de coton ; [446] d'autre part, le bas prix des produits de fabrique et le perfectionnement des voies de communication et de transport fournissent les armes pour la conquête des marchés étrangers. En ruinant par la concurrence leur main-d'œuvre indigène, l'industrie mécanique les transforme forcément en champs de production des matières premières dont elle a besoin. C'est ainsi que l'Inde a été contrainte de produire du coton, de la laine, du chanvre, de l'indigo, etc. pour la Grande-Bretagne.*

*En rendant surnuméraire là où elle réside une partie de la classe productive, la grande industrie nécessite l'émigration, et par conséquent, la colonisation de contrées étrangères qui se transforment en greniers de matières premières pour la mère-patrie ; c'est ainsi que l'Australie est devenue un immense magasin de laine pour l'Angleterre... Dans l'Inde, au contraire,*

coton anglais dépendaient du coton cultivé par des esclaves, on pouvait affirmer en vérité qu'ils s'appuyaient sur un double esclavage : l'esclavage indirect de l'homme blanc en Angleterre, et l'esclavage direct de l'homme noir de l'autre côté de l'Atlantique.

---

*l'importation de calicots anglais fabriqués mécaniquement amena une crise des plus spasmodiques. Il n'y a pas d'exemple d'une misère pareille dans l'histoire du commerce, dit dans son rapport de 1834-35, le gouverneur général, les os des tisserands blanchissent les plaines de l'Inde » (le Capital, I, Ed. Soc., vol. II, p. 131432, 112-113).*

[433]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

##### *[Le traité de commerce avec la France]*

**Friedrich Engels**

*The Labour Standard*, 18. VI.1881.

[Retour à la table des matières](#)

Il ne fait absolument pas de doute que notre génération sera encore témoin de ce que les cotonnades américaines concurrenceront les anglaises en Inde et en Chine et gagneront progressivement du terrain sur ces deux marchés de tête, et de ce que les machines et produits métalliques américains rivaliseront avec ces productions anglaises dans toutes les parties du monde, Angleterre y compris. La même nécessité inéluctable qui fit passer les manufactures flamandes en Hollande, puis les hollandaises en Angleterre, fera sous peu que le centre de l'industrie mondiale sera transféré d'Angleterre aux États-Unis. Or sur le terrain d'activité limité qui lui restera encore [434] alors, l'Angleterre trouvera des concurrents redoutables dans plusieurs États d'Europe <sup>257</sup>.

---

<sup>257</sup> En théorie, on peut escompter qu'après l'Angleterre, l'Amérique peut être supplantée à la tête du monde capitaliste par une nouvelle puissance surgie de l'immense lutte pour l'indépendance nationale au cours de cet après-guerre, par exemple la Chine. Et que ce déplacement du centre de gravité de la société entraînera des bouleversements considérables, susceptibles de favoriser la révolution socialiste internationale.

On ne saurait fermer les yeux longtemps sur le fait que l'Angleterre est en train de perdre rapidement le monopole industriel. Si la bourgeoisie « éclairée » croit qu'il est de son intérêt de cacher ce fait, la classe ouvrière se doit de le considérer hardiment, car elle y est encore bien plus intéressée que les classes « supérieures ». Celles-ci peuvent encore rester pour un temps très long les banquiers et prêteurs d'argent du monde, comme l'étaient avant elles les Vénitiens et les Hollandais dans la phase de leur déclin. Mais que deviendront les ouvriers lorsque le gigantesque commerce d'exportation de l'Angleterre commencera à se contracter chaque année davantage, au lieu de croître ? Si le transfert des chantiers de construction de navires métalliques de la Tamise vers la Clyde a suffi à condamner tout le quartier Est de Londres à la misère chronique, que signifiera alors pour l'Angleterre le transfert effectif de tout son commerce maritime outre-Atlantique ?

Il en résultera un fait considérable : la rupture du dernier lien qui rattache encore la classe ouvrière anglaise à la classe bourgeoise anglaise. Ce lien, c'était leur collaboration à toutes deux pour obtenir un monopole national. Dès lors que ce monopole est en pièces, la classe ouvrière britannique sera obligée de prendre elle-même en main ses intérêts et l'œuvre de sa propre émancipation, en mettant un terme au système du salariat. Nous souhaitons qu'elle n'attende pas jusque-là.

[435]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *[Marché colonial et marché mondial]*

**Friedrich Engels**

*Introduction à l'édition anglaise  
du [Socialisme utopique et socialisme scientifique](#) (1892).*

[Retour à la table des matières](#)

Et même en affaires la suffisance du chauvinisme national est un piètre conseiller. Jusque tout dernièrement, les fabricants anglais en général considéraient comme au-dessous de la dignité d'un Anglais de parler une autre langue que la sienne, et ils étaient fiers que de « pauvres diables d'étrangers » s'établissent en Angleterre pour les décharger des tracas de la vente de leurs produits à l'extérieur. Jamais ils ne songèrent que ces étrangers — pour la plupart, des Allemands — s'empareraient de la sorte d'une grande partie du commerce extérieur anglais — importation aussi bien qu'exportation — et que le commerce [436] extérieur de l'Angleterre finirait par se limiter presque exclusivement aux colonies, à la Chine, aux États-Unis et à l'Amérique du Sud <sup>258</sup>. Ils ne remarquèrent pas davantage que ces Alle-

---

<sup>258</sup> Dans son article du 16-XI-1892 sur l'élection présidentielle américaine, Engels notait : « *Si vous lisez la Neue Zeit n°2 d'octobre, p.56, vous constaterez que les produits cotonniers et liniers américains refoulent progressivement les mêmes articles anglais du marché intérieur ; que les importations anglaises n'ont jamais pu atteindre depuis 1881 le niveau américain, dont elles*

mands commerçaient avec d'autres Allemands à l'étranger et qu'ils organisaient progressivement tout un réseau de comptoirs commerciaux sur toute la surface du globe. De fait, lorsque l'Allemagne commença sérieusement à produire pour l'exportation, il y a quarante ans, ce réseau la servit à merveille pour accomplir sa transformation, en un temps si court, d'un pays exportateur de céréales en un pays industriel de première importance <sup>259</sup>...

---

*ne représentent plus que le tiers en 1891. Or, la Chine est, à côté de l'Inde, le marché principal de ces articles. »*

<sup>259</sup> L'une des raisons objectives de la faiblesse des bourgeoisies coloniales est qu'elles ne trouvent pas ou peu de débouchés extérieurs à l'expansion d'une industrie nationale, contrairement à la plupart des bourgeoisies blanches qui se développèrent un siècle plus tôt, voire davantage. Il n'en reste pas moins qu'arrivées au pouvoir, ces bourgeoisies tendent aussitôt à une expansion impérialiste que leur dicte toute leur nature capitaliste.

[437]

#### IV. RUINE DE LA CHINE TRADITIONNELLE

### *[La guerre sino-japonaise]*

**Friedrich Engels**

*Lettre à Laura Lafargue, septembre 1894.*

[Retour à la table des matières](#)

La guerre entre la Chine et le Japon me semble avoir été tramée par le gouvernement russe qui utilise le Japon pour parvenir à ses fins <sup>260</sup>. Mais quoi qu'il en soit, une chose est inévitable : l'effondrement complet de tout le système social de la Chine antique. Dans ce pays, subsiste encore un système combinant artificiellement l'agriculture à l'industrie domestique, puisqu'il élimine impitoyable-

---

<sup>260</sup> Engels insiste aussitôt sur l'alignement des impérialismes (russe et japonais) contre la Chine, et donc sur le lien de cette guerre entre Asiatiques avec les guerres entre Chinois et Européens.

Depuis 1885, le Japon exerçait pratiquement un protectorat (théoriquement en commun avec la Chine) sur la Corée. Au cours de l'été 1894, le Japon provoqua la guerre sino-japonaise pour s'assujettir entièrement la Corée et prendre pied en Chine du Nord. Les troupes chinoises subirent des défaites écrasantes, tant sur terre que sur mer. Et la Chine dut littéralement capituler. Par le traité de Shimonoseki (1895), la Corée fut déclarée « indépendante », mais le Japon y assura sa souveraineté. Taiwan (Formose) ainsi que diverses îles furent annexées par le Japon, et la Chine dut payer au vainqueur une indemnité de guerre de 200 millions de taels. Enfin, le Japon obtint le droit de créer des entreprises en Chine et d'ouvrir quelques nouveaux ports au commerce.

ment tout élément qui le perturberait. Cette exclusion de tout ce qui est étranger a été, en partie, contrecarrée par les guerres contre les Anglais et les Français, et elle doit être menée à terme par cette guerre entre Asiatiques, contre un rival qui est le plus proche voisin des Chinois. Les Chinois, battus sur terre et sur mer, devront [438] s'euro-péaniser, ouvrir leurs ports au commerce universel, construire des chemins de fer et des fabriques et, par conséquent, mettre complètement en pièces l'antique système qui permettait de nourrir tant de millions d'êtres humains.

La Chine ressentira subitement sa surpopulation sans cesse croissante ; les paysans chassés de leur terre afflueront vers les côtes, afin de chercher leurs moyens de subsistance dans les pays étrangers. Jusqu'ici des milliers de Chinois ont émigré. Or à présent des millions seront candidats à l'émigration. Dans ces conditions, les coolies chinois iront partout, en Europe, Amérique et Australie, et ils auront pour effet d'y faire baisser les salaires et d'adapter le niveau de vie de nos ouvriers à celui des Chinois. Alors le moment sera venu pour nos ouvriers européens. Or, les Anglais seront les premiers à souffrir de cette invasion, et ils devront de nouveau lutter <sup>261</sup>. Je compte absolument

---

<sup>261</sup> L'instinct de conservation de la bourgeoisie a su éviter une telle migration massive bouleversant tous ses rapports sociaux fondamentaux. Mais, du point de vue théorique, l'affirmation d'Engels est à retenir parce qu'elle établit une liaison objective entre les peuples de couleur et le prolétariat, entre la « question coloniale » et la « question syndicale » : « *La vérité, la voici : aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Certes, ces avantages se répartissaient fort inégalement en son sein, la minorité privilégiée en empocha la plus grande partie, mais même la grande masse en avait, du moins par-ci par-là, sa portion. C'est ce qui explique qu'il n'y a plus eu de socialisme en Angleterre depuis la mort de l'owenisme.*

« *Avec la ruine de la suprématie industrielle, la classe ouvrière d'Angleterre va perdre sa condition privilégiée. Dans son ensemble — y compris donc sa minorité privilégiée —, elle se verra alignée au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est pourquoi le socialisme renaîtra en Angleterre.* » Cf. Engels, *Angleterre 1845 et 1885*, in : *Die Neue Zeit*, revue théorique de la social-démocratie allemande, juin 1885. Trad. française dans Marx-Engels, *le Syndicalisme*, t. I, p. 192-193, Editions Maspero 1971. Toute la dernière partie de ce premier volume (p.171-216), ainsi que le début du second (p.11-107), traitent de la question de l'aristocratie ouvrière.

sur cette guerre sino-japonaise pour accélérer d'au moins cinq ans notre victoire en Europe, sans parler de ce qu'elle la facilitera considérablement, étant donné qu'elle rejettera toutes les classes non capitalistes dans notre camp. Seuls les grands propriétaires fonciers et les fabricants seront *prochinois* <sup>262</sup>.

*Engels à Kautsky, 22. IX. 1894.*

La guerre entre la Chine et le Japon signifie la fin de la vieille Chine, la révolution complète de toute la base économique — même si elle ne s'accomplit que progressivement —, ainsi que la dissolution de la traditionnelle liaison entre agriculture et industrie grâce à la grande industrie [439] et les chemins de fer, d'où une émigration massive des coolies chinois jusque vers l'Europe ; autrement dit, en ce qui nous concerne, une accélération de la débâcle capitaliste et une aggravation des antagonismes qui déclenchent la crise. C'est de nouveau une ironie merveilleuse de l'histoire : en somme, il ne reste plus à la production capitaliste qu'à s'emparer de la Chine ; or, en effectuant *enfin* cette conquête, elle se rend la vie impossible à elle-même dans sa patrie d'origine.

*Engels à Fr. A. Sorge, 10. XI. 1894.*

La guerre en Chine a donné un coup fatal à la Chine antique. Son isolement est devenu impossible, et l'introduction du chemin de fer, des machines à vapeur, de l'électricité et de la grande industrie devient dès lors une nécessité, ne serait-ce que pour des raisons militaires. Ainsi, s'effondre tout le vieux système économique de la petite culture paysanne, où l'on produisait aussi les articles industriels pour toute la famille, donc tout le système social traditionnel qui permettait de faire vivre une population relativement dense. Des millions de Chinois seront donc privés de tout moyen de gagner leur vie et contraints d'émi-

---

<sup>262</sup> En d'autres termes, dans une lutte où le prolétariat lui-même n'est pas engagé, le marxisme désigne toujours comme progressives les forces qui détruisent l'ordre précapitaliste. En ce sens, il n'est pas de nation élue, privilégiée.

grer, et ces millions finiront par trouver le chemin qui mène à l'Europe, et ce, massivement. Mais la concurrence chinoise, dans la mesure où elle sera massive, poussera les choses à leur paroxysme, chez vous [en Amérique] et chez nous : ainsi la conquête de la Chine par le capitalisme sera en même temps le prélude à la chute du capitalisme en Europe et en Amérique.

FIN